

En dépit des réserves de la CEE

M. Roland Dumas a rencontré
M. Yasser Arafat à TripoliCavalier
seul

M. YASSER ARAFAT a de bonnes raisons d'aimer la France, qui vint à son secours dans les moments difficiles, et rarement le déçoit. C'est encore elle qui l'aide aujourd'hui à sortir de la quarantaine diplomatique où il s'est enfoncé par son soutien aveugle à M. Saddam Hussein pendant la crise du Golfe. M. Roland Dumas, qui a toujours eu un faible pour le chef de l'OLP, a rencontré ce dernier à Tripoli dans la nuit de lundi à mardi. Le chef de la diplomatie française est ainsi le premier responsable occidental à renouer le dialogue avec le « patron » de l'OLP depuis la guerre du Koweït.

Aux yeux de la France, M. Arafat reste un interlocuteur « incontournable ». Pour Paris, l'erreur « pro-irakienne » du dirigeant palestinien n'est qu'un incident de parcours qui ne le disqualifie ni n'entame son droit à s'exprimer au nom de son peuple. M. Dumas fait valoir, non sans raison, que l'OLP est la seule organisation représentative des Palestiniens et que M. Arafat, qu'on le veuille ou non, en est le leader légitime et populaire, notamment dans les territoires occupés par Israël. En outre, observe-t-il, renier le chef de l'OLP reviendrait à faire le jeu des plus extrémistes, radicaux de la centrale palestinienne ou dirigeants islamistes.

Si la France s'est empressée de reprendre langue avec M. Arafat, c'est aussi parce qu'elle souhaite à tout prix être présente sur la scène proche-orientale au moment où les États-Unis animent de nouvelles grandes manœuvres diplomatiques entre Israël et ses voisins arabes. Affichant son souci de « laisser jouer » Washington au Proche-Orient, Paris assure ne vouloir rien compliquer la tâche du secrétaire d'État américain, M. James Baker, lequel tente ces jours-ci de « vendre » aux parties en conflit un projet de conférence régionale sur la question palestinienne.

Il n'empêche : la France et les États-Unis sont loin d'être au diapason. À la différence de Washington, Paris reste partisan de l'événement d'un État palestinien, pourvu que celui-ci accepte le droit d'Israël à vivre en sécurité. Pour relancer le processus de paix, les faveurs de la France vont toujours à une conférence internationale.

SURTOUT, la France, sans vouloir jouer les rabat-joie, a du mal à cacher son scepticisme quant aux chances de succès de M. Baker. Elle continue de douter de la capacité des Américains à obtenir de réelles concessions d'un État juif hostile à tout dialogue avec l'OLP et à toute formule d'autodétermination palestinienne qui fait au-delà d'une simple autonomie.

Il reste que la rencontre de Tripoli n'irritera pas seulement les dirigeants israéliens, qui, de longue date, sont sans illusions. Elle devrait être diversement appréciée des Douze. Les Européens n'étaient-ils pas convenus, tout récemment encore, de maintenir le « gel » de leurs relations avec l'OLP ? Mais la France a préféré, au service de la « paix », faire, une nouvelle fois, cavalier seul.

M0147 - 0424 0 - 6.00 F



En dépit des fortes réserves des Douze à l'égard de l'OLP, dues à l'alignement de la centrale palestinienne sur les positions irakiennes durant la crise du Golfe, M. Roland Dumas a rencontré M. Yasser Arafat à Tripoli, dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 avril.

A cette occasion, le dirigeant palestinien a réitéré son opposition à la conférence régionale sur le conflit israélo-arabe, prônée par le secrétaire d'État américain, M. James Baker, qui mène une nouvelle mission de bons offices au Proche-Orient.

Lire les articles de JACQUES DE BARRIN et de MICHEL DEURÉ page 3

L'aide aux réfugiés irakiens

Des militaires français et britanniques
ont rejoint les Américains au Kurdistan

Dans le cadre d'une opération conjointe d'aide aux réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak, un détachement de parachutistes français ainsi qu'une centaine de soldats britanniques ont rejoint, lundi 22 avril, les forces américaines qui contrôlent depuis dimanche la région de Zakho, au Kurdistan irakien.

Tandis que les négociations se poursuivaient à Bagdad entre les chefs kurdes et le régime en place, l'opposition chiite a fait état de l'intensification des opérations militaires menées dans le sud du pays par les troupes de M. Saddam Hussein.



Lire nos informations ainsi que le reportage de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX page 4

Le dollar
supplante
le mark

Le cours du dollar a gagné 6 % environ depuis vendredi 19 avril. La monnaie américaine approchait en ce début de semaine la barre des 6 francs, son plus haut niveau depuis la fin de 1989. Cette évolution reflète les espoirs de reprise de la croissance économique aux États-Unis et les craintes relatives aux difficultés politiques et économiques de l'Allemagne. Les pays industrialisés redoutent que Francfort ne décide prochainement de relever à nouveau le coût du crédit, afin de lutter contre la faiblesse du mark. L'équilibre mondial des taux d'intérêt fera l'objet de discussions lors de la prochaine réunion du groupe des Sept, dimanche 28 avril à Washington.

Lire l'article de FRANÇOIS RENARD page 21

Un entretien avec le procureur du Mans

« La procédure était irrégulière dès l'origine », affirme M. Henri Bertrou, à propos de l'instruction du juge Jean-Pierre dans l'affaire Urba

M. Henri Bertrou, procureur du Mans, ne s'était pas encore exprimé sur l'affaire Urba concernant le financement du PS. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, ce magistrat, qui est à deux mois de la retraite, affirme que l'instruction menée par le juge Jean-Pierre était « irrégulière dès l'origine ». Ce sont deux substituts de son parquet qui avaient permis au juge de se lancer dans cette instruction en signant les réquisitoires pour extorsion de fonds, puis pour corruption. M. Bertrou avait demandé le dessaisissement du juge, le 7 avril dernier.

« Vous affirmez que vous avez été tenu à l'écart de cette procédure. A quelle date et dans quelles conditions avez-vous appris qu'une information judiciaire pour extorsion de fonds avait été ouverte au Mans ? »

« Je l'ai appris tout à fait par hasard, le 13 mars dernier. Ce dossier concernait une affaire financière, j'ai donc commencé par contacter le substitut chargé des affaires financières. Il n'en avait jamais entendu parler, ce qui était tout à fait étonnant. Il avait dans son bureau un inspecteur de la section économique et financière du SRPJ d'Angers, qui nous a alors appris que son service était chargé de trois commissions rogatoires délivrées par le juge Jean-Pierre dans le cadre de cette affaire. J'étais stupéfait. Après vérification, je me suis aperçu qu'une information judiciaire avait effectivement été ouverte le 8 janvier par un substitut, M. Edouard Wawrzyniak. Cette ouverture avait eu lieu dans des conditions tout à fait anormales : M. Wawrzyniak aurait dû me prévenir avant de l'ouvrir. Il ne l'a pas fait. De plus, cette affaire, qui n'avait aucun caractère d'urgence, aurait dû être confiée au substitut chargé des affaires financières. Or, il n'a jamais été ne serait-ce que prévenu de l'existence de cette affaire. Ce dossier était pourtant ouvert depuis deux mois ! »

Propos recueillis par ANNE CHEMIN
Lire la suite et nos informations page 12

M. Michel Noir s'explique

Le maire de Lyon répond à ses contradicteurs au cours d'une réunion de son conseil municipal

page 11

La réforme hospitalière en attente

Le gouvernement est contraint de reporter le vote sur le projet de loi

page 9

Des TGV à deux niveaux pour le Sud-Est

La SNCF a commandé cent rames à GEC-Alsthom. Un marché de 11,5 milliards de francs

page 22

Un entretien avec M. Jacques Attali

Le président de la Banque européenne pour la reconstruction de l'Est répond aux critiques

page 2

La controverse sur le siège
du gouvernement allemand

Le chancelier Kohl se prononce, à terme, en faveur de Berlin

page 28

SCIENCES ♦ MÉDECINE

Tchernobyl : la peur en héritage

■ Des stradiavariants en peau de carbone. ■ La terre parle au ciel.

pages 17 à 19

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

NUMÉRO SPÉCIAL

EUROPE :
L'ENGRENAGE
DU
MARCHÉ UNIQUE

116 pages

45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'Afrique des trafics

I. - Les chemins de la drogue

Héroïne, cocaïne, substances psychotropes, l'Afrique devient la cible et la plaque tournante des trafiquants de stupéfiants.

par Eric Foforino

L'assaut est récent. Sept ans pour la « brume » du Croissant d'or, tout juste deux ans pour la « chinoise » du Triangle d'or et « lady oca » venue de Rio. De saisies en arrestations, la nouvelle se confirme : l'Afrique est dans la sangle des trafiquants internationaux, piquée à la corne par les barons asiatiques, sur son flanc ouest par les fournisseurs nigériens et ghanéens de la cocaïne qui font leurs emplettes jusqu'à Bogota, cernée enfin par ces îles où tout est possible, Madagascar, Maurice, les Comores, Sao-Tomé-et-Principe, le Cap-Vert. C'est l'Afrique des trafics où les stupéfiants empruntent à l'occasion les voies mystérieuses de l'ivoire et des armes. Une partie substantielle

de l'héroïne interceptée en Europe (au moins 30 %) transite désormais par le continent noir (1).

Mais les drogues dures ne font pas que passer dans l'ancien empire de la traite. Les prix s'adaptent au pouvoir d'achat des pauvres. On signale des cas de décès par overdose. L'Afrique sent la poudre, les amphétamines, et les barbituriques importés en fraude de laboratoires occidentaux, est-européens ou indiens, quand ils ne sont pas produits sur place, comme à Lagos, avec l'appui de chimistes européens dont certains appartenaient au milieu sicilien.

L'ère s'est achevée de la « géographie de la culpabilité » qui séparait le monde en deux camps, celui des producteurs au Sud, celui des consommateurs au Nord. A travers l'Afrique, les trafiquants visent la zone la plus désertifiée de la planète et aussi la moins équipée en brigades et en matériel de dépistage de stupéfiants, la moins rétive à la corruption. Une cible idéale que

cette Afrique aux façades maritimes non surveillées, aux aéroports-passeoires, aux salons d'honneur libres d'accès pour peu qu'on « présente bien », aux douaniers toujours prêts à monnayer leur silence contre un billet froissé. Le transit par ce continent, à destination de l'Europe et des États-Unis, s'opère, de source policière, dans des conditions de sûreté « quasi absolue ». Combien de doses cache ce constat accablant ? Sur les cinquante États africains, pas un n'échappe aujourd'hui à ce qui prend l'allure d'un nouveau fléau. Après la sécheresse, la malnutrition, les épidémies, les guerres civiles, la déforestation et le sida, le continent « tombe » pour trafic de drogue.

Lire la suite page 20

(1) En 1989, sur les 225 kilos d'héroïne saisis en Afrique, 176 kilos (soit 80 %) étaient destinés au marché européen. Sur les 300 kilos d'héroïne saisis en Europe la même année, la moitié avait transité par l'Afrique.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Espagne, 14 PTA ; Grèce, 56 pt ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 460 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,80 FB ; USA (NY), 2 \$; USA (Calif.), 2,50 \$.

محكمة من الأحكام

DÉBATS

Un entretien avec M. Jacques Attali

L'ancien conseiller spécial de M. Mitterrand, devenu président de la Banque européenne, plaide pour une transition vers la démocratie « strictement juste »

L'installation, à Londres, le 15 avril, de la Banque européenne de reconstruction et de développement s'est accompagnée d'une vive polémique déclenchée dans la presse anglo-saxonne contre le président de cette nouvelle institution, M. Jacques Attali y répond, en même temps qu'il évoque ses missions, et fait le bilan de dix ans passés au côté du président de la République, en qualité de conseiller spécial.

« A l'occasion des cérémonies d'ouverture de la Banque européenne, vous avez été violemment attaqué par la presse anglo-saxonne. Comment l'expliquez-vous ?

— Le scepticisme de la presse est sain : elle ne doit jamais prendre les choses dites pour des faits, mais les vérifier. Parfois je suis surpris quand certains journaux, si justement célébrés pour la priorité qu'ils accordent aux faits, commentent l'action de la Banque européenne en se fondant sur des informations totalement erronées et même invraisemblables, mais je ne m'occupe pas beaucoup de cela. J'agis. Le temps et l'Histoire diront si nous avons réussi à créer l'institution que j'ai en tête et que le traité définit. La presse saura alors le reconnaître, même si c'est dans dix ans.

— Aucun programme précis n'a pour l'instant été annoncé. Quand connaîtrons-nous les premiers projets de la banque ?

— Les orientations et les priorités du programme de la banque ont été débattues, discutées, et approuvées (en même temps que le budget de la banque pour 1991) par le conseil d'administration lors de sa première réunion, le jeudi 18 avril. C'est une démonstration éclatante de l'avance rapide de la banque et du soutien de tous les pays membres. Ceci dit, les premiers projets spécifiques de la banque sont encore en discussion. Certains (comme ceux portant sur l'assistance technique, l'infrastructure ou l'environnement) seront rendus publics rapidement. D'autres, qui concernent le secteur privé, seront évidemment gardés confidentiels jusqu'à la dernière minute des négociations les concernant.

— Vous n'avez pas trouvé de premier vice-président américain ?

— Le traité prévoit, à la tête de la banque, un président élu pour quatre ans qui doit choisir plusieurs vice-présidents. J'ai décidé d'avoir cinq vice-présidents, un américain, un allemand, un hongrois, un suédois et un italien. Le poste que je réserve à un Américain exige des compétences très particulières. C'est la première fois qu'une institution internationale a besoin d'un banquier d'affaires de très haut niveau. M. Stern, vice-président de la Banque mondiale, personnage exceptionnel, avait été approché. En novembre, il a dû renoncer, pour des raisons personnelles. Je l'ai profondément regretté. Cela m'a posé

des problèmes. Mais je choisirai bientôt. Ce ne sont pas les candidats qui manquent.

— Au-delà de cette question de personne, le désaccord semble porter sur le rôle et le fonctionnement de la banque ?

— Face au projet — créer une institution européenne avec l'aide de quelques amis de l'Europe — il y a eu, dès le départ, aux États-Unis, ceux qui pensaient qu'être membre d'une institution paneuropéenne reliait l'Est et l'Ouest pouvait être une chance, et ceux qui pensaient que cette institution serait une bureaucratie de plus, aux mains de quelques Européens, et qu'il valait mieux ne pas en être. La première école l'a emporté.

— Le débat n'a pas été qu'en Amérique. En Europe, certains estimaient que la banque n'avait de sens que si elle contribuait à la destruction de l'Etat et à une expérience idéologique de libéralisme total tel qu'on n'a pu le construire nulle part : d'autres pensaient que cette banque devrait être la première pierre dans la construction d'une architecture continentale, qui pour un jour déboucher sur la confédération. Cette seconde thèse l'a emporté dans la négociation.

— Nous avons ensuite été très vite : entre la première idée émise par le président Mitterrand, en septembre 1989, et la première opération qui sera, je l'espère, financée en mai 1991, il ne se sera écoulé que vingt mois.

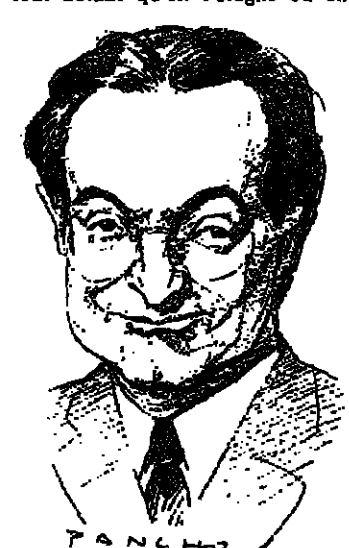
— La BERD, ce sera « un tiers Banque mondiale, deux tiers Banque Lazard », c'est-à-dire des financements pour les infrastructures, mais aussi pour les entreprises privées. Vous avez néanmoins une vision très politique de son rôle ?

— Je dirais un tiers Communauté européenne, un tiers Banque mondiale, un tiers Banque Lazard ou J.P. Morgan. La formule reflète l'implication profonde du politique et de l'économique ; la banque doit apporter une dimension spécifiquement européenne au processus de transition vers le marché. Beaucoup de problèmes posés aux pays de l'Europe centrale et orientale, tels que la pollution, le développement agricole, les télécommunications, la restructuration industrielle ont en effet des conséquences pour l'ensemble de l'Europe. La Banque européenne aura un rôle important à jouer dans le débat paneuropéen ; elle privilégiera les projets qui relient les deux parties de l'Europe donnant une réalité concrète au grand atout pour le continent européen qu'est la proximité géographique des uns et des autres.

— A l'époque de la création de la Communauté, les pays européens voulaient travailler ensemble. Ce n'est pas le cas aujourd'hui des Etats d'Europe de l'Est.

Plutôt que créer une banque, n'aurait-il pas mieux valu organiser une union des paiements gérant les échanges entre ces pays ?

— Il ne s'agit pas de faire travailler les pays de l'Est ensemble, mais de les faire travailler avec ceux de l'Ouest, afin de les intégrer dans un espace commun par des infrastructures physiques, financières et culturelles. Par exemple, la banque va soutenir les opérations de dépollution de la Baltique ; il y aura des travaux à faire en Suède, en Allemagne, en Finlande tout autant qu'en Pologne ou en



Lituanie. Nous avons aussi entrepris, avec l'équipe du commandant Cousteau, un grand programme de valorisation du Danube : il n'y a pas que des pays de l'Est qui soient concernés. Nous allons travailler à l'ensemble de l'énergie en Europe, avec les autres institutions concernées.

— Autant qu'il est possible, il faut éviter tout groupement qui ne concerne que les pays de l'Est. De même une union qui marginaliserait l'Union soviétique ne serait pas bonne.

Promouvoir la démocratie

— L'originalité de la banque, c'est qu'elle va conditionner ses opérations au développement de la démocratie. Qui sera juge du caractère démocratique ou non d'un pays ?

— Le conseil d'administration, composé de représentants de vingt-trois pays membres, sorte de gouvernement de la banque, conseil que je présiderai, décidera. Le département juridique de la banque aidera les pays à mettre en place des systèmes législatifs et judiciaires. Il travaillera à l'établissement de critères permettant d'aider au progrès de la démocratie. C'est la première fois qu'une institution internationale va ainsi être amenée à proposer une doctrine à propos de la démocratie, des droits de l'homme et du multipartisme. Dans une vision très restrictive de ce rôle, elle ne ferait que vérifier techniquement si la

démocratie existe comme une condition à l'intervention économique. Le traité dit que la banque doit faire beaucoup plus et promouvoir la démocratie.

— La banque aura des participations dans des sociétés privées. Si un pays passa de la démocratie à la dictature, que ferez-vous de ces actifs ?

— Dans le cas que vous évoquez, il ne faudrait pas brader ces intérêts. Il y a donc une doctrine à mettre en place.

— Le modèle chilien de développement (l'instauration de l'économie de marché sous un pouvoir dictatorial) fait des émules à l'Est. Financerez-vous des pays qui adoptent une politique libérale-dictatoriale ?

— Si, sur un plan politique, un pays choisit la « voie chilienne », je serais naturellement contre. Je recommanderais au conseil d'administration de s'y opposer. L'Europe doit être le berceau de la démocratie. De plus, il n'y a pas d'économie de marché durable sans innovation et pas d'innovation sans démocratie. Mais l'économie de marché ne signifie pas le simple libre accès aux consommateurs. Je ne veux pas que cette banque reste dans l'histoire comme le simple cheval de Troie des entreprises occidentales, mais comme l'institution qui aura valorisé le potentiel humain, culturel, historique, technologique de ces pays. Il faut donc des lois, des règlements, un cadre de stabilité. C'est d'ailleurs la condition pour éviter qu'à l'espérance de la liberté ne succède pas un jour la nostalgie de la servitude.

Aider l'URSS

— La démocratie et le marché : l'Union soviétique est-elle vraiment engagée dans cette double voie ?

— L'URSS est sur la bonne voie. Elle n'a plus d'autre choix, communiste ou stalinien. La question est de savoir si le marché se développera en Union soviétique ou dans chacune des Républiques, — avec une démocratie ou avec une dictature ou encore dans le chaos. Les équipes actuelles incarnent, à mon point de vue, l'ambition d'une transition démocratique.

— L'URSS serait proche de la faillite financière. Allez-vous l'aider ?

— Oui, mais je ne peux rien dire de plus précis à ce sujet pour l'instant. La Banque européenne devra d'abord définir sa stratégie dans ce pays, et faire des recommandations concrètes afin d'associer tous ceux qui ont vocation à assister l'URSS.

— Le prix Nobel d'économie, Vassili Leontieff, explique que les vrais entrepreneurs de l'Est travaillent aujourd'hui sur le marché noir. Ce sont eux qui feront naître l'économie de marché. Ne faut-il pas les aider en priorité ?

— Laisser associer dans l'esprit public marché et marché noir provoquerait à brève échéance un retour en arrière désastreux, car cela signifierait laisser construire une économie

dépendant de la drogue, du racket, de la fraude fiscale. L'Europe, à l'Est comme à l'Ouest, doit être le continent de droit. Sinon, la nostalgie de l'ordre et de la sécurité ouvrira à toutes les aventures réactionnaires.

— L'union monétaire allemande a plongé la RDA d'une manière brutale dans le marché. « Un désastre », selon le président de la Bundesbank. Qu'en pensez-vous ?

— J'ai déjà dit que le pire serait de faire que les travailleurs regrettent l'ordre ancien. La transition doit donc être aussi juste socialement que possible. Cela dit, à chacun sa technique pour organiser la démocratie et la justice sociale.

— Le cas allemand montre aussi l'impatience des populations.

— L'impatience, on la voit à travers l'émigration. S'il n'y a pas un développement rapide et régulier, on risque d'assister à d'énormes mouvements de population. Mon ambition, c'est de faire de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Pologne, une nouvelle Espagne, ou une nouvelle Grèce, c'est-à-dire des pays ayant vocation à s'intégrer progressivement à l'Europe occidentale et à donner du travail à leurs travailleurs. On a longtemps cru que ces pays méditerranéens étaient proches du tiers-monde, puis on les a vus comme des concurrents de l'Europe de l'Ouest. Aujourd'hui, ils sont des partenaires nécessaires. Le tourisme y a joué un rôle considérable. Ce n'est pas une industrie anecdotique ou accessoire. Les périodes de transition ont été aussi soigneusement gérées.

— Pour porter les pays de l'Est au niveau de ceux de l'Ouest, il faudrait 2 000 milliards d'euros. Votre capital est de 10 milliards.

— Ces chiffres (2 000 milliards) sont sur vingt ans et incluent l'usage de l'épargne nationale. La banque espère mobiliser 100 milliards d'euros sur dix ans, en apportant nous-mêmes le dixième. Cela sera énorme. Je n'ai pas envie d'être dominateur dans les projets. Je préfère avoir 5 % dans chacun d'eux, mais dans des projets nombreux et de qualité, plutôt que 50 % dans quelques grosses opérations. C'est ainsi que se développera le secteur privé et que se développeront les entreprises dans ces pays.

La France dirige les réformes de 1991

— Votre arrivée à la BERD, c'est aussi votre départ de l'Elysée, où, pendant dix ans, vous avez été le conseiller spécial du président. Votre bilan ?

— J'ai vécu dix années fascinantes. J'ai essayé d'agir pour le mieux. Je ne saurais dire quelle a été mon influence, puisque, par définition, un conseiller n'en a pas.

— Vous avez changé ?

— J'ai appris beaucoup de choses. J'avais certainement, au départ, sous-

estimé la lenteur des transitions, la force de l'appareil d'Etat, le conformisme.

— Pour être populaire, il vaut mieux ne rien changer ?

— Evidemment.

— La France d'aujourd'hui est différente de celle de 1981 ?

— Elle est plus complexe, plus délicate, plus libre aussi. En tout cas, elle se perçoit elle-même comme plus adulte, et donc n'admet pour le moment les changements qu'à dose homéopathique. Dans toute société, il n'y a de changements brutaux que dans les grandes révoltes. En France comme ailleurs, il ne peut y avoir de changement que dans la conscience profonde d'une injustice collectivement intolérable. Pour l'instant, la France digère encore les réformes de 1981 en s'adaptant à l'Europe de demain.

— La France a une vocation extraordinaire : lorsqu'elle a conscience de quelque grave lacune chez elle, elle invente des principes qu'elle veut ensuite rendre universels. Elle y a réussi cinq ou six fois dans l'Histoire. Cela reviendra : bientôt, la France retrouvera une vision exaltante d'elle-même et elle voudra la voir rayonner au-delà de ses frontières.

— Théoricien du socialisme et des nationalisations en France, il y a dix ans, vous êtes aujourd'hui le promoteur de l'économie de marché et le banquier des privatisations à l'Est. Que pensez-vous symboliquement de votre itinéraire personnel ?

— Je n'ai pas changé. Je reste un intellectuel qui a eu la chance de pouvoir dans son pays confronter ses idées avec le réel, et qui utilise cette expérience à une échelle plus vaste, celle de l'Europe de demain, avec la même ambition : aider à accompagner la naissance d'un modèle européen de civilisation, un modèle vivant, nécessaire compromis navigant entre deux écueils extrêmes, deux formes de mort : l'ordre absolu du communisme et le désordre absolu du marché.

— La politique n'est pour le reste pas le lieu de la création. Le seul lieu de la création, c'est l'art. La banalité a été pour certains de croire que l'art était possible en politique, qu'on pouvait créer des sociétés idéales. L'Europe a mis du temps à admettre que cela était dangereux. Le concept d'art hors du religieux fut inventé en Italie au quinzième siècle, en même temps et au même endroit que celui de la politique. En cherchant la synthèse fut une tragédie.

— L'opposition gauche-droite a-t-elle encore un sens ?

— Oui. Elle recouvre des priorités différentes, entre l'individu et le collectif, le court et le long terme, le pragmatique et le rêve... Le choix n'est pas alors entre deux extrêmes mais entre deux formes de compromis où les équilibres sont changeants.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI, ERIC IZRAELWICZ et FRANÇOISE LAZARE

Bonheurs

La meilleure part

par Albert Memmi

« J'HABITE le même immeuble depuis vingt ans, je ne connais toujours pas mes voisins de palier ! »

C'est dit à la fois avec orgueil et dépit ; on proclame son indépendance et on avoue sa solitude.

L'homme, contemporain surtout, se veut un victorieux, il l'est ; le plus rusé de tous les animaux, il a domestiqué ou massacré la plupart des espèces, y compris la sienne ; il a édifié la science et magnifié les techniques, il explore l'imaginaire. Il n'a pas fini de maîtriser le globe qu'il s'élance à la conquête du cosmos.

Pourtant des rois perdent leur couronne pour l'amour d'une femme ; le désespoir d'Ophélie l'a conduite à la folie et à la mort ; l'exil a inspiré au charmant Ovide les chants les plus poignants de la littérature latine. Pourquoi cette fragilité ?

L'homme est affligé d'une carence inévitable. Le nourrisson prématuré n'est pas une exception : nous le fîmes tous. Sans l'aide d'un adulte, le petit homme n'est pas viable : longtemps il doit être nourri, nettoyé, protégé, éduqué.

Ce besoin d'autrui, il le gardera toute sa vie parce qu'il sera ainsi construit : après les parents, les camarades, l'école, le conjoint, les institutions.

Nous devenons autonomes, mais d'une autonomie relative. Les voitures ont besoin d'être ravitaillées en essence ; nous avons besoin d'une énergie spécifique : c'est l'amour qu'on nous porte et que nous portons à autrui. Nous sommes paralysés dès qu'il nous fait défaut.

Nécessaire transaction à partir d'une faiblesse originelle ? Pas seulement ; car ce manque qu'est la proximité géographique des hommes ; dans cette faille a germé notre culture.

Qu'est-ce que la morale sinon l'ensemble des règles pour vivre ensemble ? Le droit, l'art, la religion, la philosophie, sinon des manières d'aménager, d'adoucir, d'embellir, de penser notre commune condition ?

Nier que l'homme soit un prédateur meurtrier serait d'un optimisme aveugle ; oublier qu'il existe un besoin spécifique d'autrui serait renoncer à notre meilleure part, celle qui fait notre véritable noblesse.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
S. rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. 45-50-04 • Société mère du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composax 30-15 - Tapez LEMONDE ou 30-15 - Tapez LM
Imprimerie de « Le Monde »
12, rue de Valenciennes
94521 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécoeur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 208.806 F
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécoeur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 261.311 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS y compris CEE avion
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

PP Paris RP
BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez nous l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
Bruno Freppert
directeur de la rédaction
Jacques Guis
directeur de la gestion
Manuel Lacroix
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Thierry Feneau
Philippe Harrois
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécoeur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécoeur : 40-65-30-10

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS et SPECTACLES

ues Attali

ÉTRANGER

La mission de M. Baker au Proche-Orient

Le secrétaire d'Etat américain se rend de manière impromptue en URSS

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qui était attendu mardi 23 avril en Israël dans le cadre de sa tournée au Proche-Orient, a annoncé le jour même au premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, qu'il allait se rendre à Moscou « dans le cadre du processus de paix » et qu'il n'arriverait à Jérusalem que jeudi soir. Son porte-parole a précisé qu'il quitterait Damas mercredi pour Kislovodsk.

dans le Caucase du Nord, afin de rencontrer le lendemain son homologue soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh.

Au même moment, à Tunis, M. Yasser Abed Rabbo, membre du comité exécutif de l'OLP, affirmait qu'il se rendrait dans la journée à Moscou, en compagnie d'un autre dirigeant palestinien, M. Souleiman Najjab, en vue d'une rencontre urgente

avec le ministre soviétique des affaires étrangères. Cette rencontre aura lieu avant les entretiens entre M. Bessmertnykh et M. Baker, a précisé M. Rabbo. Lundi 22 avril, le secrétaire d'Etat américain a puis pour la Syrie, le secrétaire d'Etat américain a reçu le soutien des dirigeants saoudiens dans ses efforts pour la tenue d'une conférence de paix sur le Proche-Orient. Au Koweït, M. Baker a dit avoir reçu

de « très franches » assurances du nouveau gouvernement sur l'arrêt des violations des droits de l'homme.

Arrivé lundi soir à Damas, M. Baker a eu mardi un entretien avec le président syrien Hafez El Assad, dont il espérait l'appui. Il a déjà recueilli celui de la Jordanie et de l'Egypte, outre celui de l'Arabie saoudite. — (AFP, AP, Reuters.)

KOWEÏT : en dépit des assurances prodiguées à M. James Baker

M. Yasser Arafat rejette toute « transaction »

TUNIS

de notre correspondant

Ouvrant à Tunis une session du Conseil central palestinien (1), M. Yasser Arafat a rejeté les propositions du secrétaire d'Etat américain James Baker pour engager un processus de paix au Proche-Orient. Dans un discours prononcé dimanche et dont l'agence palestinienne Wafa a diffusé des extraits, lundi 22 avril, le président de l'OLP a critiqué avec virulence l'administration américaine dont l'attitude, a-t-il dit, est « traditionnellement agressive » à l'égard des Palestiniens.

« Nous refusons catégoriquement toutes conditions américaines qui vont à l'encontre des exigences nationales constantes de notre peuple quant à sa liberté et à l'exercice de sa souveraineté dans son Etat indépendant et à Jérusalem », a déclaré M. Arafat.

Comme pour mieux illustrer « l'entente américano-israélienne », M. Arafat a affirmé qu'il dénonçait, de la perspective de la force, dans la délégation palestinienne pour de futurs pourparlers de paix, M. Baker avait soumis une liste de dix noms au premier ministre israélien Itzhak Shamir, « afin qu'il choisisse parmi eux ceux qui conviennent à son gouvernement ». Et d'ajouter : « L'OLP ne pousse jamais à Israël, aux Etats-Unis ou à une quelconque autre partie de désigner une délégation palestinienne ou d'imposer notre peuple à un nouvel esclavage ». Donc, « nulle transaction n'est possible » pour l'OLP, dont l'union, selon M. Arafat, « n'a jamais été aussi forte ».

L'Agence Wafa n'a diffusé que des extraits de ce discours et aucun de ces derniers n'a été détecté par le réseau direct de l'OLP et les pays arabes de la coalition contre l'Israël, surtout la décision de suspendre son aide plonge la centrale palestinienne dans de graves difficultés financières. Selon l'agence, M. Arafat a évoqué « les plaies » existant dans les rapports interarabes mais a assuré qu'elles ne tarderont pas à être cicatrisées » et que l'OLP s'y emploie.

MICHEL DEURÉ

(1) Instance intermédiaire entre le Comité exécutif de l'OLP et le Conseil national palestinien (Parlement en exil).

L'opposition doute des intentions démocratiques du nouveau gouvernement

KOWEÏT-VILLE

de notre envoyé spécial

Quarante-huit heures après sa formation, le nouveau gouvernement de Cheikh Saad a réussi le tour de force de se rendre impopulaire auprès des médias internationaux en empêchant lundi 22 avril une conférence de presse au cours de laquelle les représentants de l'opposition, toutes tendances confondues, devaient expliquer les raisons pour lesquelles ils refusaient d'appuyer le nouveau cabinet koweïtien.

La conférence de presse devait se tenir dans l'hôtel où résident la plupart des journalistes présents dans l'émirat. Elle fut interdite par la direction de l'établissement dix minutes avant l'heure prévue pour son ouverture, sous prétexte qu'une heure plus tard devait se tenir dans le même lieu un point de presse organisé par deux médecins américains, dont l'épouse d'un membre du Congrès.

Les responsables de l'opposition eurent beau expliquer qu'ils avaient été autorisés à utiliser la salle de conférence par M. Souleiman Moutawa, l'ancien ministre du plan, dont les bureaux se trouvent à quelques mètres de là, rien n'y fit. L'intransigeance de la direction de l'hôtel a été qualifiée de police pour empêcher les opposants de prendre la parole.

Visiblement inspirée par le ministère de l'information, dont plusieurs des services se trouvent dans le hall même de l'hôtel, cette mesure de censure, la première du nouveau gouvernement, semble justifier le scepticisme des opposants sur les intentions démocratiques de celui-ci. Maladresse ou simple vernementalisme ou simple malentendu, comme l'affirmait par ailleurs un responsable de l'information, cette affaire était d'autant plus malvenue qu'elle s'est déroulée en présence d'une demi-douzaine d'équipes de télévision américaines qui ne se sont pas privées de filmer les scènes auxquelles elle donna lieu : les policiers priant poliment mais fermement la presse d'évacuer les lieux, tandis que les employés de l'hôtel s'efforçaient d'éteindre les lumières — aussitôt rallumées par les journalistes — pour empêcher la lecture d'un communiqué de l'opposition. Cette

dernière expliquait dans ce texte pourquoi il ne fallait pas faire confiance à un gouvernement qui, selon elle, ressemble à s'y méprendre à celui qui avait précédé l'occupation du Koweït, « comme si rien ne s'était passé depuis ».

Ce long passif de l'opposition s'adressait entre autres au secrétaire d'Etat américain, qui devait au cours de l'après-midi de lundi rencontrer l'émir Jaber et le premier ministre et prince héritier, Cheikh Saad.

Depuis la libération de l'émirat par les forces de la coalition, les Koweïtiens comptent beaucoup sur les Etats-Unis pour les aider à créer dans le pays un régime réellement démocratique. Certains des opposants avaient même exprimé l'espoir de voir M. James Baker rencontrer au cours de sa brève visite au Koweït une délégation de leurs représentants.

Une équipe trop faible

C'est probablement à leur intention que le secrétaire d'Etat américain a déclaré, à l'issue de ses entretiens avec l'émir Jaber et Cheikh Saad, qu'il était satisfait des assurances qu'il avait été prodiguées par ses interlocuteurs quant à la tenue d'élections en 1992, que les violations des droits de l'homme signalées juste après la libération de l'émirat avaient cessé et que le gouvernement koweïtien était disposé à recevoir des représentants des organisations humanitaires.

L'opposition koweïtienne dans son ensemble ne met pas en doute la détermination des autorités de l'émirat à mettre fin aux violations des droits de l'homme, mais elle estime que l'équipe ministérielle qui vient d'être reconstituée est trop faible pour imposer sa volonté aux auteurs des exactions. De aux, elle met en doute l'intention des dirigeants koweïtiens d'ordonner des élections rapides pour combler le vide constitutionnel qui, selon elle, est à l'origine de tous les maux du Koweït.

JEAN GUEYRAS

A Tripoli, en Libye

M. Roland Dumas a été le premier responsable occidental à rencontrer le chef de l'OLP depuis la guerre du Golfe

TRIPOLI

de notre envoyé spécial

La rencontre entre M. Roland Dumas et M. Yasser Arafat, qui devait avoir lieu lundi à midi à Tunis et avait été annulée à cause d'un changement ministériel, n'aura finalement été reportée que de quelques heures. Elle a, en effet, eu lieu, mardi 23 avril, à 0 h 15 dans un grand hôtel de Tripoli, en Libye, première étape d'un voyage du chef de la diplomatie française qui doit le conduire ensuite en Egypte.

M. Dumas est ainsi le premier responsable occidental à rencontrer le chef de l'OLP depuis le déclenchement de la guerre du Golfe,

alors que les Douze avaient pourtant décidé de geler tout contact à haut niveau avec la centrale palestinienne, mise en quarantaine pour avoir épousé la cause irakienne. Mais la France a jugé qu'au moment où s'engageaient de grandes manœuvres diplomatiques au Proche-Orient il n'était plus sage pour elle de rester les bras croisés.

« Nous pouvons jouer utilement les intermédiaires », nous a affirmé le ministre. A l'en croire, son argument « a porté » auprès du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qu'il a rencontré la semaine dernière à Luxembourg. « Tant mieux », a-t-il ajouté, « si nous sommes en mesure de contribuer aux succès d'une conférence régionale même si l'on peut avoir des

doutes » sur la démarche des Etats-Unis. Cette nouvelle rencontre — la dernière remonte au 14 octobre 1990 à Tunis — a été organisée « à la demande de M. Arafat et avec l'accord des autorités libyennes ». Comme s'il fallait, en usant de ces précautions oratoires, prévenir un tant soit peu les réactions de partisans occidentaux qui pourraient juger cette initiative intempestive ou du moins prématurée.

Devant M. Dumas, le chef de l'OLP a redit avec fermeté son refus d'une conférence régionale sur la question palestinienne qui ne serait pas placée sous les auspices de l'ONU et dont serait exclue l'Europe, et particulièrement la France, qui a, nous a-t-il répété, un rôle essentiel à jouer pour construire la paix.

Certes, depuis la fin du conflit du Golfe, les discussions ont repris sur le sujet, comme en témoignent les tournées de M. Baker au Proche-Orient, mais « veut-on trouver une solution ou simplement gagner du temps ? » s'interroge M. Arafat, qui ne note « aucun changement de position des Etats-Unis ». Le chef de l'OLP attend que la coalition anti-irakienne se dé fasse « dans la mesure, explique-t-il, où ses membres n'ont plus, après guerre, les mêmes intérêts à défendre ».

La formule d'une représentation jordanienne-palestinienne à la table des négociations permettrait-elle de sortir de l'impasse ? « C'est une bonne formule », convient M. Dumas. Mais pour M. Arafat, qui ne la rejette pas a priori, « il s'agit d'une vieille idée qui a déjà été rejetée par Israël et les Etats-Unis ». A ceux qui cherchent à l'ignorer, le chef de l'OLP réplique, exaspéré : « On ne peut pas cacher le soleil avec la main. »

JACQUES DE BARRIN

Entretien dans le désert avec le colonel Kadhafi

Dans le désert de Syrte

de notre envoyé spécial

Au bout d'une mauvaise piste, à dix minutes d'une route goudronnée où l'on trouve Mercedes contre Range Rover, en plein désert de Syrte, une tente aux couleurs vives à l'allure plutôt kitsch. Le colonel Kadhafi, en djellaba y accueilli sans façon, à la bedouine, ce lundi 22 avril à la tombée de la nuit, M. Roland Dumas.

Deux mobile home assurent les commodités de la vie moderne. Le téléphone et la télévision permettent de ne pas rester coupé du monde. Un feu de bois sous un ciel sans étoiles et un troupeau de dromadaires sans maîtres. La conversation de bon ton, faite d'amabilité et de souvenirs, est brusquement interrompue par le Guide de la révolution. C'est l'heure de la dernière prière, celle du crépuscule. L'hôte des lieux s'écroule, le temps de faire ses dévotions

au grand air, au milieu des siens. Puis la politique reprend ses droits, avec son invité.

Art consommé de la mise en scène ou besoin irrésistible de se retrouver seul face à lui-même ? Peut-être les deux à la fois. Le colonel Kadhafi est-il fatigué de ces retraites au désert ? « Parfois », réplique sèchement une amazone bourrue et rondouillarde qui lui sert de garde du corps. « Il lui arrive de s'isoler plusieurs semaines et, à l'occasion, de chasser le lapin et la gazelle », confie, plus urbain, un membre de son entourage qui se dit professeur d'histoire grecque à l'université de Tripoli. Il fait nuit noire. Le téléphone sonne. Au loin un chaco hurle. Visteux venu d'outre-désert, M. Dumas regagne son véhicule tout terrain. Et le drôle de campain retourne à ses méditations...

J. de B.

Océ: la simplicité commence par une touche de génie.

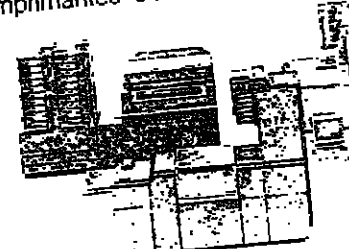


Quelle que soit la machine, quelle que soit la situation, Océ n'a qu'une devise: la simplicité. Nos copieurs, nos imprimantes laser et nos copieurs de plans ont tous été conçus pour faciliter au maximum les opérations... Tous, à partir d'une simple touche verte...

Mais le vert ne donne pas seulement le signal du départ... Il symbolise la réflexion fondamentale que cache chaque machine Océ: plus c'est simple, plus c'est sûr.

Les copieurs et imprimantes Océ sont aussi sophistiqués que vous le souhaitez... Pas plus. Avec la fiabilité que vous leur demandez. Même plus.

Océ=Q.I.



Copier et imprimer avec une simple touche de génie.

Océ France S.A., 37 Avenue du Parc Nord, 93190 NOISY-LE-GRAND (M) 45 52 00 00

سكزاين الاصل

PROCHE-ORIENT

L'opération « Provide Comfort »
en faveur des réfugiés du Kurdistan

A Zakho, policiers irakiens et troupes occidentales se côtoient...

Un détachement français d'une cinquantaine de parachutistes a gagné, lundi 22 avril, la région de Zakho, au Kurdistan d'Irak, que contrôle depuis dimanche l'armée américaine dans le cadre de l'opération d'aide aux réfugiés kurdes « Provide Comfort ». Une centaine de soldats britanniques ont également rejoint la région. Selon Washington, deux mille militaires américains se trouvent actuellement dans le nord de l'Irak, où ils ont entamé la construction d'un centre d'accueil pour les réfugiés.

ZAKHO (Irak)

de notre envoyé spécial

Deux jours après le départ des troupes irakiennes et l'arrivée de mille cinq cents marines, la ville, ou plutôt ce qui en reste, aurait pu exploser de joie, connaître ces jours de ferveur lorsque les hommes tirent des coups de feu en l'air et que les enfants agitent les drapeaux à la gloire du libérateur.

Zakho, ville insurgée lors du printemps kurde, puis occupée par les soldats de Saddam Hussein, semble goûter avec distance ce nouveau mouvement de troupes. Heureuse, mais sceptique, Zakho, située aux confins de la Syrie et de la Turquie, sait que cette intrusion étrangère sera éphémère. Le temps d'une opération humanitaire, à laquelle les militaires occidentaux mettront, un jour, un terme. Et, pour mieux le rappeler à ses rares habitants, les policiers de Saddam sont là.

« How are you ? »

Omni-présents dans les rues, certains armés de kalachnikov, au nombre de deux cents selon les Américains, mais peut-être plus, qui déambulent dans la ville, souriant lorsqu'ils croisent les Occidentaux, les interpellant avec des « How are you ? ». L'un d'eux pose à la terrasse d'un café pour un photographe occidental, et l'on ne sait

pas si cet autre posté à un carrefour — très jeune, peut-être seize ans — est sérieux ou s'il plaisante lorsqu'il lance aux journalistes : « No photo, go away. » Devant cette cohabitation surréaliste entre les hommes de Saddam et les « troupes ennemies », la population de Zakho garde une sorte de timidité, parfois joyeuse. Les gens sourient, mais certains disent en cachette qu'ils demeurent « effrayés ». « Les Irakiens sont encore là. Ils sont très dangereux, vous savez », lâche un étudiant.

Ville vaincue

Certains visages sont encore tendus, fermés. Les hommes n'osent plus porter la tenue traditionnelle — pantalons bouffants surmontés de larges ceintures — que tous les Kurdes, combattants ou non, arboraient au temps où le Kurdistan était « libéré ». Les édifices publics sont quasiment intacts, à l'exception du portrait mural de Saddam Hussein, poinçonné d'impacts de balles.

Zakho a cette atmosphère de ville vaincue, amère. Sans eau, ni électricité, elle est surtout exsangue, inhabitable, presque morte. L'immense majorité de ses soixante mille habitants s'est, elle aussi, évitée vers les sommets du Diglîn Dgi, la montagne turco-irakienne. Zakho n'est plus une ville, mais une succession de rues silencieuses, de cases en parpaing vides; un char irakien a été laissé à l'abandon à un carrefour; un autobus sans vitres a basculé sur un trottoir; l'Azur et le Bagdad Hotel, inanimés, maintiennent leurs portes closes.

Des groupes d'habitants ont installé leurs chaises sur un trottoir et se servent à l'aide d'une théière géante. La salle de billard a encore quelques joueurs et deux femmes lavent du linge dans le Nahr al Khabour, à deux pas d'un pont abandonné. Mais ce sont là les seuls survivants d'une vie qui semble avoir déjà quitté la ville. Seuls, les enfants s'agrippent aux jupes américaines et quémandent des cigarettes.

DOMINIQUE LE GUILLÉDOUX

Avant de gagner Téhéran

M^{me} Mitterrand s'est rendue auprès des réfugiés à la frontière iranienne

M^{me} Danielle Mitterrand, épouse du chef de l'Etat français et présidente de la fondation humanitaire France-Libertés, est arrivée à Téhéran lundi soir, 22 avril venant de Bakhtar où elle a évoqué avec les dirigeants de cette province de l'Ouest iranien l'aide aux réfugiés kurdes irakiens.

M^{me} Mitterrand avait auparavant rencontré des réfugiés kurdes à Piranshabr, dans l'Azerbaïdjan occidental, principal point de passage pour les réfugiés irakiens se rendant en Iran. Elle s'était également entretenue lundi à Haj-Omrane, en territoire irakien, avec le président du Parti démocratique du Kurdistan, M. Massoud Barzani, A. Ouroumijeh, chef-lieu de l'Azerbaïdjan occidental, elle avait rencontré le ministre iranien de l'Intérieur M. Abdollah Nouri, et le gouverneur de la province, M. Ali Saadati.

De son côté, le président iranien Ali Akbar Hachémi-Rasfandjani, soulignant lundi « la volonté politique sérieuse » de l'Iran de dévelop-

per ses relations avec la France, se déclarait « satisfait » du processus de développement des relations franco-iraniennes. M. Rafsanjani, qui a fait cette déclaration en recevant les lettres de créance du nouvel ambassadeur de France en Iran, M. Hubert Colin de Verdière, a ajouté qu'en dépit de « quelques petits problèmes » qu'il convenait de résoudre, « l'Iran considère la France comme amie et partenaire pour l'avenir ».

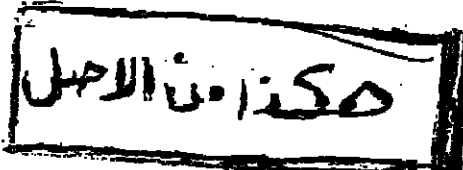
Le président iranien est attendu le 29 avril en Turquie pour une visite officielle de trois jours au cours de laquelle il s'entretiendra avec son homologue turc, M. Turgut Ozal, de la situation des réfugiés kurdes, estimés à plus de deux millions en Iran et en Turquie. Par ailleurs, M. Velayati le chef de la diplomatie iranienne a quitté lundi Téhéran pour Copenhague où il doit s'entretenir avec les dirigeants danois de la situation au Moyen-Orient avant de se rendre au Luxembourg et en Irlande. — (AFP, Reuters)

Dans le sud de l'Irak

L'opposition chiite fait état d'une intensification des combats

Alors que les négociations se poursuivent, à Bagdad, entre le régime de M. Saddam Hussein et des représentants des rebelles kurdes, l'opposition chiite irakienne a fait état, lundi 22 avril, de l'intensification, ces derniers jours, des « opérations militaires dans le sud de l'Irak », au cours desquelles neuf « bourreaux » de l'armée et du parti Baas (au pouvoir à Bagdad) auraient été capturés et tués. Un officier supérieur figurait parmi ces « bourreaux ». Un porte-parole de l'opposition chiite a notamment indiqué que les insurgés chiites avaient mené des attaques dans la région

d'Amara et de Bassorah. Par ailleurs, plus de 800 000 Irakiens fuyant l'armée de Saddam Hussein vivent cachés dans les marais du sud du pays, a rapporté Radio Téhéran, en citant une source rebelle irakienne, selon laquelle beaucoup de ces réfugiés — en majorité des personnes âgées et des enfants — meurent de faim ou de maladies dans ces marais. « L'attention du monde est concentrée sur les réfugiés kurdes du nord de l'Irak et on oublie l'existence de centaines de milliers de réfugiés dans le sud de l'Irak », a déploré la radio iranienne. — (Reuters)



ASIE

AFGHANISTAN : le massacre d'Asadabad

Pour venger l'« humiliation » de Khost ?

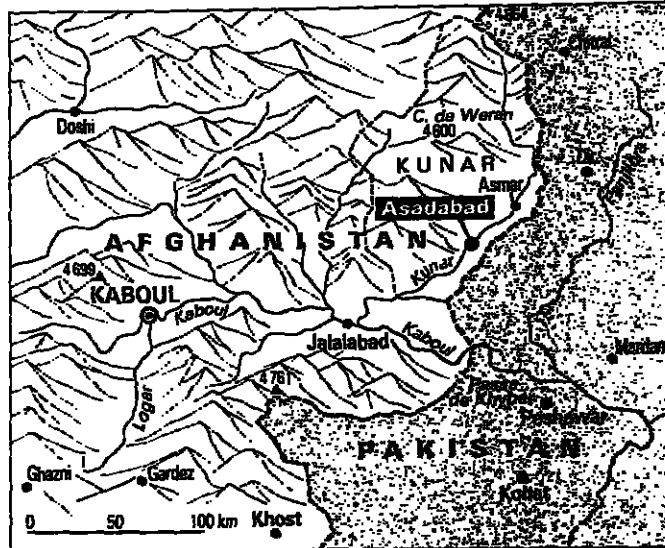
Les circonstances du massacre d'Asadabad (le Monde du 23 avril) se sont précisées, lundi 22 avril, à mesure que les témoignages en provenance de la capitale de la province de la Kunar parvenaient à Peshawar (Pakistan). Les images diffusées par la télévision pakistanaise présentaient le spectacle d'une ville qui aurait été victime d'un tremblement de terre, avec des dizaines d'habitations réduites à un amoncellement de gravats.

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial

Selon la télévision d'Islamabad, plus de cinq cents personnes auraient péri dans l'attaque des missiles Scud sur la ville, mais ce bilan n'est pas confirmé par des sources indépendantes (les premières estimations faisaient état d'environ trois cents morts). Il semble d'ailleurs que deux missiles seulement aient atteint le centre de la localité.

Les Scud lancés par les forces gouvernementales ont frappé le Bazar, où était situé un très important dépôt de munitions et de carburant, ce qui a déclenché un incendie qui s'est propagé rapidement. Près de quarante-huit heures après l'attaque, des échoppes brûlaient encore. Plusieurs immeubles abritant des réfugiés et des combattants afghans ont été totalement détruits, ainsi qu'une école islamique qui accueillait des « étudiants » originaires d'Arabie



soudite, du Soudan, de Malaisie et de Bahreïn.

Le gouvernement intérimaire de la résistance afghane installé au Pakistan a mis en cause l'Union soviétique dans ce « carnage insensé », estimant que Moscou, qui fournit les missiles Scud ainsi que des conseillers militaires au régime de Kaboul, ne pouvait « échapper à la responsabilité de ce crime ».

Dur revers pour la résistance

Selon M. Lafrance, ministre de l'information du gouvernement des moudjahidins, cette attaque s'explique par la volonté de ven-

ger la « frustration et l'humiliation » ressenties par le chef de l'Etat afghan, M. Najibullah, après la défaite de ses troupes à Khost, le 31 mars dernier. Le gouvernement de Kaboul a démenti avoir la moindre responsabilité dans cet événement, et l'a attribué à l'incendie d'un dépôt de carburant, qui se serait propagé à des stocks de munitions. Une manière, pour le régime pro-soviétique de Kaboul, de signifier aux moudjahidins que des représailles massives sanctionneraient de nouvelles opérations contre des garnisons gouvernementales.

La résistance a en effet l'intention d'utiliser les armes lourdes

recupérées à Khost dans les prochaines semaines, notamment contre les villes de Gardéz, Ghazni, et Jalalabad, ainsi que dans la vallée du Logar, région située au sud-est de la capitale. Le massacre d'Asadabad constitue un revers important pour la résistance, en raison du nombre de victimes (parmi lesquelles figurent une demi-douzaine de commandants importants), et parce que de nombreux armements ont été détruits.

LAURENT ZECCHINI

Paris et Washington déplorent « les attaques meurtrières ». Le gouvernement français a été le premier à réagir et à déplorer « les attaques meurtrières dont ont été victimes les populations civiles en Afghanistan ». Un porte-parole du Quai d'Orsay a fait observer, lundi, que la recrudescence des combats « souligne une fois de plus l'urgence d'une solution politique sous l'égide des Nations unies ».

A Washington, un porte-parole du Département d'Etat a également déploré cette attaque, ajoutant que les Etats-Unis avaient fait part de leur préoccupation à Moscou au sujet des missiles Scud, « une arme de terreur sans grande signification militaire ». Les autorités pakistanaises ont, de leur côté, saisi le secrétaire général des Nations unies, soulignant notamment que l'emploi d'armes « de destruction massive par le régime de Kaboul nuit aux perspectives d'un règlement politique en Afghanistan ».

VIETNAM : la préparation du 7^e congrès du PC

Les communistes s'estiment encore capables de gérer la crise

« Sauf catastrophe imprévue, le 7^e congrès du parti aura lieu début juillet », dit un cadre du PC. A l'étranger, on se demande parfois ce que font les communistes vietnamiens alors que les problèmes s'accumulent (absence d'un règlement du conflit cambodgien, l'absence de la Chine et les Etats-Unis, crise économique, etc.). La réponse est simple. Ils procèdent en ce moment même, non sans peine, à l'élection de leurs délégués au congrès. La partie est serrée : les équilibres sont si précaires que le moindre faux pas peut coûter cher. « Tout ce qui se passe un jour peut se défaire le lendemain », commente le même cadre.

HANOI

de notre envoyé spécial

On se souvient du précédent congrès, celui de décembre 1986. Les pressions soviétiques aidant, les communistes vietnamiens avaient adopté leur propre loi, changer pour faire du neuf, un train de réformes économiques qui ont, depuis, pris racine. Aujourd'hui, les Soviétiques ont perdu de leur influence, mais même les éléments les plus conservateurs du parti voient les choses sous un angle plus réaliste. Tout en s'accrochant au centralisme démocratique et en refusant l'ouverture politique, la direction du PC a fait sienne une libéralisation économique qui a permis au pays de tenir le coup malgré la perte d'alliés européens et le maintien de l'embargo économique américain.

Sans pour autant tolérer la moindre brèche dans le monopole du pouvoir, le PC vietnamien va continuer de se réorganiser. Lors de son 7^e congrès, il doit créer un Conseil national de sécurité, sorte de « super-gouvernement » dont la présidence pourrait être confiée au général Le Duc Anh, membre du bureau politique et actuel ministre de la défense.

Eventuel retour du général Giap

On envisage également de doter le parti d'une présidence qui reviendrait au secrétaire général actuel, M. Nguyen Van Linh, si ce dernier demeure, dans les trois mois qui viennent, *primus inter pares*. Enfin, le bureau politique devrait être substantiellement

renouvelé. Trois anciens vont se retirer. M. Vo Chi Cong, numéro trois du PC, âgé de 78 ans et à la santé fragile, pourrait être remplacé à la présidence du Conseil d'Etat par le général Vo Nguyen Giap, qui ferait ainsi son retour au sein du bureau politique après neuf ans d'absence. Agé de 80 ans, le vainqueur de Dien-Bien-Phu est de nouveau actif : il s'est récemment rendu en Indonésie, en Inde et, surtout, en Chine. Son prestige et son sens de la discipline lui donnent le profil idéal pour assumer les fonctions, surtout honorifiques, de chef de l'Etat. M. Dong Sy Nguyen, un ancien officier, et le général Nguyen Duc Tam devraient également prendre leur retraite.

MM. Vo Tran Chi et Pham The Duyen, secrétaires du PC respectivement à Ho-Chi-Minh-Ville et à Hanoi, les deux principales villes, devraient faire leur entrée au bureau politique où resteront l'actuel premier ministre, M. Do Muoi, ainsi que l'immuable et influent représentant du Sud, M. Vo Van Kiet. Le général Dong Khue, chef d'état-major général, et M. Dao Duy Tung, membre à part entière depuis 1988 seulement, pourraient conserver leurs fonctions.

D'autres postes font l'objet d'une compétition serrée entre des titulaires — comme MM. Nguyen Van Thach, le brillant ministre des affaires étrangères, Mai Chi Tho, ministre de l'Intérieur et frère de feu Le Duc Tho, ou Nguyen Thanh Binh, secrétaire permanent du comité central — et une demi-douzaine de postulants, dont MM. Phan Van Khai (président du Comité d'Etat au plan, ancien maire de Ho-Chi-Minh-Ville), Nguyen Khanh (vice-premier ministre et secrétaire général du gouvernement), Tran Duc Luong (autre vice-premier ministre), Dang Xuan Ky (fils de feu Truong Chinh) ou Nguyen Quyet (commissaire politique aux armées).

Cette valse de noms annonce plusieurs changements. D'abord, un relatif rajeunissement de l'équipe dirigeante, la moyenne d'âge du bureau politique étant ramené de 75 ans à environ 70 ans, ce qui ne constitue tout de même pas une révolution, cinq ans après le 6^e congrès. Ensuite, un léger recul de l'équipe de Le Duc Tho, lequel, en dépit d'une semi-retraite prise en 1986, était demeuré très influent au sein de l'appareil jusqu'à sa mort, l'an dernier.

Exclu en mars 1990 du bureau politique et du comité central du PC pour avoir préconisé publiquement de profondes réformes,

M. Tran Xuan Bach était un ancien protégé de Le Duc Tho. C'était également le cas de M. Bui Tin, exclu du PC en mars dernier pour avoir, de Paris, émis des critiques identiques. S'il n'occupait aucun poste de responsabilité au sein du parti, cet ancien rédacteur en chef adjoint du Nhan-Dan, le quotidien du PC, n'en appartenait pas moins à un « cercle intérieur » qui gravite autour de la direction du pays.

Contestation dans les campagnes

Enfin et surtout, aucun bouleversement ne devrait secouer un parti qui, tout en contrôlant la vie politique, se révèle plus préoccupé par une autre vague de contestation (laquelle passe plus inaperçue à l'étranger, mais n'en est pas moins importante) : les campagnes sont le théâtre d'un mécontentement lié aux problèmes fonciers. Les paysans — près de 80 % de la population — demandent tout simplement la rétrocession de terres spoliées

lors des réformes agraires. Un récent rapport du PC fait état, durant ces trois dernières années, de quelque vingt mille litiges fonciers à travers le pays. Dans les deux tiers des cas, les paysans entendent récupérer les terres de leurs ancêtres, un problème particulièrement sensible au Vietnam.

Face à ces difficultés, et faute de choix, les communistes entendent mener avec souplesse une transition inévitable en s'appuyant sur deux piliers : l'armée, assez populaire, et les services de sécurité, qui le sont beaucoup moins. Ils savent que leurs futurs partenaires étrangers, occidentaux comme chinois, s'inquiètent, le cas échéant, du vide et des désordres consécutifs à un éventuel effondrement — ou éclatement — de l'appareil aujourd'hui en place. Au Vietnam, traditionnellement, on pratique la médecine préventive. Et, jusqu'à nouvel ordre, les communistes estiment qu'ils ont encore les moyens de gérer la crise. Ce qui implique, selon leur expression, une politique des « petits pas ».

JEAN-CLAUDE POMONTI

EN BREF

■ CAMBODGE : l'ONU, la France et l'Indonésie appellent à un cessez-le-feu. — La France, l'Indonésie et le secrétaire général de l'ONU ont lancé, lundi 22 avril, « un appel pressant » à toutes les parties en conflit au Cambodge pour une « cessation temporaire des hostilités à compter du 1^{er} mai et au moins jusqu'à la réunion de Djakarta ». Paris et Djakarta espèrent pouvoir réunir d'ici à la fin du printemps, dans la capitale indonésienne, le Conseil national suprême (CNS) cambodgien. En outre, pour la première fois, Washington a envoyé des experts de nationalité américaine en mission dans les régions contrôlées par le régime de Phnom-Penh, ont indiqué des sources informées dans la capitale. — (AFP)

■ JAPON : pour la première fois, une femme a été élue maire. — Une femme a, pour la première fois, été élue maire au Japon, à l'occasion du second tour des élections locales qui se sont déroulées dimanche 21 avril dans cent vingt-cinq villes. M^{me} Haruo Kitamura, une avocate de soixante-deux ans, dont la photo a été publiée lundi par tous les journaux japonais, a été élue dans la ville d'Ashiya, quatre-vingt-sept mille habitants, près d'Osaka. — (AFP)

■ INDE : les autorités demandent aux étrangers de quitter le Cachemire. — Les services de renseignements indiens ont demandé aux étrangers de quitter le Cachemire, en invoquant les risques pour leur sécurité dans ce Etat où des séparatistes musulmans ont enlevé deux ressortissants suédois. Les agences fédérales ont commencé samedi 20 avril à conseiller aux visiteurs et aux skieurs étrangers de partir, les forces indiennes n'ayant pas réussi à retrouver les deux ingénieurs suédois, Johan Jansson et Olle Loman, enlevés le 31 mars. — (AFP)

■ PHILIPPINES : l'Eglise suspend ses négociations avec les ravisseurs du père Caroff. — Des représentants officiels de l'Eglise de la ville de Cotabato, dans le sud des Philippines, ont annoncé mardi 23 avril la suspension des négociations avec les ravisseurs du prêtre français Yves Caroff enlevé le 27 mars dernier (le Monde du 29 mars et du 2 avril). Selon l'archevêque de Cotabato, Mgr Philip Smith, les auteurs du rapt refusent d'abandonner leurs exigences : une rançon de 2 millions de pesos (71 000 dollars), et la livraison de douze fusils. Samedi, Mgr Smith avait dit craindre que le père Caroff, âgé de soixante-six ans, originaire de Saint-Brieuc, ne soit plus en vie. — (AFP)



L'avis de chacun nous intéresse.

Chez Du Pont de Nemours, la mise au point d'un nouveau produit pour la protection des plantes fait appel aux experts les plus universels, scientifiques, agriculteurs, agronomes, écologistes... sans compter les hérissons.

L'opinion de chacun est indispensable. Il faut savoir répondre à toutes les exigences : efficacité, faible dose d'utilisation, absence de résidus, sélectivité, respect de l'environnement... Du Pont de Nemours a investi dans

un effort de recherche particulièrement novateur qui a déjà porté ses fruits.

Nos derniers herbicides sont moins nocifs que le sel marin et s'utilisent pourtant en quantités infinitésimales. Aucun résidu dans les cultures n'a pu être décelé malgré les analyses les plus sophistiquées. Ils prouvent ainsi qu'ils savent respecter la qualité de la chaîne alimentaire et de l'eau.

Notre hérisson en témoigne.

Du Pont et la vie.

Notre nouvel herbicide ALLIE* fait partie des centaines de nouveaux produits développés par Du Pont de Nemours qui participent à la sauvegarde de l'homme à travers le monde.

Des investissements annuels de l'ordre de 7 milliards de francs et une étroite collaboration avec des spécialistes d'horizons aussi variés que l'agriculture, la médecine et l'énergie permettent aux hommes de

Du Pont de Nemours de mettre la technologie au service de la vie.

Pour toute information, contacter : Du Pont de Nemours (France) S.A. ; 137 rue de l'Université - 75334 Paris Cedex 07 - Tél: (1) 45.50.63.81.

* Marque déposée de Du Pont de Nemours. 20% de METSULFURON-METHYLE - Homologation IF 840225

De meilleurs produits pour une vie meilleure.

DU PONT

هكذا ان الامل

سكزا بن الاحل

16 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

6 Le Monde • Mercredi 24 avril 1991 •

DIPLOMATIE

Selon le rapport du secrétaire général de l'ONU

Le référendum sur l'autodétermination au Sahara occidental pourrait avoir lieu en janvier 1992

Sous réserve d'une rapide approbation de la résolution — qui pourrait être votée avant la fin de la semaine par le Conseil de sécurité des Nations unies — le référendum permettant aux Sahraouis de se prononcer sur leur indépendance ou sur leur appartenance au royaume marocain pourrait intervenir en janvier 1992. C'est ce qui ressort du rapport du secrétaire général au Conseil de sécurité, publié le 22 avril à l'ONU.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Depuis plusieurs jours, il était acquis que « ce compromis acceptable », selon les termes du Polisario, constituait le règlement politique définitif d'un conflit militaire qui dure depuis quinze ans. Seul restait à négocier le détail du financement de la Mission des Nations unies pour le référendum du Sahara occidental (MINURSO), qui devra déployer près de 2 000 personnels civils, militaires et de police sur les 250 000 kilomètres carrés du territoire (le Monde du 12 avril).

Il est confirmé que le coût global de la MINURSO, y compris le rapatriement des très nombreux Sahraouis (sans doute la moitié des 70 000 électeurs) qui souhaitent regagner l'ex-colonie espagnole pour participer au scrutin, devrait atteindre 200 millions de dollars. A la demande de la

Grande-Bretagne, de l'URSS et des Etats-Unis, il a été décidé que ce rapatriement (estimé à 34 millions de dollars à lui seul) serait considéré comme une opération à caractère humanitaire, donc financée par des contributions volontaires.

Dans son rapport, M. Javier Perez de Cuellar insiste pour que la mission de l'ONU ne soit pas déployée sur le terrain avant que les contributions volontaires prévues aient été réglées. Pour leur part, les cinq membres permanents (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni et Union soviétique) ont donné leur accord pour un appel de fonds représentant 70 % du coût total pour les six premiers mois de la mission de l'ONU, une seconde contribution pouvant être versée ultérieurement.

La première étape, prévue sur seize semaines, consistera à identifier, via une commission ad hoc, les partici-

pants au référendum, la base retenue étant le recensement de 1974, à la veille du départ de l'Espagne de son ancienne colonie. Un cessez-le-feu formel interviendra ensuite, et la seconde phase, pouvant durer vingt semaines, comportera notamment le rapatriement de certains réfugiés sous l'égide du Haut-Commissariat aux réfugiés, la réduction à 65 000 hommes des forces marocaines présentes, l'organisation de la campagne électorale et du référendum, et, enfin, la proclamation des résultats avec, peu après, le retrait des personnels de la MINURSO. Sur la base de ce calendrier et d'une approbation, début mai, par l'Assemblée générale, du budget de la MINURSO, la mission de cette force de paix onusienne devrait s'achever trente-six semaines plus tard, le référendum étant prévu pour le début de l'année prochaine.

SERGE MARTI

□ Prochaine visite à l'OTAN du premier ministre bulgare. — Le premier ministre bulgare, M. Dimitar Popov, effectuera le 30 avril sa première visite au siège bruxellois de l'Alliance atlantique. M. Popov s'entretiendra avec le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Woerner, avant de rencontrer de manière informelle les ambassadeurs des seize pays alliés. Depuis son sommet de Londres en juillet 1990, l'OTAN a reçu à Bruxelles de nombreux responsables des pays d'Europe centrale et orientale. — (AFP.)

□ La levée des sanctions contre l'Afrique du Sud : blocage des navires. — Le refus du Parlement danois d'autoriser la levée des sanctions contre l'Afrique du Sud, conformément à une décision des Douze à laquelle avait souscrit le 15 avril le gouvernement minoritaire de Copenhague, pose à la Communauté un très complexe problème juridique. « Il faudra trois semaines au moins pour débrouiller l'écheveau », estime lundi 22 avril un diplomate à Bruxelles. La venue mercredi à Copenhague du président sud-africain pourrait toutefois accélérer les choses. — (AFP.)

AFRIQUE

CENTRAFRIQUE : alors que la tension sociale s'aggrave

Le président Kolingba promet l'instauration du multipartisme « dans un délai raisonnable »

Le président André Kolingba s'est prononcé, lundi 22 avril, lors d'une réunion extraordinaire du Rassemblement démocratique du peuple centrafricain (RDPC, parti unique au pouvoir), en faveur du multipartisme. « Désormais, les courants de pensée et les sensibilités pourront s'exprimer dans les partis de leur choix », a déclaré le général Kolingba. Selon lui, l'instauration du multipartisme « suppose la révision de la Constitution et l'adoption des nouveaux textes dans un délai raisonnable ». Cette volte-face politi-

que — qui dément les conclusions du récent congrès du RDPC, rejetant le multipartisme — est assortie d'une mesure de grâce en faveur des prisonniers politiques. Cinq militants du Comité de coordination pour la convocation d'une conférence nationale (CCCCN), arrêtés en octobre, et dont le procès devait s'ouvrir mardi matin à Bangui, devraient figurer parmi les graciés. La soudaine « bonne volonté » du chef de l'Etat n'a pas, semble-t-il, convaincu la population.

Les fonctionnaires — dont certains

« n'ont pas touché de salaire depuis trois mois », affirme-t-on à Bangui — devraient maintenir leur mot d'ordre de grève, prévue dans quelques jours. Selon M. Nicolas Tiangaye, membre du CCCCCN, joint par téléphone mardi matin, l'exigence d'une conférence nationale reste entière, car, souligne-t-il, « on ne peut pas passer de la dictature du parti unique au multipartisme sans une phase de transition et, donc, sans la tenue de cette conférence. Il n'appartient pas à un seul homme de décider des changements qui s'imposent ».

C. S.

CAMEROUN

Les émeutes gagnent l'ouest du pays

Les violentes émeutes qui secouent le pays depuis environ trois semaines ont gagné, lundi 22 avril, la ville historique de Fomabon (ouest), située à environ 400 kilomètres de Yaoundé. Au moins quatre personnes auraient trouvé la mort lors d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, a-t-on appris de bonne source dans la capitale.

Les émeutiers ont commencé par ériger des barricades avec des pneus enflammés, puis ils ont brûlé ou détruit tour à tour l'hôtel des finances, la nouvelle préfecture, le tribunal et la prison, libérant les détenus, selon la même source. L'armée aurait ouvert le feu à plu-

sieurs reprises sur la foule. C'est la première fois que Fomabon — où vit le sultan de la dynastie Njoya — connaît une telle flambée de violence.

Au même moment, à Yaoundé, le Parlement approuvait le rétablissement du poste de premier ministre et votait une amnistie générale pour les prisonniers politiques. Le chef de l'Etat conservera son rôle d'arbitre sur les grands dossiers nationaux, tandis que le chef du gouvernement assurera la gestion des affaires courantes. L'amnistie concerne tous les prisonniers politiques et les exilés ayant fui le pays en raison de leurs opinions. — (AFP, Reuters.)

□ ETHIOPIE : le Parlement se prononce en faveur du multipartisme. — Le Parlement a admis le principe du multipartisme, dans une résolution adoptée dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 avril à Addis-Abeba, a-t-on appris, mardi matin, de source diplomatique. Cette résolution appelle à la constitution d'un « comité de paix », chargé d'instaurer un système de transition et de reconnaître officiellement les partis d'opposition. Le Parlement souhaite également l'annulation des prisonniers politiques et la signature d'un cessez-le-feu avec les rebelles nordistes de l'Erythrée et du Tigré. Lundi, le président Mengistu avait reconnu, devant le Parlement, la percée militaire des maquisards nordistes dans les provinces du Gojam, du Gondar, du Wollega et du Shoa, ainsi que dans la région du port d'Assab, dernière place forte de l'armée régulière sur la mer Rouge. — (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE GROUPE BNP EN 1990

En dépit d'une année difficile le Groupe a renforcé sa solidité financière

Le Conseil d'Administration, réuni le 17 avril sous la présidence de M. René THOMAS, a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1990.

L'exercice 1990 s'est déroulé dans un contexte défavorable à l'activité bancaire :

- la concurrence des placements rémunérés, jouissant d'un traitement fiscal favorable, a entraîné un renchérissement des ressources dont le coût n'a pu être totalement repercuté dans les conditions faites à la clientèle ;

- l'aggravation des risques liés aux activités de crédit aux particuliers et aux entreprises a conduit, du fait de la conjoncture économique, à constituer d'importantes provisions ;

- en ce qui concerne les risques-pays, l'année 1990 a été marquée par l'accroissement des intérêts impayés et la diminution des revenus des créances en défaut, ce qui a entraîné un réajustement dans le cadre international ;

- la déformation de la courbe des taux et le contexte boursier ont amoindri les résultats des activités de marché ;

Aux effets de cet environnement général défavorable se sont ajoutées, en 1990, des circonstances propres à la BNP :

- une grève en début d'année a entraîné une augmentation des

frais généraux et charges de trésorerie qui peut être estimée à 600 millions de francs environ ;

- la liquidation de la B.I.A.O. S.A. et la dévolution de ses filiales a coûté 1 026 millions de francs en 1990 ;

- la prise de contrôle de la B.A.I.L. en cours d'année et l'application des normes comptables de la BNP ont conduit à constituer des provisions pour risques souverains supplémentaires à hauteur de 773 millions de francs ;

Pour cet ensemble de raisons, les résultats d'exploitation ont baissé de 14 %. Cette baisse est due à la BNP métropole, alors que le réseau international maintient ses résultats et que les filiales métropolitaines spécialisées sont en forte progression.

Conformément à sa politique de prudence la BNP a provisionné cette année plus de 7 milliards de francs. Les risques de crédit sur la clientèle ont donné lieu à une dotation de 3,7 milliards de francs tandis que la charge liée aux risques souverains et assimilés s'élevait à 3,4 milliards. Le taux de couverture des engagements portés sur plus de 70 pays est de 60 %.

Compte tenu de ces écritures, le résultat net consolidé est en baisse de 40,8 % malgré l'apport en résultat des sociétés mises en équivalence.

(en millions de francs)	1989	1990	Variations	
			en capitaux	en %
Produit net bancaire	34.890	35.806	+ 916	+ 2,6
Frais généraux et amortissements	23.655	26.130	+ 2.475	+ 10,6
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	11.235	9.676	- 1.559	- 14,0
Provisions d'exploitation et assimilées	6.679	7.097	+ 418	+ 6,3
RÉSULTAT NET	5.644	2.579	- 3.065	- 54,1
- dont part du groupe	3.914	1.616	- 2.298	- 58,7
Fonds propres après répartition	28.799	41.273	+ 12.474	+ 43,3

Cette baisse des résultats intervient dans une année où le groupe a poursuivi son développement tout en renforçant ses fonds propres.

EN MÉTROPOLE, la croissance des crédits consentis à la clientèle de la BNP a été en moyenne annuelle de 14,3 % dont :

- + 15,1 % pour les crédits aux entreprises ;

- + 13,2 % pour les crédits aux particuliers.

Les dépôts ont progressé de 12,8 % ; les dépôts à vue ont augmenté de 3,5 %, les dépôts d'épargne ont été stables, les dépôts à conditions de marche se sont accrues de 41,3 %.

Ensemble des dépôts et des fonds gérés s'est élevé à 550 milliards de francs au 31 décembre 1990, en hausse de 15,4 % en raison notamment d'une forte progression des SICAV monétaires (+ 38,5 %).

L'activité des filiales métropolitaines a été forte, notamment celle de BNP BAII, de la BANEXI, de MEUNIER PROMOTION et des filiales spécialisées dans l'assurance-vie.

Pour les RESEAUX EXTERIEURS, les engagements sur la clientèle se sont accrues de 8,3 % et les ressources de 23,5 %.

L'activité et les résultats ont été satisfaisants dans pratiquement toutes les zones géographiques, particulièrement en Amérique et Asie-Océanie. Le réseau international a poursuivi sa politique d'acquisitions externes : CENTRAL BANK en Californie, NAGEL-MACKERS en Belgique, KJOBMANSBANKEN en Norvège, sociétés de crédit local en Irlande et en Grèce. En Europe Centrale, la BNP a ouvert des bureaux à Varsovie et à Prague et a créé une banque mixte en Hongrie, en collaboration avec la DRESDBNER avec laquelle la BNP a engagé des réflexions communes portant sur la coopération future entre les deux groupes

et sur leur expansion internationale.

La structure financière de la Banque s'est renforcée, à l'occasion notamment de deux augmentations de capital liées à des prises de participation dans Pechiney et dans l'UAP avec laquelle la coopération s'est développée dans le domaine des produits d'assurance.

Sur l'ensemble de l'exercice, les fonds propres se sont accrues de 12,5 milliards de francs pour atteindre 41,3 milliards de francs. Le groupe, avec un ratio de 9 % calculé selon les dispositions actuellement en vigueur, respecte les contraintes du ratio international de solvabilité.

Sous l'effet de la baisse du résultat et de l'augmentation du nombre des actions, le résultat par action a été de 23,63 francs contre 37,61 francs en 1989. L'actif net par action, avant toute prise en compte de plus-values latentes mobilières et immobilières, a augmenté de 9,2 % pour atteindre 475 francs.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer un dividende, avoir fiscal compris, de 730 francs par action et certificat d'investissement, contre 21,60 francs en 1989. Le montant de la distribution au titre de l'exercice 1990 représente 3,6 milliards de francs.

L'ensemble de ces éléments conduit le groupe à accentuer ses efforts pour redresser sa rentabilité : amélioration des marges, adaptation des effectifs et des structures, réexamen des budgets d'investissement et réduction des frais généraux.

BNP

A TRAVERS LE MONDE

CUBA

M. Fidel Castro se plaint de ne pas recevoir assez d'armes d'Union soviétique

A un moment où les Etats-Unis sont de plus en plus menaçants, Cuba éprouve des « difficultés colossales » à recevoir des armes d'Union soviétique, a affirmé vendredi 19 avril M. Fidel Castro. Dans un discours de trois heures, destiné à célébrer le trentième anniversaire de l'invasion manquée de la baie des Cochons, le leader cubain a précisé que l'armée était contrainte d'utiliser du charbon et de l'alcool de canne comme carburant, face à la baisse des livraisons de pétrole soviétique. En outre, a-t-il ajouté, l'effondrement du bloc communiste d'Europe de l'Est et la victoire alliée dans le Golfe ont ravivé l'hostilité des Etats-Unis à l'égard de Cuba. « Nous sommes menacés par les Etats-Unis, d'autant plus qu'ils se conduisent aujourd'hui comme les maîtres du monde », a-t-il déclaré. « Plus que jamais, nous avons besoin de nouvelles armes, et nous ne pourrions pas nous en procurer », a dit Fidel Castro. — (Reuters.)

MONGOLIE

Décès de Youmjaguin Tsedenbal, ancien secrétaire général du PC

L'ancien secrétaire général du Parti communiste mongol, M. Youmjaguin Tsedenbal, exilé à Moscou depuis son éviction du pouvoir en 1984, est décédé samedi 20 avril, à l'âge de soixante-quatre ans, dans un hôpital de la capitale soviétique. « Des suites d'une longue maladie », a indiqué un diplomate de l'ambassade de Mongolie en Union soviétique. « Par respect pour l'histoire et en vertu de considérations humanitaires », le président Punsalmaagin Ochirbat a autorisé l'inhumation de l'ancien numéro un à Oulan-Bator, a annoncé à Pékin l'agence Chine nouvelle.

[Né le 17 septembre 1916, Youmjaguin Tsedenbal a été secrétaire général du comité central du Parti révolutionnaire et populaire de 1950 à 1954, date à laquelle il se consacra à la fonction de premier ministre. Il reprit la direction du parti en 1959. Lorsque les voies soviétique et chinoise divergèrent, il opta pour Moscou. A partir de 1974, il cumula les fonctions de premier secrétaire du parti

et de chef de l'Etat. En 1979, il se fit nommer maréchal. Destitué en 1984, le « Brejnev mongol » avait été exclu du Mouvement des Jeunes Communistes l'an dernier. L'Union démocratique mongole avait alors manifesté pour réclamer son retour en Mongolie et sa mise en jugement. En avril 1990, le président du Parlement l'avait privé de ses derniers titres.]

ÉTATS-UNIS

Record de criminalité à New-York

Le taux de criminalité a atteint en 1990 un niveau record à New-York pour la troisième année consécutive, selon des chiffres rendus publics, lundi 22 avril, par la police de la ville. D'après ces chiffres, 2 245 personnes ont été assassinées en 1990 à New-York, qui a également été la capitale américaine du vol pour la deuxième année consécutive avec une moyenne de 274 agressions par jour, soit un total de 100 280. Les homicides ont été en progression de 13,3 % par rapport à 1989. Sur les 2 245 personnes assassinées l'année dernière, 99 étaient des enfants âgés de moins de seize ans et 22 des passants, victimes de balles perdues, a précisé la police. Ces chiffres placent New-York au neuvième rang des villes américaines pour la criminalité. Washington conserve le record des assassinats. — (Reuters.)

TAIWAN

Le Parlement met fin à quarante-trois ans d'état d'urgence

L'Assemblée nationale de Taïwan a abrogé, lundi 22 avril, les dispositions instaurant l'état de guerre contre la « rébellion communiste », victorieuse sur le continent en 1949 au terme de la guerre civile chinoise.

Les « mesures temporaires en vigueur durant la période de la rébellion communiste », adoptées il y a quarante-trois ans, au moment de la débâcle de l'armée nationaliste devant les troupes de Mao Zedong, ont été levées, en troisième lecture, afin de préparer le retour à un régime constitutionnel normal. Le premier ministre, M. Hau Pei-tsun, a toutefois souligné que cette décision ne signifiait pas la fin des hostilités vis-à-vis des communistes au pouvoir à Pékin. Le Parlement a également voté une série de réformes afin de permettre la tenue, en 1993, d'élections qui devraient sonner la fin de quatre décennies de domination du Kuomintang (KMT, parti nationaliste). — (AFP, UPI.)

RIQUE.

promet l'instauration
un délai raisonnable.

du pays

TRAVAIL

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

de la Cour

LES FEUILLETONS SUR LA 5, C'EST CONTAGIEUX. La 5, c'est 5 sur 5.

NOUVEAUX FEUILLETONS,
NOUVEAUX RENDEZ-VOUS.

Du lundi au vendredi:
CAS DE DIVORCE, 11h30; ARABESQUE, 13h35.
L'INSPECTEUR DERRICK, 14h30; STAR TREK, 17h45.
ALLO NELLY BOBO, 18h35; BONSOIR MA SÉRIE, 19h40.
Samedi et dimanche, 13h30, feuilletons en série dans
LA PARADE DES HÉROS.
Dimanche, LA FAMILLE DES COLLINES, 18h25.



هكذا بين الاصل

EUROPE

URSS : présenté au Soviet suprême par M. Pavlov

Le plan anti-crise de M. Gorbatchev est rejeté par plusieurs Républiques

Le premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov, a présenté lundi 22 avril devant les députés du Soviet suprême d'URSS le plan anti-crise lancé par le président Gorbatchev. Mais peu de Républiques semblent prêtes à s'y soumettre.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Comme prévu, le nouveau plan anti-crise de M. Gorbatchev est mal parti. Après la Russie et l'Ukraine, c'est le Kazakhstan qui a fait savoir lundi 22 avril qu'il refusait de l'appliquer, c'est-à-dire que les seules Républiques susceptibles encore de s'y soumettre de bon gré sont les derniers îlots « brejnéviens » du pays (quatre Républiques d'Asie centrale et la Biélorussie), ce qui augure mal d'un programme qui se veut une « accélération radicale vers le marché ».

De plus, la Biélorussie risque de faire faux bond aussi : s'étant réveillée d'un long sommeil à la suite des hausses de prix, avec deux grèves générales menées depuis début avril, elle devait en connaître une troisième, mardi. Les dirigeants locaux ont en effet refusé la veille de convoquer une session extraordinaire du Parlement biélorusse, première des demandes des grévistes.

La tenue de la réunion du Conseil de la fédération (groupe des présidents des Républiques) prévue mardi, restait incertaine. Faute, sans doute, de combattants. Samedi, déjà, le plan était « discuté » à Mos-

cou par son auteur, le premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov, et des représentants des gouvernements des Républiques. Mais, selon le président du groupe parlementaire chargé d'examiner les propositions, M. Nikolai Borborski, les représentants de Russie, d'Ukraine et du Kazakhstan sont rapidement partis, manifestant leur désaccord.

Le président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbajev, s'en est expliqué lui-même lundi devant le Soviet suprême : le plan Pavlov contredit, a-t-il dit, le dernier en date des projets de traité d'union sur trois points : en refusant aux Républiques tout contrôle sur la privatisation des entreprises, sur leurs échanges avec l'étranger et sur la répartition des ressources.

Structures parlementaires parallèles

Les organes principaux de concertation entre les Républiques et le centre, c'est-à-dire avec MM. Gorbatchev et Pavlov, sont donc en panne. Mais il semble que M. Pavlov soit prêt, bien qu'il ait encore dit le contraire, à se passer de l'accord des Républiques pour tester d'appliquer son plan. Il se contenterait d'un vote qu'il s'apprête à faire, vendredi au Soviet suprême, qui légaliserait les « mesures administratives » prévues dans son plan anti-crise, comme le recours à la force et aux tribunaux contre les instigateurs de grèves. « Si le Soviet suprême approuve notre programme anti-crise, nous saurons comment l'appliquer même si la stabilité dans le

pays n'est pas rétablie », a en effet déclaré lundi M. Pavlov.

La « stabilité » ne semble pas près de se rétablir, les grèves se poursuivent et de nouveaux foyers de conflit éclatent notamment dans le Caucase du Nord. Quant au Soviet suprême, sa soumission de plus en plus prononcée envers le pouvoir donne naissance à des structures parlementaires parallèles. Le « camp démocratique » s'appuie ainsi sur les Parlements des Républiques élus plus tard que celui de l'Union et donc un peu plus démocratiquement.

Lundi, une première « conférence interparlementaire » s'est ainsi achevée à Moscou, représentant vingt-trois fractions parlementaires venues de neuf Républiques, plus des observateurs délégués par les trois Républiques baltes et la Géorgie. Elle a notamment adopté un texte alternatif au projet de traité d'Union de M. Gorbatchev reconnaissant trois niveaux de relations entre Républiques : indépendance, confédération et fédération, au libre choix de chacune des ex-républiques de l'empire. Les fractions représentées, généralement minoritaires dans leur Parlement, sauf en ce qui concerne les Républiques périphériques indépendantes, ont aussi créé un organe consultatif permanent et adopté divers textes politiques, dont un de soutien aux grévistes. En même temps, la majorité des délégués estimaient souhaitable que les grèves soient suspendues et que des négociations soient lancées. Réagissant enfin à l'appel lancé la veille par le mouvement « Soloz » en faveur de l'instauration de l'état d'urgence dans le pays — un appel que M. Pav-

lov a qualifié lundi de « tout à fait normal », la conférence a appelé à répondre, dans une telle hypothèse, par la grève générale et la désobéissance civile.

Une autre structure parallèle au Soviet suprême s'est constituée la semaine dernière à l'initiative, cette fois-ci, d'un courant issu de la majorité communiste au pouvoir. Il s'agit d'un « groupe interparlementaire de députés » rassemblant des économistes généralement compétents et sensibles à l'avantage pour l'URSS de maintenir un espace économique unifié tout en respectant le souveraineté des Républiques. Leur protecteur est l'Union scientifique-industrielle dirigée par un membre du comité central, M. Arkadi Volkov, souvent cité à Moscou au nombre des personnages d'avenir. Cette union regroupe de nombreux dirigeants de grandes entreprises soviétiques et se trouve être ainsi par la force des choses une émanation du fameux complexe militaro-industriel.

En décembre, elle critiquait très vivement M. Gorbatchev pour avoir laissé s'installer l'anarchie : en janvier, lors d'un nouveau congrès, elle se faisait le champion des privatisations et de l'économie de marché. Son vice-président, Alexandre Vladimirov, cité par l'agence non officielle Interfax, estime qu'une des tâches du « groupe interparlementaire » sera de « créer un mécanisme pour influencer le président et le gouvernement » afin de sortir l'économie soviétique de la crise. Autant dire que la confiance ne règne pas, au sein même du parti, quant à la réussite du plan anti-crise de M. Pavlov.

SOPHIE SHIHAB

GRANDE-BRETAGNE : croisade pour l'éducation

Le prince Charles et Shakespeare

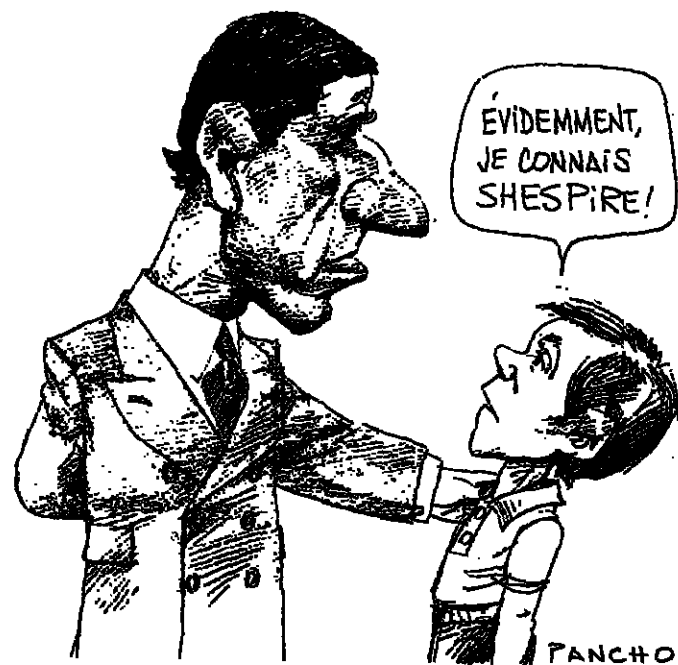
LONDRES

de notre correspondant

Le prince Charles a vivement critiqué le système britannique d'éducation qui, selon lui, laisse « un enfant sur sept sortir de l'école primaire pratiquement illettré ». L'héritier de la couronne parait, lundi 22 avril, à Stratford-sur-Avon à l'occasion du 426^e anniversaire de la naissance de Shakespeare. Il a particulièrement regretté que Shakespeare ne figure pas au programme de certaines classes terminales, y compris littéraires : « Des milliers d'élèves quittent l'école à seize ans sans avoir jamais vu une pièce de Shakespeare au théâtre ou au cinéma et sans avoir jamais lu une seule ligne de lui ».

Le processus est apparemment mal engagé dès le début. « En France, en Italie ou en Belgique, tout enfant de moins de cinq ans peut aller à l'école maternelle d'Etat. Dans notre pays, moins de la moitié de nos enfants ont ce droit. » A l'autre bout de la chaîne, nombreux sont ceux qui abandonnent le système dès l'âge où l'enseignement cesse d'être obligatoire, pour entrer directement dans le monde du travail, ce qui consiste parfois seulement pour eux à se faire inscrire sur les registres du chômage. « Le plus inquiétant peut-être est qu'un tiers seulement de ceux qui ont entre seize et dix-huit ans reçoivent encore une éducation à temps complet. »

Le prince Charles estime que les programmes eux-mêmes, au nom de certaines « modes », font la part trop belle à ce qui est « utile » ou « contemporain » au risque de « produire une génération entière privée de son héritage culturel ». La



spécialisation intervient trop tôt. « Les mathématiques n'auraient-ils pas besoin d'être correctement enseignées ? Les langues étrangères ? Les historiens peuvent-ils se débrouiller sans une connaissance de l'économie et de la philosophie ? »

L'héritier de la couronne s'est avancé sur un terrain éminemment politique à propos du programme national actuellement en préparation. Il affirme que celui-ci ne contient plus de matières artistiques obligatoires après l'âge de quatorze ans. L'enseignement des langues étrangères n'est pas moins déficient. Il ne commence

pas, dans la plupart des écoles, avant onze ans, et, dès quatorze ans, la moitié des élèves y ont renoncé. Le prince Charles s'inquiète des conséquences de ce handicap pour le Royaume-Uni après l'adhésion de 1992. Celui-ci ne risque-t-il pas d'apparaître alors comme le « cousin pauvre » de l'Europe ?

Ce discours a été plutôt bien accueilli, même par le ministre de l'éducation, M. Kenneth Clarke, qui a fait de croire que le prince Charles ne faisait que dire ce qu'il ne cessait lui-même de répéter...

DOMINIQUE D'HOMBRES

GRÈCE : après l'attentat de Patras

Un Palestinien est mis en cause par les enquêteurs

Un étudiant palestinien porteur d'un passeport jordanien est à l'origine de l'attentat à la bombe qui a fait sept morts, vendredi 19 avril, à Patras. Ahmed Hachakheh, vingt-six ans, étudiant à l'Ecole polytechnique de Patras, a péri dans l'explosion accidentelle de la bombe qu'il transportait dans un bâtiment où siège la cour d'appel. Cette bombe de 10 à 12 kilos avait explosé près des bureaux d'une messagerie privée représentant les intérêts d'une firme

américaine. Les six autres morts étaient deux clients et quatre employés de la société. Selon la police, la chambre qu'occupait Ahmed Hachakheh dans une cité universitaire a été fouillée avant l'arrivée des enquêteurs. La représentation diplomatique de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a condamné, lundi, ce « crime atroce » et a exprimé « ses sincères condoléances aux familles des innocents victimes ». (Reuters, AFP)

□ TCHÉCOSLOVAQUIE : ouverture du consulat général d'Afrique du Sud. — Le consul général d'Afrique du Sud en Tchécoslovaquie a remis, lundi 22 avril, à Prague ses lettres de créance au ministre des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier.

Un accord sur la reprise des relations consulaires entre les deux pays, suspendues en 1963 sans être rompues, avait été conclu en novembre dernier, lors d'une visite à Prague du ministre sud-africain des affaires étrangères M. Pik Botha. (AFP)

AMÉRIQUES

CHILI : malgré les pressions militaires

Le gouvernement confie à des civils la lutte contre le terrorisme

Trois semaines après l'assassinat de Jaime Guzman, l'ancien idéologue du régime militaire, le gouvernement a constitué jeudi 18 avril un « bureau de coordination » chargé de la lutte contre le terrorisme. Il voulait placer un magistrat à sa direction, mais la Cour suprême a refusé. Le nouvel organisme sera donc dirigé par des intellectuels et des hauts fonctionnaires, son président étant un docteur en sciences politiques, M. Mario Fernandez, assisté d'un dirigeant socialiste, M. Marcelo Schilling. Il bénéficiera de la collaboration des services spéciaux américains, italiens et espagnols.

SANTIAGO

de notre correspondant

Selon M. Bolisario Velasco, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, il faudra du temps pour venir à bout de la guérilla urbaine, même si elle ne compte « pas plus d'une centaine » de militants. Peu nombreux, les terroristes sont du même coup difficilement détectables. Ainsi, les militants du Front patriotique Manuel-Rodriguez, soupçonnés d'avoir tué Jaime Guzman ne formeraient que trois cellules, dirigées par un mystérieux « commandant Carlos ». Il s'agirait en fait de guérilleros ayant rompu avec le Front, lequel s'est séparé du PC, tout en optant, comme lui, pour l'arrêt de la lutte armée.

Vague

de hold-up

Outre cette poignée de desperados, le gouvernement doit affronter l'imprévisible Mouvement Lautaro, qui fait des recrues surtout parmi les adolescents. « Ce groupe anarchiste a été infiltré par les organismes de sécurité du régime militaire », affirme M. Velasco. Ses

motivations seraient donc des plus incertaines...

Autre préoccupation officielle : l'imposante quantité d'armes de guerre dont disposent, non seulement les terroristes, mais aussi des bandes de délinquants, qui en usent presque quotidiennement pour attaquer les banques de la capitale.

Un gigantesque arsenal avait été fourni par Cuba au PC chilien à l'époque où il prônait la lutte armée contre la dictature : aux dires des spécialistes, la moitié de cet armement a échappé aux saisies des militaires. Il reste donc des centaines de fusils automatiques, des dizaines de lance-roquettes, des kilos d'explosifs, mais on ignore qui en sont les détenteurs. Les différentes fractions du Front patriotique Manuel-Rodriguez, le PC lui-même, ou d'anciens membres des services de sécurité, qui ne seraient pas étrangers à l'actuelle vague de hold-up ?

Ces armes, « il vaut mieux les garder au cas où... », a récemment déclaré M. Luis Corvalan, l'ancien secrétaire général du PC. Cette petite phrase a soulevé un tollé dans la classe politique. Désavouant son camarade, l'actuel dirigeant de la formation de gauche, M. Volodia Teitelboim, a aussitôt rectifié le tir : « Il faut rendre les armes pour contribuer à la pacification du pays », soutient-il, sans préciser toutefois quelles quantités d'armements sont aux mains de son parti. En vertu d'un décret gouvernemental, les personnes détenant illégalement des armes ont jusqu'au 15 mai pour les remettre aux autorités sans encourir de poursuite judiciaire.

La tâche de l'organisme anti-terroriste s'annonce donc ardue. S'il ne remporte pas rapidement des succès, la droite et l'armée réitéreront leur demande de le voir placé sous la houlette du ministre de la Défense. Le général Pinochet montre peu d'empressément à collaborer avec les autorités, estimant qu'il revient aux militaires de jouer un rôle plus actif dans la « guerre contre les subversifs ».

GILLES BAUDIN

BRÉSIL : la polémique sur le sort des Indiens

Le président Collor interdit l'accès au territoire des Ianomamis

Alors qu'était célébré, vendredi 19 avril, le Jour national de l'Indien, le président Fernando Collor a signé un décret interdisant formellement l'accès au territoire des Indiens Ianomamis, dans l'Etat de Roraima, dans l'extrême nord du Brésil.

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Cette décision fait suite à de nombreux arrêts de justice concernant l'évacuation des chercheurs d'or de cette zone, et ne résout rien au fond, puisque la démarcation des terres indiennes a été repoussée, et sera soumise à une commission d'études.

Quatre des principales organisations de défense des indigènes (1), qui militent en faveur de la création d'un « territoire ianomami », ont tenté de montrer son intérêt pour la cause indienne. Lors de la traditionnelle descente de l'escalier du palais présidentiel, cérémonie hebdomadaire du vendredi, le chef de l'Etat était accompagné du chef indien Roraima, rendu célèbre par le chanteur Sting lors d'une tournée mondiale entreprise en compagnie du cacique l'an dernier. Mais la concrétisation de cette priorité affichée reste à venir.

Une centaine de suicides chez les Guaranis

Depuis plusieurs années, la détresse de cette ethnie s'amplifie malgré de multiples discours et promesses, principalement en raison de la présence massive, depuis 1985, des chercheurs d'or. Malgré la destruction de pistes d'atterrissage, en mai dernier, au lendemain de l'accession au pouvoir du président Fernando Collor, et des actions de déplacement de ces populations lancées durant le gouvernement précédent, le problème demeure. La démarcation d'un vaste territoire — les Ianomamis sont des semi-nomades — reste la priorité absolue pour les défenseurs des ethnies menacées. Un projet du gouvernement précédent de M. José Sarney — aujourd'hui annulé par M. Collor — prévoyait en effet l'éclatement en plusieurs zones du territoire ianomami.

La crainte d'un morcellement était d'autant plus grande que de précédentes réalisations de ce genre ont parfois provoqué des catastrophes. Ainsi, dans la « réserve » des Indiens Guaranis, dans le Mato Grosso du Sud, une vague de suicides a touché la population adolescente. Près d'une centaine se sont donné la mort en deux ans. Au début de l'année, la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI, organisme gouvernemental) a dû déployer une équipe afin d'en étudier les raisons. Etendues de terre trop limitées et extrême pauvreté étaient, d'après les indigènes, les causes les plus flagrantes de cette explosion de désespoir.

Par l'une des manifestations médiatiques qu'il affectionne particulièrement — avec le port de tee-shirt lors de ses joggings dominicaux — le président Fernando Collor a tenté de montrer son intérêt pour la cause indienne. Lors de la traditionnelle descente de l'escalier du palais présidentiel, cérémonie hebdomadaire du vendredi, le chef de l'Etat était accompagné du chef indien Roraima, rendu célèbre par le chanteur Sting lors d'une tournée mondiale entreprise en compagnie du cacique l'an dernier. Mais la concrétisation de cette priorité affichée reste à venir.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) Commission pour la création du territoire ianomami ; Conseil des droits indigènes ; Centre ecuménique de documentation et d'information ; Union des nations indigènes.

□ HAITI : arrestation de deux militaires de l'ancien régime. — Deux militaires de l'ancien régime ont été arrêtés. Il s'agit de l'ex-colonel Serge David, inculpé vendredi 19 avril à Port-au-Prince, pour « association de malfaiteurs et terrorisme », et de l'ancien colonel Christophe Dardompré, qui commandait la garde présidentielle, et a été mis aux arrêts dans le cadre de l'enquête sur le coup d'Etat manqué du 7 janvier dernier. (AFP)

POLITIQUE

Les travaux de l'Assemblée nationale

Le gouvernement est contraint de reporter le vote sur le projet de réforme hospitalière

Faute de pouvoir disposer d'une majorité favorable à son projet de réforme hospitalière, M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a été contraint, lundi 22 avril, à l'Assemblée nationale, de renvoyer - vraisemblablement au 25 avril - la fin de la discussion du texte. Si aucune majorité n'est trouvée dans les prochains jours, le premier ministre devrait engager la responsabilité de son gouvernement au titre de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, comme il y avait été autorisé par le conseil des ministres dès le 10 avril, sans que cela ait été, alors, rendu public.

Plus qu'aucun autre texte de l'actuelle session de printemps du Parlement, le projet de loi portant réforme hospitalière est malade des « affaires ». Commencée le 10 avril, la veille de l'examen de la motion de censure déposée par l'opposition, la discussion du texte n'avait pu véritablement commencer qu'à la fin de la semaine dernière et, lundi 22 avril, elle a encore été victime des conséquences de la décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Amiens sur la procédure diligentée par le juge d'instruction du Mans dans l'affaire Urbia.

Tôt dans la matinée, le principal orateur du groupe RPR sur le projet de réforme hospitalière, M. Bernard Debré (Indre-et-Loire), a demandé une suspension de séance « en atten-

dant la venue de M. Kiezman », pour protester contre les propos du ministre délégué à la justice, qui, quelques heures auparavant, sur une radio, avait qualifié l'opposition de « haineuse ».

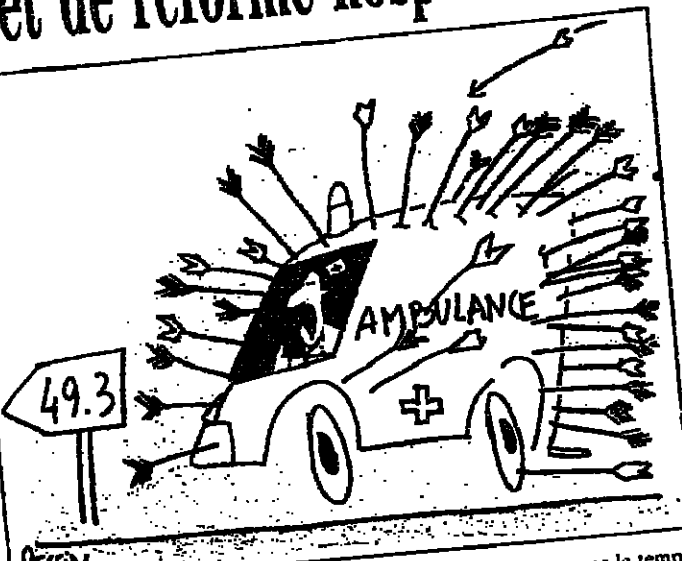
Dès ce moment, il était donc à peu près certain qu'après avoir dû demander la réserve du vote sur l'article 3 du projet, consacré à l'organisation et à l'équipement sanitaires de l'hôpital, M. Durieux ne parviendrait pas à gagner la majorité de l'Assemblée sur le « second pilier » de son texte, relatif à l'organisation administrative et financière des établissements publics de santé. Dès le début de la discussion de cet important article 7, minutieusement détaillé sur quatorze pages, le ministre a demandé que le vote en fût réservé.

« Voilà une caricature de débat : nous discutons devant un hémicycle désert et sans pouvoir voter », a protesté M. Gilbert Millet (PC, Gard). Une douzaine de députés étaient en séance, parmi lesquels une très grande majorité de médecins, de chirurgiens, de dentistes ou de pharmaciens.

M. Bernard Debré : « Recentralisation étatique »

« Ce projet est psychédélique, incroyablement ridicule », a jugé M. Bernard Debré, estimant que « l'incantation sur l'économie des établissements cache, en fait, une recentralisation étatique ». Devant l'absence de l'opposition à créer un « projet infirmier », indépendamment du « projet médical », proposé dans le texte, M. Bernard Debré (PS, Dordogne), a accusé le RPR de faire preuve de démagogie. En dépit de l'absence de vote sur les nombreux amendements déposés, le ministre a donné son accord à certains dans les établissements comportant des unités de soins de longue durée, un représentant des familles des personnes accueillies en long séjour devrait être associé au conseil d'administration, avec voix consultative, à la demande des établissements. Le gouvernement est apparu prêt à alléger la tutelle et à raccourcir les délais dont celle-ci dispose pour contrôler les décisions financières, notamment prises par les établissements de santé. Acquis à l'idée que ces derniers pourraient dégrader des prestations de services ou en exploitant des brevets, il a refusé, en revanche, le statut d'établissement public industriel et commercial proposé par l'UDC pour les hôpitaux.

Aussi, en fin d'après-midi, alors que l'Assemblée nationale se réunissait pour l'examen de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, le projet de loi a été confié à leur sensibilité de l'UDC ont confié leur groupe, dans son ensemble, devait confirmer son opposition au projet. De son côté, M. Debré a réclamé une nouvelle suspension de séance au motif, cette fois, que M. Durieux avait eu l'« indiscrétion » de confier à la presse, dans les couloirs du Palais-Bourbon, que le premier minis-



tre était en effet autorisé, depuis près de quinze jours et bien que personne n'en sût rien, à engager sa responsabilité sur le projet. Peu après, sur un mode plus plaisant, l'arrivée du conseiller parlementaire du premier ministre, M. Guy Carcassonne, était saluée par M. Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis) : « Tiens, voilà le 49.3 ».

M. Durieux : « majorité d'idée »

Devant cette perspective, le rapporteur de la commission des affaires sociales, M. Alain Calmat (app. PS, Cher) visiblement épuisé par la marathon parlementaire de la journée, développait, en substance, cette version pessimiste : les centristes placeraient la barre si haut, pour des raisons politiques qu'il serait impossible d'obtenir l'abstention de leur groupe sur le texte. Bien que contraint, dans la soirée, de demander la réserve, mais plus seulement sur les votes, mais sur la discussion des principales dispositions ayant trait à l'organisation des soins, au fonctionnement des services et aux modalités de nominations des différents responsables des établissements - le cœur même du projet, M. Durieux préférait croire encore à la

possibilité de décaler, avec le temps, « une majorité d'idée ». Absent de la discussion pendant toute la journée, le ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Evrin, discutait avec tel ou tel hors de l'hémicycle.

Deux hypothèses s'offrent au gouvernement : ou bien il vérifie qu'il n'y a pas de majorité pour le projet et il engage sa responsabilité, ou bien il se donne une semaine supplémentaire, le temps de laisser s'apaiser le climat des « affaires », et attend le mardi 30 avril pour mettre en œuvre la procédure de vote personnel et public des députés, suggérée, pour les textes importants, par le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, et qui devait être appliquée pour la première fois le 16 avril.

En attendant de savoir quel jour et de quelle façon ils pourront se prononcer sur le projet, les députés se sont séparés, lundi, à minuit très exactement, après avoir engagé une ultime querelle sémantique en mesurant, grâce à un amendement de M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire), les mérites comparés de deux formules également ambiguës : « établissement de soins privés » ou « établissement privé de soins ».

JEAN-LOUIS SAUX

M. Bérégovoy met en garde la droite et le PCF en évoquant une possible dissolution

Invité de « l'heure de vérité », sur Antenne 2, lundi 22 avril, M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, a mis en garde la droite et le Parti communiste contre le vote éventuel d'une motion de censure, en laissant entendre que, dans ce cas, le président de la République dissoudrait l'Assemblée nationale et provoquerait des élections législatives anticipées.

Si la conjonction des oppositions de droite et du PCF bloquait le travail législatif, la logique des institutions voudrait que cette situation se traduise par le vote à l'Assemblée nationale d'une motion de censure contre le gouvernement de M. Michel Rocard. Telle est l'analyse de bon sens que M. Bérégovoy a opposée, lundi, sur Antenne 2, au constat des difficultés que rencontre le gouvernement pour faire adopter ses projets de loi.

En clair, le recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, qui permet au premier ministre de mettre ses adversaires au pied du mur en engageant la responsabilité du gouvernement sur un texte, est une arme dont M. Rocard devrait, selon le ministre d'Etat, user aussi souvent que nécessaire.

« Il suffirait d'une motion de censure pour renverser le gouvernement », a déclaré M. Bérégovoy, et, à ce moment-là, le président de la République serait placé devant un choix : la dissolution ou la constitution d'un autre gouvernement. « Je ne crois pas l'économie a ajouté : « Je ne crois pas qu'aujourd'hui il y ait beaucoup de parlementaires, dans l'opposition, qui, quoi qu'ils en disent, veuillent retourner devant l'électeur. (...) Alors, je leur dis : chiche ! allez-y ! »

Cependant, dès lors que les oppositions rendent difficile le travail du gouvernement, mais ne votent pas la censure, l'exécutif est relativement désarmé. A cette objection, M. Bérégovoy a répondu : « Si le fonctionnement du Parlement se trouve entravé

par des querelles stériles, des divisions inopportunes, des batailles peu utiles, alors personne n'y gagnera. J'en suis sûr, mais l'opposition y perdra. Et, si nous savons garder sang-froid et sérénité, nous y perdrons moins qu'elle. (...) Si j'étais candidat à une future élection présidentielle, j'y regarderais à deux fois avant d'entretenir un climat délétère. »

M. Bérégovoy a exprimé le souhait que M. Rocard, qui « est très bien là où il est », y reste « jusqu'en 1993 », parce que, « s'il est éliminé, après cette date, je ne peux pas garantir le résultat ». Il a formulé, cependant, quelques critiques, notamment au sujet de l'annulation des décrets politiques, financiers, qui, a-t-il observé, « n'a pas été comprise (...) ou bien parce qu'on l'a mal expliquée, ou bien parce qu'elle était insuffisamment précise ». Plus généralement, le ministre de l'économie estime que le gouvernement souffre d'un « défaut collectif d'explication ». « Les Français constituent un peuple adulte, a-t-il dit, il faut leur parler. »

(Lire le bilan page 21.)

ALPHAPAGE, ET L'ENTREPRISE BOUGE AVEC VOUS.

Envoyés par Minitel, vos messages arrivent en quelques instants et en toutes lettres sur votre Alphapage : le récepteur de poche qui vous permet de rester informé en permanence même lorsque vous vous déplacez. Pour toute information, TAPÉZ 3614 CODE ALPHAPAGE.

FRANCE TELECOM

سكزا انا الاصل

سكنا من الاحل

16 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

10 Le Monde • Mercredi 24 avril 1991 •

POLITIQUE

La réforme du code pénal

Les sénateurs veulent renforcer la répression de certains crimes

Les sénateurs devaient commencer, mardi après-midi 23 avril, en première lecture, l'examen du livre II du Code pénal relatif aux infractions contre les personnes, présenté par M. Georges Kieiman, ministre délégué à la justice. La commission des lois du Sénat a adopté plusieurs amendements qui renforcent la répression de certains crimes, tels que le viol, ou ceux commis à l'encontre des personnes « faibles ».

« Protéger plus particulièrement les faibles, les personnes vulnérables et les mineurs, ainsi que la famille, cet axe fondamental de notre société » : tel est l'objectif poursuivi par le rapporteur du projet de livre II du code pénal, M. Charles Jolibois (app. Rép. et ind.), dans les propositions d'amendement déposées par la commission des lois du Sénat.

Pour les délits et les crimes portant atteinte à la protection des mineurs, M. Jolibois souhaite renforcer les peines prévues pour les agressions sexuelles, notamment lorsqu'elles sont commises par un ascendant ou une personne ayant autorité sur la victime. La commission propose également la généralisation de la circonstance aggravante lorsque les crimes ou délits sont commis « sur une personne dont la particulière vulnérabilité due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse est apparente ou connue de l'auteur ».

Pour mieux assurer la protection de la famille, la commission des lois a rétabli, dans le livre II, le délit de bigamie, en estimant, contrairement aux auteurs du projet de loi qui l'avaient fait figurer dans le livre IV (« Atteintes à l'Etat ») qu'il s'agissait bien d'une atteinte à la famille et non, d'une façon plus générale, à « l'ordre social ».

Contrairement à l'avis du gouvernement, les membres de la commission des lois ont réintroduit l'incrimination spéciale de « parricide » qui figure dans le code actuel, mais qui avait été supprimé par les membres de la commission de révision du code pénal, en le punissant de la réclusion criminelle à perpétuité. Le gouvernement est également très réservé sur le renforcement des peines – de deux à cinq ans d'emprisonnement – soulevé par le rapporteur, dans les cas d'interruption

volontaire de grossesse (IVG) pratiqués au-delà des délais légaux, ou par une personne n'ayant pas la qualité de médecin, ou dans un lieu autre qu'un établissement d'hospitalisation privé ou public.

Rétablissement du délit d'homosexualité

Autre disposition qui devrait donner lieu à désaccord entre le gouvernement et la majorité sénatoriale, celle rétablissant le délit d'homosexualité sur mineur de quinze à dix-huit ans, qui avait été supprimé par la loi du 4 août 1982. En proposant de reprendre « l'amendement Mirguet » qui, en 1960, avait aggravé les peines encourues en cas d'atteintes sexuelles sur mineurs lorsqu'elles étaient commises par une personne du même sexe, les membres de la commission des lois du Sénat estiment nécessaire de « protéger l'individu contre les actes homosexuels à l'époque de son adolescence, où il est le plus fragile ».

Au-delà de la protection des faibles et de la famille, les sénateurs de la commission des lois ont tenu à aggraver le caractère répressif de certains crimes ou délits, tels que le viol. En commission mixte paritaire sur le livre I du code pénal, le 2 avril dernier, les députés et les sénateurs étaient parvenus à un accord sur une modification de l'échelle des peines : le maximum de la peine d'emprisonnement en matière correctionnelle a été fixé à dix ans, et le minimum à la réclusion criminelle à quinze ans (le 5 avril).

Pour le viol, puni dans le projet de loi de dix ans d'emprisonnement, la question était donc de savoir s'il fallait lui conserver sa nature criminelle ou le correctionnaliser. Les sénateurs de la commission des lois ont opté pour la première solution, en fixant à quinze ans le minimum encouru par les auteurs d'un tel crime. Le gouvernement devrait donner son accord à cette proposition.

M. Jolibois a également fait adopter plusieurs amendements prévoyant une application beaucoup plus large de la période de sûreté. En commission mixte paritaire, les deux assemblées s'étaient entendues sur le principe d'une période de sûreté égale à la moitié de la peine d'emprisonnement lorsque celle-ci est supérieure à dix ans, ou aux deux tiers de cette peine, par décision spéciale du tribunal ou de la cour d'assises. Les membres de la commission des lois ont ainsi introduit la possibilité de prononcer l'application de cette

peine dans les cas de meurtre, actes de torture et de barbarie, violences sur mineurs, viol ayant entraîné la mort, trafic organisé de stupéfiants, blanchiment de l'argent de la drogue ou proxénétisme aggravé.

La commission des lois a enfin adopté deux amendements très liés à l'actualité récente : l'un sur la profanation de sépultures, l'autre sur le crime d'empoisonnement par transmission intentionnelle du virus du sida. Les sénateurs ont porté de deux à cinq ans la peine d'emprisonnement prévue dans les cas de profanation de sépulture, accompagnée « d'actes d'exhumation ». M. Jolibois a proposé de supprimer la référence à l'appartenance ethnique ou religieuse contenue dans le texte du gouvernement, en estimant que cette précision « pourrait entraîner des controverses dont on perçoit aisément le caractère insupportable ».

En rétablissant le crime spécifique d'empoisonnement, les membres de la commission des lois ont voulu prendre en compte les risques de contamination liés au virus du sida. M. Jolibois a souligné que « la transmission volontaire du sida constitue bien un attentat à la vie d'une personne, qui devrait en tout état de cause être condamnée, même si elle n'entraîne pas la mort, un séropositif pouvant ne pas développer le sida ».

G. P. et P. R.-D.

L'affaire

Le juge d'instruction «bétonne»

Quatre semaines après l'ouverture d'une information judiciaire sur le cambriolage de la permanence électorale de M. Pierre Botton, gendre de M. Michel Noir (1), qui a entraîné l'inculpation de M. Bernard Sarroca, chef de cabinet du maire de Lyon, pour « complicité et recel de vol avec effraction, en réunion » (le Monde du 30 mars 1991), l'enquête, selon le patron de la section criminelle du SRPJ de Lyon, « suit son cours ». En instruisant, « sans états d'âmes », M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction de Lyon, cherche à « bétonner » son dossier, tout son dossier, mais rien que son dossier.

LYON

de notre bureau régional

Alors que les cinq inculpés – M. Sarroca, les trois cambrioleurs présumés, M.M. Bruno Ortega, Antoine Berthaut et Didier Lefevre, et M. Robert Schwindt, gérant de la SARL Eurosecurité, – n'ont

pas encore été entendus sur le fond, le magistrat instructeur a procédé, au cours de ces dernières semaines, à l'audition d'une petite dizaine de personnes – les policiers en ayant, pour leur part, interrogé beaucoup plus et, parmi elles, quelques élus ou anciens élus.

Une opération d'espionnage

Le seul de ces témoins à avoir subi le désagrément d'une garde à vue, le 3 avril, est un ancien conseiller municipal RPR de Lyon, M. René Perrin, soixante ans, ancien trésorier de la campagne de M. Noir, lors des municipales de 1983, et qui, pour les législatives partielles, avait mis des bureaux de son agence de publicité Olympus à la disposition de M. Sarroca. M. Perrin, officiellement « en froid » avec M. Noir – au point de ne pas figurer sur sa liste lors des municipales de 1989, – aurait été questionné sur les conditions dans lesquelles M.M. Ortega et Berthaut avaient pu être « infiltrés » dans la permanence de M. Botton.

L'enquête a confirmé qu'en amont du cambriolage, opéré dans la nuit du 23 au 24 janvier dernier, une opération

d'« espionnage » – à laquelle participait une jeune femme – avait été montée au sein de la permanence de la rue de l'Abondance. M. Schwindt, qui nie toute responsabilité dans le cambriolage, a reconnu être le maître d'œuvre de cette « infiltration », en affirmant avoir agi de sa propre initiative et dans l'unique espoir d'être « agréable » à son ami Bernard Sarroca.

La visite nocturne de la permanence n'a été programmée qu'au vu des résultats décevants des écoutes et autres piratages – quelques « bidouillages » informatiques notamment – effectués dans l'immeuble Lyon business center. Des traces de l'activité de cette « équipe de renseignement » auraient été retrouvées dans un carnet vert à spirale appartenant au chef de cabinet démissionnaire, et placé sous scellés.

Jeune médiatique...

Parmi les autres objets saisis lors des perquisitions effectuées aux domiciles des inculpés figure également une importante somme d'argent dont l'origine reste pour l'heure inexplicable.

Tandis que la ville bruisse des rumeurs les plus folles et qu'une

Seize députés hongrois s'initient au système parlementaire français

Pour la première fois, une délégation de seize députés hongrois appartenant à toutes les formations politiques, participe depuis le 22 avril à un séminaire d'« ingénierie démocratique » organisé par l'Assemblée nationale. Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a ouvert la première séance de ce séminaire qui doit durer une semaine.

« Vous êtes porteurs des aspirations, des espoirs de votre peuple. Il vous appartient maintenant de faire en sorte que rien d'important ne se produise dans votre pays sans que l'Assemblée dont vous êtes membres, et qui incarne votre peuple, l'ait voulu, sans qu'elle y ait au moins été associée, sans qu'elle y ait imprimé sa marque », a affirmé M. Fabius en accueillant ses collègues hongrois. « Nous ne sommes pas des politiciens bien formés, nous avons beaucoup à apprendre mais nous sommes prêts à vous apporter notre petite expérience », a répondu M. Joseph Bratinka, député du Forum démocratique et responsable de la délégation.

Cette rencontre va mobiliser, pendant une semaine, députés, politologues, universitaires et fonctionnaires parlementaires. Les parlementaires hongrois rencontreront également le président du Conseil constitutionnel, M. Robert Badinter, et le vice-président du Conseil d'Etat, M. Marceau Long. Cinq thèmes de réflexion ont été retenus pour cette rencontre qui illustre la volonté du Parlement français de coopérer avec les jeunes démocraties de l'Est : l'élection et le statut des députés, l'organisation de l'Assemblée et les moyens de travail des députés, la procédure législative, le contrôle parlementaire, le budget.

Au cours de la table ronde consacrée au premier thème, les députés hongrois ont pu entendre un politologue, M. Jean-Luc Parodi, et deux

députés, M.M. Raymond Forni (PS), vice-président de l'Assemblée, et Philippe Séguin (RPR), analyser les influences du mode de scrutin majoritaire sur le système politique français. Pour la procédure législative, ce sont les présidents des groupes socialiste et RPR, M.M. Jean Auroux et Bernard Pons, qui plancheront aux côtés du professeur Pierre Avril et de M. Guy Carcassonne, conseiller du premier ministre pour les affaires parlementaires. Des séjours dans les circonscriptions ont également été prévus du 26 au 29 avril de façon à compléter ce panorama de l'activité parlementaire française.

« Un peu du vent qui souffle »

Depuis le mois de décembre 1989, à l'initiative de M. Fabius, le bureau de l'Assemblée avait décidé de proposer aux Parlements qui le souhaitent une sorte d'« ingénierie démocratique » fondée sur l'envoi de députés et de fonctionnaires en mission et sur l'accueil de délégations étrangères.

Au mois de novembre 1989, le président de l'Assemblée nationale, M. Fabius, et la présidente du Bundestag de la République fédérale d'Allemagne, M^{me} Rita Süsmuth (CDU) s'étaient rendus en Union soviétique pour rencontrer les présidents du Soviet de l'Union et du Soviet des nationalités, M.M. Primakov et Vichanov, afin de marquer symboliquement la volonté des Parlements de l'Ouest de dialoguer et de travailler avec ceux qui, à l'Est, font l'apprentissage de la vie parlementaire. M. Fabius avait alors souhaité apporter aux Soviétiques l'expérience d'un Parlement déjà ancien et recueillir, en retour, « un peu du vent qui souffle dans les Parlements nouveaux » (le Monde des 19 et 20 novembre 1989).

P. S.

La Poste, 1^{er} réseau au monde Les préjugés en panne

Compétente, performante, novatrice, voilà La Poste aujourd'hui : premier réseau avec 17 000 bureaux, elle est également, avec 22 millions de comptes gérés, le deuxième établissement financier de France. Le premier, en 1990, par les performances de son PEP-Assurance.

ARND BRONKHORST/LAURENCE S.M.

son dossier

Passage de relais ?

On observe en tout cas, avec une certaine perplexité que ce local, situé à l'entresol, 3, rue du Gare, à Lyon (2^e). — et qui, pour la petite histoire lyonnaise, était la permanence de feu Charles Béraudier, bras droit de l'ancien maire

La perspective de cette possible succession ne laisse pas d'intriguer si l'on considère le parcours de l'intéressé. M. Perret figurait en trente-troisième position, non-éligible — sur la liste Union des républicains libéraux (URLS) de M. Raymond Barre aux élections régionales de 1986 et, en décembre 1987, il avait été inculpé, en sa qualité de cadre bancaire, dans l'affaire des fausses factures du Parti socialiste du Rhône, avant de bénéficier d'une amnistie.

ROBERT BELLERET

(1) M. Botton était candidat, soutenu par le RPR, à l'élection législative partielle du 27 janvier dernier dans la troisième circonscription du Rhône.

Jamais, depuis l'installation de M. Michel Noir aux fonctions de premier magistrat de la ville, en mars 1989, la salle des délibérations du conseil municipal de Lyon n'avait connu une telle affluence de micros, de caméras, d'appareils photo. Ce n'était pas l'ordre du jour, bien ordinaire, de la séance du lundi 22 avril qui suscitait tant d'intérêt, mais les questions que M. André Soulier, conseiller municipal (UDF-PR), avait annoncé vouloir poser au maire de Lyon à propos de l'affaire Sarraoca. Elles ont provoqué un vif affrontement entre les deux hommes.

de notre bureau régional

M. Soulier l'avait, à plusieurs reprises, précisé : c'est en tant que simple conseiller, membre de la majorité municipale, qu'il s'exprimerait. Il estimait nécessaire, « pour la démocratie », de « rompre le silence pesant » qui domine la vie politique lyonnaise depuis l'inculpation de M. Bernard Sarroca, le chef de cabinet démissionnaire du maire de Lyon.

Afin de « ne pas tendre un piège » à M. Noir, il lui avait communiqué ses huit questions à l'avance. Le passé de

M. Soulier, ancien premier adjoint au maire, a donné à sa démarche solitaire un caractère pour le moins particulier. Lundi matin, les élus UDF de Lyon s'étaient réunis sans pouvoir se déterminer par rapport à l'initiative de l'un des leurs, et tous les conseillers de la majorité avaient été convoqués juste avant la séance, la dramatisant un peu plus.

Dans la routine de l'examen des dossiers, un huissier porte sur le bureau de M. Soulier un courrier de trois pages, dont la lecture lui offre un avant-goût de l'état d'esprit de M. Noir : « Je ne vous cacherais pas avoir été surpris par le caractère politique, voire insinuateur, de certaines de vos questions », écrit le maire de Lyon, qui s'insurge de leur communication à la presse. « Vous tentez de vous livrer là, affirme-t-il, à un "coup" politique du plus mauvais goût, du plus mauvais effet et des plus inconvénients ».

L'ordre du jour épuisé, M. Soulier, au titre des questions diverses, rappelle d'abord les circonstances de « cette affaire insolite », où toutes les personnes inculpées, ainsi que la victime, « sont apparemment, peu ou prou, liées à la ville de Lyon ». « Il y a de quoi être troublé, déclare le conseiller, que votre chef de cabinet, un agent contractuel municipal, ait été inculpé pour avoir commandité ce cambriolage. »

[illegible]

M. Noir :

M. NOIR :
« Un procédé lamentable »

Tout au long de l'intervention de M. Soulier, M. Noir a gardé un visage fermé, consultant parfois, à voix basse, son secrétaire général. Ses premiers mots sont sans équivoque : « Je dénonce, dit-il, le procédé lamentable, détestable, tant sur le plan humain que sur le terrain politique et sur celui de la morale. » Il réfute les arguments de l'avocat quant à une éventuelle constitution de partie civile, « sa reconnaissance juridique étant exclue ».

M. Noir tient à rappeler que « les faits incriminés ne concernent, ni de près ni de loin, la mairie de Lyon ».

« L'enquête judiciaire est en cours, cela vous interdit de jouer un quelconque rôle de juge ou de procureur », lance le maire, qui, ensuite, évoque sa lettre à M. Soulier : « Aux questions 3, 4 et 5, je vous ai répondu par la négative. »

Sa lecture précise qu'il n'a pas « l'habitude de vérifier, point par point, le curriculum vitae » de ses collaborateurs et qu'il n'a pas eu connaissance, jusqu'à l'inculpation de Bernard Sarroca, « de prétendues erreurs dont serait entaché sa présentation biographique... si l'on en croit la presse » (le Monde du 10 avril). Enfin, il indique que, peu après son élection, il avait « congédié M. Pierre Botton, considérant que les conditions » que ce dernier mettait à une éventuelle collaboration étaient inacceptables ».

En séance publique, M. Noir, qui n'a jamais prononcé de nom, a affirmé, à propos de son chef de cabinet, démissionnaire, que, le condamnant, il y'il yait culpabilité, et le condamnerait de « telles paroles plus avec la plus extrême gravité, la plus grande sévérité ». Dans le cas contraire, il espère...
L'interrogé, au regard de la morale et de l'éthique, que chacun admettra, a répondu : « Je ne suis pas Sarraco à se réhabiliter. Je pourrais avoir une nouvelle fois le Noir, mais que » de M. Soulier, le Noir observe que l'il aurait préféré, que les membres de ce conseil ne soient pas éclairés sur cet aspect inquiétant » de la personne, et, en terminant, rajoute : « Je ne suis pas le premier à dire cela ».

lité de l'ancien premier ministre. Sur les bancs, les conseillers RPR applaudissent. Un seul élu UDP se joint à eux. M. Francisque Collomb, l'ancien maire. La séance est levée. Elle laissera des traces. Dans la cour de l'hôtel de ville, M. Soulier estime que le maire de Lyon n'a toujours pas répondu à ses interrogations. « Il faudra bien qu'il se résolve à entendre des questions, affirme-t-il. Il n'est pas l'omniscient de Chine. »

BRUNO CAUSSÉ

ste, 1^{er} ~~fin~~ financier de France.
s préjugés prennent un coup.



Le premier, enfin, à avoir proposé à ses clients une SICAV de capitalisation et des SICAV à distribution trimestrielle et semestrielle de revenus. Ainsi donc La Poste va jouer un rôle de plus en plus important sur la scène financière française? Certains inclinent à le croire.

NPVERT 05 95 11 22 (Métropole uniquement).

NOV 05 05 11 22

**Pas de problème,
La Poste est là.**

Questions...

M. Soulier avait notamment adressé à M. Noir les questions suivantes :

- 1) A l'annonce des inculpations prononcées par M. le Doyen des juges d'instruction de Lyon, avez-vous ordonné une enquête administrative au sein de la mairie ?
- 2) Si oui, quels en ont été les résultats ?
- 3) Quelles étaient les fonctions exercées de M. Bernard Sarroca

... Réponses

M. Noir a fait, par écrit, les réponses suivantes aux questions correspondantes de M. Soulier :

- 1-2) Je ne vois pas en vertu de quoi il aurait été nécessaire que j'ordonne une enquête administrative au sein de la mairie à l'annonce des inculpations prononcées par M. le Doyen des juges d'instruction. Je ne suis pas chargé de l'enquête. Vous n'êtes pas chargé de l'accusation.
- 3) Vous connaissez parfaitement les missions d'un chef de cabinet. Je vous précise, au demeurant, s'agissant de Bernard Sarroca, qu'elles ne comportaient pas les questions relatives à la

sécurité en général ou celles relatives à la sécurité des équipements de la ville ou des associations qui lui sont directement liées en particulier.

4) Je n'ai pas l'habitude de vérifier, point par point, les *curriculum vitae* que me fournissent mes collaborateurs car j'ai pour principe de faire confiance à l'engagement que représente une signature au bas d'un *curriculum vitae*. Je n'ai au demeurant pas eu connaissance, jusqu'à l'inculpation de Bernard Sarroca, de prétendues erreurs dont serait entachée sa présentation biographique... si l'on en croit la presse.

CORRESPONDANCE

RESPONDANCE

et l'affaire
M. Pierre Jeambrun, sénateur centriste du Jura, nous adresse la lettre suivante, à la suite d'un article sur le dossier des fausses factures GRC-Emin, paru dans le Monde du 12 avril :

Il est de notoriété publique que j'ai toujours géré, depuis 1951, le financement de l'activité politique régionale du président Edgar Faure et que la société régionale d'éditions de Lons-le-Saulnier a été créée en 1956, à son initiative.

La situation comptable et fiscale de cette société est nette et je n'ai pas été inculpé de corruption, de trafic d'influence, d'ingérence dans les fonds publics ni d'abus de biens sociaux. L'amalgame entre les achats du GRC à la SRE, dont le total cité est inexact, et qui étaient l'expression de son soutien à l'action du président Edgar Faure et à notre cause, et ma présence à la commission nationale d'urbanisme commercial est particulièrement tendancieux.

J'ai justifié auprès du magistrat instructeur de mes votes dans cet organisme exclusivement consultatif, dont l'avis ne lie pas le ministre et qu'il est

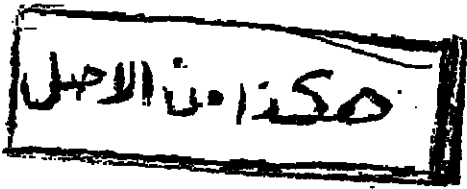
loin de toujours suivre. Et il suffit de relever que le GRC a cessé toutes relations avec la SRE en mars 1988, à la mort du président Edgar Faure, alors que je suis toujours membre de la CNUC et que le GRC y a présenté des dossiers en 1988, 1989, 1990 et 1991.

Et 1991. Les études commercialisées par la SRE ne sont pas imaginaires, elles ont toujours été achetées depuis 1981, à un institut parisien connu, et je regrette que des fuites fragmentaires du dossier d'instruction aient permis des rapprochements injustifiés entre moi et d'autres personnes. Au pays des droits de l'homme, j'en appelle aux plus hautes instances de l'Etat pour le savoir quand on fera enfin respecter le secret de l'instruction et la sérénité de la justice, en qui je garde une entière confiance.

[M. Jeambrun n'a effectivement pas été inculpé d'« abus de biens sociaux » mais de « recel d'abus de biens sociaux » ainsi que de « faux en écriture privée ou de commerce et usage ». Les précisions qu'il apporte par ailleurs complètent l'information que nous donnions sans la contredire. — B. B.]

il est contredire. - K. B.]

هكذا في الأصل



16 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

12 Le Monde • Mercredi 24 avril 1991 •

POLITIQUE

En soulignant la présomption d'« infractions pénales »

Affaire Urba : la cour d'appel d'Angers justifie l'ouverture de l'instruction

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers, qui avait considéré, vendredi 19 avril, que l'ouverture de la procédure avait permis au juge Thierry Jean-Pierre du Mans d'enquêter sur les agissements de la société Urba était régulière, a développé son argumentation juridique dans un arrêt de quinze pages, qui a été rendu public le 22 avril.

Pour les trois magistrats de la chambre d'accusation, MM. Jean Gouyette, Roland Jegouic et Jean-Ernest Chesneau, s'il n'est pas « du pouvoir de la chambre d'accusation ni d'apprécier en opportunité la décision prise par un membre du parquet (...) d'ouvrir une information, ni les circonstances de fait dans lesquelles il l'a prise », les

déclarations du docteur Colicadan, ancien numéro 2 du PS dans la Sarthe, recueillies par le juge d'instruction, justifiaient l'ouverture d'une information, car elles révélaient « des faits qui ne laissent pas seulement supposer qu'une infraction a pu être commise, mais que des infractions pénales l'ont été ».

L'arrêt précise que ce témoin peut être considéré comme « particulièrement bien informé », que la saisine du juge « est parfaitement déterminée puisqu'elle s'étend sur des faits précis : le versement, par des entreprises, de commissions pour l'obtention de marchés publics ». Un pourvoi en cassation a été formé contre cet arrêt par l'avocat du saul inculpé de cette affaire, M. Yves Baudelot,

conseil de M. Christian Giraudon, ancien responsable de la société Urba, dans les pays de la Loire. M. Baudelot considère que les arguments de la chambre d'accusation « ne sont pas convaincants ». « Je conserve, a-t-il précisé, ma position : les propos du dr Colicadan ne démontrent aucune espèce d'infraction ».

De son côté, M. Gérard Monate, ancien responsable de la société Urba, inculpé dans l'affaire des fausses factures du Sud-Est, s'est exprimé au journal de 20 heures sur la Cinq. M. Monate estime que la procédure ouverte à Paris, et qui avait été instruite par M. Pierre Culié « renferme tout », y compris l'intégralité des cahiers de M. Joseph Delcroix. « On a tout écrit et la vraie

enquête a déjà été faite par le juge Culié ». M. Monate a assuré que sa société, qui s'occupait de « courtage commercial », était rétribuée non pour des prestations fictives, mais pour « des prestations réelles ». M. Monate attend le renvoi de ce dossier devant le tribunal correctionnel, ce qui ne peut être fait tant que des pourvois en cassation formés par d'autres inculpés n'ont pas été examinés par la Cour de cassation.

Cette affaire continue de susciter un profond malaise dans le monde judiciaire, et dans les milieux politiques l'opposition n'en finit pas de réclamer la démission de MM. Henri Nallet et Georges Kiejman.

Un entretien avec le procureur du Mans

Suite de la première page

La précipitation de M. Wawrzyniak et les conditions qui ont présidé à l'ouverture de l'information m'ont étonné par ses très suspects.

— Qu'avez-vous alors découvert dans le dossier instruit par M. Jean-Pierre depuis le 8 janvier ?

— J'ai demandé le dossier dès le lendemain, le 14 mars, et je me suis rendu compte qu'il ne comptait que quatre pièces ! (1) Ce jour-là, j'ai découvert deux choses : la première, c'est que les documents qui avaient permis l'ouverture de l'information judiciaire pour extorsion de fonds étaient à mes yeux tout à fait insuffisants. La seconde, c'est qu'un second réquisitoire, pour faux, usage de faux et corruption, avait été établi trois jours plus tard par un second substitut du parquet, M. Noël Trompant, qui n'avait pas jugé bon de m'en informer. Au Mans, les dossiers de corruption sont rares. Dans un parquet comme le nôtre, qui ne compte que sept magistrats, il était tout à fait anormal qu'il ne m'en soit pas rendu compte.

« De manière quasiment clandestine »

— Si vous jugez cette information judiciaire irrégulière, pourquoi ne pas avoir saisi immédiatement la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers ?

— C'était dans mes intentions, mais je ne voulais pas prendre une décision précipitée. J'ai commencé par aviser le parquet général, et ensuite, j'ai fait des recherches d'ordre juridique qui m'ont confirmé dans l'idée qu'une information judiciaire ne pouvait être ouverte pour un « fait non individualisé dans l'espace et le temps ». Ce qui était le cas.

— M. Christian Giraudon, l'ancien responsable régional d'Urba

pour les Pays de la Loire, a été inculpé par le juge Thierry Jean-Pierre le samedi 6 avril. Que s'est-il alors exactement passé au parquet du Mans ?

— Ce soir-là, j'étais à Châteauneuf-sur-Loire. A 21 heures, j'ai reçu un coup de téléphone du parquet général me demandant si j'étais au courant de l'audition d'un certain Giraudon. J'ignorais tout de cette audition. J'ai donc demandé à un substitut de se renseigner. A un téléphone aux services de police et de gendarmerie, qui n'étaient pas au courant de cette arrestation, mais on lui a affirmé à la maison d'arrêt du Mans qu'une incarcération devait avoir lieu vers 22 heures « pour une histoire d'argent ». Il s'est rendu au palais de justice à 22 heures : le mandat de dépôt avait déjà été décerné.

— Cette incarcération a eu lieu un samedi soir, à 22 heures, dans des conditions tout à fait surprenantes : en règle générale, avant une incarcération, le dossier est transmis au parquet pour qu'il prenne des réquisitions écrites. C'est une règle que j'ai toujours vue respectée. Ce soir-là, cela n'a pas été fait. De plus, M. Giraudon n'avait pas d'avocat, et, à ma connaissance, l'avocat de permanence du tribunal n'a même pas été contacté. Cette incarcération a eu lieu de manière quasiment clandestine. Comme l'ouverture de l'information judiciaire...

— Saviez-vous alors qu'une perquisition allait avoir lieu le lendemain dans les locaux d'Urba-technic, à Paris ?

— Au cours de cette soirée, le commissariat de police du Mans m'a appris que M. Thierry Jean-Pierre avait demandé des hommes pour une perquisition à Paris le lendemain, c'est-à-dire le lundi. Au vu de tous ces événements, j'ai décidé de rentrer au Mans dimanche matin et j'ai demandé à un substitut d'appeler

le juge d'instruction pour avoir communication du dossier. Il a tenté de joindre personnellement M. Jean-Pierre dimanche matin, à 8 heures 15. Sans succès. Il lui a été dit que celui-ci était parti pour la journée avec ses quatre enfants. Il a donc demandé au juge d'instruction de permanence, M. Pétillon, de communiquer le dossier au parquet dans la matinée.

— Je suis arrivé au tribunal à 11 heures. C'est en téléphonant au commissariat de police, un peu plus tard, que j'ai appris que la perquisition avait été soudainement avancée de vingt-quatre heures et que M. Thierry Jean-Pierre avait déjà quitté le Mans. J'ai alors compris que le coup de téléphone du substitut chez M. Jean-Pierre, le matin, à 8 h 15, avait précipité les événements. D'ailleurs, la greffière et les officiers de police judiciaire chargés de l'assistance ont été prévenus que la perquisition avait été avancée de vingt-quatre heures le dimanche matin à 9 heures, soit trois quarts d'heure après le coup de téléphone du substitut.

Les circonstances du dessaisissement

— Dans quelles conditions la décision de dessaisissement a-t-elle été prise ?

— Devant l'accumulation de ces irrégularités, j'ai pensé qu'il était indispensable de confier ce dossier à un autre juge d'instruction du tribunal. J'ai fait part de la situation au président du tribunal, M. Marie-Hélène Tric. Je lui ai annoncé que j'allais la saisir d'une requête en dessaisissement sur le fondement de l'article 84 du code de procédure pénale. Elle a réléchi, donné son accord, et j'ai averti le parquet général, qui en a informé la chancellerie. Le ministère averti d'accord sur la procédure engagée.

— M. Tric, qui était à Angers, a pris sa décision en début d'après-midi, et elle m'a transmis son ordonnance par télécopie au tribunal. Je ne pouvais pas joindre M. Thierry Jean-Pierre, qui avait déjà quitté le Mans. J'ai donc demandé aux services de police de l'informer de son dessaisissement, ce qui a été fait par le commissariat du Mans, qui a eu

M. Jean-Pierre au téléphone à 14 h 30, alors qu'il demandait assistance au commissariat de Noisy-le-Sec (2).

— Vous auriez pu saisir la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers. Pourquoi avoir choisi la procédure du dessaisissement, qui est tout à fait exceptionnelle ?

— On m'accuse d'avoir agi dans la précipitation. En réalité, il s'agissait pour moi de réagir rapidement à une situation d'urgence. Cette procédure, dont j'avais été tenu à l'écart, avait déjà donné lieu à des dérapages qui avaient tout de même conduit à l'incarcération d'un homme. Je savais qu'une perquisition était en cours dans des conditions de précipitation tout à fait anormales. Le seul moyen d'empêcher de nouveaux dérapages était de confier le dossier à un autre juge d'instruction.

— Il ne s'agissait pas d'enterrer l'affaire, mais au contraire de lui permettre de se poursuivre dans la sérénité. Les mesures de dessaisissement, c'est vrai, ne sont pas fréquentes, mais elles ne sont pas exceptionnelles non plus. Ici, au Mans, il est arrivé que certains juges d'instruction soient dessaisis à la suite du mecon-

naissance pour M. Gaudin. — Une campagne de pétition en faveur de l'ex-inspecteur Antoine Gaudin, révoqué par le ministre de l'Intérieur pour « manquement à l'obligation de réserve », après la publication de son livre *« Enquête impossible »*, consacré aux fausses factures, a été lancée par le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), majoritaire chez les inspecteurs. Adressée au ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, cette pétition dénonce notamment les conditions de déroulement du conseil de discipline au cours duquel la révocation du policier avait été proposée, malgré l'opposition des représentants syndicaux. Aussi le SNAPC demande-t-il au ministre de l'Intérieur, qui avait entériné cette proposition de révocation, de « revenir sur sa décision ».

tenement de certains inculpés.

— Lorsque vous avez saisi la chambre d'accusation, votre requête concernait uniquement le premier réquisitoire, celui du 8 janvier. Pourquoi ne pas avoir demandé l'avis de la chambre sur l'ensemble de la procédure, notamment sur l'incarcération de M. Giraudon et la perquisition dans les locaux d'Urba-technic ?

— A mon sens, la procédure était irrégulière dès l'origine. J'ai donc estimé qu'il était inutile de la saisir sur les multiples irrégularités que j'avais pu relever dans ce dossier. La nullité du réquisitoire de M. Wawrzyniak entraînait à mes yeux la nullité de l'ensemble des autres actes de l'instruction.

— Certains journaux ont fait état de rumeurs concernant les fameux scellés faits à Paris par M. Thierry Jean-Pierre. Certaines auraient été « manipulées ». Où sont-ils conservés et dans quelles conditions ?

— Les scellés se trouvent au greffe du tribunal depuis le 8 avril. Toutes les garanties habituelles de sécurité ont été prises. Ils sont aujourd'hui sous la responsabilité du juge Liberge, qui instruit le dossier.

— Quelles leçons tirez-vous de cette affaire ?

— On parle beaucoup, à propos de ce dossier, de l'indépendance de la magistrature. Si l'indépendance, c'est un juge d'instruction qui provoque l'ouverture d'une information judiciaire sur la base de seules rumeurs, qui instruit à l'insu de son interlocuteur normal, le procureur, qui incarne dans une quasi-clandestinité, et qui se lance précipitamment dans une perquisition rocambolesque, cette indépendance-là n'est pas la mienne. Je me suis toujours battu pour que les garanties individuelles soient respectées. Dans ce dossier, elles ne l'ont pas été. Face à l'illustration d'une justice indépendante garante des libertés ? Je ne le crois pas. La fin ne justifie pas les moyens.

Propos recueillis par ANNE CHEMIN

(1) Le dossier ne comprenait que la mention du coup de téléphone anonyme de M. Wawrzyniak au juge d'instruction du Mans, et les deux réquisitoires du parquet de Mans.

(2) Le 7 avril, M. Jean-Pierre, qui comptait se rendre au domicile de M. Gérard Monate, est passé en début d'après-midi au commissariat de Noisy-le-Sec afin de demander le concours d'officier de police

Le tribunal de commerce d'Angoulême est dessaisi dans l'affaire Boucheron

La cour d'appel de Bordeaux a fait droit le 18 avril à la requête en suspension légitime déposée par la Caisse des dépôts et le Crédit local de France à l'encontre de la ville d'Angoulême. Celle-ci avait saisi le tribunal de commerce local pour le « soutien abusif » accordé par les quarante-huit établissements prêteurs du temps de la municipalité Boucheron (PS) : entre le 1^{er} mars 1980 et le 15 mars 1989, ceux-ci lui avaient prêté plus de 1 milliard de francs, ce qui excédait manifestement les capacités de remboursement d'une commune de quarante-deux mille habitants dont le budget primitif tourne autour de 600 millions de francs.

La cour d'appel de Bordeaux

estime que les juges consulaires d'Angoulême, pour la plupart contribuables de la ville, directement ou par l'intermédiaire de leur entreprise, auraient en un intérêt personnel au litige. Elle remarque de plus que M. Jean Brisset, maire adjoint de la ville, était juge au tribunal de commerce, et lié d'amitié avec tous ses collègues.

C'est donc le tribunal de commerce de Bordeaux qui aura à trancher sur le fond, et à dire s'il est compétent dans une procédure de « soutien abusif » qui est classique dans le droit des affaires, mais qui n'a jamais été utilisée à ce jour par une commune à l'encontre de ses banquiers. — (Corresp.)

Les réactions

M. Chirac :

« La morale publique est bafouée »

Invité de « l'Heure de vérité » d'Antenne 2, lundi 22 avril, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a déclaré, à propos de l'affaire Urba : « Une enquête est en cours et devra être menée jusqu'à son terme. La justice est saisie, et personnellement je ne vois que des avantages à ce que tout soit fait au grand jour, je dis bien tout. Cela veut dire qu'on ne s'intéresse pas simplement au bureau d'études du PS, qu'on ne s'intéresse pas simplement au financement du PS, mais à celui de tous les partis politiques », a dit M. Bérégovoy, qui « attend de façon sereine ce que décidera la justice ».

Pour M. Bérégovoy, MM. Henri Nallet, garde des sceaux, et Georges Kiejman, ministre délégué à la justice, « ont dit ce qu'ils pensaient » de cette affaire. « Je n'ai pas à en juger », a-t-il dit. « L'opposition politique une affaire, elle a tort, elle joue avec le feu. Je demande aussi (...) que la justice indépendante fasse son métier en toute sérénité. Quand des procès-verbaux qui doivent rester dans le secret d'un cabinet d'un juge d'instruction circulent dans tout Paris, est-ce que vous croyez que c'est une bonne manière d'agir ? Moi, je suis pour une justice indépendante et toujours je me plierai aux décisions de justice quelles qu'elles soient. (...) Avant d'être jugé, on est présumé innocent. Et aujourd'hui trop de bruits circulent sur celui-ci ou sur celui-là, ce

n'est pas bon pour le climat civique, ce n'est pas bon pour la justice elle-même », a expliqué le ministre.

M. Jacques Chirac s'est dit, quant à lui, « choqué par l'utilisation par l'Etat de la justice à des fins contestables pour protéger ses amis et pour nuire ses adversaires ». L'ancien premier ministre, qui effectuait un déplacement, lundi 22 avril, dans la Creuse, notamment à Guéret et à Aubusson, a précisé sur Radio France : « Je déplore que la morale publique soit bafouée, votre bafouée ». A propos de la démission du garde des sceaux réclamée par plusieurs responsables de l'opposition, M. Chirac a indiqué qu'il ne plaçait pas « le problème sur ce terrain-là ». « Ce qui me préoccupe, c'est la réforme de la justice dont on voit que le gouvernement ne veut pas la faire », a-t-il dit. « C'est choquant de voir que ceux qui ont toujours donné des leçons de morale s'adonnent à ce genre de pratiques ».

Le Front national a demandé, de son côté, une nouvelle fois, la démission du chef de l'Etat, du premier ministre, du garde des sceaux et de son ministre délégué. La formation de M. Jean-Marie Le Pen « dénonce l'existence d'un véritable archipel de la corruption qui englobe maintenant l'ensemble de la classe politique et toutes les activités qu'elle contrôle ».

Pour l'élection législative partielle de Belfort

L'opposition fera campagne contre M. Chevènement sur le thème de la « désertion »

BELFORT

de notre correspondant

L'opposition locale a réagi vigoureusement à l'annonce par M. Jean-Pierre Chevènement, lundi 22 avril, de sa candidature à une élection législative partielle provoquée, dans la seconde circonscription du Territoire de Belfort, par la démission de sa suppléante, M^{me} Gilberte Marin-Moskovitz.

La droite parlementaire a annoncé aussitôt qu'elle opposera au maire de Belfort un candidat unique, qui mènera campagne sur le thème de la « désertion » de l'ancien ministre de la défense, démissionnaire de son poste au gouvernement le 29 janvier dernier.

M. Jacques Bichet, chef de file de l'UDF, député de 1986 à 1988, a affirmé que les Belfortains avaient été « trompés, parce qu'ils ont élu un maire ministre qui, manifestement, a perdu toute ambition de retrouver une place au gouvernement ». Les Verts, le Front national et le Parti communiste participeront aussi à la législative partielle.

A Paris, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a déclaré que M. Chevènement « a droit à la solidarité du parti » et que, « s'il le souhaite, les dirigeants socialistes devraient être tout disposés à le soutenir » dans sa cam-

pagne électorale. « Il y a eu des divergences au sujet de la guerre du Golfe, a rappelé M. Queyranne, mais elles n'altèrent pas le long parcours que M. Chevènement a fait au sein du PS ni le rôle qu'il y a joué ».

« Je revendique mon acte »

Dans la déclaration qu'il a faite lundi à Belfort, l'ancien ministre de la défense a précisé qu'il avait « offert [sa] démission au président de la République » lorsque la France avait « parrainé la résolution de l'ONU subsistant à l'embargo la stratégie de l'ultimatum et de l'intervention militaire ». « Le 8 décembre 1990, a-t-il indiqué, le chef de l'Etat en a accepté le principe. La date précise de mon départ a été différée et elle a résulté, en définitive, des événements eux-mêmes ».

« Je revendique mon acte comme un acte de responsabilité et de liberté », a déclaré M. Chevènement, et je suis sûr que vous le comprendrez à la lumière des événements actuels. J'assume mes choix et je les assumerai, parce que j'ai agi conformément à l'idée que je me fais de la République et des intérêts de la France pour aujourd'hui et pour demain ».

F. Z.

Les propositions de M. Jospin

Le projet de rénovation des lycées provoque des réactions très contrastées

Les propositions de « rénovation pédagogique » des lycées présentées, lundi 22 avril, par le ministre de l'éducation nationale (le Monde du 23 avril) ont provoqué des réactions contrastées. Ainsi, le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), principale organisation de professeurs, est critique : « Pour les élèves, on ne peut rien attendre de bon et, pour les enseignants, l'exercice du métier sera rendu plus lourd et plus difficile ».

Même écho au Syndicat national des lycées et collèges (SNLC-FO), qui « rejette totalement » une réforme qui n'offre qu'un « sous-SMIC culturel pour les lycéens ». L'appréciation de M. Pocheul, secrétaire national à l'éducation du RPR, n'est pas plus tendre : les solutions préconisées par M. Jospin, estime-t-il, « consistent toujours à baisser le niveau et à dissimuler la pénurie criante de professeurs ». Plus mesuré est l'avis du Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) qui « approuve le principe d'une aide individualisée des élèves, mais s'inquiète de la diminution des horaires ».

Globalement positives, en revanche, sont les réactions de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) qui voit, dans le projet Jospin, « une bonne base de départ pour faire évoluer positivement le lycée ». De même, le Syndicat

national des instituteurs (SNI) se montre favorable, tout en précisant que la démocratisation des lycées dépendra, pour beaucoup, de la rénovation des collèges. Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) approuve également le principe de la réforme et, en particulier, les mesures d'aide pédagogique : « Pour une fois, la montagne n'a pas accouché d'une souris », souligne le SGEN, qui s'inquiète cependant, comme la plupart des organisations, des conditions de mise en œuvre de cette réforme, si les moyens ne suivent pas.

Les associations de parents d'élèves estiment également que la réforme va dans le bon sens. « Avis favorable », pour la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE). La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP), de son côté, y retrouve « un écho important à ses propres propositions ».

Enfin, les lycéens de la FIDL (Fédération indépendante et démocratique lycéenne) se déclarent « déçus ». « L'instauration des modules ne peut qu'aboutir à la mise en place de groupes de niveaux et renforcer les écarts entre les élèves. Le problème des élèves en difficulté ne sera pas résolu »,

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Une trentaine de ministres réunis à Tunis

Les pays francophones veulent rattraper les Anglo-Saxons dans la protection de la nature

Une trentaine de ministres de l'environnement, appartenant à des pays « ayant en commun l'usage du français », se sont réunis à Tunis, lundi 22 et mardi 23 avril, à l'initiative de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). En présence du premier ministre tunisien, M. Hamed Karoui, de MM. Brice Lalonde et Alain Decaux, ministres français de l'environnement et de la francophonie, ils ont adopté une déclaration qui engage la communauté francophone pour les cinq ans à venir, et définit une stratégie avant le premier « sommet de la Terre » que les Nations unies vont organiser à Rio-de-Janeiro en juin 1992.

TUNIS

de notre envoyé spécial

La fièvre « verte » a donc encore frappé. De la Tunisie à Madagascar, du Québec au Vietnam, les gouvernements qui utilisent la langue française se sentent pousser des ailes pour voler au secours de la planète. Plus écologique qu'un pays francophone, c'est désormais pratiquement impossible ! C'est du moins ce qu'affirment leurs représentants officiels et leurs experts réunis à Tunis depuis le 19 avril pour élaborer ce qu'on pourrait appeler « une charte de bonne conduite environnementale ».

Dans un bel élan écologique, la quarantaine de pays représentés à Tunis a adopté une déclaration où les gouvernements prennent une série d'engagements : élaborer et mettre en œuvre des plans nationaux d'environnement ; participer activement aux travaux en cours sur les problèmes planétaires ; consacrer « au moins 5 % » du ter-

ritoire à la sauvegarde du patrimoine naturel ; renforcer les institutions nationales chargées de l'environnement ; encourager l'étude de l'écologie dans les programmes scolaires et dans les programmes universitaires ; renforcer leur coopération avec les Nations unies, « notamment dans la perspective de la Conférence mondiale sur l'environnement et le développement » de juin 1992 à Rio-de-Janeiro.

Ce magnifique consensus, toutefois, doit être ramené à ce qu'il est : une tentative de rattrapage. Si les pays francophones se montrent si déterminés à œuvrer pour la sauvegarde de l'environnement planétaire, c'est en raison de leur retard. Sans parler des peuples scandinaves ou germaniques, il est évident que la communauté francophone a pris du retard par rapport à son équivalent anglo-saxon, le Commonwealth, et aussi par rapport à toutes les institutions non gouvernementales. Les Amis de la Terre (Friends of the Earth), Greenpeace, le WWF (World Wildlife Fund), pour ne citer que les plus connus, ont été créés ou investis par les Anglo-Saxons. Les pays d'Afrique qui défendent le mieux leur zone anglophone (Kenya, Tanzanie, Zimbabwe, Botswana, Afrique du Sud).

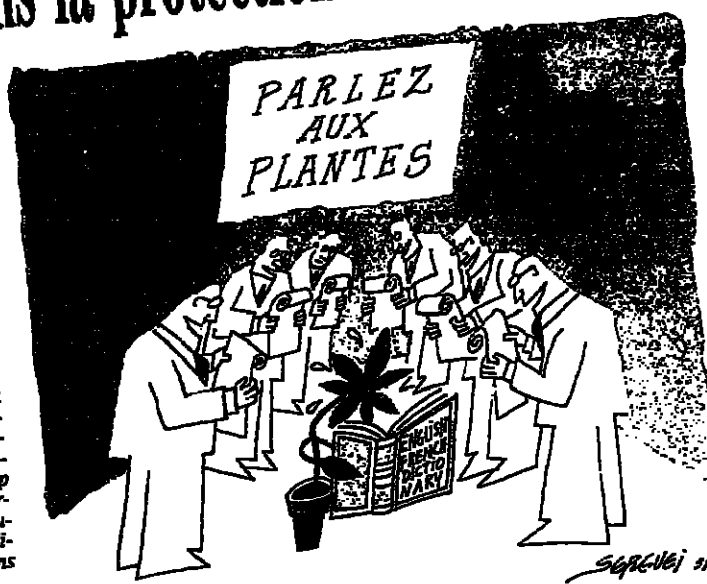
En attendant le sommet de Rio...

Au point que les États d'Afrique francophone se sont parfois tournés vers d'autres pour financer leurs projets. Madagascar, par exemple, a financé son plan national environnemental par des gouvernements et des institutions francophones, au total quelque 120 millions de dollars fournis et

gérés par d'autres que les pays « frères » de la communauté de langue française. De la même façon, la Tunisie s'est tournée vers d'autres bailleurs de fond, tels que la Banque mondiale, dans le cadre du plan d'action pour la Méditerranée, ou l'Allemagne, pour financer les onze stations d'épuration à construire dans la vallée de la Medjerda...

Lors de son intervention, lundi 22 avril, le ministre français de l'environnement n'a pas caché son impatience à voir la communauté francophone se mobiliser davantage. « J'aurais préféré une déclaration plus mobilisatrice », a dit M. Brice Lalonde. « Soyons donc présents dans les instances internationales ». Pour lui, il est plus facile de réunir des conférences internationales sur les problèmes planétaires, comme la couche d'ozone ou l'effet de serre, que sur la gestion de l'environnement au quotidien. « Tout aussi importante ». La conférence de Tunis a cependant permis à la communauté francophone de se ressaisir. A la demande de l'ACCT, chaque pays membre a dû fournir un état de son environnement et, le cas échéant, mettre en œuvre un programme d'action. Même des États aux moyens limités comme le Niger, le Rwanda ou les Seychelles, ont réalisé à cet égard un effort méritoire. Ensuite comme l'a souligné le secrétaire général de l'ACCT, M. Jean-Louis Roy (Canada), les francophones ont pris une sérieuse option sur la liaison « environnement-développement » qui sera au cœur du sommet de Rio : « Beaucoup d'Anglo-Saxons prônent le laissez-faire et affirment que tout se régule. Peut-être, mais à condition de fixer le cadre et les moyens de contrôle. »

ROGER CANS



Violent tremblement de terre au Panama et au Costa-Rica

Un violent tremblement de terre de magnitude 7,2 selon les services de Californie (7,5 selon les services du Costa-Rica et du Panama) s'est produit le 22 avril à 15 h 58 (22 h 58, heure de Paris) au Costa-Rica et dans l'ouest du Panama. D'après les premières informations, il aurait déjà dénombré une trentaine de morts et plusieurs dizaines de blessés, en particulier sur le littoral de la mer des Antilles. Les villes de Limon, port du Costa-Rica où la raffinerie - la principale du pays - serait en feu, de Matina et de Bataan (non loin de Limon), ainsi que de Changuinola et de Bocas-del-Toro (au Panama, près de la fron-

tière du Costa-Rica) seraient les localités les plus touchées. Il y aurait aussi des dégâts plus ou moins importants à San-José, la capitale du Costa-Rica, à Cartago (à une quinzaine de kilomètres au sud-est de San-José). Un peu partout dans les deux pays, les lignes électriques et téléphoniques ont été coupées - dont certaines ont pu être réparées rapidement - des voies ferrées ont été tordues et des routes ont été obstruées par des éboulements.

Le président du Costa-Rica a demandé de l'aide aux États-Unis, au Mexique et au Venezuela. (AFP, AP, UPI)

EN BREF

■ Mort du cardinal Nsubuga, ancien archevêque de Kampala (Ouganda). - A l'âge de soixante-seize ans, le cardinal Emmanuel Nsubuga est décédé, samedi 20 avril, à Kampala (Ouganda), dont il fut l'archevêque de 1966 à 1990. Recevant Paul VI en 1969, il avait organisé la première visite d'un pape en Afrique. Adversaire du dictateur Imin Dada, il avait été emprisonné en 1972. Il avait été nommé cardinal en 1976.

■ Epidémie de typhoïde dans une ville proche d'Alger. - Une épidémie de typhoïde a été déclarée par les autorités sanitaires de la ville de Thénia, à une cinquantaine de kilomètres à l'est d'Alger, a-t-on appris, lundi 22 avril, de sources médicales locales. Depuis une dizaine de jours, deux cent quatre personnes ont été admises à l'hôpital de Thénia. Selon le maire, le mélange des eaux potables et usées, dû à la vétusté des conduites desservant la ville, se trouve à l'origine de l'épidémie. (AFP)

■ La navette Discovery clouée au sol par des problèmes techniques. - La navette spatiale Discovery, qui devait entamer, mardi 23 avril, une importante mission militaire, sera clouée au sol au moins jusqu'à dimanche prochain, en raison de problèmes techniques. Décidé à moins de six heures du lancement (l'opération de remplissage des réservoirs d'hydrogène et d'oxygène liquide avait déjà été effectuée), ce report serait dû à la

défaillance d'un fusible, survenu dans une pompe carburant à haute pression de l'un des trois moteurs principaux. (Reuters, AP)

■ Plusieurs syndicats de police appellent à manifester le 22 mai. - Cinq organisations syndicales de policiers, dont l'Union des syndicats catégoriels (USC), près de 30 % des suffrages chez les gardiens et gradés, proche de l'opposition et gradés, proche de l'opposition, ont décidé de « se joindre » au rassemblement parisien du 22 mai, organisé à l'initiative de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) majoritaire chez les policiers en tenue ; proche des socialistes. La FASP a appelé les policiers « à se rassembler », ce jour-là, « pour le pouvoir d'achat et la réforme des corps et des carrières de la police ». Outre l'USC, quatre syndicats confédérés - FO-police, la CGC, la CFTC et la CGT-police - ont décidé de participer à ce rassemblement.

■ Précision. - Une coupe malencontreuse a rendu incompréhensible l'article de Michel Kojman consacré, dans le Monde daté de 21-22 avril, au procès de M. Le Pen devant la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris. Extraite d'un entretien entre M. Le Pen et un journaliste publié par Présent le 11 août 1989, la phrase qui a justifié les poursuites était : « Les grandes internationalistes, comme l'internationalisme juif, jouent un rôle non négligeable dans la création de cet esprit antinational ».

MAI / JUIN MADRID

SEMAINE INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE DE MADRID.

- TECMA**
Salon des Technologies, Equipements et Composants Industriels.
- EXPOCAD**
Salon Monographique du CAD-CAM-CAE
- COTELCO**
Salon des Fournitures Techniques et Accessoires pour l'Electronique et l'Informatique.
- TELECO 91**
Salon International des Télécommunications.
- BROADCAST 91**
Salon de l'Equipeement Professionnelle de Radio et Télévision.
- TECNOVA**
Salon de l'Innovation Industrielle et de la Technologie.
- LINEAL**
Salon International de l'Alimentation et des Produits Grande Consommation.
- LIBER**
Salon International du Livre.

INFOIFEMA (34-1) 470 10 14
IFEMA Parque Ferial Juan Carlos I
28067 MADRID Espagne Telex: 44025-41674
Fax: (34-1) 464 33 26

Chambre de Commerce Franco-Espagnole
32, Avenue de l'Opera
75002 Paris
Tel: (1) 47 42 40 66
Telex: (042) 212259
Fax: (1) 47 42 70 02



سكزا ابن الاصل

صلى الله عليه وسلم

16 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

14 Le Monde • Mercredi 24 avril 1991 •

CULTURE

ARTS

Peintures froides

La confirmation d'une œuvre cohérente et sévère

ISABELLE
CHAMPION-MÉTADIER
au Musée des beaux-arts
de Toulon

TULON

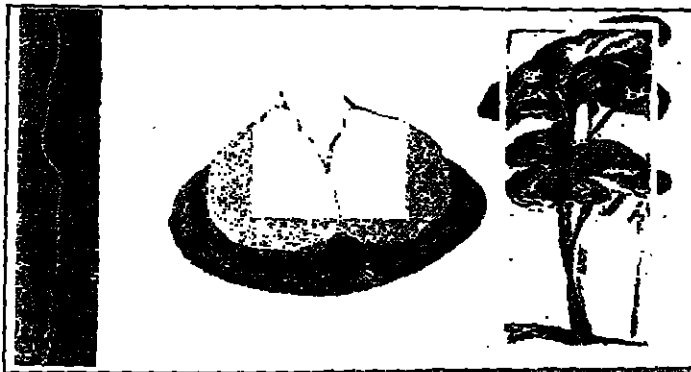
de notre envoyé spécial

La démonstration tient en deux salles, longues et hautes il est vrai. Dans la première, des paysages dénommés *fragments*, une suite de compositions qui, chacune, réunissent des éléments de nature, un cyprès, un pin, une coupe de poires, et des éléments de géométrie, carrés, équerres, lignes. Les arbres et les fruits ont un volume et un galbe, ils sont dans l'espace et dans une lumière qui modèle leurs arêtes. Le fond et les fragments abstraits sont des monochromes parfois recouverts en partie de traces gestuelles, mais d'une gestualité bridée, fermement retenue, libre de tout expressionnisme.

Découpages à vif, emboîtements qui déconcertent le regard, contradictions optiques, équilibres rompus, la composition cherche à tromper, et y parvient presque à tout coup. Les couleurs ne sont pas moins étranges que cette combinaison du carré noir et du pin parasol : les bleus n'évoquent pas le ciel, les roses ne suggèrent aucune chair, les bruns aucune terre. Ce sont des tons qui sentent la chimie et le laboratoire, obtenus par

MUSIQUES

Un nouveau chef pour *Manon Lescaut*. - Le chef d'orchestre italien Maurizio Barbacini prend la relève de Nello Santi pour diriger *Manon Lescaut*, de Puccini, à l'opéra de l'Opéra Bastille les 23, 24 avril, 2 et 4 mai. Appelé *in extremis* pour remplacer le jeune Français Philippe Auguin souffrant, Nello Santi ne reviendra que pour les représentations des 26 et 30 avril, étant pris par d'autres engagements.



« Fragments » résine et pigments sur toile, 1990

on ne sait quels habiles mélanges de pigments, des tons un peu aigres, qui blessent l'œil et refusent l'illusionnisme. Chaque œuvre le dit froidement : elle est artificielle et calculée, mélange des genres et association des contraires. Nulle effusion, encore moins un sentiment tendre de la nature, mais une netteté provocante, l'analyse de la vue et ce qui l'altère, clichés, souvenirs, stéréotypes. Vous croyez admirer un paysage méditerranéen pour sa beauté ? Illusion. Il vous plaît parce qu'il ressemble à un Cézanne ou à un Signac, à moins que ce ne soit à une carte postale ou un poster d'agence de tourisme, chromo propre et naïf. La simplicité d'un carré vous arrête ? C'est en mémoire de Malevitch et de l'histoire de l'art. Citations, stimulations hétérogènes, références brouillées et omniprésentes : Champion-Métadier, avec rigueur, démontre l'impureté des perceptions et de la chère « petite sensation ». A titre d'allégorie dérisoire, elle a placé au centre de la salle un lion et une lionne empaillés. On ne saurait être plus ironique.

La seconde salle porte à son paroxysme de violence glacée l'exercice de désillusion. Sur fond jaune, un jaune acide, des objets démesurés sont peints en noir et chrome. Il y a là les objets du peintre et ceux du voyageur, la brosse et le sextant, les valises et les jumelles, un planisphère et un couteau. Une série de dessins,

la plupart excellents de fermeté, accompagne cette galerie d'images neutres. Au centre de l'une d'entre elles, dans un aquarium en forme de coupe fixé au mur, trois poissons dorés s'ennuient à faire des boucles dans l'eau. La lumière des lampes projette leurs fantômes dans le tableau, non moins fantomatique lui-même. Il feint de représenter des objets, mais leur ôte toute réalité, les réduisant à l'état de signes dévitalisés. Que suggère la carte ? Des parcours inutiles. Les jumelles, des secrets qui ne méritent pas d'être surpris. La brosse, des tableaux qu'il serait vain d'exécuter.

Chercher des parallèles sert peu devant ces œuvres hautaines. Léger est moins ascétique, Hélios plus souple, les artistes pop américains plus prolifiques. Après des œuvres où le lyrisme de ses débuts allait s'affaiblissant et se refroidissant, Champion-Métadier a renouvelé son art. Rares, très rares sont les artistes contemporains à faire preuve d'autant de rigueur de raisonnement et de ressources picturales.

PHILIPPE DAGEN

Musée des beaux-arts, 113, boulevard du Maréchal-Léclerc, 83000 Toulon ; tél. : 94-93-15-54. Jusqu'au 30 juin.

THÉÂTRE

Le grand fauve de Kansas-City

Niels Arestrup dans son théâtre et, à l'affiche, Philippe Caubère

LE VENT DU GOUFFRE
à la Renaissance

Vous entrez, et dès les marches de l'escalier l'ambiance maison vous surprend : ce sont les jeunes femmes tenant l'emploi d'ouvrières - elles portent des tenues de cuir ou latex noir, bas de soie noire, et la jupe est fendue jusqu'à la naissance des gambettes. Mais très vite votre attention n'est attirée, aimantée, que par une présence, en haut de l'escalier. Vraie présence, d'une irradiation carrément dévastatrice.

C'est un homme, un blond barqué, Pelisse sombre, foulard gré-ge-vent, Romantisme assassin. Mais très froid, très dur. Une apparition d'Humphrey Bogart en caftan de nuit, à Las Vegas. Une très légère touche de mafia, pour faire complet. Ce prodige est le directeur du théâtre, Niels Arestrup. L'un de nos plus forts acteurs, le grand art, inoubliable dans *Piotrovsky*, le *Cerisaie*, *Madeleine Julie*. En vérité dans tous ses rôles. Diffusion intense de caractère, charme, vice et violence contenus, et une désinvolture : rien d'appliqué. Mais jamais peut-être Niels Arestrup n'avait été aussi fascinant que dans son rôle, cette fois réel, de directeur de théâtre.

Il est debout, là, tout droit, royal. Il dévisage discrètement tous les inconnus qui entrent, comme un inspecteur à la porte d'une salle de jeux de casino. Par moments, il sort un jeu de cartes, ouvre vite une porte secrète, disparaît dans un antre d'où l'on imagine qu'il a, par vidéo, l'œil sur tous les lieux du théâtre. Il réapparaît. Nouvelle pose immobile. Puis il glisse doucement, parmi les groupes, style grand félin fendant les herbes de la brousse. Une ou deux fois il fera une halte brève devant l'hôtesse-lavetex du bar : il siffle avec élégance - très *actor's studio* dans *Retour à Kansas-City* - un mini-ballon d'un grand cru de Graves. La classe.

L'heure du spectacle approche.

Les Renaissance-Girls ferment les portes des coursives. Dernière apparition d'Arestrup-Bogart, très discrète, dans l'ombre d'une loge. Tout son monde est là. Il disparaît.

Vous le retrouvez, au moment de l'entracte, debout à la porte du théâtre par laquelle se corapent des dizaines de spectateurs accablés d'ennui, d'exaspération. Car ils viennent de se taper, avant l'entracte, deux heures trente de bavardages et contorsions de Philippe Caubère, qui tient à raconter sa vie, en long et en large, en bête

et en rasoir, et qui prend son temps : son monologue dure deux soirées.

A la porte du théâtre le grand acteur Niels Arestrup, muet, parfaitement impassible, assiste au départ désordonné des victimes. Pas l'ombre d'une contrariété. Une superbe composition. Votre soir n'a pas été perdu.

MICHEL COURNOT
► 20 h 30. Première partie les jeudis, samedis, lundis. Vendredi et mardi second épisode. Tél. : 42-08-18-50.

CINÉMA

La petite fille du HLM

UN PONEY POUR DEUX
d'Erik Clausen

Toutes les HLM du monde se ressemblent, hauts bâtiments tristes disposés autour de cours sans arbre, presque des terrains vagues. A Copenhague pourtant, il leur reste quelque chose de villageois dans la façon dont les habitants se connaissent et s'entraident. C'est en tout cas ce qui apparaît dans le film d'Erik Clausen *Un poney pour deux* ou *Mama mia et moi*.

En effet, dans l'une de ces HLM, vit une petite fille, seule avec son père - sa mère est morte - un brave garçon qui passe ses heures de loisir devant la télé et recueille, les soirs de pluie, l'horloger du rez-de-chaussée, handicapé des jambes et passablement ivrogne. A un concours publicitaire, la gosse gagne un poney. Son père ne trouve pas ça drôle : c'est un voisin qui trouve la solution, c'est le clochard du coin qui s'occupe de la bête, laquelle devient bientôt la star du quartier. Ce petit monde gentil gentil frotte la « disneyserie » bien sirupeuse sans jamais y tomber - ce n'est pas non

plus la dérision poétique de *Delicatessen*. L'humour d'Erik Clausen demeure tranquille, et son histoire s'achève paisiblement sur les sentiers battus. En fait, elle gambade en marge. Les péripéties sont convenues et les personnages stéréotypés, mais ils ne sont pas de simples fantoches inscrits dans l'imagerie de la bonté des pauvres. Ils ont des faiblesses vraies, des qualités courantes, ils ont de la densité, ils sont crédibles, on s'y attache. Les acteurs y sont sans doute pour beaucoup, de même le fait qu'ils ont des têtes banales et qu'on ne les a pas vus dans d'autres rôles.

Un film avec des enfants et pour les enfants qui n'est pas d'une grossièreté complaisante, ni d'une démagogie hypocrite, c'est rare. Domage qu'*Un poney pour deux* sorte à la sauvette, dans un circuit quasi clandestin. Les enfants peuvent se laisser fasciner par les Tortues Ninja et la publicité qui va avec, et aussi prendre du plaisir à un petit film modeste qui ne cherche pas à les faire régresser.

COLETTE GODARD

IMPRENABLE SUR LE FUTUR

TRUCK OF THE YEAR
1991

Pensez-vous que la ligne AE a été créée uniquement pour son look ? En réalité, en plus d'un confort de conduite inégalé, les jurés ont découvert ce que seront demain les nouvelles normes de productivité. Confort, fiabilité, rapidité, sobriété et respect de l'environnement vont se retrouver en un seul mot : sécurité, sécurité du conducteur et sécurité du gestionnaire. Qui, plus qu'un nouveau camion, la ligne AE est une nouvelle génération de camion. Découvrez le mode de transport tel que vous ne l'avez jamais vu.

RENAULT

RENAULT CAMIONS. NOUS CONSTRUISONS NOTRE LEGENDE.

SPECTACLES

Programmes du mercredi 24 au mardi 30 avril

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)MERCREDI
Les Archives du film présentent : la Forêt aux chimères (1948), de Pierre Chenal, 16 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

MERCREDI
Shakespeare au cinéma : le Marchand de Venise (1923), de Peter Paul Feiler, 18 h ; Roméo et Juliette dans la neige (1920), d'Ernst Lubitsch, 20 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (47-37-29)

MERCREDI
Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : C'est la vie (1989, v.o. traduction simultanée), d'Oksa et Tolib Khamidov ; la Belle en deuil (1982, v.o. traduction simultanée), d'Ernst Chirnbayev, 14 h 30 ; Duo (1989, v.o. traduction simultanée), de Goulbakhor Mirzoeva ; le Chant de Mandrouk (1989, v.o. traduction simultanée), de Majid Begaliev, 17 h 30 ; Terminus (1986, v.o. s.t.f.), de Pierre William Glenn, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

MERCREDI
Garnins de Paris : Jeune Public : Triple zéro agent double (1985) de Paul Doff, l'inspecteur la Savure (1980) de Claude Zidi, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Eclair journal, 16 h 30 ; Aventures : Jeux d'aristocrates (1989) de Virginie Thévenet, 18 h 30 ; Apprentissages : Actualités Gaumont, les Violons du bal (1973) de Michel Drach, 20 h 30 ; Agitation (1985) d'Hervé Genem.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (*) (A. v.o.) : Cinémas, 8 (48-33-10-82) ; Alice (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Action Éclat, 5 (43-25-72-07) ; UGC Odéon, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-52-20-40) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-87) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

ARACHNOPHOBIE (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (48-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (43-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-85-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

LES ARNAQUEURS (A. v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-42-34) ; Cinémas, 8 (46-33-10-82).

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; La Bastille, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 24 AVRIL

« De la place Dauphine aux Grands-Augustins », 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris pittoresque et insolite).

« Le château de Vincennes », 15 heures, métro Château-de-Vincennes, sortie côté château (P.Y. Jassot).

« La connaissance-vous, ce quartier du Gros-Caillo », 15 heures, sortie métro Latour-Maubourg.

Exposition : « La rue du Bac », au Musée de la Légion d'honneur, 15 heures, entrée, 2, rue de Bellechasse (Paris et son histoire).

« Hôtels et jardins du Marais, Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

30, avenue George-V, 13 heures : Couraures d'océans, film de D. Pipat, 15 heures : « Quatre siècles de progrès en navigation et les petites navires aujourd'hui dans la tempête », par J.-M. Barraut (Espace Kronenbourg-Aventure).

Mairie, 4, place du Louvre, 17 h 30 : « Être notaire à Paris sous Napoléon III », par J.-C. Yon (Académie du Second Empire).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE

PERDU (Can.) : Latins, 4 (42-78-47-56) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-58).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (français) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-85).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Cinémas, 8 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

BUSINESS OBLIGE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40) ; Max Linder Panorama, 8 (48-24-88-88) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Eclair, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillet, 17 (40-68-00-18).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

EATING (A. v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (45-25-59-83).

EDWARD AUX MAINS D'ARGENT (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-40-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95).

END OF THE NIGHT (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-19-09) ; Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38).

L'ÉVEIL (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

GAWIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

GÉNIAL, MES PARENTS DIVORCENT (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

GHOST (A. v.f.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

GREEN CARD (A. v.o.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-57-34).

HALFMOON (Fr.-Tun.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HENRY & JUNE (Fr.) : v.o. : Cinémas, 8 (46-33-10-82).

HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-56-00) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

HENRY. PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 15 (45-32-91-68).

L'HISTOIRE SANS FIN II (A. v.f.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

HOT SPOT (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTÉ (A. v.o.) : Cinémas, 8 (46-33-10-82).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinémas, 8 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LUNG TA (Fr., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

MADAME BOVARY (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-87-35-43) ;

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

LES FILMS NOUVEAUX

AN ANGEL AT MY TABLE. Film néo-zélandais de Jane Campion, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (42-60-33) ; Racine Odéon, 6 (43-26-19-88) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

FORTUNE EXPRESS. Film français d'Olivier Schatzky : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Les Montparnasses, 14 (43-27-84-50) ;

HANDFUL OF TIME. Film norvégien de Martin Asphaug, v.o. : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

L'OMBRE D'EMMA. Film danois de Søren Kragh-Jacobsen, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Cosmos, 6 (45-44-28-80).

TRIPLEX. Film français de Georges Lautner : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasses, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillet, 17 (40-68-00-18) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Miramar, 14 (43-20-89-52).

MILLER'S CROSSING (*) (A. v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

MISERY (*) (A. v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93).

MOI ET MAMA MIA (Dan., v.f.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; République Cinéma, 11 (45-05-51-33).

MONEY (Fr.-It.-Can., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

LE MYSTÈRE VON BULO (A. v.o.) : Cinémas, 8 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A. v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-42-34) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-00) ; Les Montparnasses, 14 (43-27-84-50).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI (A. v.o.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94).

L'OPÉRATION CORNED-BEEF (Fr.) : Les Montparnasses, 14 (43-27-84-50).

OUTREMER (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-08).

LA PAGAILLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

LE PARRAIN, 3 PARTIE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

PLAISIR D'AMOUR (Fr.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

POUR SACHA (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillet, 17 (40-68-00-18) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

PRETTY WOMAN (A. v.o.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lam-

[v.o.] : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) mer, 12 h 10.

DO THE RIGHT THING (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) mer, 18 h, jeu, sam, 18 h, ven., mar, 20 h, dim, 14 h.

EMMANUELLE (*) (Fr., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-42-34) mer, 22 h 30.

L'EQUIPE SAUVAGE (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer, mar, 21 h.

EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer, 18 h.

FARENDI (Fr.-It.-Brit., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) mer, dim, 20 h, jeu, 18 h, ven, 18 h, sam, lun, 14 h.

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer, ven, 18 h 30.

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) (son SR version longue) mer, 21 h, jeu, ven., lun, mar, 14 h.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Escorial, 13 (47-07-28-04) mer, sam, dim, 10 h, de 15 ans ; 15 F ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer, 17 h, ven., mar, 15 h.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-97-77) mer, ven, dim, mar, 12 h.

LE LOCATAIRE (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer, 21 h, mar, 19 h.

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A. v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer, 15 h, jeu, mar, 13 h 30, ven, dim, lun, 15 h.

METAL HURLANT (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer, 22 h 30, jeu, 17 h 15, sam, 0 h 30, dim, 18 h 45.

METROPOLIS (All.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) (version restaurée) mer, 21 h 50.

MR AND MRS BRIDGE (A. v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer, ven, 21 h 40.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer, 20 h 45, jeu, 15 h 30, ven, 16 h, sam, 12 h, 18 h 05, 0 h 30, dim, 12 h, mar, 14 h.

PRINCESS BRIDE (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) mer, jeu, ven., sam., lun, 12 h 10 ; v.f. : Escorial, 13 (47-07-28-04) mer., sam., dim, 10 h, de 15 ans ; 15 F.

LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer., mar, 19 h.

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-08) mer, 22 h.

SWEET MOVIE (*) (Fr.-Can., v.f.) : Studio Galand, 5 (43-54-42-34) mer, 18 h 10.

TELS PÈRES TELLE FILLE (A. v.f.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer., sam., dim, 17 h, jeu, 13 h 45, lun, 16 h, mar, 18 h.

TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer, 17 h, sam, 13 h 30.

TOM WAITS BIG TIME (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-08) mer, 17 h 45, ven, 22 h, sam, 0 h.

TOMBÉS DU CIEL (Esp.-péruvien, v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-98) mer, 14 h.

LES TORTUES NINJA (A. v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer, 13 h 30, jeu, mar, 15 h 15, sam, 15 h, dim, 17 h.

VINCENT ET MOI (Fr.-Can.) : Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-58) mer., lun, mar, 15 h 15.

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer., ven., dim, 17 h.

LES GRANDES REPRISES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

TORCH SONG TRILOGY (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-58).

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Tchernobyl : la peur en héritage

Cinq ans après la catastrophe, la centrale soviétique est toujours sous haute surveillance. Que faire du sarcophage qui abrite les restes du réacteur détruit ?

La catastrophe de Tchernobyl ? Elle aurait pu se produire à quatre reprises au cours des années 1982, 1984 et 1985 ! Malgré le ton monocorde de l'acteur et la distance feutrée de la traduction simultanée, l'assistance, composée de spécialistes, n'a pu réprimer un frisson. Cinq ans après, cet événement, livré lors d'une conférence internationale sur les accidents nucléaires et le futur de l'énergie (1), a de quoi surprendre. Non pas qu'on puisse le mettre en doute - la personnalité même de son auteur, le professeur Leonid Bolshov, de l'Institut de sûreté nucléaire (IBRAE) placé auprès de l'Académie des sciences de l'Union soviétique, garantit son authenticité - mais plus simplement en raison de l'énormité du fait.

Le champion des catastrophes nucléaires

Hélas ! le pire a eu lieu, preuve terrible de la folie de quelques hommes dont certains ont péri dans la catastrophe. Qu'on ait pu en arriver là s'explique sans doute. Peut-être en raison de la faillite du pouvoir de l'époque. Moscou est si loin de Tchernobyl qu'on ne peut imaginer sans peine l'interprétation très personnelle qu'avait des directives venues de la capitale. Peut-être aussi en raison du statut particulier des personnes de l'industrie nucléaire, longtemps privilégiées du régime.

Il est donc pas étonnant que certains chefs de centrale aient pu se conduire parfois comme de petits potentats locaux. Des potentiats pour certains d'entre eux, de records et de performances à la production, qui leur valaient une médaille ou l'honneur d'une

mention et d'une plaque commémorative lors d'un ving-cinquième anniversaire d'un traité énergétique ou... d'une gestion rigoureuse de leurs installations. Qu'un chef de centrale ait donc pu céder à la « pression amicale » d'un constructeur de turbines qui, hors de toute règle, lui proposait une aventure technique de nature à lui apporter une éphémère célébrité n'a rien d'absurde. Mais quelle terrible erreur ! Quelle leçon pour tous les exploitants de centrales ! L'industrie nucléaire ne peut tolérer l'a-pen-près. Et, même si les réacteurs occidentaux n'ont, dans leur très grande majorité, rien à voir du point de vue de la sûreté avec ceux des centrales soviétiques, le comportement de l'équipe

retrofitement du circuit primaire - le fameux LOCA, redouté des électriciens - sur un réacteur de sous-marin nucléaire en patrouille et enfin le drame de la centrale de Tchernobyl.

Des années après, Chelabinsk gère difficilement sa pollution, la marine a oublié ses sous-marins et Tchernobyl vit au rythme de ses décontaminations. Témoin terrible de cette catastrophe dont les effets à long terme sont toujours mal connus : le sarcophage qui abrite les restes radioactifs du réacteur détruit. Qu'en faire ?

Il est des monuments dont on se passerait volontiers. C'est la raison pour laquelle les autorités soviétiques ont envisagé son démantèlement.

à bien ce genre d'opérations dans des conditions de sécurité totale. Certaines des techniques de décontamination et les robots à mettre en œuvre restent à inventer. De plus, le coût d'un tel démantèlement serait astronomique. Des centaines de fois plus élevés que celui, déjà considérable - un milliard de dollars sur dix ans - de la centrale nucléaire de Three-Mile-Island, dont les rejets dans l'environnement furent pourtant minimes.

Seule solution possible : construire autour du sarcophage existant un monolithe de béton massif capable de « tenir » des centaines d'années. Un monolithe de béton parfaitement étanche aux radiations comme aux intempéries, dont le concept devrait, selon les

sons. La première tient à ce que le magma (2) contenu dans le sarcophage prend des formes de plus en plus mobiles. La lave, encore chaude (300° à 350° sur certaines structures en forme de pattes d'éphémère), se désagrége en formant pour l'essentiel de la poussière de combustible et des composés solubles.

Ce phénomène est d'autant plus gênant que le toit du sarcophage, fait de gros tubes plus ou moins serrés les uns contre les autres, n'est pas étanche. Le danger potentiel de rejets radioactifs (3) du fait des courants d'air chaud circulant dans le bâtiment détruit est donc bien réel, de même que le lessivage de ces matières par l'eau de pluie qui pénètre à travers ces 1 000 à 1 500 mètres carrés de fissures.

Le syndrome chinois

La centaine de forages effectués dans le sarcophage a permis de démontrer qu'il n'existait nulle part de concentrations de matières radioactives pouvant conduire à la naissance d'une réaction nucléaire spontanée. Les Soviétiques envisagent l'injection dans les bâtiments détruits d'une sorte de glu destinée à fixer les particules. Mais cela n'est pas suffisant car, et c'est la deuxième raison, « la non-étanchéité du sarcophage s'accroît avec les années ».

Bref, « le risque de destruction de certaines structures internes (poutres métalliques, dalles de béton) sous l'influence d'actions naturelles (fuites du bâtiment) augmentées avec le temps et leur renforcement devient par trop onéreux, tant en ce qui concerne les coûts que ceux des dommages humains ». Autant de raisons qui invitent à la prudence et à des prises de décision rapide sur la conduite à tenir.

syndrome chinois : ce scénario selon lequel le combustible en fusion dévore le plancher de béton du bâtiment réacteur et s'enfonce progressivement dans le sol. Illustré par un film-catastrophe déconcertant à Tchernobyl où une dalle de deux mètres a été « bouffée » par les neuf dixièmes de son épaisseur ! Le pire était bien possible.

Danger aussi pour les populations environnantes qui vivent au quotidien les effets de la catastrophe et ce à des distances de kilomètres ! Une preuve : les dernières données publiées font état pour les rejets de césium 137 dans l'environnement de 28 100 km² de terres contaminées à plus de 5 curies/km², dont 17 900 km² de 15 à 40 Ci/km² et 1 100 km² de 40 à 100 Ci/km² et 3 100 km² plus de 100 Ci/km².

Des valeurs trois fois plus importantes ont été signalées en Biélorussie, où se trouvent 70 % des terres polluées, on relevait encore en 1990 des niveaux d'activité de 40 Ci/km² à proximité des villes de Gomel et Mogilev. Combien ne pas s'interroger sur de tels chiffres lorsque l'on sait que la population dans les zones considérées comme contaminées frise les 830 000 personnes, réparties dans deux mille agglomérations ? Aussi faut-il pas s'étonner de l'attitude très neutre des autorités soviétiques lorsqu'on les interroge sur la reprise de leur programme nucléaire. La prudence est de mise, certains n'hésitent pas à dire que « une relance n'est possible qu'à la condition qu'il n'y ait pas d'accident pendant au moins deux générations ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU



de conduite de l'installation de Tchernobyl mérite d'être méditée par tous. La vigilance doit être la règle. « Or les programmes d'essais engagés à Tchernobyl étaient insuffisants et dangereux ». La suite est trop connue.

L'Union soviétique est aujourd'hui le champion toutes catégories des catastrophes nucléaires. Avec l'explosion, à la fin des années 50, d'un centre de stockage de déchets à Chelabinsk, la rupture brutale d'une conduite de

ment (le Monde du 3 octobre 1990). Un scénario impossible dans l'état actuel des techniques, comme l'ont confirmé devant les experts de la Société française d'énergie nucléaire (SFEN) les responsables de l'Institut Kurchatov de l'énergie atomique.

1 500 mètres carrés de fissures
« Personne au monde, disent-ils, n'est capable aujourd'hui de mener

Soviétiques, « être discuté par la communauté internationale ». Des données d'ici au début de l'été. Mais, en attendant, il faut s'accommoder du sarcophage et de ses imperfections.

Calculée pour « durer » vingt ans, l'appareil aujourd'hui joue son rôle que sur une période de sept à dix ans. « Au-delà, affirment les Soviétiques, on prend des risques, et ce pour au moins trois mil-

Irradiés en souffrance

Les conséquences médicales sur les populations exposées aux irradiations restent difficiles à évaluer. Comment agir au mieux ?

PARVIENDRA-T-ON un jour à dire avec précision quelles ont été - quelles seront - les conséquences médicales de la catastrophe de Tchernobyl ? Cinq ans après, rien ne permet d'établir les populations exposées aux radiations dues au plus grand accident de l'histoire du nucléaire civil.

Les problèmes médicaux et sanitaires des personnes ayant été au contact étroit des émissions radioactives (sauveteurs, intervenants chargés de « nettoyer » le site) sont différents de ceux de la population vivant dans la région concernée. Dans le premier cas, il s'agit de doses relativement élevées durant des périodes courtes. La population générale a été quant à elle soumise durant de longues périodes à des doses qui, pour être nettement moins élevées, n'en sont pas moins inquiétantes.

La première difficulté commence avec la mesure de cette irradiation : les doses n'ont pas été mesurées directement mais évaluées a posteriori. Pour les spécialistes de l'institut français de protection et de sûreté nucléaires, on peut estimer à huit cent mille la population de la région de Tchernobyl, en Biélorussie, Ukraine et Russie, vivant dans des zones notablement contaminées par le césium 137 (contaminant supérieur à 137 curies par kilomètre carré), cette 5 curies par kilomètre carré pour 40 curies par kilomètre carré pour trente trois mille d'entre elles.

Ces évaluations ont été fondées sur les niveaux de contamination des sols et des produits alimentaires. Pour les expositions, il faut se reporter à l'avenir, des modèles biomathématiques sont utilisés qui prennent en compte l'évolution dans le temps de la radioactivité.

Ainsi, pour les terrains contaminés à 15 curies par kilomètre carré ou plus - environ deux cent cinquante mille personnes sont concernées - la dose individuelle reçue entre 1986 et 1990 est estimée aux environs de 50 rems. Pour l'année 1990, cette valeur est de 3 à 5 rems. Pour la période qui s'étend de 1991 à la fin de la vie des individus, les estimations de quelques rems (avec des mesures de protection importantes et permanentes) à 400 rems (sans aucune mesure de protection) (2).

Reprenant la norme internationale en matière d'exposition du public, les autorités soviétiques avaient fixé à 35 rems, pour une vie humaine de soixante-dix ans, la limite maximale de radiations à partir de laquelle les habitants devaient être évacués (le Monde du 9 août 1989). Dans un premier temps, cent seize mille personnes ont été évacuées durant le printemps et l'été 1986. En 1990 et 1991, soixante-treize mille personnes devaient être déplacées d'Ukraine et de Biélorussie.

Au moins, d'un point de vue théorique, on connaît parfaitement les risques encourus par les personnes exposées aux irradiations relativement faibles et de longue durée. Il s'agit

pour l'essentiel de maladies malignes (leucémies ou cancers dits « solides ») et de troubles de divers types concernant la thyroïde.

« Au cours des années 1989 et surtout 1990, de nombreuses enquêtes médicales et sanitaires ont été menées, tant par les autorités soviétiques que par les organisations internationales de l'énergie atomique. L'Organisation mondiale de la santé ou les Communautés européennes, résume-t-on à l'Institut de protection et de sûreté nucléaires. Leurs conclusions sont en général concordantes et font toutes état de pathologies variées. »

Pour ce qui concerne la thyroïde, la pathologie potentielle tient au fait que les quantités d'iode radioactif dispersées à cause de l'accident car cette glande a la propriété de concentrer cet élément. Cependant, même si l'on sait que des « groupes importants » ont reçu des doses non négligeables, l'estimation rétrospective de ces mêmes doses apparaît aujourd'hui bien délicate.

Un premier bilan faisait état de dix-sept mille enfants ayant reçu au-dessus de la thyroïde des doses supérieures à 1 gray, six mille des doses supérieures à 2 grays et cinq cents des doses supérieures à 10 grays.

« Il est donc légitime de craindre l'apparition dans cette population, d'une pathologie thyroïdienne faite d'hypothyroïdisme se traduisant par des goitres, des nodules bénins et plus tardivement par des cancers, expliquent encore les

spécialistes de l'Institut de protection et de sûreté nucléaires. Ces affections sont curables, le cancer de la thyroïde n'appartient pas, quant à lui, au pronostic très favorable. Les autorités sanitaires des Républiques d'Ukraine et de Biélorussie ont rapporté des cas de pathologie thyroïdienne en excès par rapport aux fréquences normalement observées chez les deux cent trente-sept sauvetages chez les deux cent trente-sept sauvetages. Au rapport officiel sont jointes des photos de personnes atteintes de goitres. Cependant, nous ne mentionnons le devenir des décontaminés que pour les raisons indiquées ci-dessus.

JEAN-YVES NAU
Lire la suite page 18

(1) Dans un document intitulé « Tchernobyl, le flux et l'incertitude », EDF précise que le bilan officiel de la catastrophe est de 16 morts : deux décès immédiats dus à un traumatisme et brûlures, et vingt-neuf personnes chez les deux cent trente-sept sauvetages chez les deux cent trente-sept sauvetages. Au rapport officiel sont jointes des photos de personnes atteintes de goitres. Cependant, nous ne mentionnons le devenir des décontaminés que pour les raisons indiquées ci-dessus.

(2) Le curie est une unité mesurant le nombre de désintégration par seconde au sein d'une matière radioactive. Le gray, mesure, lui, l'absorption reçue par la matière irradiée (dose absorbée). Le rem, enfin, mesure une dose de rayonnement ionisant absorbée dont l'efficacité biologique est la même que celle d'un rad de rayons X.

anRS

AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA

APPEL D'OFFRES 1992

L'Agence Nationale de Recherches sur le Sida lance un appel d'offres destiné à soutenir en 1992 des projets et bourses de recherche appliquées au SIDA et à la rétrovirologie humaine.

PROJETS DE RECHERCHE

Ces projets peuvent porter sur tous les domaines de la recherche fondamentale ou appliquée, notamment :

- 1° la virologie (y compris la mise au point de vaccins) ;
- 2° l'immunologie (y compris la mise au point de vaccins) ;
- 3° la recherche clinique ;
- 4° l'épidémiologie (les projets de surveillance épidémiologique ne seront, en principe, pas pris en compte) ;
- 5° la santé publique et les sciences de l'homme et de la société (pour ce domaine, une note précisant les priorités sera jointe au dossier de candidature).

Par ailleurs, il est conseillé aux laboratoires soumettant une part prépondérante de leur activité au SIDA de regrouper leurs projets en une seule demande (option globale). Les intéressés devront faire mention de cette option dans le dossier de candidature.

Cet appel d'offres est ouvert à tout laboratoire ou organisme de recherche public ou privé.

BOURSES

Les bourses sont destinées à des chercheurs français ou étrangers, de haut niveau, de niveau post-doctoral ou de niveau pré-doctoral (thésards au minimum d'un DEA ou du diplôme équivalent) et travaillant dans tous les domaines de recherche sur le SIDA et la rétrovirologie humaine. Les demandes doivent être présentées par l'intermédiaire du laboratoire ou organisme d'accueil où s'effectuera la recherche.

Les boursiers ne pourront être pris en charge avant le 1^{er} décembre 1991, au plus tôt.

Les dossiers de candidatures pour les projets et les bourses de recherche seront disponibles à partir du 2 mai 1991. Ils sont à retirer sur place ou seront adressés sur demande écrite à :

AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA

66 bis, avenue Jean-Moulin 75014 Paris
Tél. : 45-41-12-00 - Fax : 45-41-14-37

IMPORTANT

L'appel d'offres 1992 de l'ANRS sera ouvert le jeudi 2 mai et clos le vendredi 5 juillet 1991 (le cachet de la poste faisant foi).
Les dossiers arrivés après la date de clôture seront renvoyés, aucune dérogation ne sera accordée.

L'ANNEE CINEMA 1990

ARTS

سكزا ابن الاميل

SCIENCES • MEDECINE

Des stradivarius en peau de carbone

Issus des travaux de luthiers et de scientifiques, les instruments à cordes en matériaux composites allient avantages techniques et qualité musicale

Pas de deux franco-allemand dans l'espace

L'Europe de l'espace bouge. A petits pas et avec quelques grincements de dents. Les réticences que l'Allemagne, vrai chef de file dans ce domaine, nourrissait depuis plusieurs mois à l'égard du budget de l'Agence spatiale européenne pour la période 1987-2000 semblent en effet se dissiper. Rien n'est, en effet, sûr, mais la bonne volonté que l'Agence a manifestée récemment (le Monde du 5 mars) pour réduire ses dépenses de 33 milliards d'unités de compte (225,4 milliards de francs) à 29,6 milliards d'unités de compte, soit 10,4 % d'économies, a calmé les esprits.

Certes, on est loin des 15 à 20 % de coupes que l'Allemagne, en butte à une réunification coûteuse, aurait souhaitées. Mais l'essentiel paraît préservé, fut-ce au prix d'un léger étalement dans le temps de deux des programmes phares de l'Agence décidés en novembre 1987 à la conférence interministérielle de La Haye.

Exception faite du programme Ariane-5 qui, pour des raisons de stratégie commerciale, ne doit souffrir aucun retard si l'Europe veut conserver sa place de numéro un mondial sur le marché des services de lancement de satellites, les vols de la navette spatiale Hermes et de la station orbitale Columbus devraient donc être reportés de deux ans.

Les grandes lignes de ce plan d'économie paraissent acquies, restait à serrer les boulons pour mener à bien la conférence que les ministres européens de l'espace devaient tenir le 10 juillet à Bonn (Allemagne), soit avec plus de six mois de retard sur les calendriers initiaux. Qu'importe. Sans doute faut-il prendre un peu plus de temps pour que les derniers obstacles se lèvent et que Bonn soit un succès. Les Français et les Allemands, principaux bailleurs de fonds de l'Europe spatiale, l'ont bien compris et s'en sont séparés depuis un mois de se rencontrer à tous les niveaux pour régler leurs différends.

Si l'on en croit certaines rumeurs, tout devrait être bouclé dans les deux semaines qui viennent. Et l'on n'exclut nullement que les ministres européens, présents le 3 mai prochain à Kourou (Guyane) pour le lancement du satellite européen d'observation de la Terre ERS-1, ne se rencontrent de manière informelle. Une façon aussi pour le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, de consulter peut-être le ministre allemand de la recherche et de la technologie, M. Heinz Riesenhuber, et de contribuer ainsi à la bonne tenue, sur l'espace, du sommet franco-allemand qui se tiendra fin mai à Lille.

Dans le camp français, on tient à ce que Hermes et Columbus se présentent désormais comme un projet cohérent. Un souci que l'on peut comprendre lorsque l'on sait que l'investissement à faire est de l'ordre de 70 milliards de francs, soit presque le coût de six centrales nucléaires. Pour l'heure, l'Agence spatiale européenne examine les propositions que les industriels lui ont remises voici un mois et demi.

Elle devrait finaliser ses choix vers la mi-mai et présenter à cette date une réactualisation de son plan de rigueur. Mais elle devrait aussi, et c'est un thème sur lequel M. Hubert Curien, ministre français de la recherche et de la technologie, comme son collègue M. Quilès, a insisté les 10 et 11 avril à Venise, proposer un programme fort (7 milliards d'unités de compte) consacré à l'étude de l'environnement depuis l'espace. J.-F. A.

Il y a quelques semaines, une contrebasse française remportait le cinquième prix du Concours international de lutherie et d'archèterie, organisé du 8 au 18 mars par la Ville de Paris. En apparence, c'était une contrebasse comme toutes les autres. A ce détail près que le bois dont on fait habituellement cet instrument était remplacé par des matériaux composites, sans pour autant — le prix en est la preuve — altérer le moins du monde ses qualités musicales.

Il y a une dizaine d'années, les matériaux composites ne constituaient encore dans les instruments à cordes que des éléments de structure — manche et caisse de résonance de guitare, clavier, échasses et cadre de clavier. Aujourd'hui, ils se substituent aux bois les plus nobles, ceux du chevalier ou de la table d'harmonie. Pour les heureux possesseurs d'un stradivarius, sans doute, l'ample sonorité des violons du luthier de Crémone ne souffre pas la comparaison. Mais les instruments en composites, grâce aux progrès enregistrés dans les domaines de l'acoustique et des nouveaux matériaux, rivalisent désormais avec le bois des meilleures factures contemporaines.

Arbre de lutherie

«Couvercle» de la caisse de résonance, la table d'harmonie est une pièce maîtresse des instruments à cordes. Traditionnellement sculptée dans des blocs d'épicéa massif, c'est elle qui rayonne l'énergie acoustique, cette superposition d'ondes sonores dont les différentes fréquences, audibles par l'homme de 20 000 hertz pour les aigus, créent le son musical. Un avertissement, car si, durant, ne put être joué à la perfection que par des bois de haute qualité sonore, travaillés et polis par la «patte» des plus grands luthiers.

Qu'il soit d'épicéa ou de cèdre rouge, qu'il vienne d'Europe centrale ou du Grand Nord canadien, le bois possède en effet trois directions d'anisotropie (axiale, radiale et tangentielle aux cernes annuels), le long desquelles le son se propage à des vitesses différentes. Dans

cette structure hétérogène, qui confère à ce matériau naturel de très hautes performances acoustiques, réside le secret des meilleurs stradivarius. Le reste est affaire de déformation mécanique, d'élasticité, de résistance à l'humidité.

qui a soudain donné au «son frappé» (1) des luthiers de véritables confirmations scientifiques.

Résistance à l'élongation, densité, variations observées entre le bois d'hiver et de printemps, largeur des cernes annuels, longueur

radiale et la densité se sont révélés les plus pertinents pour la qualité des tables d'harmonie», résume Charles Besnainou. Autre élément essentiel, la résistance du bois à l'humidité. Avant de les travailler, les anciens luthiers faisaient en

en bois. Comparés au bois naturel, toutes deux présentent une meilleure résistance à l'humidité, ainsi que des caractéristiques mécaniques reproductibles et adaptables à la demande.

Destinés à des luths d'époque R-naissance et baroque, à des guitars baroques et classiques, mais aussi aux harpes, claviers, violons et altos, violoncelles et contrebasses, dix-sept prototypes de tables d'harmonie sont déjà nées de cette association fructueuse entre luthiers et physiciens. Soutenues financièrement par l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) à hauteur de 350 000 F, par le ministère de la culture (225 000 F) et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (40 000 F), leurs travaux ont donné lieu à plusieurs brevets dont l'exploitation a été cédée de manière exclusive à ATN International.

Spécialisée dans la fabrication de films de carbone destinés, à l'origine, à l'industrie aéronautique, cette petite société varoise de La Seyne-sur-Mer (Var) commercialise désormais, en petites séries, des contrebasses en matériau composite. Et ses premiers violons, en cours d'achèvement, seront mis sur le marché dans les mois à venir. Des instruments que les luthiers estiment d'ores et déjà «susceptibles de satisfaire les exigences de très grands concertistes», et dont le matériau, affirmant-ils, est «aisément exploitable par les artisans, avec un investissement similaire et une même recherche de forme et de mise en œuvre que le bois naturel».

CATHERINE VINCENT

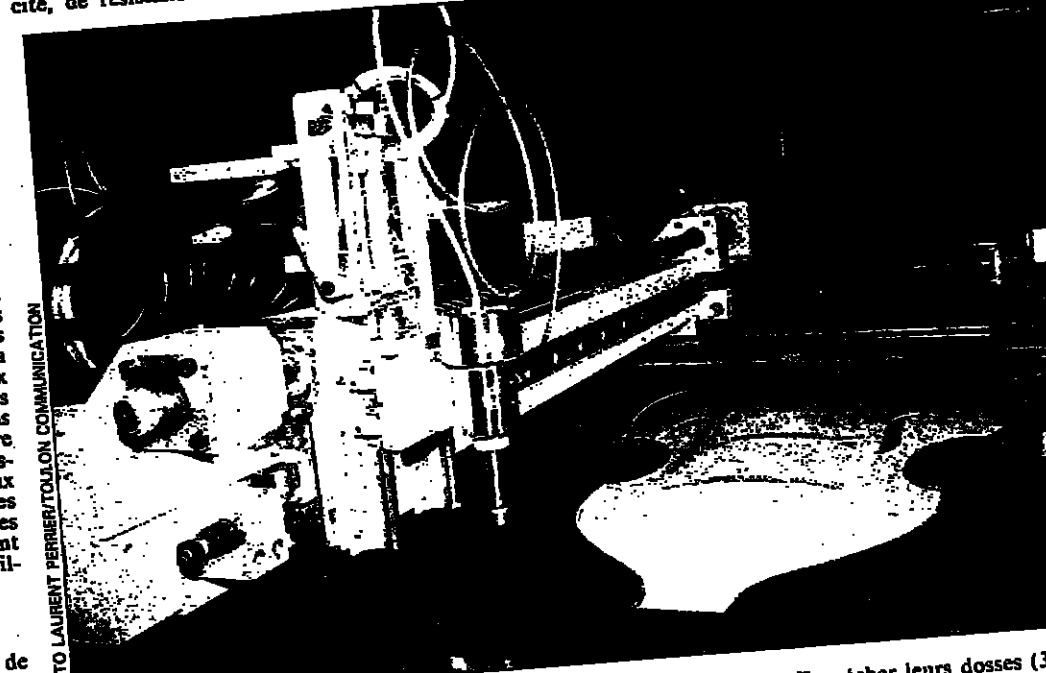


PHOTO LAURENT PERRIER/OLYCOM COMMUNICATION

Toutes propriétés dûment testées, sur pied ou en atelier, avant que ne soit attribué à une essence forestière le titre prestigieux d'«arbre de lutherie».

Lorsque la science s'en mêle, l'histoire devient plus complexe. Elle tient à peine dans les cent trente-huit pages de la thèse de troisième cycle soutenue, en 1986, par Dominique Douau. Au laboratoire d'acoustique musicale (CNRS - université Paris-VI) où elle travaillait alors, cette jeune guitariste a exploré les propriétés d'une vingtaine d'échantillons de bois (sapin, érable, épicéa, hêtre, palissandre, ébène) couramment employés pour la facture instrumentale. Une première en France,

des trachéides (2), vitesse de propagation du son : pour tous ces paramètres, Dominique Douau a effectué sur ses échantillons des mesures systématiques. Réalisées sous la direction de Charles Besnainou, luthier et physicien au même laboratoire, en collaboration avec l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) de Nancy, le centre technique forestier tropical de Nogent-sur-Marne et le luthier parisien Daniel Friederich, ce travail de bédécine a permis, pour la première fois, de comparer précisément les propriétés mécaniques des bois avec le timbre des instruments.

«De tous ces paramètres, les modules d'élasticité longitudinal et

effet sécher leurs doses (3) pendant des années, voire des décennies. Une tradition qui s'est perdue au fil des siècles, rendant les instruments de facture plus récente nettement plus sensibles aux variations hygrométriques de l'air.

Structure sandwich

Partant de ces constatations, les chercheurs du laboratoire d'acoustique musicale ont mis au point deux types de «structure sandwich» en matériau composite artificiel. L'une, pour la rigidité, est constituée d'une âme en bois entre deux peaux de carbone. L'autre, pour l'élasticité, d'une âme en carbone entre deux feuilles de placage

(1) Obtenue en tapotant la table ou le fond du violon, les «sons frappés» doivent être séparés d'un demi-ton à un ton au maximum pour offrir une réelle qualité musicale.
(2) Éléments verticaux parallèles à l'axe du tronc, les trachéides représentent 90 % de la masse du bois. Après la mort de l'arbre, elles gardent leur rigidité grâce à l'épaississement ligneux de leur paroi pecto-cellulosique.
(3) Première ou dernière planche scie dans un tronc d'arbre

La Transparence. Les Pharmaciens disent “OUI” ... mais en respectant les règles du jeu.

Beaucoup de ceux qui parlent de la publicité comparative, n'hésitant pas même à mettre globalement en cause la distribution en pharmacie, semblent en méconnaître la règle fondamentale :

La publicité comparative doit comparer ce qui est comparable.

Lorsque l'on replace ainsi la publicité comparative sur son véritable terrain et qu'elle se situe au niveau de l'ensemble d'une profession, nous autres pharmaciens, sommes **POUR, 100 % POUR**, car nous savons bien que notre image de marque ne peut qu'y gagner.

Les conseils, le dialogue, la mise en garde contre les risques d'abus de médicaments, les explications sur leur bon usage, bref les multiples services et avis que nos clients viennent chercher — et trouvent — chez nous, pèsent autrement plus lourd que les quelques francs de plus que coûtent parfois chez votre pharmacien certains produits.

Dans cette confrontation entre la distribution par les professionnels-conseils que nous sommes de par notre

formation et notre expérience, et celle, anonyme et impersonnelle, que l'on trouve ailleurs, nos clients savent et sauront toujours que choisir.

Le poids d'une publicité, fût-elle écrasante, ne l'emportera pas face au bon sens de ceux qu'elle cherche parfois à abuser.

Les Français ne sont pas des «débiles». Ils savent que le Médicament, c'est sérieux puisqu'il est efficace. Il mérite d'être manipulé, conseillé et délivré avec prudence et modération. Et non mis à la portée de tous, sans discernement.

Le service assuré «jour et nuit» par le réseau des pharmacies, ça compte !

On ne tournera pas impunément en dérision * tous les pharmaciens qui, à partir de près de 23 000 pharmacies, sont les relais incontournables de l'information et de la protection-santé de nos familles.

* Contrairement à ce qui a été dit ou écrit, le Conseil National de l'Ordre poursuit son action en justice et a obtenu par une ordonnance en référé l'engagement de non reprise de la publicité comparative que certains s'étaient cru autorisés à diffuser.

Ordre National des Pharmaciens
55 000 Pharmaciens au service de la Santé publique.
4, avenue Ruysdaël, PARIS 75008

سكزا ابن الاميل

سكنا من الاموال

16 Le Monde • Mardi 23 avril 1991 •

20 Le Monde • Mercredi 24 avril 1991 •

ENQUÊTE

L'Afrique des trafics

Suite de la première page

D'abord une énigme : 8 % seulement de l'héroïne produite dans le Sud-Ouest asiatique est saisie. Où passe la poudre ? Depuis l'apparition, en 1984, de la filière nigérienne, les routes de la drogue se perdent dans un écheveau tropical. Nombreux sur le sous-continent indien, les étudiants nigériens servent d'intermédiaires entre les simples courtiers recrutés à Lagos pour l'équivalent de plusieurs années de salaire (5 000 à 10 000 francs). Ce trafic d'importation met chaque fois en lice dix à vingt passeurs qui peuvent transporter jusqu'à 60 kilos d'héroïne. Depuis Delhi, Bombay et Karachi, ils rejoignent Addis-Abeba (par Ethiopian Airlines) ou Nairobi. Là commencent d'incroyables péripéties pour gagner Lagos et livrer la marchandise aux patrons de la filière. Le circuit le plus simple fait étape à Douala. Il existe une liaison identifiée par N'Djamena, une autre par Brazzaville et Libreville. La plupart des routes mènent à Lagos mais pas toutes... Car au fil des années, les Nigériens ont compris qu'ils ne passaient plus inaperçus. Une filière ghanéenne a pris le relais, puis d'autres équipes recourant de nombreuses nationalités d'Afrique centrale et occidentale. Les Nigériens contrôlent ainsi des courriers béninois, togolais, ivoiriens et sénégalais. Liés avec le milieu de la prostitution madrilène, ils utilisent certaines filles comme « mulets », concluant pour la circonstance des mariages blancs. Sans oublier les vrais passeurs repérés sous de faux passeports maliens. Au total, quelque six mille Africains sont emprisonnés dans le monde pour trafic de drogue, dont deux mille Nigériens.

Une filière ghanéenne et tanzanienne s'est spécialisée dans la réexportation vers la Grèce, les pays nordiques et l'Espagne, tandis que les Maliens et les Zaïrois se partagent les marchés français, belge et

allemand, en concurrence avec des Guinéens et des Bénévoles (2). La raison d'être des filières est en effet l'acheminement vers une destination finale, le plus souvent européenne voire américaine. Cette activité de réexportation met en œuvre d'autres équipes de passeurs et quantité de plaques tournantes où les aéroports d'Afrique centrale (Kinshasa, Bangui, Kigali) jouent un rôle-clé et grandissant. La souplesse et la vitesse d'adaptation des trafiquants africains est spectaculaire. Les Gambiens et les Tzanzaniens sont réputés pour leur adresse à déjouer les contrôles à Varsovie, Moscou ou Berlin. Les Equato-Guinéens ont mis en place un réseau d'héroïne à destination de l'Espagne depuis Malabo. Un circuit part en outre de la capitale de Guinée-Equatoriale pour la Mauritanie et Las Palmas avant de se poursuivre vers Madrid, Copenhague ou Athènes.

A l'ombre des radars

Hormis Lagos et Nairobi (qui redistribue vers le Rwanda et le Burundi), Libreville est une place importante pour ventiler l'héroïne asiatique arrivée du Kenya, via Lusaka. D'autres liaisons communes joignent la Zambie à Pretoria (avec la présence de Grecs) et Lubumbashi à Johannesburg. Sans oublier les connexions classiques de Maurice, la Réunion, voire les Comores avec Paris-Roissy. On peut se demander si la route maritime du cannabis entre Tanger et l'Europe du Nord n'est pas utilisée pour le trafic de l'héroïne. La technique est en effet prouvée de transborder dans les zones d'ombre des radars de l'OTAN basés à Gibraltar. Des vedettes à fond plat (émettant peu d'ondes) accostent en haute mer des cargos qui chargent à l'herbe et filent vers Le Havre, Hambourg ou Rotterdam. Depuis deux ans enfin, des ressortissants africains ont été interpellés à Bangkok et à

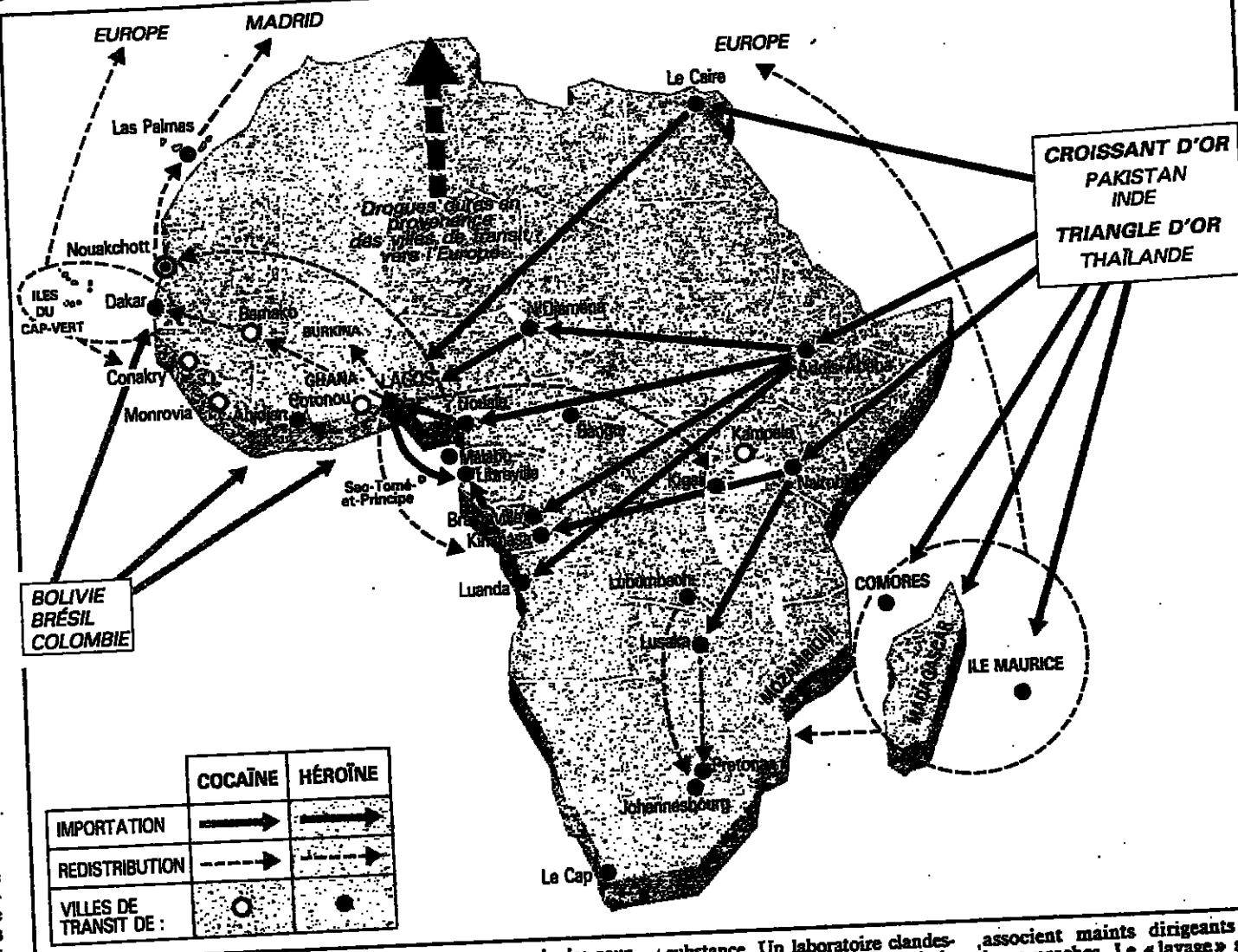
Tokyo avec de l'héroïne. Pour semer la confusion, ils prennent des billets aller-retour à destination de Singapour ou Hongkong, puis rachètent sur place de nouveaux billets pour la Thaïlande en payant tarif plein, afin de changer à volonté d'horaires et de compagnies. Ces « fourmis » possèdent en

cocaïne dissimulée dans une guitare électrique et des tables de salon. Cette arrestation permet de remonter aux organisateurs de ce trafic, deux Colombiens domiciliés dans la capitale ivoirienne. Si la filière africaine de la cocaïne est plus récente et moins diversifiée que celle de l'héroïne, il est évident que les cartels latino-américains

stupéfiants. Un important réseau fut cependant démantelé en 1986 à Monrovia et à Abidjan.

L'Afrique septentrionale est pour sa part la cible des trafiquants de méthaqualone, un dépressif aussi nommé mandrax qui plonge l'usager dans un état « crépusculaire ». L'Afrique du Sud est le principal marché de consommation de cette

caine, la multiplication des violences urbaines, d'actes de banditisme et de règlements de comptes mafieux en Afrique étant cette fois-ci. Avant la chute de Kérékou, l'héroïne renvoyait l'image d'une « narco-république ». Si aucun chef d'Etat africain n'a été directement convaincu de trafic, les méthodes de blanchiment de l'argent sale



général deux passeports, l'un restant vierge de tout tampon asiatique éveillant les soupçons. En décembre 1980, un Ivoirien en provenance d'Abidjan fut interpellé à Roissy avec 6,5 kilos de

substance. Un laboratoire clandestin découvert en 1987 permit la saisie de 14 millions de doses, soit 90 % des prises mondiales de méthaqualone. Il semble que les tentatives d'implantation d'autres laboratoires au Soudan et au Mozambique ont échoué. Mais le mandrax continue d'affluer en provenance d'Inde via Nairobi et surtout Malindi, une ville côtière kenyane où cohabitent des anciens des Brigades rouges, des membres de la Mafia italienne et quelques truands français. Le LSD et l'angel dust ont aussi été repérés en Afrique du Sud, de même qu'un trafic de phénobarbital entre Londres et le Soudan à destination du Golfe. La compagnie Air India a la préférence des passeurs qui transitent principalement par le Kenya, la Zambie et le Zimbabwe, utilisant aussi les circuits postaux de ces pays.

De telles pratiques prospèrent dans un contexte africain de vulnérabilité, où l'automodification fait des ravages, le remède occidental offrant le compromis rêvé entre la magie et la modernité. Ce n'est pas un hasard si les marabouts prescrivent sans vergogne ces substances, leur poids dans le système politique et religieux africain leur assurant une redoutable impunité. Des chauffeurs routiers aux travailleurs de force, des paysans à leurs propres troupeaux en transhumance, la « dope » gagne du terrain, et l'épidémiologie des populations africaines reste une inconnue.

associant maints dirigeants ou leurs proches. Le « lavage » suppose le plus souvent une quête de devises auprès de deux sources bien précises : la zone franc et le Libéria, seule économie « dollarisée » du continent. Les achats d'hôtels, d'immeubles et de casinos, de garages ou de boîtes de nuit (souvent propriété de Libanais) permettent aux capitaux de réparer au grand jour avant d'être crédités sur des comptes d'exportation dont la seule activité commerciale ne peut justifier le train de vie, aux tours de tables composés en partie de membres ou de serviteurs du pouvoir.

Dans ces conditions, la lutte semble dérisoire. Représentant du FNULAD (3) au Gabon, le policier français Didier Hardy a formé en deux ans trois mille douaniers dans vingt pays d'Afrique. A Libreville, il passe pour un sorcier depuis qu'en 1989, initiant ses élèves aux rudiments du contrôle à l'aéroport Léon-Mbo, il assista sur un Nigérien en transit 11 kilos d'héroïne. Rappeler, prévenir, soigner, le triptyque de la lutte antidroge en Afrique reste à mettre en place. Malgré l'appui réel des Nations unies et de la CEE, du ministère français de la coopération, des services d'Interpol, du SCTIP et de l'OCTRI (4), malgré l'énergie de certains magistrats français et l'installation de laboratoires d'analyse, les stupéfiants poursuivent leur avancée sur le continent, dans des proportions que l'on devine effrayantes. Les actions menées, y compris les plus spectaculaires, ne sont presque rien face à la tragédie silencieuse en cours. Chaque nouveau trafic identifié déclenche une consommation autochtone. L'Afrique est sur la même voie que le Pakistan, la Thaïlande et l'Europe, où la toxicomanie a progressé de manière foudroyante en moins de vingt ans. Tant qu'on ne vivra pas mieux sur ce continent, tant que la pauvreté sera le lot quotidien des masses, espérer mettre fin aux trafics en éliminant la corruption restera une idée d'Occidental rassuré. Or l'Afrique a encore faim, l'enrichissement fascine, et les soudoyers le savent.

ERIC FOTTORINO

(2) En 1989, les infractions à la législation sur les stupéfiants ont mis en cause 369 Sénégalais, 200 Zaïrois, 119 Maliens, 97 Algériens, 51 Nigériens, etc. Vingt-quatre nationalités africaines ont été impliquées.

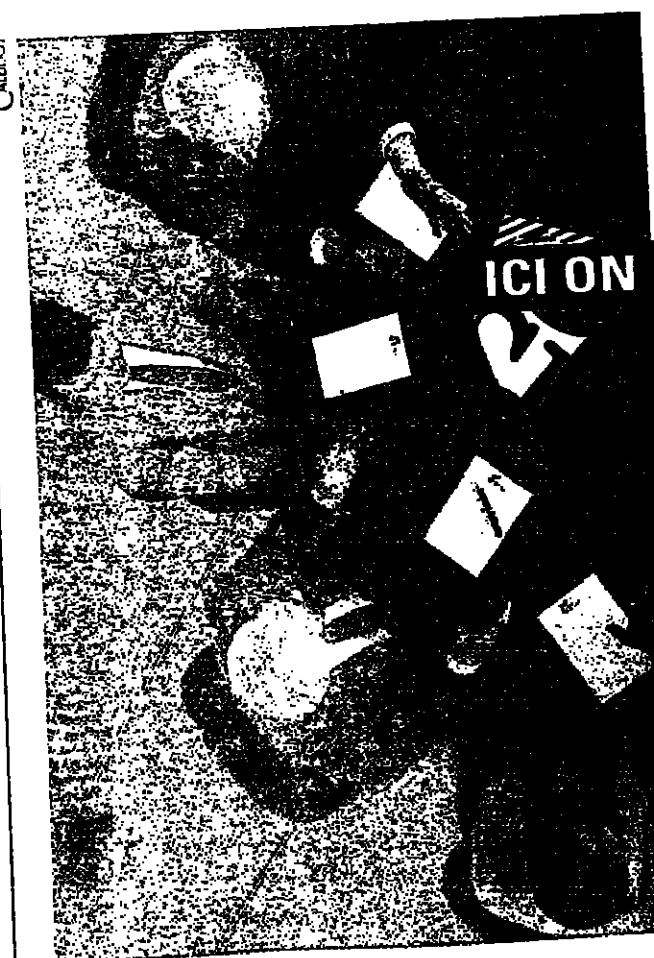
(3) Fonds des Nations unies pour la lutte antidroge.

(4) SCTIP : Service de coopération technique international de police. OCTRI : Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants.

Prochain article :
Les fourmis
et les barons
de Lagos

SEMAINE INTERNATIONALE de la Foire de Milan.

La business community se réunit pour discuter les grands thèmes sociaux et économiques du monde.



MILAN, 11-15 JUIN 1991
SEMAINE INTERNATIONALE DE LA FOIRE DE MILAN. Cette nouvelle initiative sera lancée au mois de juin 1991 pour proposer un concept de foire absolument nouveau: non pas une exposition de produits mais une exposition d'idées, de projets et d'affaires présentes à travers une série d'événements top niveau.

ICI ON FAIT LE POINT

Le congrès "Qualité, Entreprise et Société", le Marché Polo "Meeting Point for International Trade", le 16^e Congrès des Maires des grandes villes du monde, BORITEC '91 "3^e Bourse Internationale de la Coopération, du Développement et des Investissements" ainsi que d'autres initiatives au niveau culturel et scientifique vraiment prestigieuses: voici autant d'occasions offertes à la business community internationale pour faire le point sur les grands thèmes de l'économie et restaurer de nouveaux rapports industriels et commerciaux.

Dans le monde qui évolue rapidement, la SEMAINE INTERNATIONALE est au carrefour de flux d'échanges et de connaissances, établissant ainsi un contact entre la culture et le management, la recherche et les affaires, le monde scientifique et les forces productrices pour tracer les nouvelles voies possibles de demain: un rendez-vous unique dans le paysage mondial des foires. Idées, projets, affaires

Point de rencontre,
point d'échanges,
point de l'actualité.



Rapport d'activités 1990
Chambre d'Industrie et Commerce pour la France - 134, rue du Faubourg St. Honoré - F-75008 PARIS - tél. 01 - 42253590 - télex 01 - 42314531 - fax 01 - 42314531

sogerap

La Société SOGERAP invite ses actionnaires à participer aux Assemblées Générales Extraordinaire et Ordinaire qui se tiendront le mardi 14 mai 1991 à 11 h 00 dans la Salle de l'Espace (C.N.E.S.) 2, place Maurice Quentin (Forum des Halles) 75001 Paris.

Le montant de l'augmentation de capital réservée sur lequel l'Assemblée Générale Extraordinaire aura à se prononcer est porté de 157,1 MF à 550 MF.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres qu'il possède, nominatifs ou au porteur, a le droit de prendre part à cette Assemblée ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint, ou de voter par correspondance.

Des lettres d'admission ainsi que des formules de pouvoir ou de vote par correspondance seront mis à la disposition des actionnaires par les intermédiaires financiers auprès desquels sont déposés les titres, ou par le Crédit Lyonnais - Service des Assemblées, Relations avec les Emetteurs - 81, rue de Richelieu, 75002 Paris.

Un jeton de présence de 30 F sera alloué à tout actionnaire assistant aux Assemblées.



Le Conseil d'administration de Hachette S.A., réuni le 17 avril 1991 sous la présidence de M. Jean-Luc Laganier, a arrêté les comptes de la Société et pris connaissance des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 1990, dont les principaux éléments sont rappelés ci-dessous.

(En millions de francs)	31 décembre 1990	Rappel exercice 1989
Chiffre d'affaires	30 047	29 258
Résultat courant	779	837
Résultat net consolidé	619	618
Résultat net part du Groupe	492	469

Le résultat net, pour la part du Groupe, ressort donc à 492 millions de francs contre 469 millions de francs en 1989.

Conformément aux informations communiquées en octobre après la publication des résultats semestriels, la part du Groupe dans le résultat net consolidé, hors plus et moins-values et provisions exceptionnelles, est de 231 millions de francs contre 220 millions de francs en 1989.

Le résultat net consolidé prend en compte la plus-value nette de 2 milliards de francs dégagée sur la vente de l'immeuble des N.M.P.P., et un montant de 1,75 milliard de francs affecté au plan de développement des activités audiovisuelles du Groupe utilisé pour 775 millions de francs à l'amortissement de la survalue dégagée lors de l'entrée dans le capital de La Cinq, et pour 975 millions de francs aux provisions exceptionnelles.

Le Conseil d'administration a pris connaissance des résultats du Groupe pour le premier trimestre 1991. Les effets dus à la conjoncture internationale ont eu des répercussions importantes sur la consommation et une moindre fréquentation des points de vente. La politique publicitaire des annonceurs a été également affectée avec des conséquences variables selon les médias. Les baisses d'activité, qui s'atténuent depuis lors, ne pourront vraisemblablement pas être compensées au cours de l'exercice et affecteront les résultats. On peut donc estimer que le résultat net consolidé, hors plus et moins-values, sera inférieur à celui de 1990. Toutefois, il est très vraisemblable que la Société dégagera en 1991 des plus-values de cession. Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale des actionnaires de fixer le dividende à 4 F par action, contre 3,50 F l'an passé, assorti d'un avoir fiscal de 2 F.

SAE
RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1990

Le Conseil d'Administration de la Société Auxiliaire d'Entreprises, réuni le 16 avril 1991 sous la Présidence de M. Jean-Claude Jammes, a arrêté les comptes de l'exercice 1990 qui seront soumis à l'Assemblée Générale du 14 juin 1991 et a pris connaissance des comptes consolidés pour le même exercice.

Données consolidées en millions de francs.

	1990	1989	89/90 %
Chiffre d'affaires hors taxes	26906	25909	+ 4 %
Bénéfice net consolidé global	277	225	+ 23 %
Bénéfice net part du groupe	252	202	+ 25 %

Fort développement des activités en France et en Europe.

L'évolution du chiffre d'affaires consolidé recouvre des évolutions contrastées :
• une croissance très soutenue en France, + 22 %, et en Europe, + 50 % ;
• une réduction importante de l'activité à la grande exportation, - 50 %, et aux Etats-Unis, - 20 %, qui reflète à la fois la baisse du dollar et la réduction volontaire du chiffre d'affaires aux USA dans le cadre de la réorganisation du groupe sur ce marché.

Progression des résultats.

Le bénéfice net consolidé part du groupe progresse de 25 % malgré un résultat exceptionnel négatif de 202 millions de francs qui est le solde :
• d'une plus-value de 295 millions de francs réalisée lors de la cession du siège social ;
• de coûts de restructuration, en particulier aux USA et dans le secteur des maisons individuelles, et de provisions pour risques et litiges, en particulier au Moyen-Orient, pour un total de 497 millions de francs.

Bonnes perspectives.

Le carnet de commandes du groupe s'élève à 33,5 milliards de francs hors taxes. L'exercice 1991 devrait permettre une nouvelle progression du chiffre d'affaires et de ses résultats consolidés.

Augmentation de 10 % du dividende net.

Le résultat de SAE, société mère, s'élève à 88,7 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1,13 milliard de francs.

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende net de 33 francs par action, soit un revenu global de 49,50 francs avant fiscal compris, en progression de 10 % sur l'exercice précédent.

Il sera payable en numéraire ou en actions de la société, au choix des actionnaires.

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

TRANSPORTS

Un marché de 11,5 milliards de francs

La SNCF commande à GEC-Alsthom un TGV à deux niveaux

La SNCF a passé commande au consortium conduit par le constructeur franco-britannique GEC-Alsthom de cent rames TGV à deux niveaux, dont quarante-cinq livrables à partir de l'été 1994. Le montant de cette commande s'élève à 11,5 milliards de francs. GEC-Alsthom recevra 70 % du marché, ANF Industrie (filiale du groupe canadien Bombardier) et De Dietrich se partageant le reste.

Ce matériel, qui comportera huit voitures encadrées de deux motrices, est destiné à permettre à la SNCF de faire face au succès de la ligne Sud-Est, dont le trafic est passé de 15,5 millions de voyageurs, en 1986, à 21,5 millions en 1990. Malgré la sur-réservation pratiquée par les services commerciaux pour obtenir un remplissage élevé des trains (76 %), les cent huit rames en exploitation ne suffisent pas à satisfaire la demande, entre Paris et Lyon notamment. Les rames à deux niveaux offrent une capacité supérieure de 35 %, soit 540 places contre 400 sur les rames classiques. Elles seront capables de rouler à 300 km/h, ce qui laisse à penser que la SNCF relèvera de 270 km/h à 300 km/h la vitesse de croisière des TGV sur le Sud-Est, comme sur la ligne Atlantique.

Le TGV à étage, testé l'an dernier entre Paris et Grenoble, représente une prouesse technique puisque les ingénieurs sont parvenus à conserver la charge par essieu à 17 tonnes, comme les TGV « normaux ». La caisse des voitures est construite selon une technologie nouvelle à base de profils d'aluminium afin d'alléger au maximum. Il est vraisemblable que cette caisse servira de base au TGV « couchettes », qui est à l'étude pour desservir de nuit et à grande vitesse les principales relations européennes.

Ce nouveau matériel représente aussi un argument de poids à l'exportation pour GEC-Alsthom, qui est souvent critiqué pour le manque d'habitabilité de ses rames, nettement moins spacieuses que celles du Shinkansen japonais et surtout du ICE allemand. Les TGV proposés en Asie pourraient comporter des rames à niveau, si les clients coréens ou taiwanais acceptaient le surcoût par rapport au matériel de type « Atlantique », soit 115 millions de francs au lieu de 83 millions par rame.

La commande de la SNCF permet à GEC-Alsthom de maintenir, à partir de 1994, le plan de charge de ses usines de Belfort (motrices) et de La Rochelle (voitures) lorsque les 350 rames livrées ou commandées à ce jour auront quitté les chaînes de montage.

ALAIN FAUJAS

Alitalia réduit ses pertes. - La compagnie Alitalia enregistre des résultats à l'opposé de ses concurrents. Alors que celles-ci voient se creuser dangereusement les déficits sous l'effet de la hausse des prix du carburant et de la chute du trafic, Alitalia réduit ses pertes de 980 millions de francs, en 1989, à 440 millions, en 1990. La compagnie a progressé en parts de marché et en productivité au point de transporter 12,3 % de passagers de plus que l'année précédente, soit 18,2 millions.

Amtrak commande cent cinquante-dix-neuf wagons à Bombardier. - La compagnie américaine de chemins de fer Amtrak a commandé cent cinquante-dix-neuf voitures pour voyageurs au constructeur canadien Bombardier, pour un montant de 2,4 milliards de francs. Ces voitures à deux niveaux seront livrées à partir de 1993 et affectées aux lignes de l'Ouest américain. Bombardier a aussi en commande des prototypes pour le renouvellement du matériel du métro de New-York et la fabrication des voitures des navettes du tunnel sous la Manche.

M. Jean-Pierre Weiss, nouveau PDG de Matra Transport. - M. Bernard Félix ayant remis son mandat au conseil d'administration pour faire valoir ses droits à la retraite, M. Jean-Pierre Weiss, précédemment vice-président-directeur général de Matra Transport, a été nommé au poste de PDG de cette filiale du groupe Matra spécialisée dans le développement des métros automatiques. Son prédécesseur le plus connu est le VAL (véhicule automatique léger), qui a vu le jour à Lille et dont huit lignes sont en construction ou en exploitation en France, aux Etats-Unis et à Taïpei.

CEE

Après la réunion des cinq grands groupes

M. Delors veut agir pour aider l'électronique européenne à sortir du marasme

L'extrême discrétion dont on fait preuve à Bruxelles, à propos de la réunion qu'ont tenue vendredi près de Paris le président Jacques Delors, les vice-présidents Filippo Maria Pandolfi et Martin Bangemann avec les principaux dirigeants de l'électronique européenne, tranche avec les habitudes de la Commission, peu encline à la diplomatie secrète. Son président et ceux qui l'accompagnent ont donné l'impression qu'en raison de la dégradation déjà avancée de la situation, toute initiative un tant soit peu intempestive pouvait mettre en péril les efforts de sauvetage qu'ils souhaitent promouvoir.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

On insiste à Bruxelles sur la nécessité d'éviter les effets d'annonce qui, dit-on, ne pourraient que compliquer les réflexions ou tractions en cours, et l'on donne comme exemple à ne pas suivre la publicité tapageuse qui a entouré les récentes dotations en capital consenties en France par les pouvoirs publics à

Bull et à Thomson. « Nous souffrons de politique industrielle déclarative. Nous ne voulons pas risquer de faire tourner le peu de mayonnaise qui pourrait prendre », le MITT (1) se garde de faire des conférences de presse lorsqu'il intervient », commente un haut fonctionnaire bruxellois.

M. Jacques Delors, en provoquant cette réunion, a voulu créer un climat, confirmer l'intention de la Commission d'agir, de créer un environnement aussi favorable que possible pour que les entreprises de la filière électronique-informatique puissent échapper au marasme actuel.

Son souci, nous explique-t-on, était de vérifier qu'il y avait convergence sur le diagnostic, cohérence entre les pistes que la Commission propose d'explorer dans son récent mémorandum sur l'industrie électronique et les solutions qu'ont en vue les industriels. Il est difficile d'imaginer que la Commission puisse envisager de se rallier à l'idée récemment développée dans le Monde par M. Alain Gomez, le président de Thomson, de protéger pendant cinq ans, par des droits de douane élevés, le marché communautaire contre la concurrence japonaise ou américaine.

Toutefois, cette confrontation des idées des uns et des autres sur ce qu'il convient de faire s'est appa-

remment bien passée. Les participants ont examiné la situation dans les différents secteurs de la filière : les semi-conducteurs, les ordinateurs, l'électronique grand public, les télécommunications. Les dirigeants bruxellois donnent l'impression de considérer que la balle est désormais dans le camp des industriels.

S'agissant des semi-conducteurs, l'un des secteurs les plus urgents à traiter tant la part des Européens dans la production mondiale est devenue modeste, les deux parties sont apparemment tombées d'accord sur la nécessité de renforcer le pôle de coopération formé dans le cadre d'Eureka - par Siemens, Philips et le groupe franco-italien SGS-Thomson. Le problème le plus important tient à la masse des effectifs à mobiliser ainsi qu'à la nécessité de les amortir en peu de temps pour ne pas se laisser dépasser par un progrès technique en constante évolution.

La Commission a-t-elle précisé les efforts financiers qui pourraient être consentis au niveau communautaire pour favoriser la création d'un tel consortium ?

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Ministère japonais du commerce international et de l'industrie.

SOCIAL

L'occupation de l'usine Thomson de Brest se poursuit. - Une semaine après le début de leur mouvement, les grévistes de l'usine Thomson de Brest (Finistère) occupent toujours, mardi matin 23 avril, les locaux de ce site de fabrication de radars qui emploie 1 400 personnes. Les délégués CFDT, qui ont appelé à la grève, protestent contre le plan de la direction qui prévoit 198 suppressions d'emplois d'ici la mi-1992, et réclament un meilleur échelonnement sur trois ans (le Monde du 23 mars). Des négociations avec la direction de l'établissement de Brest devraient toutefois s'ouvrir prochainement.

Trois jours de chômage technique pour 28 000 salariés de Fiat. - La direction du groupe Fiat a annoncé, dimanche 21 avril, que 28 000 de ses salariés devaient être placés en chômage technique pendant trois jours, du 22 au 24 avril, en raison de la dégradation du marché de l'automobile. Cette décision intervient alors que 65 000 salariés avaient déjà fait l'objet d'une mise en chômage partiel durant une semaine en février et qu'une mesure similaire avait concerné 35 000 personnes en mars.

INDUSTRIE

Chute de la production et des exportations de l'industrie automobile française. - La production et les exportations de l'industrie automobile française ont chuté lourdement en mars, respectivement de - 24,6 % et de - 16,2 % par rapport à mars 1990, de même que les immatriculations sur le marché intérieur (- 18,5 %), selon les données définitives publiées lundi 22 avril par le comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). En mars, 249 911 voitures particulières ont été fabriquées et 157 649 exportées. Sur l'ensemble du trimestre, la production affiche un recul de 17,2 % à 764 333 unités. Les exportations se sont mieux tenues avec 486 323 unités, en baisse de 7,7 % seulement.

G. Duchêne
L'économie
de l'URSS

REPÈRES

M. Fouet
L'économie
des Etats-Unis

REPÈRES

M. Demotes-Mainard
L'économie
de la RFA

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres
LA DÉCOUVERTE

Avant les pourparlers avec Tokyo

Divergence au sein de la Commission à propos de la concurrence des automobiles japonaises

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Le groupe de commissaires chargé du dossier de l'industrie automobile est parvenu à un schéma d'accord sur les modalités d'ouverture du marché des Douze aux constructeurs japonais. Celui-ci devrait être approuvé la semaine prochaine par le collège des commissaires, avant d'être soumis pour une ultime phase de pourparlers à Tokyo. Mais, à la veille du week-end, M. Carlo Ripa di Meana, le commissaire chargé de la politique de l'environnement, a adressé une lettre à ses collègues

où il annonce, en développant des arguments voisins de ceux chers à M. Jacques Calvet, qu'il se distancierait des orientations que s'approprie à brève échéance la Commission.

« Pour nous permettre qu'on se dirige vers une désindustrialisation progressive de l'Europe », demande M. Ripa di Meana après avoir observé : « Je constate que les douze pays de la Communauté vont, dans les domaines de confrontation avec les Japonais, en ordre dispersé, sans avoir une base commune de stratégie industrielle pour l'Europe, et avec une sorte de faillisme, ou, si vous préférez, de confiance aveugle dans la vertu du libéralisme. »

Ph. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT FONCIER
DE FRANCEConversion des actions
sous la forme au porteur.

Depuis la création du Crédit Foncier de France, en 1852, ses actions se présentent exclusivement sous la forme nominative.

A partir du mardi 23 avril 1991, les actionnaires du Crédit Foncier auront la possibilité, soit de convertir leurs titres sous la forme au porteur, soit de les conserver sous la forme nominative traditionnelle.

Bien entendu, quelle que soit l'option retenue, le Crédit Foncier continuera à communiquer à l'ensemble de ses actionnaires des informations sur la Société ainsi que sur ses titres, en complément de celles diffusées par ailleurs par les établissements teneurs de comptes.

La conversion sous la forme au porteur permettra ainsi d'offrir à la qualité de l'information des actionnaires, les avantages de sécurité, de souplesse et de rapidité dans l'exécution des ordres de bourse qu'autorise cette forme d'actions, aujourd'hui de beaucoup la plus répandue sur les marchés.

Des informations plus précises pourront être obtenues sur cette opération :

- auprès des établissements gestionnaires ;
- auprès du Crédit Foncier ;
- soit par téléphone aux numéros suivants : (16) 43.91.62.80 - (16) 43.91.62.81 - (16) 43.91.62.83
- soit par courrier en écrivant à l'adresse suivante : CREDIT FONCIER DE FRANCE Service des Titres, 40 rue du Bréil, 53092 Laval cedex 9.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-45-91-82, poste 4330

ÉCONOMIE

Tout en se défendant de « vendre le pays »

Le gouvernement roumain veut attirer les investisseurs étrangers

Après avoir fait campagne en mai dernier en promettant de « ne pas vendre le pays aux étrangers », les parlementaires du Front de salut national (FSN, au pouvoir), soutenus par ceux de l'opposition, ont voté une loi sur les investissements étrangers en Roumanie. Diffusée à la mi-avril par l'agence Rompres, elle est présentée comme « attrayante, souple et avantageuse » par les autorités de Bucarest.

BUCAREST

de notre correspondant

Soumis à une procédure simplifiée d'enregistrement par l'Agence roumaine de développement (ARD), et non plus à l'avis de divers ministères, l'investisseur étranger — qui se voit pour la première fois garanti contre une éventuelle expropriation ou nationalisation « pour cause d'intérêt public » — bénéficiera de nombreuses exonérations d'impôts ou de droits de douane. « Outre le capital en nature, les matières premières importées pour la production sont exonérées de droits de douane pendant deux ans. Cette disposition n'existe ni en Pologne ni en Hongrie », souligne M. Misa Negritoiu, secrétaire d'Etat et président de l'ARD. « De plus, nous accordons des exonérations d'impôts jusqu'à cinq ans, alors qu'en Pologne elles sont limitées à trois ans », précise-t-il.

Une loi sur la privatisation

Les plus longues de ces exonérations d'impôt sur les bénéfices sont accordées aux investissements dans l'industrie, l'agriculture et le bâtiment, tandis que l'exploration-exploitation des ressources naturelles, la communication et les transports n'en bénéficient que durant trois ans, et les services (commerce, tourisme, banque, assurances...) pendant deux ans.

L'investisseur étranger pourra rapatrier ses bénéfices selon un système complexe, en raison de la convertibilité partielle du leu. Les bénéfices réalisés en Roumanie en devises pourront être intégrés et libérément rapatriés, après impôts. S'agissant des bénéfices réalisés en leu, l'investisseur pourra les changer en devises au taux officiel (1 dollar pour 60 lei, après la dévaluation du 1^{er} avril dernier) et les transférer à l'étranger, mais dans une proportion variable du capital investi (de 8 à 15 % par an selon la nature de l'investissement). Le reste des bénéfices pourra être soit réinvesti, soit changé au marché libre des devises (où le dollar cote environ 200 lei) et transféré à l'étranger, nous dit le président de l'ARD et le gouverneur de la Banque nationale roumaine, M. Mugur Isarescu, bien que le règlement sur le régime des changes n'ait pas encore été adopté.

Le rachat des entreprises roumaines, notamment par les étrangers, sera régi par la loi sur les privatisations, encore à l'état de projet. La loi foncière précise cependant que les terres agricoles ne peuvent être la propriété d'étrangers. En 1990, seules quelques centaines d'entreprises, la plupart à capitaux mixtes, ont été créées, pour un montant d'investissement (étranger) d'environ 130 millions de dollars (près de 850 millions de francs). L'Allemagne se trouve en tête (22,4 millions de dollars), suivie par l'Italie (16 millions), la Hollande (11 millions) et la Grèce (10 millions). Les Français, avec 6 millions de dollars, se trouvent en sixième position, derrière la Suisse (9 millions). La plupart des investissements ont été réalisés dans les domaines du commerce et des services, et seules 236 sociétés, toutes des PME, ont des activités de production.

Vendre le pays aux étrangers ? « C'est un slogan dépassé », conclut M. Negritoiu. L'opposition, elle, ironise : « Pourquoi que l'on trouve quelqu'un qui achète ! »

JEAN-BAPTISTE NAUDET

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Financière Truffaut



WORMS & CIE

Le Conseil d'administration de FINANCIÈRE TRUFFAUT s'est réuni le 19 avril 1991 sous la présidence de M. Edouard SILVY, pour arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

	1990	1989	Variation
Résultat net	29,0 MF	24,2 MF	+ 20 %
dont plus-values nettes à long terme	11,1 MF	4,8 MF	+ 131 %
Dividende net	16,0 MF	14,5 MF	+ 10 %

Dans le cadre d'une stratégie de prises de participations plus significatives, l'exercice 1990 a été marqué par l'acquisition de 20 % de KENZO, portant à 25 % la participation détenue par FINANCIÈRE TRUFFAUT dans cette société, et par l'acquisition de 10 % de JEAN-LOUIS SCHERRER aux côtés des groupes SEIBU et HERMES.

Au cours du premier semestre 1991, FINANCIÈRE TRUFFAUT a cédé sa participation de 10 % dans VISTA ALGERE GRUPO, détenue depuis dix-huit mois, avec une plus-value importante.

Sur proposition du Président, le Conseil a nommé M. Bruno ROUX de BÉZIEUX Directeur général. Le Conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 10 juin 1991 à 9 heures 30 (M.M. WORMS & Cie, 45, boulevard Hausmann, 75009 PARIS) la distribution d'un dividende net de 5,50 francs par action (plus avoir fiscal de 2,75 francs), contre 5,00 francs (plus avoir fiscal de 2,50 francs) pour l'exercice précédent. Il sera mis en paiement le 20 juin 1991.

pechelbronn

- Résultat récurrent : 1.142 Millions de F (+ 9 %)
- Dividende : 18 F (+ 20 %)

La gérance a présenté au Conseil de Surveillance réuni le 18 avril 1991 les comptes de l'exercice 1990.

Comptes consolidés

L'activité des filiales du groupe a évolué favorablement en 1990, notamment en ce qui concerne celles qui apportent les contributions les plus importantes au résultat consolidé de PECHELBRONN.

Pour ATHENA, l'activité d'assurance en France s'est développée à un taux nettement supérieur à celui du marché en branche Vie, le développement de la branche Dommages étant en ligne avec celui du marché. Malgré une forte aggravation de la sinistralité, particulièrement lourde en transports et risque d'entreprise, le résultat de l'exercice est en progression par rapport à l'année précédente.

Les trois filiales de SAINT LOUIS ont poursuivi leur croissance, l'année 1990 étant notamment marquée par l'internationalisation des activités du groupe (prise de participation de GÉNÉRALE SUCRIÈRE dans le deuxième groupe sucrier espagnol ; prise de contrôle par EURALIM de la principale entreprise du secteur du surgelé en Espagne ; rapprochement ARJOMAR/WIGGINS TEAPE APPLETON aboutissant à la constitution du premier groupe papeter de la CEE).

	Chiffre d'affaires	Bénéfice net
ATHENA (en MF)	12.571 (+ 19 %)	753 (+ 3 %)
SAINT LOUIS (en MF)	9.714 (+ 9 %)	707 (+ 23 %)

La partie récurrente du bénéfice net consolidé de PECHELBRONN progresse de 9 %.

	1990	1989	1988
Résultat récurrent (en MF)	1.142	1.046	638
Résultat net - part du groupe (en MF)	1.180	1.834	1.242
Nombre de titres composant le capital (000.000)	17,3	11,3	7,5
Résultat récurrent par titre (en F)	101	93	85

Il est rappelé que les résultats de l'année 1989 comportaient une fraction importante d'éléments exceptionnels, consécutifs aux fusions PECHELBRONN/ATHENA/PFA S.A.

Ainsi, au terme d'une période de deux années d'évolution des structures du groupe, marquées notamment par la constitution du pôle d'assurances ATHENA, par l'important développement du groupe SAINT LOUIS et l'élargissement de l'actionnariat, le résultat récurrent par action a enregistré une progression de près de 20 %.

Dividende

Le résultat net social s'élève à 708 MF (comportant 360 MF de plus-values nettes à long terme). La gérance proposera à l'Assemblée Générale de fixer le dividende à 18 F par titre. Le revenu global, avoir fiscal compris, s'élèverait ainsi à 27 F par titre, en progression de 20 % par rapport à l'exercice précédent et de 44 % par rapport à 1988.



GRUPE WORMS & CIE

HAVAS RÉSULTATS ANNUELS 1990

BÉNÉFICE PART DU GROUPE + 18,3%. DIVIDENDE PAR ACTION + 20%

Le Conseil d'Administration d'HAVAS, réuni le 11 avril 1991 sous la Présidence de M. Pierre Dauzier, a examiné et arrêté les comptes consolidés et sociaux pour l'exercice 1990. Ce dernier a permis à HAVAS d'enregistrer un taux de croissance soutenu de ses activités dans un environnement généralement moins favorable.

Le chiffre d'affaires 1990 a progressé de 25,4 % à structure courante et de 18,7 % à structure et taux de change constants. L'activité internationale a progressé de 78 % alors que le volume d'affaires français à structure constante a progressé, comme le marché, de 7,7 %. Ainsi la part de l'international représentait, en 1990, 23,4 % du chiffre d'affaires total contre 7 % en 1986.

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale ordinaire convoquée pour le 10 juin 1991 à 9 heures 30 (M.M. WORMS & Cie, 45, boulevard Hausmann, 75009 PARIS) la distribution d'un dividende net de 5,50 francs par action (plus avoir fiscal de 2,75 francs), contre 5,00 francs (plus avoir fiscal de 2,50 francs) pour l'exercice précédent. Il sera mis en paiement le 20 juin 1991.

	1987	1988	1989	1990	Variation % 1990/1989
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE					
Chiffre d'affaires	13708	15796	18870	23661	+ 25,4
Résultat courant	764	1154	1666	1914	+ 14,9
Résultat net part du Groupe	551	751	975	1154	+ 18,3
Capacité d'autofinancement	342	748	1109	1210	+ 9,1
Investissements	994	1381	1665	2267	+ 36,2
Fonds propres (part du Groupe)	1462	2151	4667	5640	+ 20,8

Le résultat net global de l'exercice s'élève à 1 457 millions de francs (contre 1 304 millions de francs en 1989). Après déduction de 293 millions de francs correspondant à la part revenant aux tiers actionnaires des filiales, le résultat net consolidé part du Groupe HAVAS s'élève à 1 154 millions de francs ; sa progression ressort à 18,3 % par rapport au niveau atteint l'année précédente.

La rentabilité des fonds propres moyens de l'exercice ressort à 22,4 %. Au 31 décembre 1990, l'endettement consolidé part du Groupe HAVAS s'élève à 1 154 millions de francs ; il représente 10 % des capitaux propres majorés des intérêts minoritaires.

La rentabilité des fonds propres moyens de l'exercice ressort à 22,4 %. Au 31 décembre 1990, l'endettement consolidé part du Groupe HAVAS s'élève à 1 154 millions de francs ; il représente 10 % des capitaux propres majorés des intérêts minoritaires.

Les investissements de l'exercice (2 267 millions de francs) ont été financés à hauteur de 53 % par la capacité d'autofinancement, 23 % par des cessions d'actifs, 20 % par le recours à un crédit-bail et seulement à hauteur de 4 % par l'utilisation de la trésorerie.

Au 31 décembre 1990, la trésorerie nette de tout endettement financier s'élève à 2 490 millions de francs.

Le Président a indiqué au Conseil qu'un net ralentissement de la croissance s'est fait sentir dans certains secteurs d'activité du Groupe depuis le mois de novembre 1990. Celui-ci a été compensé pour partie par le très fort développement de l'activité internationale.

Ainsi sur les 2 premiers mois de l'exercice 1991, le chiffre d'affaires consolidé se situe à 3 764 millions de francs, soit + 21,2 % à structure constante de l'exercice 1990. De plus, la structure constante, l'international croît de 41,5 % alors que les activités françaises reculent de 1,6 %.

Une légère reprise de l'activité en France semble s'annoncer.

Les projections annuelles 1991 seront communiquées le 23 mai lors de la réunion annuelle de présentation aux analystes financiers et à la presse.

	1987	1988	1989	1990	Variation % 1990/1989
HAVAS S.A. RÉSULTATS SOCIAUX					
Résultat courant	70	218	368	421	+ 57,1
Bénéfice net	382	230	350	402	+ 14,9
Fonds propres	1368	1999	3842	4325	+ 12,6
Dividendes versés par HAVAS S.A. au titre de l'exercice	101	139	230	265	+ 20,5
Résultat net consolidé par action ajusté	16,40	22,40	25,50	30,00	+ 17,6
Dividende global par action	4,50	6,19	8,62	10,35	+ 20,0
Nombre d'actions ajusté en fin d'année	33 622 400	35 631 067	38 212 512	38 420 801	+ 0,5

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de distribuer aux actionnaires un montant de 26,5 millions de francs, en progression de 20,5 % par rapport au montant de 22,0 millions de francs versé au titre de l'exercice 1989. Le dividende par action s'élève ainsi à 6,90 francs (5,75 francs en 1989) et correspond à un revenu global par action de 10,35 francs (8,62 francs en 1989).

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 16 juillet 1991. Le Conseil, conformément aux vœux de nombreux actionnaires, a décidé de proposer l'option de paiement de ce dividende sous forme d'actions HAVAS.

Afin de statuer sur les comptes de l'exercice, le Conseil a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée Générale le 20 juin 1991 à 11 heures au siège de la société.

Par ailleurs, HAVAS a depuis le début de l'année :
- souscrit à l'augmentation de capital du Studio Canal+ pour un montant de 480 millions de francs correspondant à 25 % du capital, puis syndiqué la nue-propriété de 12 % du capital en conservant l'usufruit de ces actions demeurées et 13 % du capital en pleine propriété ;
- renforcé sa participation dans Avenir Havas Media pour la porter à 56 % ;
- acquis les 16 % du crédit-bail que détenait Eurocom dans l'immeuble du 136, avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly. Cet immeuble doit faire l'objet d'une profonde rénovation.



"Nous dessinons un monde. Un monde sans limites."

EUROCOM

5521111111

[illegible]

			COMPTANT		(sélection)			
VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			C.I.M.	950	980	Magnat	850	.....
Emp.Etat 0,25/77	122 50	9 07	C.I.T.R.A.M. (R)	2900	.....	Intel Display	586	.....
Emp.Etat 0,25/78	100 70	7 65	Cofin	256	.....	Mercat	137 80	139 50
10,50/78 9/94	102 25	6 35	Cofin	383	383	Oréal (C)	213 90	210
10,50/78 3/14/83	109 90	4 51	Cofin	621	620	Orléans (Rd)	303	303
Emp.Etat 11,25/84	102 93	6 58	Cofin	4750	414	Osany	289	.....
Emp.Etat 11,25/84	110 85	1 10	Cofin	861	867	Origine Descentes	1020	1000
10,25/85 10/85	106	1 17	Cofin	32 80	32 70	Palais Mouton	1087	1055
QAT 10/5 5/2000	104 85	9 06	Cofin	340	340	Palais Mouton	625	610
QAT 8,25/85 12/19/87	104 85	3 55	Cofin	700	700	Paris Mouton	199	196 10
QAT 8,25/85 1/19/88	103 38	2 22	Cofin	127	127	Parfums	650	649
ORT 10,30/8 1985	1777 30	4 11	Cofin	700	700	Parfums (CP)	211	208
PTT 11,25/85	106	2 30	Cofin	1718	1757	Paris France	247	244
CPF 10,25/85 85	102	1 09	Cofin	1670	1670	Parfums (CP)	335	337
CPF 10,25/85 90 90	101 50	1 55	Cofin	4000	3990	Parfums (CP)	881	1128
CMA 10 1/8 1978	99 70	3 14	Cofin	1100	1100	Parfums (CP)	1990	1860
CMA 8/25 5000F	99 60	3 14	Cofin	2719	2940	Pier Cardiac	800	800
CMA 8/25 5000F	99 60	3 14	Cofin	1010	1010	Pier Cardiac	1225	1195
CMA 8/25 5000F	102 65	9 18	Cofin	257 20	252 20	Pier Cardiac	142	132
CMA 8/25 5000F	98 75	3 14	Cofin	3600	3601	Pier Cardiac	306 90	300 10
CMA 8/25 5000F	98 60	3 06	Cofin	2075	2080	Pier Cardiac	480	.....
CNT 9 1/8	106 80	3 06	Cofin	271 30	271 30	Pier Cardiac	480	480
CNT 10,50/8 déc.85	148 10	.....	Cofin	155	156	Pier Cardiac	257 10	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	1625	1610	Pier Cardiac	191	191
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	652	651	Pier Cardiac	1210	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	1620	1620	Pier Cardiac	305	318
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	529	529	Pier Cardiac	1350	1350
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	845	845	Pier Cardiac	158	162
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	1640	1640	Pier Cardiac	798	798
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	2500	2500	Pier Cardiac	400	400
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	949	951	Pier Cardiac	149 70	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	316 80	316 80	Pier Cardiac	872	570
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	589	589	Pier Cardiac	326 20	326
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	390	385 20	Pier Cardiac	340	335
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	278	278	Pier Cardiac	313 80	300
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	1200	1200	Pier Cardiac	3229	329
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	1175	1175	Pier Cardiac	55	55
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	495	495	Pier Cardiac	81	81
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	368	368	Pier Cardiac	1480	1414
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	776	776	Pier Cardiac	175	175
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	5310	5180	Pier Cardiac	3769	3769
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	635	635	Pier Cardiac	745	745
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	470	470	Pier Cardiac	28	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	3050	3000	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	462 50	462 50	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	1574	1574	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	294	294	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	480	480	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	590	590	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	197 60	197 60	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	3610	3610	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	1815	1785	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	44	44	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3% 100	148 10	.....	Cofin	166 80	166 80	Pier Cardiac	245	.....
CHAIRED FIC 3%								

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Pris Incl.	Rachet net	y
Etrangères						
A.E.G.	715	660	A.A.A.	1047 83	1022 27	Fract
Alcan Inc Suis	350	320	Asiatic	227 74	227 74	Fract
Amers	129	124 50	Asiatic	773 95	740 82	Fract
American Brands	229	240 20	Asiatic	7138 77	7138 77	Fract
At&T	630	644	Asiatic	106 26	102 82	Fract
Autom. Moteurs	169		Asiatic	1125 15	109 14	Fract
Bancor Pacific Corp.	400	550	Asiatic	814 17	699 10	Fract
B. Reunions Int.	24000	24000	Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Can Pacific	30	32	Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chrysler Corp.	82 50		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Commerzbank	871		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
De Beers (Gr.)	137		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Dow Chemical	298		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Far. (Rus Leds)	24 05	24 30	Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Gen. Holdings Ltd.	606	606	Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Goodway Int.	107	107	Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Grain and Co (W.R.)	127		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Geac Corp.	179	182	Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Honeywell	355		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Kubota	28 50	30	Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Luxemb.	71	71	Asiatic	643 83	623 13	Fract
Michelin Ind.	150	85	Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Mitsubishi	60	60	Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
National Ind.	122	122	Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
P&H Ind.	326	326	Asiatic	643 83	623 13	Fract
P&H Ind.	500	500	Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Procter Gamble	28	20	Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Rafael	259 20	161 80	Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Reliance	162	238 70	Asiatic	643 83	623 13	Fract
Reliance	5 90		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Reliance	28	28 90	Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
S&P Automobile	84 30		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Siemens	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Toshiba Electric	72		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Toshiba Ind.	26 10	28 15	Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Union Carbide	3000		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Wagon Lit	1200		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Wagon Lit Cons.	9 15	9 50	Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Hors-cote						
Bayer Hydro Energy	256		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Calypso	815	146	Asiatic	643 83	623 13	Fract
C.G. O'Hara	145		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
C. O'Hara	150		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
C. O'Hara	978		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	360		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	580	575	Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	1400		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	65 20		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	34		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	70	62	Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	210		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	451		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	297		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.	410		Asiatic	1517 60	1517 80	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	643 83	623 13	Fract
Chemistry Ind.	930		Asiatic	7588 88	7236 81	Fract
Chemistry Ind.	250		Asiatic	1181 17	1125 82	Fract
Chemistry Ind.						

SECTORS	Franchises	net	SECTORS	Franchises	net
Cap.	28 63	38 06	Plumbers	125 34	127 95
Cap. Cont.	128453 11	128453 11	Posta General	62268 61	56268 61
Cap. Cont.	238 91	238 28	Posta General	10433 98	10433 50
Cap. Cont.	31 60	30 63	Posta General	104 42	104 42
Cap. Cont.	841 09	820 58	Posta General	26563 67	26563 67
Cap. Cont.	28 58	28 86	Posta General	1075 77	1049 53
Cap. Cont.	1140 09	1132 11	Posta General	131 39	128 19
Cap. Cont.	4823 72	4823 72	Posta General	940 28	919 59
Cap. Cont.	1304 68	1272 87	Posta General	161 91	162 82
Cap. Cont.	13407 46	13246 76	Posta General	5379 06	5225 80
Cap. Cont.	188 46	164 77	Posta General	1137 98	1121 16
Cap. Cont.	1156 18	1161 73	Posta General	560	908 92
Cap. Cont.	12561 99	12561 99	Posta General	10482 52	1031 68
Cap. Cont.	104956 30	106276 28	Posta General	756 66	722 37
Cap. Cont.	13185 43	13676 30	Posta General	193 40	186 69
Cap. Cont.	517 99	521 30	Posta General	529 15	504 21
Cap. Cont.	254 32	260 41	Posta General	13545 33	13452 36
Cap. Cont.	236 43	240 41	Posta General	511 06	491 29
Cap. Cont.	381 26	381 26	Posta General	1463 26	1429 55
Cap. Cont.	217 94	204 98	Posta General	12670 14	1263 40
Cap. Cont.	317 29	221 75	Posta General	716 45	705 86
Cap. Cont.	450 83	432 45	Posta General	1679 14	1676 63
Cap. Cont.	140 10	134 40	Posta General	805 66	748 27
Cap. Cont.	236 43	236 43	Posta General	407 63	407 63
Cap. Cont.	366 30	366 30	Posta General	651 43	641 96
Cap. Cont.	204 4	204 15	Posta General	425 19	414 78
Cap. Cont.	14628 88	6327 75	Posta General	222 28	217 92
Cap. Cont.	11102 56	11102 56	Posta General	462 98	462 98
Cap. Cont.	2767 82	2690 17	Posta General	225 06	218 52
Cap. Cont.	2587 66	2587 66	Posta General	1110 58	1080 22
Cap. Cont.	2350 41	2350 41	Posta General	1366 16	1366 16
Cap. Cont.	523 67	506 42	Posta General	515 80	515 80
Cap. Cont.	1413 85	1413 85	Posta General	2635 40	2190 53
Cap. Cont.	5812 39	5812 39	Posta General	825 85	800 91
Cap. Cont.	6107 33	6045 86	Posta General	1291 89	1251 23
Cap. Cont.	5957 81	6169 70	Posta General	1106 31	1074 09
Cap. Cont.	74126 42	74126 42	Posta General	6129 77	5694 01
Cap. Cont.	151 90	145 36	Posta General	598 17	598 17
Cap. Cont.	256396 90	256396 90	Posta General	12370 49	1161 54
Cap. Cont.	16124 29	15954 64	Posta General	11293 49	12990 49
Cap. Cont.	122 71	117 65	Posta General	116630 59	116630 59
Cap. Cont.	129 37	118 68	Posta General	5108 18	5114 04
Cap. Cont.	2032 30	2032 30	Posta General	651 19	651 19
Cap. Cont.	13336 40	13336 40	Posta General	593 87	572 06
Cap. Cont.	1432 13	1432 13	Posta General	180 99	180 99
Cap. Cont.	527 64	1387 96	Posta General	126 13	126 13
Cap. Cont.	6576 45	6576 45	Posta General	10519 85	10197 42
Cap. Cont.	1197 14	1026 87	Posta General	121 86	121 86
Cap. Cont.	10346 38	11849 38	Posta General	1209 07	1277 14
Cap. Cont.	6513 35	6513 35	Posta General	547 73	547 73
Cap. Cont.	1413 05	1411 03	Posta General	1422 55	1387 05
Cap. Cont.	139 21	137 93	Posta General	2611 58	2611 58
Cap. Cont.	246 61	2434 10	Posta General	2109 09	2109 09
Cap. Cont.	1089 38	1072 30	Posta General	730 76	730 76
Cap. Cont.	141 81	142 52	Posta General	1878 80	1878 80
Cap. Cont.	11638 36	11638 36	Posta General	4273 56	4273 56
Cap. Cont.	30064 64	30064 64	Posta General	26189 90	26189 90
Cap. Cont.	1008 52	1008 52	Posta General		
Cap. Cont.	1860 76	1860 76	Posta General		
Cap. Cont.	1862 76	1862 12	Posta General		
Cap. Cont.	132 43	127 03	Posta General		

MARCHE (1 livel)	Cote des Changes				MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.
	COURS préc.	COURS 23/4	COURS des BILLETS			
			achat	vente		
Exco-Unis (1 livel)	5 915	5 942	5 850	6 150	Or fin (100 en barre)	57000
Ecu	8 960	8 861	347	347	Or fin (en lingot)	68550
Allemagne (100 dm)	336 850	337 320	327	18 950	Napoléon (200)	386
Autriche (100 sch)	18 350	18 407	388	308	Napoléon (100)	381
Belgique (100 Fr)	299 100	299 400	4 300	92	Place Fr (10 fr)	382
Pay-Bas (100 fl)	4 963	4 671	4 700	10 050	Place Suisse (20 fl)	386
Italie (100 lire)	10 087	10 015	4 050	408	Place Latine (20 fr)	452
Denemark (100 kr)	3 114	3 118	358	98	Souverain	2160
Gde-Bretagne (1 £)	401 600	401 300	83	91	200 francs	1065
Grèce (100 dracmes)	84 640	84 640	83	81	400 francs	577
Suisse (100 fr)	85 830	85 830	490	5 750	Place 5 dollars	2615
Subsée (100 tra)	47 820	47 820	490	5 750	Place 10 dollars	5177
Norvège (100 kr)	4 471	4 471	3 800	3 800	Place 50 pesetas	402
Autriche (100 sch)	3 912	3 912	4 500	3 850	Place 10 florins	
Espagne (100 pes)	5 115	5 124	3 560			
Portugal (100 mil)	4 258	4 279				
Canada (5 c ent)						
Japon (100 yens)						

COURS 23/4	Jaguar.....	312	Europe Latérale.....	1189 75
	Leclercs du Monde.....	717	Emagry.....	6862 05
	Nicoles.....	1851	Sara Bell.....	12668 41
	Potemkine TD.....	350	Forstac.....	9740 94
	Paripex, Paripex.....	240	FRANCE-GAN.....	232 30
68000	Quadrant.....	198 10	France Garantie.....	103 98
67850	Rocarno H.V.....	212 10	France Index Scov.....	346 77
890	S-Gedon-Entallage.....	1560	France Investiss.....	456 06
	Sena Mena.....	350	France Obligatons.....	446 80
386	S.I.P.R., acc. B.....	3766	France Peme.....	111 76
389	Téléphonique Elec.....	360	France-Régions.....	1195 15
485	Warren.....	1500	Pruc-Associatons.....	32 17
2090				
1080				
50				
2540				
411				

c : coupon détaché - o : off

1989 51	Perbida Patrimoine...	582 81	599 09
6380 95	Perbida Patrimoine...	93 82	92 89
12808 41	Perbida Revente...	204 24	200 24
9366 19	Perbideone Rente...	625 83	607 60
257 68	Pervador	300 43	291 68
100 95	Pharm. Placement...	106 19 03	106 19 03
338 31	Pharm. Schick...	1316 94	1281 12*
451 54	Placement A...	6529 79	6516 78*
463 43	Placement J...	60128 80	60038 78*
100 50	Placement M...	986 19	986 85*
1180 89	Placement Nord...	1132 15	1104 54
32 17	Plumetier		

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

صكنا من الاصل

COMMUNICATION

Débat déontologique dans les médias américains

La presse peut-elle révéler l'identité des victimes de viol ?

WASHINGTON
correspondance

En attendant les conclusions de l'enquête policière sur l'accusation de viol portée par une jeune femme de Palm Beach (Floride) contre William Smith, neveu du sénateur Kennedy (le Monde du 10 avril), une âpre controverse fait rage aux États-Unis. Elle concerne un problème d'éthique journalistique.

Jusqu'à présent, la presse ne révélait pas le nom de la victime, sauf si celle-ci consentait à être identifiée. Or, cette règle, généralement respectée, a été enfreinte. D'abord par un journal local de Palm Beach, ensuite par la chaîne de télévision NBC et par le respectable New York Times, qui ont révélé le nom de la jeune femme. D'autres journaux importants comme le Louisville Courier Journal, le Des Moines Register, le Denver Post et le San Francisco Chronicle, etc. en ont fait autant. Mais le Washington Post et les autres grandes chaînes de télévision (ABC, CBS et CNN) ont respecté la règle.

Curieusement, les tabloïds de

New-York spécialisés dans l'exploitation très rentable des scandales et des affaires de mœurs se sont posés en défenseurs de l'éthique et n'ont pas mentionné le nom de la jeune femme. Mais ces publications n'ont pas raté l'occasion de traîner dans la boue un membre du clan Kennedy.

Afin, sans doute, de ne pas tomber dans ce travers, le New York Times est allé au-delà de la simple identification et a publié un portrait très négatif de la jeune femme - mauvaises études, fréquentation des bars, excès de vitesse (dix-sept contraventions) -, accumulant les témoignages d'une « moralité douteuse ».

Pour le New York Times, l'identification par NBC le délégué de la règle non écrite du silence. Quant au portrait de la jeune femme, le journal le justifie par le devoir d'informer complètement les lecteurs pour leur permettre de se faire une opinion, sur « l'accusateur » et « l'accusé ». Mais les explications de la direction du quotidien n'ont pas convaincu l'ensemble du personnel et une centaine d'employés lui a adressé une lettre de protestation.

La controverse a débordé le cadre de l'éthique journalistique. Les féministes sont divisées. Les unes estiment que les femmes victimes d'un viol devraient fournir leur identité, l'anonymat perpétuant le sentiment de honte et de culpabilité dont les femmes doivent se débarrasser. Mais les autres - suivies, selon les sondages, par une majorité de l'opinion - soulignent que, sans être sûres de la protection de l'anonymat, les femmes n'iront pas se plaindre à la police. Dans la peur, malheureusement justifiée, que leur passé soit passé au crible par les journaux et, bien entendu, par les avocats de leurs agresseurs.

Enfin, certains commentateurs s'indignent que, récemment, l'anonymat d'une jeune femme issue d'un milieu aisé, violée dans Central Park à New-York par une bande de voyous, ait été respecté par les médias, alors que la jeune femme de Palm Beach, aux origines plus humbles, n'a pas bénéficié de cette protection.

HENRI PIERRE

Les chèques de M. Parretti

Le magazine américain Variety publie dans son édition du 22 avril la reproduction de six chèques tirés, par M. Giancarlo Parretti sur le Crédit lyonnais, pour un montant total de 1,32 milliard de dollars. Ces chèques ont tous été émis les 22 et 23 octobre 1990 sur les comptes de Pathé Communications, Comfinance et Media International, des sociétés appartenant à MM. Parretti et Florio Fiorini, son associé. Ils semblent correspondre à l'achat de la Metro Goldwyn Mayer, officiellement annoncé par les hommes d'affaires italiens à ces dates.

Le magazine Variety, comme une grande partie de la presse américaine, affirme que la filiale hollandaise de la banque nationalisée a largement financé le rachat du studio américain par M. Parretti, alors que, dans le même temps, le gouvernement français s'opposait au rachat de

Pathé-Cinéma par M. Parretti. Le ministre de l'économie et des finances, Pierre Bérégovoy, avait justifié sa décision en invoquant le risque d'une « atteinte grave à l'ordre public ». A la demande de M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, l'Assemblée nationale, après avoir rejeté une commission d'enquête, étudie toujours la constitution d'une commission de contrôle sur le rôle du Crédit lyonnais dans cette affaire. M. Raymond Forni, député PS, désigné comme rapporteur, devrait se prononcer dans les prochains jours.

La banque a toujours démenti son implication dans le rachat de la M G M. Néanmoins, c'est sur la pression directe de hauts responsables du Crédit lyonnais Paris, que M. Parretti a dû, la semaine dernière, abandonner les présidences de Pathé Corp. et de la Metro Goldwyn Mayer. J.-F. L.

Télé Free-DOM répond au CSA

A la suite des déclarations de M. Jacques Boutet sur la télévision à la Réunion (le Monde du 20 avril), M. Camille Sudre, fondateur de Télé Free-DOM, répond, dans un communiqué qu'il nous a fait parvenir, au président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

« Contrairement à tous les témoignages, Jacques Boutet refuse de croire que Télé Free-DOM bénéficie du soutien populaire, écrit notamment M. Sudre. Son attitude est irresponsable et ses propos insultants. J'espère que nous n'aurons pas à démontrer que la population reste toujours très attachée à Télé Free-DOM. Nous attendons la réaction des pouvoirs publics. Quel qu'il en soit, Télé Free-DOM ne participera pas à un projet dont elle serait marginalisée. »

M. Boutet avait affirmé que le CSA, s'il lançait un appel d'offres pour une quatrième chaîne à la Réunion, n'admettrait pas que M. Sudre y joue un rôle d'opérateur. Le Conseil attend désormais les résultats de la mission de M. Michel Cusin, ancien responsable de la SOIRAD envoyé sur l'île à la demande du gouvernement pour étudier la constitution d'un tour de table autour d'une nouvelle télévision privée.

Football et D2 MAC

Pour certains téléspectateurs, la pelouse du stade-vélodrome apparaît plus verte et plus large que d'habitude lors du match entre l'OM et le Spartak de Moscou mercredi 24 avril. L'association Ciné MAC TV a en effet organisé la transmission en direct de ce match selon la nouvelle norme de télévision D2 MAC, au format d'écran rectangulaire 16/9.

En parallèle avec la transmission traditionnelle au format 4/3, sur TF 1 et Canal Plus, les équipes de la chaîne payante filmeront ce match avec des caméras au nouveau format.

Transmises par les satellites TDF 1/TDF 2, ces images plus larges et plus précises seront visibles dans toute la France chez les revendeurs agréés par Thomson et Canal Plus. Ces vendeurs (dont la liste peut être consultée sur le serveur télématique 3615 TVHD), qui disposent des nouveaux récepteurs à écran large, organiseront des soirées sur invitation.

Cette opération de promotion en faveur du D2 MAC sera poursuivie avec d'autres événements, comme le Printemps de Bourges ou les Chorégies d'Orange.

Pierre Barret, dont la vocation est de soutenir le projet de journalistes débutants, lance son concours « Futurs grands reporters ». Il est ouvert aux candidats francophones de dix-huit à vingt-huit ans, non titulaires de la carte professionnelle de presse. Les trois candidats choisis recevront une aide financière de la Fondation pour réaliser leur projet de reportage et seront parrainés par Libération, Paris-Match, Europe 1 et Antenne 2. Leurs sujets seront diffusés par Antenne 2 et ils bénéficieront d'un stage de trois mois chez leurs parrains respectifs.

► Concours « Futurs grands reporters », dossiers de candidature à retirer à la Fondation. Press-Club, 11, avenue d'Iéna, 75116 Paris, jusqu'au 15 mai.

1990 régissant les rapports producteurs-diffuseurs.

► Deuxième concours de la Fondation Pierre-Barret. Pour la deuxième année, la Fondation

EN BREF

Le gouvernement s'oppose à la fusion des filiales cinéma d'A2 et de FR 3. - M. Hervé Bourges, président d'A2 et FR 3, souhaitait fusionner les filiales de production cinématographique des deux chaînes publiques (le Monde du 14 mars). Dans une lettre à M. Bourges, M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, souligne son opposition à ce projet et rappelle que, lors des débats parlementaires sur la présidence commune, « le gouvernement s'était prononcé pour deux entités séparées ». De son côté, M. Catherine Tasca précise à M. Claude Berri, président de la Société des auteurs, réalisateurs, producteurs (ARP), qu'une telle réforme « serait difficilement compatible » avec le décret du 17 janvier

1990 régissant les rapports producteurs-diffuseurs.

► Deuxième concours de la Fondation Pierre-Barret. Pour la deuxième année, la Fondation

CARNET DU Monde

Naissance

- Fanette et Jean BRESSOLLE ont la joie de faire part de la naissance de leur petit-fils

Tristan,

chez
Geoffroy CARO et Valérie HEYSEN,
le 17 avril 1991.

18, rue de Mouzais,
75019 Paris.
25, rue Beaurepaire,
75010 Paris.

Mariage

- Berne, Saint-Tropez.

M. et M^{me} Bernard BLUA

sont heureux de faire part du mariage
de leur fils

Frédéric

avec
Pascale RIFAAT,

le 20 avril 1991.

Décès

- Il était ferme dans ses convictions
et résolu dans son combat contre l'arbitraire que qu'en fût la couleur.

On l'a lâchement assassiné.

Pour nous, perdre un époux et un
père affectueux est une épreuve douloureuse, mais le flambeau ne fait que
passer de main.

Les obsèques de

Abdelrahman BOROUMAND

auront lieu mercredi 24 avril 1991, à
15 h 30, au cimetière du Montparnasse, à Paris.

(Le Monde du 20 avril.)

- Le professeur Pierre Canlorbe, son épouse,
M^{me} Sylvie Canlorbe,
M. et M^{me} Bruno Duchaine,
M. et M^{me} Olivier Vincent,
M. et M^{me} Nicolas Canlorbe,
M. et M^{me} David Wilsford,
ses enfants,
Christel, Bricuc et Alban Duchaine,
Benoît, Aymeric, Arnaud et Quentin Vincent,
Caroline et Christopher Wilsford,
ses petits-enfants,
M. et M^{me} Jacques Canlorbe,
ses beau-frère et belle-sœur,
leurs enfants et petits-enfants,
font part du raptel à Dieu de

M^{me} Pierre CANLORBE,

née Françoise Potier,

survenu le 21 avril 1991, dans sa
soixante-douzième année, munie des
sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 24 avril, à 16 heures, en
l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, Paris-6.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, boulevard Raspail,
75007 Paris.

- Lissieu (Oise).

Sonia Cardonnel,
son épouse,
Pascal, Gilles et Marc,
ses fils,
Georges et Alice Cardonnel,
ses parents,
Jean-Baptiste et Dorine Sant'André,
ses beaux-parents,
Ses frères et sœurs,
Ses neveux et nièces,
sa famille,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

Yves CARDONNEL,

le 21 avril 1991, dans sa quarante-
sixième année.

Les obsèques civiles auront lieu le
jeudi 25 avril, à 16 heures, au cimetière
de Concoits (Lot).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes, adressez vos
Jons à l'ARC, 16, avenue Paul-Vail-
lant-Couturier, BP 3, 94801 Villejuif
Cedex.

6, allée des Plantées,

69380 Lissieu.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

TRAÇAGE
DE PLANS
A PARTIR DE
VOS FICHIERS
DE CAO/DAO
ETRAVE REPRO
38, AV. DAUMESNIL - 43 47 21 32

Naissance

- Jacques et Brigitte Echalié,
Catherine et Christian Rollet,
Françoise et Thierry Ferrière,
Guy et Marie-Claire Echalié,
Dominique Echalié,
Bruno et Caroline Echalié,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ses frères et sœurs,
Et toute sa famille,
font part du raptel à Dieu de

M^{me} Paul ECHALIER,

née Monique Babia,

survenu le 22 avril 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mercredi 24 avril, à 11 heures, en
l'église Saint-Pierre de Neuilly.

L'inhumation aura lieu aux Con-
tamines-Montjoie.

« Dans Son amour, Il se souvient
de Sa servante. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Serge van der Elst,
M. et M^{me} Jean-Serge van der Elst,
M. et M^{me} Tassouk Belhadj,
M. et M^{me} Eric van der Elst,
M. et M^{me} Dominique Bihel,
M. et M^{me} Gilles et Anne Chambon
van der Elst,
recommandent à la prière de tous ceux
qui l'ont aimé

M. Serge van der ELST,

endormi dans la paix du Seigneur, le
mardi 16 avril 1991, à l'âge de
soixante-cinq ans.

Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité familiale, le 20 avril, à Thor-
gné-Fouillard (Ille-et-Vilaine).

10, rue Lamonnaie,

35235 Thorigné-Fouillard.

- Le docteur Sophie Gallot-

Jozezon,
M. et M^{me} Maxime Jozezon,
Alain Jozezon,
Et toute la famille,
font part du décès de

docteur Bernard JOSELZON,
praticien hospitalier,
chef de service de médecine
à l'hôpital d'Alberville,
survenu le 18 avril 1991.

- Alger, Soumense, Nantes.

M. Gilbert Mussini,
son époux,
Le docteur Jean-Marie Mussini,
son fils,
Et Cécile, Cécilia, Charlotte, Cé-
léste,
ses petites-filles,
ses familles parentes et alliées,
ont la tristesse de faire part du décès
de

docteur Jeanne
MUSSINI-MONTELLIER,
professeur honoraire
d'anatomie pathologique
des facultés de médecine
d'Alger puis de Nantes,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945
(25^e bataillon médical de la 9^e DIC),
endormi dans la paix du Seigneur le
17 avril 1991, à Nantes, dans sa
soixante et onzième année.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-
tion ont eu lieu dans l'intimité fami-
liale, à Soumense-Duras (Lot-et-Ga-
ronne).

23, rue Racine,
44000 Nantes.

- M^{me} Monique Perrono,
sa mère,
Pascal, Patricia et Paola,
ses frères et sœurs,
M^{me} Lucienne Perrono,
sa tante,
Jean-Luc, Pierrette et Michèle,
ses cousins et cousines,
M^{me} Irène Thomas,
sa tante,
Et tous ses amis,
ont la douleur d'annoncer que

M. Philippe PERRONO

a quitté ce monde dans sa trente-trois-
ième année, le 20 avril 1991, pour
aller rejoindre son père

Pierre PERRONO,

décédé le 24 décembre 1990.

Les obsèques auront lieu le vendredi
26 avril, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

37, avenue Victor-Hugo,
75016 Paris.

- Nice, Saint-Raphaël.

M. Lucien Moreno et M^{me},
née Petit,
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean Petit,
et leurs enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis PETIT,
croix de guerre 1914-1918,
ancien libraire à Oran.

survenu le 20 avril 1991, dans sa
quatre-vingt-seizième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'inti-
mité.

- Nous apprenons avec tristesse le
décès de notre très proche amie

M^{me} TOMEI,

à l'âge de cinquante-six ans.

Nous témoignons à la famille notre
vive sympathie et lui adressons nos sin-
cères condoléances.

Famille Gutmann,

Paris.

Communications diverses

- L'Institut des affaires internatio-
nales organise une conférence "Lundi
29 et mardi 30 avril (Séna)" sur les
droits de l'homme dans la nouvelle
coopération internationale, avec la par-
ticipation de personnalités et d'experts
internationaux.

Renseignements & inscriptions, IAI :
49-59-91-12, 45-98-11-10. Fax :
48-87-22-40. Frais 700 F/500 F. Prix
forfaitaire 1 000 F.

Nos abonnés et nos actuels,
bénéficient d'une réduction sur les
insertions du « Carnet du Monde »,
sans préjudice de bien vouloir nous
communiquer leur numéro de référence.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5505

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Ouvrage de perles. - II. Apports
de l'eau au moulin. Dans un pays de
fjords. - III. Donner du jus. -
IV. Bête. Plume. - V. Tel l'homme de
la cité. - VI. Trouver à redire. -
VII. Lettre grecque, inversé :
repousse l'attaque. - VIII. Remplir
per ceux qui font leurs devoirs. Se
rencontre souvent en chemin. -
IX. Qui ne peut plus rien accepter.
Qui peut aller se réhabiliter. - X. Inter-
jection. Élément d'une échelle. Fut
triomphale pour des champions. -
XI. Charges faciles à supporter.

VERTICALEMENT

1. Susceptibles de pousser à la
consommation. - 2. Réponds à un
souhait. Donné ou vendu. - 3. Apté à
percer dans la vie. - 4. Possessif.
Passe sous des ponts. Un comte qui
devint roi. - 5. Était exposée aux
coups. Ne se laisse pas entamer. -
6. Qui aime les déguisements. -
7. Surtout. Donne du souffle. Cause per-
fois une grande soif. - 8. Engendre la
malévolence. L'eau de la Fontaine. -
9. Telle la belle vie. Amplement satis-
faites.

Solution du problème n° 5504

Horizontalement

I. Rustines. - II. Étoiles. - III. Loir.
Zone. - IV. Apré. Pou. - V. Ci.
Urgent. - VI. Hébreu. Né. - VII. Asie.
- VIII. Mon. Nuits. - IX. Ecarts. Te. -
X. Liée. Er. - XI. Tue. Ost.

Verticalement

1. Relâchement. - 2. Utopie. Os. -
3. Soir. Sanele. - 4. Tirsurs. Ri. -
5. Il. Ereintes. - 6. Nez. Gueuse. -
7. Éscope. - 8. Nonnettes. -
9. Meuse. Sart.

GUY BROUTY

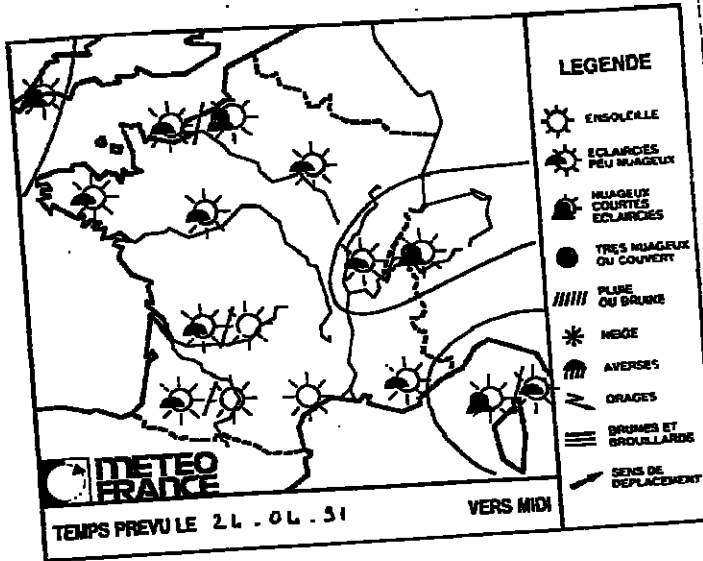
interflora

CHEZ VOTRE FLEURISTE OU AVEC NOTRE
NUMERO VERT 05 203 204

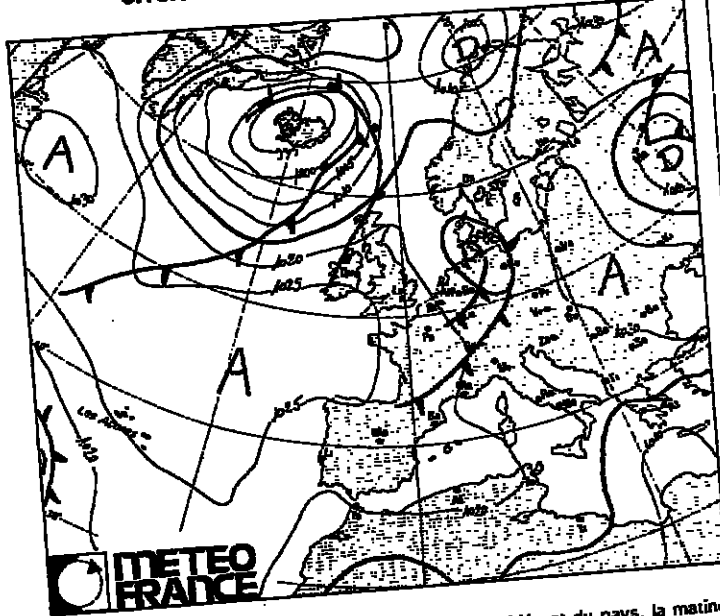


MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 24 avril 1991
Temps frais bien ensoleillé



SITUATION LE 23 AVRIL 1991 À 0 HEURE TU



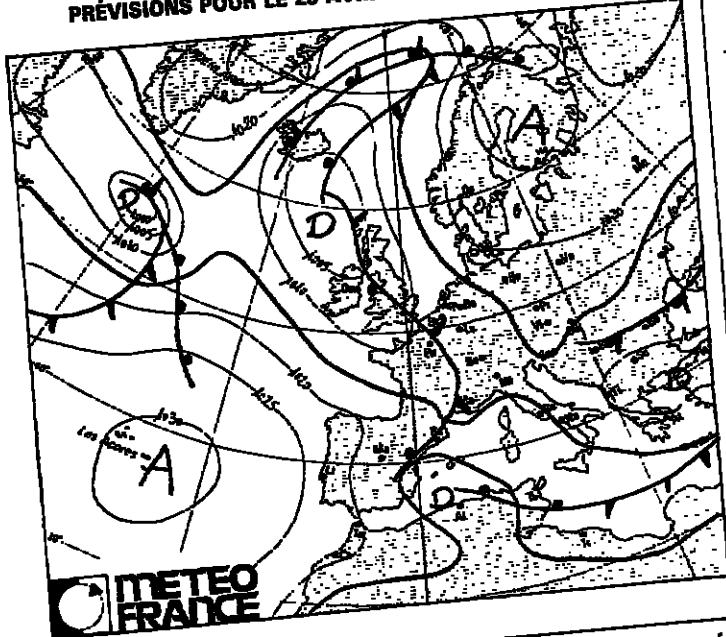
A partir de jeudi, le temps se dégradera à nouveau sur tout le pays. Les nuages reviennent en force et il pleuvra par moments.

Jeudi 25 avril : dégradation par l'ouest. Sur la moitié ouest du pays le ciel sera très nuageux à couvert dès le matin. Il pleuvra déjà en Bretagne. Progressivement, ces précipitations se déplaceront vers la Basse-Normandie, l'ouest du Massif Central et la région Midi-Pyrénées. A l'arrière des éclaircies réapparaîtront mais elles seront entrecoupées d'averses.

Sur la moitié est du pays, la matinée sera encore bien ensoleillée. Mais progressivement le ciel se couvrira. En soirée, il n'est pas exclu qu'il y ait des averses dans le sud-est du pays. Ces averses pourront même prendre un caractère orageux sur le relief sud-est du Massif Central et sud des Alpes.

Les températures minimales varieront de 1 à 2 degrés dans le Nord-Est et vers le lyonnais, de 3 à 5 degrés en général ailleurs. Les températures maximales seront voisines de 12 à 16 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 25 AVRIL 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 23-04-91

FRANCE				ÉTRANGER			
AJACCIO	16	5	D	TOULOUSE	14	6	C
ALGER	12	1	B	TUNIS	31	14	D
BORDAUX	12	1	B	PORTO-PIRE	31	14	D
BRESEY	10	3	D	ALGER	16	4	D
CADIX	10	2	D	AMSTERDAM	22	14	N
CHERBOURG	10	2	D	ATHENS	32	23	N
CLERMONT-F.	10	3	C	BANGKOK	32	23	N
DIJON	10	1	C	BARCELONE	13	2	C
GRENOBLE	9	1	N	BERGAMO	10	3	C
LILLE	8	3	D	BERLIN	9	3	A
LYONS	11	4	C	BRUXELLES	6	4	P
MARSEILLE	16	6	D	COPENHAGUE	24	13	D
NANCY	9	1	C	DAKAR	18	14	N
NANTES	13	1	D	DARJEELING	12	3	K
NICE	14	6	D	GENEVE	24	21	D
PARIS-MONT.	14	6	N	HONGKONG	24	21	D
PAU	17	8	D	ISTANBUL	30	20	D
PERPIGNAN	12	1	B	JERUSALEM	36	18	D
RENNES	10	2	C	LE CAIRE	17	10	D
STRASBOURG	11	3	N	LISBONNE	12	0	D
				LONDRES	12	0	D
				LOS ANGELES	17	13	C

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES

Pierre Bérégovoy, Père la rigueur

C'EST un don du ciel, pour un politicien. Certains séduisent, d'autres inquiètent. Pierre Bérégovoy inspire confiance. Une fois pour toutes et pour toujours. Les affaires l'ont approché. Son parti, le PS, pris la main sur l'armoire à confitures, tangué. Il n'empêche : M. le ministre d'Etat, assis sur ce précieux capital, reste le parfait honnête homme.

Pierre Bérégovoy, rond comme un franc et franc comme un rond, thésaurise la vertu. Il rassure. D'ailleurs, s'il ne rassurait pas, est-ce que M. Antoine Pinay, maître-à-talon de la France d'épargne, se niquerait, avec l'expérience centenaire qui est la sienne, à quitter

Saint-Chamond pour l'aller vendre ? A « L'Heure de vérité », sur l'A2, Pierre Bérégovoy a fait un placement de père de famille : solide, modéré, sans risques excessifs, tout fut dit sur le ton d'un affable ci-devant ajusteur, qui martelle « je fais des 6-co-no-mies », et qui, pour ce faire, en appelle à la garde suzeraine - « Michel Charasse et moi, nous visserons ce qu'il faudra visser » - ne saurait être hors de son rôle.

Et s'il joue, ce qui n'est pas totalement à exclure, Pierre Bérégovoy joue juste. Sur la retraite, il fut d'une extrême amabilité pour signer, le sourcil sérieux, à chacun

qu'il lui faudrait cotiser plus et plus longtemps. Avec une jolie formule de Pinay de gauche pour calmer les ardeurs syndicales : « L'épargne-retraite ? Un complément oui, un substitut non ! »

Car il reste de gauche, Pierre Bérégovoy. Et pas seulement en proposant de remplacer le désuet « panier de la ménagère » par le « panier de la famille ». Pas progressiste « panier familial ». Pas seulement en se déclarant « partisan sans réserve de la publicité comparative », sans aller cependant jusqu'à souhaiter des élections anticipées. Pas seulement dans cette formule : « On ne construit pas le progrès social sur une monnaie fondante. »

Pierre Bérégovoy reste de gauche. Assez pour dire tout le bien qu'il pense de la France de François Mitterrand, puis les États-Unis, sur l'après-Golfe, « vivent une dérive française ». Assez pour, avec une affabilité extrême, expédier un missile à son ami Jean-Pierre Chevènement : « Je l'aime bien. Mais ce qu'il dit n'est pas parole d'évangile. On sait maintenant, avec ce qui se passe en Irak, ce qu'est vraiment Saddam Hussein. » Assez enfin, et surtout, sur les affaires, pour s'efforcer, longuement, de faire passer un message : le progrès politique ne se construit pas sur un parlementarisme fondant.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 23 avril

- TF 1**
- 20.50 Cinéma : La Septième Compagnie au clair de lune. Film français de Robert Lamoureux (1977). Présenté par Christophe Dechavanne.
 - 0.05 Au trot.
 - 0.10 Journal, Météo et Bourse.
 - 0.35 Série : Mémoires (rediff. et à 5.30).
- A 2**
- 20.45 Cinéma : Mes meilleurs copains. Film français de Jean-Marie Poiré (1989).
 - 22.40 Cinéma : La Montagne du dieu cannibale. Film italien de Sergio Martino (1977).
 - 0.15 Journal et Météo.
 - 0.35 Musique : Jazz à Antibes.
 - 1.05 Série : La Saint (rediff.).
- FR 3**
- 20.35 Le Feu Mystère. De Paul Planchon, d'après le roman de Gaston Leroux, avec Christopher Bowen, Orizio Orlando (1^{er} épisode).
 - 22.05 Journal et Météo.
 - 22.30 Télévision régionale.
 - 23.25 Variétés : Eurotop.

- 0.20 Magazine : Espace francophone.
- 0.50 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : Les Accusés. Film américain de Jonathan Kaplan (1988).
 - 22.15 Flash d'informations.
 - 22.20 Cinéma : Veuve mais pas trop... Film américain de Jonathan Demme (1988).
 - 0.00 Cinéma : Pour l'aventure. Film italo-canadien de Tom Berry (1989).
 - 1.30 Cinéma : La Grande Java. Film français de Philippe Clair (1970).
- LA 5**
- 20.50 Cinéma : Robin des Bois. Film d'animation américain de Wolfgang Reitherman (1973).
 - 22.20 Magazine : Ciné Cinq.
 - 22.35 Cinéma : Samanka, l'île des passions. Film français de Jack Régis (1982).
 - 0.00 Journal de la nuit.
 - 0.10 Demain se décide aujourd'hui.
 - 0.15 Le Club du Télé-achat.
 - 0.30 Rediffusions.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : Le Léopard blessé.
 - 22.10 Téléfilm : Les Frères Forester.

- 23.55 Six minutes d'informations.
- 0.00 Magazine : Dazibao.
- 0.05 Musique : Boulevard rock'and hard.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 20.30 Documentaire : Mama era punk. D'Eduardo Casanova.
- 21.00 Magazine : Mégamix.
- 22.00 Magazine : Dynamo.
- 22.35 Téléfilm : Le Chemin de Damas.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Archipel science. Enstrom, philosophe.
- 21.30 Virus biologique, virus informatique.
- 22.40 Les nuits magnétiques.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Spike Lee.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 20 avril salle Pleyel) : Concerto pour hautbois d'amour, cordes et basse continue de la majeure BWV 1055, de Bach ; Concerto pour piano et cordes, de Beethoven ; Les quatre saisons, de Vivaldi, par les Virtuosi de Moscou, dir. Vladimir Spivakov ; sol. : Alexis Oukine, Vladimir Kravner, piano, Vladimir Spivakov, violon.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

Mercredi 24 avril

- TF 1**
- 14.30 Club Dorothée.
 - 17.20 Série : Chips.
 - 18.15 Jeu : Une famille en or.
 - 18.45 Feuilletton : Santa Barbara.
 - 19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
 - 19.45 Tirage du Loto.
 - 19.55 Journal, Tapis vert et Météo.
 - 20.25 Sport : Football. Coupe d'Europe des clubs champions (demi-finale, match retour) : Olympique de Marseille-Spartak de Moscou, en direct de Marseille.
 - 22.28 Météo.
 - 22.30 Magazine : Le Droit de savoir. Juge ou justicier.
 - 23.30 Journal, Météo et Bourse.
 - 23.55 Série : Intrigues.
- A 2**
- 14.30 Téléfilm : Vendredi ou la Vie sauvage. (Dernière partie).
 - 16.00 Hit NRJ.
 - 17.05 Magazine : Giga.
 - 18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres junior.
 - 18.35 Série : Ali.
 - 19.00 INC.
 - 19.05 Série : Mac Gyver.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.45 Téléfilm : Les Louves.
 - 22.35 Téléfilm : L'Espagnol.
 - 0.25 Journal et Météo.
 - 0.40 Magazine : Prolongations. Spécial rugby.
- FR3**
- 13.00 Sport : Tennis. Open de Monte-Carlo 1991.
 - 14.50 Magazine de l'Assemblée nationale.
 - 15.00 Questions au gouvernement en direct de l'Assemblée nationale.
 - 17.05 Sport : Tennis (suite).
 - 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
 - 20.05 Divertissement : La Classe.
 - 20.35 Magazine : La Marche du siècle. Invité : Yasser Arafat.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Magazine : Faut pas rêver. Sardaigne : Orgoglio, la révolte des murs ; Cuba : Ernest et Gregorio ; Corse : L'île et le chant.
 - 23.40 Magazine : Minuit en France. Rencontre avec Marguerite Gonon, historienne (dernière partie).

- 0.30 Musique : Carnet de notes. La dernière en chantant : Le Trou de mon qui, par Dramen.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Téléfilm : Jusqu'au bout de la fraternité.
 - 15.05 Cinéma dans les salles.
 - 15.30 Téléfilm : Le Dernier Crime d'Al Capone.
 - 17.05 Les Nuls... l'émission.
 - 18.00 Canaille peluche.
- En clair jusqu'à 20.30*
- 18.30 Ca cartoon.
 - 18.50 Sport : Spécial Coupe d'Europe. Mon Zénith à moi : spécial Olympique de Marseille.
 - 20.30 Sport : Football. Marseille-Spartak de Moscou : demi-finale retour de la Coupe d'Europe des clubs champions, en direct du Stade-Vélodrome de Marseille.
 - 22.20 Flash d'informations.
 - 22.21 Sport : Football. Etoile rouge de Belgrade-Bayern de Munich : demi-finale retour de la Coupe d'Europe des clubs champions, en différé.
 - 23.55 Cinéma : Mona et moi. Film français de Patrick Grandperret (1989).
- LA 5**
- 14.25 Série : L'inspecteur Derrick.
 - 15.25 Série : Soko, brigade des stupés.
 - 16.25 Youpi ! L'école est finie.
 - 17.45 Série : Star Trek.
 - 18.40 Série : Allô Nelly Bobo.
 - 19.05 Jeu : La Ligne de chance.
 - 19.40 Série : Les Aventures de Léon Duras, chroniqueur mondain.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.40 Journal des courses.
 - 22.15 Histoire vraies. L'Ange du mal.
 - 22.50 Débat : Magie noire, sorcellerie et surnaturel.
 - 0.00 Journal de la nuit.
 - 0.10 Demain se décide aujourd'hui.
 - 0.15 Le Club du Télé-achat.
- M 6**
- 14.00 Cinéma : Maciste en enfer. Film italien de Riccardo Freda (1962).
 - 15.25 Jeu : Quiz cœur.
 - 16.15 Série : Drôles de dames.
 - 17.05 Jeu : Hit hit hit hura !
 - 18.05 Série : L'Homme invisible.
 - 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.

- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Téléfilm : Rendez-moi mes fils.
- 22.15 Série : Equalizer.
- 23.05 Documentaire : 60 minutes. La Vérité sur les mensonges. 2. Les Grands Mensonges du vingtième siècle.
- 0.00 Six minutes d'informations.
- 0.05 Magazine : Dazibao.
- 0.10 Boulevard des clips.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 16.30 Documentaire : Histoire parallèle.
- 17.25 Magazine : Mégamix.
- 18.20 Documentaire : Les Métiers du cinéma.
- 19.20 Dynamo.
- 19.55 Le Dessous des cartes.
- 20.00 Magazine : Cinéma de poche. Les jeunes acteurs français.
- 21.00 Documentaire : Cabra marcado para morrer.
- 23.00 Cinéma : Antonio Das Mortes. Film de Glauber Rocha (1969).

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Tire la langue. Le langage des armes.
- 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
- 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Histoires fantastiques, d'après Edgar Allan Poe.
- 22.40 Les nuits magnétiques. Mutation ou disparition ? L'âme du monde révélée à ceux de la campagne.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Spike Lee.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné les 7 et 8 mars à la Philharmonie de Berlin) : Quatre interludes marins op. 33 a. de Britten ; Symphonie n° 5 en ré majeur de Vaughan-Williams ; Enigma, variations pour orchestre op. 36, d'Elgar, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Neville Martin.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DEJOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du « Monde ».

سكزيان الاصل

Le Monde

SECTION B

INITIATIVES

EMPLOI

L'ENTREPRISE ÉCLATÉE

Au nom du recentrage sur leur métier
les entrepreneurs ont de plus en plus tendance
à sous-traiter ou à filialiser certaines activités.

Pages III à V



(Publicité)

SOMMAIRE

Passant change de cap

L'industriel a revu
sa stratégie industrielle.
Conséquence,
pour le personnel
plus de cadres
et de techniciens
et moins d'ouvriers.
La reconversion des salariés
est devenue une priorité.

VI

Les coopératives jouent les raiders

A l'heure des fusions
et des acquisitions,
les SCOP essaient
de se comporter
comme n'importe quel
financier.
Un pari que l'histoire
rend parfois difficile
à tenir.

VI

STAGES EN ENTREPRISE... V

14 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

UNE PRESENCE MONDIALE



SEMINAIRE PROFESSIONNEL A SINGAPOUR

Du 2 au 9 juin 1991

Visites d'entreprises et de complexes industriels
Tables rondes et conférences, études de cas et de joint-ventures



INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

6/8, rue de Lota - 75116 PARIS - TEL : 45 53 60 00

Pour tous renseignements complémentaires contacter Frédéric BEAURIN - Poste 6619

Direction du marketing et de la communication - Groupe ISG

هكذا بين الاصل

TRIBUNE

L'âge des capitaines

par Bernard Brunhes

Le gouvernement s'est réuni en séminaire le 11 avril pour aborder une nouvelle fois le thème du renouvellement du service public, faire le point des progrès, lancer de nouvelles initiatives. Michel Rocard fait donc avancer son projet. Et l'on ne peut que s'en réjouir. On peut aussi s'inquiéter que cela n'aille pas plus vite. Car l'ambiance dans la fonction publique est plutôt morose. Quant à l'usager, il trouve encore que la paperasserie est épaisse, que les circuits sont lents, les fonctionnaires pas très aimables. Dans un monde conquis par l'idéologie du gagnant et par les apôtres du moins d'État, le fonctionnaire ne se sent pas très bien dans sa peau.

Si les choses bougent trop lentement, c'est peut-être parce que les acteurs ont peur que les choses changent. On veut bien lire les manuels de management, mais on ne se rend pas bien compte – ou l'on se rend trop bien compte – que la transformation est aussi pour soi, pas seulement pour les autres.

Je voudrais suggérer quelques pistes pour accélérer le mouvement.

Le fonctionnement de l'administration souffre d'un mal que les années récentes ont vu s'aggraver : elle est gérée par des généraux entourés d'officiers d'état-major qui n'ont qu'une idée vague et lointaine du métier des capitaines qui se battent sur le terrain.

Dans la fonction publique d'aujourd'hui, le capitaine doit obéir à des ordres concoctés dans les états-majors (les ministères parisiens), ordres très savants mais souvent contradictoires. Lorsqu'on lui donne un objectif – ce qui est d'ailleurs rare – il y a peu de chance que l'intendance suive.

L'état-major compte le nombre de cartouches mais n'annonce pas de stratégie, pas même une tactique. Il faut que les administrations fassent toute leur place aux cadres opérationnels de terrain, aux responsables locaux, aux « capitaines ». Car c'est d'eux que peut venir le changement.

Les relations sociales dans la fonction publique se limitent trop souvent à un dialogue entre des hauts fonctionnaires, dont la connaissance du terrain n'est pas toujours à la hauteur de l'intelligence conceptuelle, et des permanents syndicaux dont les préoccupations d'appareil limitent parfois la capacité à rendre compte des besoins de la base.

A juste titre, les apôtres du renouvellement du service public veulent faire du fonctionnaire de base l'acteur du changement. Mais dans quelle pièce joue-t-il ? Par quelle voix peut-il s'exprimer hors la

voie publique, heureusement peu pratiquée ces temps-ci ? Même question pour la mise en compte de l'usager, tarte à la crème des discours sur le service public, resservie périodiquement avec la même inefficacité. Celui qui est capable de comprendre aussi bien les problèmes concrets du fonctionnement de la machine administrative, les préoccupations réelles des agents et les besoins des usagers, et d'apporter des solutions, c'est rarement le cadre d'administration centrale, c'est évidemment le cadre opérationnel de terrain. Mais on lui demande bien peu son avis et on lui laisse bien peu d'autonomie de gestion.

Rien n'est plus étranger à la tradition administrative que la responsabilité d'un chef de service sur la rémunération, la promotion, la carrière, la vie d'un fonctionnaire.

Curieux paradoxe : s'il n'est pas autorisé à reconnaître par une prime ou une promotion l'effort d'un agent, à acheter un meuble ou un micro-ordinateur, il a souvent en revanche un très grand degré de liberté dans son action. Les inspecteurs des impôts et, a fortiori, leurs directeurs départementaux bénéficient dans le traitement des dossiers contentieux d'une marge considérable d'initiative.

Faire des cadres opérationnels de terrain de la fonction publique des chefs de PME, telle devrait être l'utopie qui guide les réformes. On en est loin.

L'utopie guide les réformes

On en est loin parce que – et ce sera notre seconde piste de réflexion – les services centraux sont rarement disposés à abdiquer ce qui fait actuellement leur pouvoir : la directive, l'instruction, le règlement, la gestion centralisée des hommes et des moyens. Sauf au niveau le plus proche du terrain, chacun est le central de quelqu'un d'autre. Il n'est pas facile – telle est l'expérience quotidienne du consultant – de convaincre un dirigeant central que la direction par objectif donne plus de pouvoir réel que l'intervention directe.

Il est plus aisé, en effet, de construire une instruction détaillée que de poser des principes opératoires, des objectifs vraisemblables et d'y associer les moyens correspondants.

En second lieu, cela demande une certaine humilité. Il faut en effet accepter l'idée que les hommes de terrain sont assez intelligents et compétents pour être capables de choisir les voies et moyens de mise en œuvre des objectifs qui leur sont donnés. Pour un haut

fonctionnaire issu des écoles les plus prestigieuses – et qui a notamment appris que tout était interdépendant – l'idée de l'autonomie locale est difficilement acceptable.

En troisième lieu, il faudrait renoncer à une grande méfiance à l'égard des services locaux, méfiance qui est la base du système de gestion budgétaire.

La rigueur budgétaire, fondement nécessaire de la politique économique, ne s'atteint pas par les discours. Il n'y a que deux procédés connus pour maîtriser les dépenses publiques : une gestion décentralisée, fondée sur le contrat et le contrôle a posteriori et une gestion centralisée fondée sur le contrôle a priori. Les spécialistes du budget sont beaucoup plus à l'aise dans le second rôle. Leur demander de préférer le premier réclame, de leur part, des qualités rares, de foi, d'espérance et de charité.

Lorsqu'on s'aventure à proposer de remplacer budget cloisonné et contrôle a priori par budget global et contrôle a posteriori, on s'entend immanquablement répondre : où sera la sanction du contrôle a posteriori ? Que gagnera le cadre qui a mal géré ? Que gagnera le cadre qui a bien géré ? Cela nous conduit à une troisième piste : celle de l'individualisation des carrières.

Le statut a des mérites qu'on a tous tendance à sous-estimer. Et l'existence des grilles hiérarchiques, d'une gestion collective des rémunérations et des carrières doit être préservée, même si des souplesses sont, de toute évidence, indispensables.

Mais en période de rigueur, de nécessité d'une gestion plus précise des deniers publics, d'une utilisation plus judicieuse des moyens modernes de la gestion et d'un véritable management des ressources humaines, il faut demander aussi aux cadres d'être responsables de cette gestion. Cela signifie qu'ils doivent être jugés sur la qualité de leur gestion et que leur carrière doit dépendre de ce jugement. Ceux qui prennent des responsabilités et atteignent des niveaux hiérarchiques d'encadrement doivent accepter que leur carrière ne soit plus guidée par l'ancienneté ou par des processus collectifs de décision.

Cela n'est possible que si les modes d'évaluation tiennent toute place à l'arbitraire comme à des pressions extérieures qui pourraient ne pas respecter la déontologie de base du fonctionnaire, son indépendance à l'égard de la politique et de l'argent. Il y a des méthodes pour cela : entretien annuel sur les résultats de l'année passée, les objectifs de l'année à venir et les pers-

pectives d'évolution ; système d'évaluation construit sur cet entretien, et fondé sur la comparaison entre les résultats obtenus et les objectifs fixés l'année précédente, rôle central du supérieur hiérarchique dans cette appréciation, nuancée et équilibrée par l'intervention du niveau supérieur et par des facultés de recours.

Lorsqu'on aura pu substituer aux actuelles notations – dont nul gestionnaire n'ignore aujourd'hui le caractère artificiel – un système d'évaluation efficace et juste – plusieurs administrations ont déjà progressé, certaines ont abouti – il faudra en tirer les conséquences : les promotions, les affectations et les rémunérations des cadres devront en être le reflet. Il serait dommage que les organisations syndicales, qui défendent à juste titre le maintien d'un statut et des dispositions garantissant à l'ensemble des fonctionnaires sécurité et indépendance, s'opposent à cette personnalisation des carrières des cadres.

Les syndicats devront s'adapter

La quatrième piste concerne précisément les syndicats. Ils manifestent de l'inquiétude devant cet effort de rénovation. Il serait regrettable qu'elle persiste. Structurés à l'image de leurs administrations sous une forme très centralisée, ils ne semblent guère aimer l'effort entrepris de déconcentration. Ils se sentent apparemment plus à l'aise dans les réunions du Conseil supérieur de la fonction publique que dans des négociations décentralisées. Ils rejoignent en cela leurs interlocuteurs, cadres de la fonction publique, accoutumés à laisser le dialogue syndical se dérouler avec les directions centrales du personnel. A l'évidence, les syndicats de fonctionnaires doivent eux aussi passer par la rénovation. A moins de se cantonner dans des batailles d'arrière-garde.

Il faut que les deux partenaires – état et syndicats – décident de se parler à d'autres niveaux. Lorsque les dirigeants locaux auront du pouvoir sur les moyens et sur les hommes, c'est là que seront les enjeux : les syndicats devront s'y adapter.

Faire leur place aux capitaines, obliger les services centraux à leur fixer des objectifs au lieu de rédiger des instructions, individualiser leurs carrières, amener à leur niveau les négociations sociales. Tel est l'objectif. Quelle est la méthode ?

Il faut, je crois, partir d'une idée simple : la déconcentration ne peut s'al-

teindre que par la déconcentration. Autrement dit, il ne faut pas attendre du centre qu'il délègue des pouvoirs, il faut que la périphérie les demande. Il ne sert à rien que l'administration centrale se défasse sur des services extérieurs de certaines responsabilités si ces derniers ne sont pas disposés à en user.

La méthode s'impose : elle consiste, une fois défini ce que l'on considérera comme l'unité opérationnelle de base – à un établissement, un service local... – à demander à son responsable (son « capitaine ») de réfléchir avec ses collaborateurs aux conditions d'un management plus efficace, d'une plus grande productivité, d'un meilleur service des usagers, de conditions de travail plus satisfaisantes.

C'est le principe même des « projets de service ». Mais, une fois arrêtées ses propositions et lorsqu'il aura constaté, ce qui est inévitable, qu'elles impliquent une modification de ses relations avec sa hiérarchie, avec les autres unités concernées et avec l'administration centrale, il faut lui demander de proposer (de revendiquer) ces changements qui iront dans le sens d'une déconcentration, c'est-à-dire d'une plus grande liberté d'action dans le cadre des objectifs fixés et des moyens accordés.

Ces demandes seront alors instruites par les services centraux. Il importe, bien entendu, que ceux-ci les accueillent : qu'ils les examinent avec la volonté d'aboutir et qu'ils ne refusent les propositions jugées inacceptables qu'en justifiant leur rejet. Il restera à conclure entre l'unité et le service social un « contrat de déconcentration » incluant les dispositions budgétaires, administratives, techniques et de gestion des hommes qui auront été retenues en les inscrivant dans une démarche contractuelle responsabilisant le dirigeant de l'unité.

Une telle expérience, réalisée par une administration ou une entreprise sur des sites pilotes, si elle est conduite sérieusement – c'est-à-dire en aidant les unités de base dans la démarche et en impliquant suffisamment les services centraux pour qu'ils en acceptent les conséquences – peut modifier profondément les comportements, les pilotes faisant école et entraînant tous leurs semblables. De telles expériences conduites dans plusieurs services publics ont abouti à des résultats spectaculaires.

Faire confiance aux capitaines : telle devrait être la loi des généraux. Il y a du chemin à parcourir.

► Bernard Brunhes est président d'un cabinet de conseil.

LIBRAIRIE

Le bilan personnel et professionnel

d'Ariette Yatchinovsky et Pierre Michard

Ce livre à double entrée offre les explications théoriques et les exercices pratiques de cet outil de management. « Le bilan n'est pas une anecdote ni un gadget. C'est un pari pris qui s'intègre dans une histoire, une logique et des valeurs, qu'il nous faudra retrouver tout au long de cet ouvrage », indiquent dans l'introduction les deux auteurs. Après un bref historique, ils expliquent l'intérêt, les méthodes et les outils de ce système. Des exemples et des témoignages permettent d'illustrer les effets et d'envisager les perspectives. Persuadés que « la réalisation d'un bilan permet, enfin, au salarié de prendre davantage une place d'acteur et de manager sa propre carrière », les auteurs proposent par ailleurs neuf exercices pratiques pour concrétiser les applications de cette méthode.

► E S F éditeur, collection « Formation permanente en sciences humaines », 120 F.

Ils travaillent aussi comme consultants pour quelques grandes entreprises. « Toute notre vie, nous avons cherché à comprendre le rôle du pouvoir de persuasion », écrivent-ils. Et ils consacrent leur dernier livre à décrire les moyens d'obtenir l'appui de ses collaborateurs par ce moyen : « dix techniques d'influence » à mettre en œuvre quand il devient impossible ou inefficace de donner des ordres. « Loi de la réciprocité », « monnaies d'échange », « potentiel de coopération », sont quelques-uns des mots magiques de cette méthode, dont les auteurs assurent qu'elle ne doit pas conduire à la manipulation. Ils ont déjà publié en commun un ouvrage intitulé en français *Gérer pour vaincre*.

► First, Paris, 346 p., 148 F.

Managers, pourquoi faire compliqué... quand on peut faire simple ?

de Jean-Louis Muller

Directeur au département formation ressources humaines de la CEGOS, l'auteur répond aux questions qui sont posées par ses entreprises clientes qui demandent « de les aider à développer et consolider leurs compétences managériales ». D'emblée, il écrit : « De nos jours, le simple fait d'être nommé chef donne du pouvoir. Cela nous aide, mais ne suffit pas pour manager une équipe,

un service ou une entreprise. » Après avoir dressé un tableau de l'évolution du monde de l'entreprise et du rôle du manager, l'auteur dresse quelques portraits des styles de management : « directif », « technocratique », « persuasif », « noté », au total dix styles sur la manière de diriger. Après avoir évoqué les limites du manager, il passe en revue les différentes questions que doit se poser le manager et donne quelques conseils sur la manière de faire.

► Les éditions d'organisation, Paris, 176 p.

Le plan de carrière

de Pierre Thépaut, Gérard Hochepied et Daniel Huyot

« Faut-il offrir un pot lorsqu'on quitte une entreprise ? » Cette question fait partie du test proposé par les auteurs de ce guide pour savoir si l'on sait gérer son parcours professionnel. Autant dire que si vous n'obtenez pas un bon score ils vous conseillent la lecture de leur livre avec 15 « fiches-guides » sur les stratégies pour réussir sa carrière. Mais auparavant ils vous indiquent les moyens de bien vous connaître et de bien analyser votre environnement.

► M. A. Editions, Paris, 147 p., 98 F.

ÉCHOS

Le GARF en congrès

► Du 12 au 14 juin, le Groupement des animateurs et responsables de formation en entreprise (GARF) tiendra ses douzièmes journées nationales en Arles. Le thème retenu pour ces assises, « compétence et compétitivité », fera l'objet de débats en ateliers, à un moment où la législation sur la formation professionnelle fête ses vingt ans. Il sera illustré par MM. Gérard Vanderpote, délégué à la formation professionnelle, Jean Dupuy, directeur des affaires sociales d'Usinor-Sacilor, et Henri Vacquin, sociologue et consultant en entreprise.

Conçu comme un réseau, le GARF rassemble un millier de professionnels de la formation, qui interviennent dans plus de cinq cents entreprises, grandes ou moyennes.

► GARF, 12, rue Sainte-Anne, 75001 Paris. Tél. : 42-61-34-44.

Des cuisiniers français pour l'Allemagne

► L'AFPA (association pour la formation professionnelle des adultes) facilite la formation professionnelle de ses stagiaires. En s'appuyant sur le jumelage Reims-Mayence, elle a signé un accord avec l'IB de Mayence (Internationaler Bund Für Sozialarbeit

Jugendsozialwerk EV). Une trentaine de jeunes chômeurs français seront conduits, alternativement en France et en Allemagne, à la qualification AFPA de cuisiniers et de serveurs de restaurant (niveau V). Cette formation se déroule sur un an dans le cadre du CFI-jeunes (contrat de formation individualisé). Elle débouchera sur des emplois garantis dans les restaurants allemands : actuellement, dans la seule ex-RFA, il manque 15 000 cuisiniers...

Formation au développement local

► L'Institut des managers du développement local (IMDL),

créé il y a un an par le cabinet de consultants Ten et par plusieurs groupes industriels ou financiers, lance deux nouvelles promotions de spécialistes du développement. Une session débutera en septembre prochain, et les inscriptions sont ouvertes jusqu'à la fin du mois de mai. Cette formation est réservée aux cadres ayant un niveau équivalent à bac + 5 et une expérience professionnelle d'au moins cinq ans. Elle dure un an, a raison d'une semaine par mois, et comporte deux stages de terrain, dont un à l'étranger.

► Renseignements : IMDL, 93, rue de la Jonquière, 75017 Paris. Tél. : (1) 40-25-39-02.

Le Monde

HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

CHAQUE SAMEDI - daté DIMANCHE-LUNDI

Les dirigeants jouent la division

D'UNE formule, il est possible de résumer une évolution qui se répand actuellement à travers des stratégies entrepreneuriales. A mesure que le travail salarié s'éloigne du taylorisme, à la suite de l'introduction des nouvelles technologies, c'est l'entreprise elle-même qui se taylorise. C'est-à-dire qu'elle tend à se découper, au nom de la division des tâches, ou à se scinder en autant de fonctions précises, théoriquement indépendantes les unes des autres.

Les inspecteurs du travail, qui sont confrontés à cette nouvelle réalité, en viennent à parler de l'entreprise « sclérosée ». En référence au livre de Georges Friedmann, *Le Travail en miettes*, écrit avant la deuxième guerre mondiale, ils considèrent que, après l'emploi en miettes, dû à la reconstitution du marché du travail provoquée par la crise, on en est arrivé logiquement à l'entreprise en miettes. Tous avouent leur incapacité à cerner le phénomène quand ils sont en présence de l'une de ses manifestations. « Le modèle implicite qui régit notre code du travail repose sur le grand atelier mécanique du début du siècle, s'excusent-ils. Induits par ce modèle culturel, nos appareils de mesure se révèlent inadéquats à saisir la configuration des entreprises ou à qualifier les formes nouvelles d'emploi qu'elles élaborent. Avant d'agir, nous devons d'abord recréer juridiquement l'entité atelier... »

L'ensemble, il est vrai, se révèle aussi flou que vaste. Il va de la constitution de filiales spécialisées à l'apparition d'un réseau de sous-traitants plus ou

moins asservis en passant par le travail clandestin, les sociétés écrans et les faux travailleurs indépendants. Il englobe le meilleur et le pire, de la pratique de l'essai-mage aux franchises, de la myriade de prestataires de services qui entourent le vaisseau amiral aux multiples poissons pilotes, cabinets en tout genre et compagnies associées. Entre ce qui est sain ou logique et ce qui peut relever du délit de marchandage ou du crime de main-d'œuvre, l'un et l'autre irrépréhensibles hors l'intérêt, la frontière n'est pas toujours facile à tracer. Quand sait-on que l'on est en présence de prestations manuelles ou intellectuelles, sans aucun attribut marchand, à un client avec une marge, s'apparentant à un commerce humain ou revient à dissimuler, sous un contrat commercial, des rapports de subordination qui devraient logiquement être soumis à un contrat de travail ?

EXTERNALISATION. Au fil des années, de la modernisation et de l'adaptation aux contraintes du temps, le mouvement s'est développé. Tout a commencé avec le souhait de se débarrasser d'un certain nombre d'activités qui ne correspondaient pas avec la vocation de l'entreprise. Celle-ci a confié à d'autres son nettoyage, sa sécurité, sa cantine et la gestion de ses effectifs mouvants. Puis la logique de « l'externalisation » est allée plus loin quand on a fait appel à des sociétés de service pour traiter l'informatique, parfois pour organiser une partie de son service ou les bureaux d'étude. Quelque fois, la comptabilité ou les bureaux d'étude. Selon la mode en vigueur, cela s'appelle « se recentrer

sur ses métiers », contrairement à la vogue précédente où il n'était question que de diversification, d'intégration verticale ou horizontale.

De proche en proche, le phénomène s'est étendu. Par scissiparité, les entreprises se sont séparées de pans entiers, désormais confiés à des filiales, à des sociétés extérieures ou à d'anciens collaborateurs qui ont gagné un semblant d'autonomie. Dans l'industrie, selon cette formule, le producteur devient; celui qui détient la conception, la force de vente et l'assemblage final. Tout le reste est délégué à d'autres, que ce soit pour fabriquer un Exocet, dans l'armement, un Air-pub, dans l'aviation, une voiture, dans l'automobile, ou un costume dans le Sentier. Dans les activités du tertiaire, qui n'avaient pas eu à connaître la phase de concentration, on a l'habitude de fédérer les divers apports pour aboutir à un produit. Ainsi en est-il pour les objets publicitaires, où l'on trouve en outre les sauteries, les objets publicitaires, où l'on trouve en outre les sauteries, les objets publicitaires, où l'on trouve en outre les sauteries.

Quand ils s'opposent à cet état de choses, les syndicats ne retiennent que des griefs moraux, condamnant les chefs d'entreprise qui, à leurs yeux, abandonnent ce qui faisait la fierté d'un métier ou d'un groupe. Ils ne se placent jamais sur le terrain de la logique gestionnaire, pourtant évidente, qui leur donnerait d'autres moyens d'action. En se séparant de ceux qui n'ont pas essentiellement une entreprise réduite ses coûts, ils ne peuvent que dévaloriser le travail avec d'autres

conventions collectives et, surtout, n'a pas à supporter les conséquences sociales d'une baisse de sa production.

tion. Au bout de ce mode de fonctionnement apparaissent les premiers abus ou les méthodes contestables. Ici, ce sera le merchandising entre les produits d'un fournisseur à faire mettre en vente par des vendeurs de l'organisme, ou à faire vendre par des vendeurs de l'organisme par le personnel extérieur. Là, on promouvra les produits du personnel d'une entreprise interdita aux vendeurs de rendre visite à leurs mandataires de gardiennage au travail, au nom du droit de pénétration dans le lieu de travail, au nom du droit d'insolence envers le client. Cette sollicitation de courses dans la totale illégalité, comme celle des traités à trente jours fin de mois et leur demande de s'inscrire au registre des métiers, à l'instar d'artisans qu'ils ne sont pas.

Et on ne parle pas des secteurs du bâtiment et des travaux publics, qui sont devenus des experts en matière. Sur un chantier, il arrive que des dizaines de sociétés, en fait affiliées à de grands groupes, se partagent de tout petits lots, notamment dans le second œuvre, ou que, par le truchement d'attributions en cascade, un marché soit effectivement réalisé par une entreprise quasiment clandestine. « Dans leur cour, constate un observateur, c'est tellement entre dans le jeu que les employeurs n'ont même plus le minimum de fraude. »

Alain Leboucq

Alain Lebaube

L'essaimage à la mode d'IBM

La firme informatique récupère ce système pour son propre compte. Depuis 1984, une cinquantaine de salariés ont ainsi quitté la compagnie.



NATHALIE SELLER 41

Les mauvaises pratiques de la sous-traitance

L'association Villermé s'inquiète de l'extension
du recours au personnel extérieur dans le tertiaire

L'ESSOR de la sous-traitance dans les activités du secteur tertiaire réserve parfois de mauvaises surprises aux inspecteurs du travail. Dans les entreprises de la grande distribution, ou dans les établissements qui recourent aux prestataires de service informatique, de plus en plus de salariés détachés par des employeurs extérieurs sont présents, parfois de façon permanente.

En observant dans le secteur de la grande distribution, l'association Villémot, qui regroupe 200 inspecteurs et contrôleurs du travail, mais aussi plusieurs universitaires, magistrats, a décidé d'engager une réflexion sur le thème de « L'entreprise éclatée ». Objectif : contribuer à rendre plus effectif le droit du travail.

« Ils représentent aujourd'hui un véritable marché, et une société spécialisée dans le merchandising telle que SEP Promotion emploie 4 000 salariés.

Dans un même hypermarché se côtoient sur une même activité des salariés « maison » et d'autres appartenant à des employeurs extérieurs. La cohabitation qui prévaut, n'a rien de suspect, mais qu'elle commence à devenir problématique lorsque le responsable d'un grand magasin sur lequel on a planifié la grande surface en arrive à ne pas savoir exactement combien de personnes travaillent dans son établissement... »

— Trop souvent, certains des salariés extérieurs n'ont pas de contrat de travail écrit. Juridiquement, on présume qu'il s'agit d'un contrat à durée indéterminée, mais si l'intéressé aille devant les prud'hommes pour obtenir sa prime annuelle, individuellement...

ABSENCE DE CONTRAT. Dans la grande distribution, la concurrence ne se fait plus tant sur les prix que sur le service. On a donc vu se développer des activités de merchandising — qui permettent d'améliorer la présentation des produits — faisant appel pour l'essentiel à des salariés extérieurs, qu'il s'agisse de réapprovisionner les étals ou de gérer certains rayons «qualitatifs» privilégiés (bi-fi ou spécialités alimentaires). Ces acti-

sement... Trop souvent, certains de ces salariés extérieurs n'ont pas de contrat de travail écrit. Juridiquement, on présume qu'il s'agit d'un contrat à durée indéterminée, mais il faut que l'intéressé aille devant les prud'hommes pour obtenir gain de cause. Individuellement, il pourra y parvenir, mais le secteur est tellement étalé que l'on peut craindre qu'au plan général cela n'ait guère de conséquence», souligne Claude Trompette, inspecteur du travail et président de l'association Villermé.

« La plupart de ces personnels extérieurs, poursuit-il, sont présents tôt le matin, avant tout le monde. Ils sont coupés du reste du personnel, ne sont pas suivis par la médecine du travail et ne connaissent pas leur employeur. Certains sont titulaires d'un contrat de travail par intermittence, alors que celui-ci ne peut exister que si un accord d'entreprise a été conclu. Or la branche professionnelle du merchandising n'existe pas. » Quant aux représentants syndicaux, rarement informés, ils sont souvent dépassés.

Face à de telles situations, le droit du travail, qui repose sur le lien de subordination juridique à l'employeur et non sur la communauté de travail, n'est pas d'un maniement facile. Si la réglementation interdit le « *délit de marchandage* », qui sanctionne le prêt de main-d'œuvre déguisé contournant les règles de l'intérim et des conventions collectives, celui-ci reste extrêmement difficile à établir. Par ailleurs, redoute Claude Triomphe, les pratiques risquent de contester les tentatives de réorganisation du travail au sein de la grande distribution, en rejetant vers l'extérieur et en situation précaire les salariés exerçant les tâches les moins qualifiées.

Enfin, l'association s'inquiète de l'extension de ce morcellement à d'autres activités tertiaires. Exemples récents : les sociétés de coursiers, qui utilisent des artisans inscrits tout à fait régulièrement au registre du commerce mais totalement dépendants, économiquement parlant. D'authentiques faux-vrais salariés.

Jean-Michel Normand

ESSAIMAGE créateur ou essaimage alibi? D'un côté, il s'agit d'un outil reconnu, permettant à des salariés d'une grande entreprise de réaliser un projet personnel porteur d'avenir. A l'opposé, certaines sociétés sont tentées d'utiliser cette voie pour se débarrasser de leurs filières peu rentables ou se constituer un réseau de sous-traitance à moindres frais. Il arrive pourtant que la frontière soit tenue entre ces deux facettes d'une même formule. En particulier lorsque la maison mère entame une cure préventive d'amaigrissement.

Un exemple de ce type d'essais-pilotes : les interrogations adressées aux salariés récemment embauchés par IBM qui, par ailleurs, ont permis de mettre au point un système d'essai-mais à froid » efficace. Depuis 1984, une cinquantaine de salariés ont, en effet, quitté la compagnie par ce biais. Quarante-sept des entrepreneurs ainsi recrutés — pour l'informatique — sont aujourd'hui toujours en vie. Ce dispositif permet, après validation du projet de création par un consultant extérieur à la société, d'accorder un congé sans solde sur trois ans, avec possibilité d'être réintégré au même niveau, et accompagné d'un prêt de 150 000 francs remboursable

sur cinq ans (le Monde Initiatives du 6 février).

Alors que, jusqu'à présent, il s'agissait plutôt de départs individuels, IBM a, dans sa dernière opération, favorisé l'essaimage de tout un service de la compagnie, employé dans la maintenance de machines de bureau. Cette équipe, forte d'une cinquantaine de personnes, est partie avec un pactole de près de 8 millions de francs, et a fondé CETICS (C.E.T.I.S.), spécialisée dans la vente et la maintenance de matériel d'informations. Mais dans la foulée, CETICS SA a-t-elle signé un contrat de sous-traitance avec IBM, intéressant les derniers 10 000 clients attachés à la qualité d'entretien IBM, et conservés par la maison mère.

SECTEURS DÉCLINANTS. « La nouvelle activité de l'essai répondait à un besoin de la compagnie, reconnaît-on chez IBM, dans la mesure où il est hors de doute que, d'un point de vue stratégique, nous devions, pour notre part, nous en séparer. Nous cherchions justement à répartir cette clientèle entre nos distributeurs agréés, lorsque le chef de ce service nous a proposé d'essayer. Après examen de son dossier, nous avons accepté. »

« L'abandon par une grande société d'un secteur en phase déclinante ne signifie pas forcé-

ment que celui-ci est condamné, relève toutefois M. Dominique Thierry, délégué général de Développement et emploi, et coauteur d'un rapport sur l'essaimage. Cette activité peut, en effet, se révéler porteuse dans une configuration d'entreprise différente. N'y a-t-il pas néanmoins un risque pour l'essaime, lorsque la maison mère a particulièrement intérêt à ce que l'opérative d'essaimage se réalise ? Ainsi dans ce cas précis, la compagnie éprouvait elle quelque difficulté à répartir sa clientèle entre ses différents distributeurs.

IBM se félicite. certes, de s'être toujours soucieuse de découvrir les projets de création d'entreprise dont elle aurait assuré plus de 25 % de la charge de travail. Cet objectif n'est pas encore atteint par CETICS SA qui réalise, trois mois après son lancement, 80 % de son activité sur son contrat de sous-traitance.

« Nous espérons limiter les effets de ce contrat à 25 % de notre charge de travail d'ici à avril 1992 », espère M. Pierre Dulac, président de CETICS SA. Grâce, en particulier, à la transformation progressive des contrats IBM en contrats CETICS SA. Alors, essai-mage ou tour de passe-passe, la question reste posée.

Valérie Devillechabrolle



MANAGEMENT

Souhaite la bienvenue à



Jean Lochard

Jean Locharu
Animateur et Coordinateur du Département Gestion

**CYCLES DE FORMATION
INTER ET INTRA**

Documentation sur demande

ISG MANAGEMENT 6/8, rue de Lota - 75116 Paris
Tél : 47.55.06.95 - Télécopie : 47.55.06.95

Tél : 45.53.60.00 poste : 52.00 Télécopie : 47.55.06.93

GROUPE
ISG

هكذا من الأهل

هكذا من الاصل

Les victimes de la guerre des gondoles

CINQ heures du matin. Aux abords d'un hypermarché de la banlieue parisienne, commence un étrange ballet. Comme chaque jour, une file de voitures s'engouffre dans les entrailles du magasin. Hélène gère la sienne, puis se dirige vers la réserve, où elle retrouve une cinquantaine de collègues. Sous l'œil du chef de rayon, elle soulève les cartons marchands, les place sur le chariot, avant de le pousser vers l'ascenseur. Elle a caché son sac à main sous le siège de sa voiture, et a posé sa veste sur la barre du chariot, car il n'y a pas de vestiaire pour ces salariés-là. Maintenant, Hélène sillonne les allées du magasin pour remplir les rayons. Dans trois heures, elle aura terminé la première mission de sa journée. Le moment de repartir vers d'autres hypers, dans d'autres banlieues.

Hélène est ce qu'on appelle un *merchandiser* : elle fait de la maintenance de linéaires. Combien sont-ils en France ? Entre 10 000 et 15 000, peut-être plus. Ils sont mis « gratuitement » à la disposition des magasins par les fabricants-fournisseurs, directement ou bien par le biais de sociétés prestataires de services. Le fabricant compte ainsi s'assurer que les rayons seront toujours bien remplis. C'est aussi parfois l'hyper qui impose ce service comme une sorte de « droit d'entrée » sur les linéaires et réalise du coup une économie en frais de personnel.

KILOMÈTRES. Quant aux prestataires, ils captent un marché juteux. L'heure de travail est facturée 60 à 140 francs au fabricant, le salarié ne touche que 40 francs en moyenne. Le *merchandiser* est ainsi affecté à une ou plusieurs marques, dans un ou plusieurs magasins. Hélène, par exemple, employée par l'une des plus importantes sociétés de prestations, ne s'occupe que d'un seul fabricant. Au cours de la semaine, elle parcourt 600 kilomètres pour se rendre dans 11 magasins. Salaire : environ 6 000 francs par mois pour quarante et une heures de travail par semaine. Les heures supplémentaires et de nuit ne sont pas majorées, le temps de trajet entre les hypers n'est pas rémunéré.

Et pourtant Hélène a plutôt de la chance : beaucoup de ses collègues ont des missions de deux ou trois heures par jour. Certains travaillent pour plusieurs prestataires. D'où une fragilité accrue : il suffit en effet qu'un fournisseur rompe son contrat avec le prestataire ou bien avec l'hyper pour que le salarié chuterie parfois de moitié. Plus pervers, un autre système consiste, pour le prestataire, à délivrer des fiches de paie émanant de chaque fabricant. « Des salariés en reçoivent une quinzaine chaque mois », s'indigne un inspecteur du travail du Midi.

CONVENTIONS COLLECTIVES. Des situations aberrantes qui menacent la protection et les droits de ces salariés. En cas d'accident du travail, par exemple, à qui s'adresser quand on est employé par plusieurs prestataires qui, tous, se renvoient la balle ? Question encore plus complexe quand l'accident a lieu sur la route, entre deux hypers. Même casse-tête pour l'organisation des congés, découpés en rondelles. Et à quelle convention collective se référer, puisqu'il n'en existe pas de spécifique à ce personnel de maintenance ? Du coup, certains prestataires ont adopté celui de la publicité - qui n'a pas été revue depuis plus de dix ans - d'autres celle des transports, etc. La logique devrait pourtant conduire vers l'une des branches du

commerce, comme le suggère la CFTD. Autre anomalie, les contrats de travail sont rares, y compris chez des sociétés de prestations adhérentes de l'organisation patronale SORAP (Syndicat d'organismes et de réalisateurs d'actions promotionnelles et commerciales). Sans parler du travail clandestin. Chez un prestataire de province qui compte 200 *merchandisers* réguliers, un contrôle a détecté la présence de plusieurs dizaines d'étrangers en situation irrégulière.

SOLIDARITÉ. Quand on demande à Hélène qui est son patron, elle répond : « Personne ! », avant d'ajouter que, dans les faits, c'est le chef de rayon. « Mon employeur ne vient jamais dans le magasin. » Elle a aussi renoncé à téléphoner au siège en cas de problème : « Ces dames du bureau ne comprennent pas notre situation. » Quant au fabricant, il se rend en magasin une ou deux fois par mois, pour vérifier que le travail est bien fait. « Le représentant passe tous les quinze jours au restaurant, raconte Hélène. Il sait dans quelles conditions nous travaillons, mais il ne peut rien y faire. Parfois, pour marquer sa reconnaissance, il nous fait cadeau de l'un de ses produits, un tube de dentifrice, une nappe en papier... »

Pour Hélène, c'est aussi l'occasion de montrer une certaine solidarité entre collègues, car, pour le personnel propre au magasin, elle n'existe pas. Et les délégués du personnel de l'hyper ignorent tout d'eux, car les *merchandisers* n'ont pas aller les voir. Car, même si le chef de rayon n'est pas l'employeur, c'est tout de même lui qui fait la loi. « Le seul avantage qu'on ait vraiment avec les *merchandisers*, c'est qu'on peut les mettre dehors immédiatement », confirme sans ambages un chef de rayon chez Continente à Torcy (Seine-et-Marne).

TURN-OVER. En outre, il n'existe pratiquement pas de syndicats dans les sociétés prestataires. Chez SEP Promotion (145 millions de chiffre d'affaires en France), par exemple, qui compte 3 500 *merchandisers* disséminés dans toute la France, il n'y a ni délégués du personnel ni comités d'établissement. « On a organisé des élections conformément à la loi, mais il n'y a pas eu de candidats », déclare Gilbert Laurenty, le PDG. Mais les salariés contactés affirment n'avoir jamais eu un appel de candidatures avait été lancé. Une nouvelle pique va leur être donnée, puisque M. Laurenty précise qu'il va « organiser des élections de DP et de CE en mai prochain ».

Salaire faible, travail pénible, droits bafoués : des conditions qui conduisent à un fort *turn-over*. Le chef de rayon de Torcy se plaint du manque d'ardeur des *merchandisers* : « L'irrégularité, c'est mortel pour un rayon. » C'est mortel pour un rayon, c'est mortel pour un hyper, car certains hypers, de Carrefour ou Auchan en particulier, ont déjà montré l'exemple en intégrant des *merchandisers*, ou bien en réorganisant le travail de leur propre personnel. Officiellement, on avance une volonté de maîtriser totalement la gestion des magasins. Mais certains reconnaissent aussi qu'ils réagissent à la « pression des pouvoirs publics face à des pratiques à la limite de la légalité ». Le ministère du travail consulte actuellement les partenaires sociaux pour trouver une solution, à commencer par une *ad hoc*. Il y a urgence car, comme ses collègues, Hélène en a assez d'être « traitée comme du bétail ». **Francine Alzieu**

Les ambiguïtés d'Electrolux

L'essaiage peut-il être un moyen de déguiser les licenciements collectifs ?

Si les restructurations se font rarement sans difficulté, celle d'Electrolux Ménager constitue un joli cas d'école. Chiffre d'affaires en baisse, structures trop lourdes, *turn over* des commerciaux frôlant les 80 %, personnel démotivé : les maux dont souffrait cette filiale française du géant suédois spécialisé dans la vente à domicile d'aspirateurs, de machines à coudre et de matériels de protection étaient patents.

Pour y remédier, la direction générale de cette entreprise d'environ 2 000 personnes annonça en octobre 1989 une importante reorganisation. En principe, dès le mois de janvier suivant, Electrolux Ménager était censé disparaître, laissant la place à une structure légère, Electrolux Direct, chapeautant les quatre-vingts agences transformées en autant de SARL, destinées à être franchisées dans les « quatre ou six mois », selon l'estimation du président André.

Mais alors que la direction parle de « décentralisation », les syndicats traduisent « démantèlement ». Pour eux, la disparition d'Electrolux Ménager comporte un triple objectif : détourner la loi sur les licenciements économiques en confiant aux dirigeants des SARL le soin de procéder aux inévitables restructurations, « réduire les coûts salariaux en développant la précarité de l'emploi » grâce à la franchise et, accessoirement, priver les salariés de quasi-



ment toute représentation syndicale, au niveau tant national que local.

Leur pessimisme était-il excessif ? L'annonce quelques mois plus tard par la direction du groupe de la suppression de 15 000 emplois à travers le monde ne pouvait que les conforter dans leur analyse et percuter les projets de la direction française.

CONTRACTIONS. L'année 1990 fut celle de tous les dangers : plus de 300 VRP, soit le quart des effectifs commerciaux, démissionnèrent dans les deux mois qui suivirent l'annonce de la direction, alors que celle-ci comptait sur eux pour pren-

dre la tête des filiales. Aucune embauche n'eut lieu, pour cause de mauvaise image de marque du groupe et, logiquement, le chiffre d'affaires continua sa descente aux enfers.

Pendant ce temps, les différentes directions départementales du travail multipliaient les avis contradictoires et se montraient incapables de trancher le différend entre direction et syndicats. La première soutenait que la représentation des salariés au niveau national n'avait plus de raison d'être, et n'hésitait pas à sanctionner les délégués récalcitrants.

Les seconds s'insurgeaient contre les nouvelles structures, qui à leurs yeux constituaient autant de paravents puisque, en fait, les mêmes salariés continuaient à exercer exactement la même activité, dans les mêmes locaux, pour le même employeur. Toutes les SARL filiales à 100 % d'Electrolux n'avaient-elles pas un seul et même gérant ?

Aujourd'hui, soit dix-huit mois après l'annonce de la direction, force est de constater qu'aucune des parties n'a véritablement obtenu gain de cause. Le tribunal de grande instance de Senlis a certes déclaré que les transferts étaient légaux, mais les syndicats ont décidé de faire appel. Si soixante-sept SARL Electrolux Direct ont vu le jour, la direction reconnaît que la franchise « n'est pas mise entre parenthèses mais n'est pas d'actualité ». En tout état de cause, celle-ci ne pourra intervenir, assurément, au siège d'Electrolux Direct, que lorsque toutes les SARL seront rentables, alors qu'officiellement « 70 % présentent des résultats encourageants ».

Leur autonomie n'est pas dépourvue d'ambiguïté : si le prix de vente et les salaires sont imposés nationalement, les recrutements et les licenciements sont décidés localement. De quoi nourrir bien des inquiétudes.

Frédéric Lemaître

L'industrie en miettes

Unisys et Thomson délèguent certaines de leurs activités à la sous-traitance

CHEZ Unisys-France, filiale du constructeur américain d'ordinateurs, on a modérément apprécié d'être accusé par l'inspecteur du travail de Colombes (Hauts-de-Seine) de délit de marchandage, c'est-à-dire de « se livrer à la prêt de main-d'œuvre sans apporter de compétence spécifique et en causant aux salariés un préjudice qui bafoue le code du travail ».

Il est vrai pourtant que les établissements d'Unisys font volontiers appel à la sous-traitance : même la direction de la logistique fait réaliser à l'extérieur tout ce qui n'est pas directement le service à la clientèle. Ainsi à Colombes 18 salariés seulement sont « unisystes », les 118 autres dépendant de Sofecom, une société extérieure sans lien juridique avec Unisys mais entièrement responsable du magasinage et de la maintenance. Entreprise de prestations de services de 1 200 salariés, répartis dans

trente-cinq unités qui n'ont entre elles que des liens très lâches (une réunion annuelle des responsables). Sofecom se consacre ici entièrement à Unisys, utilise son matériel grâce à une formation maison de six semaines, dispense par son « client ». Or, si les salariés d'Unisys font partie de la convention collective de la métallurgie, ceux de Sofecom ont gardé leur statut historique d'emballage du bois, nettement moins favorable.

MÉTIER. L'établissement de Villers-Ecluse, près de Rouen, suit la même politique. Il fabrique des périphériques bancaires, l'équipement des guichets financiers et des bornes de communication. A la fois pour gagner de la place et le supplier à un manque de savoir-faire, les câblages sont confiés à une entreprise extérieure voisine, spécialisée dans la production de câbles, dans des conditions analogues à ce qui se passe à Colombes.

Si ces pratiques risquent de déboucher sur des problèmes sociaux et un détournement du droit du travail, l'essaiage, tel qu'il est organisé chez Thomson depuis dix ans, pose un débat plus économique. Cette stratégie a été introduite par Alain Gomez, dès son arrivée à la tête du groupe en 1982. Son discours est clair : une bonne industrie a deux métiers, trois au maximum. Au-delà, on coupe les branches. Thomson avait vingt-six métiers : on a coupé.

Il y a eu abandon total et cession de la compagnie des lampes, du cuivre, du médical, de la micro-informatique, des compresseurs, d'une partie de l'électroménager. Le mécanisme a consisté à filialiser toutes les sociétés et à les garder dans le groupe pour certaines, à les céder, dans un deuxième temps, pour d'autres. Paul Calandra, directeur des affaires sociales, explique : « Nous nous assurons toujours que la société filiale est à même de

navigation seule avant de larguer les amarres. Lorsqu'elle est rachetée par un repreneur, celui-ci s'engage à préserver les emplois et le statut Thomson des salariés. » A cela, les partenaires sociaux rétorquent : « Pendant un an, après, il est libre de licencier et de renégocier un autre statut. » La dernière filialisation en date est celle du service du recrutement. L'embauche de 1 000 à 1 500 ingénieurs et cadres par an nécessitait le concours de cabinets de chasseurs de têtes. Tom and Son, nouvelle société filiale, assure à présent le recrutement et s'apprête à « chasser » pour d'autres entreprises. Pour quoi pas, puisque le groupe vient de procéder à une quinzaine d'embauches pour Tom and Son.

De tels processus risquent de conduire à la mise en place d'une société à deux vitesses. D'un côté les salariés « heureux » des grands groupes et de l'autre ceux des petites entreprises sous-traitantes, au statut plus ambigu.

Liliane Delwasse

Le bureau à la maison

Les entreprises françaises se mettent difficilement au télétravail

Le télétravail fait mentir les futuristes. Beaucoup croyaient à un avenir glorieux du travail à distance, imaginant les salariés autonomes installés à domicile et reliés à leurs entreprises par l'informatique. Si aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne le phénomène prend de l'ampleur, en France les entreprises adoptent le télétravail sans une minorité. « Nous n'avons quasiment aucune demande à ce sujet », confirme-t-on à l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT). Nous sommes consultés sur la bureautique, le travail sur écran, mais le télétravail n'est pas une préoccupation prioritaire, que ce soit de la part des salariés ou des chefs d'entreprise.

Pourtant l'idée ne rebute pas. L'UAP, par exemple, indique ainsi « réfléchir à la question », tandis que le Crédit agricole travaille sur des expérimentations départementales. Les étrangers implantés en France semblent plus hardis. Le fabricant informatique Data General Europe, installé à Meudon, n'en fait pas une pratique systématique, mais la majorité de son personnel est équipé à domicile d'un terminal

et d'un modem. « C'est important, explique l'une des utilisatrices, car nous pouvons avoir besoin de travailler le soir chez nous à l'heure où les bureaux de notre maison mère américaine sont en pleine effervescence. Notre réseau est relié par un messageur aux Etats-Unis. » Mercedes France a davantage systématisé le



procédé, même si là aussi il touche seulement les commerciaux itinérants. Depuis deux ans, les chefs de district qui visitent les concessionnaires pianotent sur un Minitel pour envoyer des messages le soir de leur hôtel.

Axa Assurances, qui a joué les pionnières dans ce domaine, a

plutôt tendance à en ralentir la mise en œuvre. Basée à Belbeuf, près de Rouen, cette filiale du groupe parisien compte 580 salariés à pouvoir bénéficier du télétravail, dont les conditions ont été officialisées en 1980 par un accord avec la CFTD, la CGC, et la CFTC. Le « travail en lieu parlagé » s'effectue un jour à domicile, quatre jours dans l'entreprise. Une solution retenue par trente-quatre personnes, essentiellement des mères de famille, qui passent ainsi le mercredi à la maison avec leurs enfants, ou évitent des transports difficiles le vendredi ou le lundi.

GAINS DE PRODUCTIVITÉ. Globalement, l'expérience est largement positive, à en croire Michel Lesage, responsable du personnel d'Axa Assurances et l'un des initiateurs du projet. « Nous obtenons des gains de productivité de 10 %. Les salariés sont motivés, restent concentrés et évitent ce jour-là les inconvénients des transports. L'ensemble se fait sans contrôle. Les télétravailleurs regagnent l'entreprise, leurs dossiers traités, et savent que s'ils ont du retard, c'est l'ensemble de leur équipe qui en pâtira. » Pas question pourtant d'élargir l'opération

au reste du groupe. Les critères de succès reposent d'abord en effet sur le nombre restreint de salariés concernés. « Si vous passez à une plus grande échelle, vous devez agir alors sur les structures », constate Michel Lesage. C'est dangereux. Une multiplicité de petites unités entraîne souvent des sureffectifs. Quand vous êtes quatre cents, vous pouvez amortir l'absentéisme. Trois personnes en télétravail ensemble, une absence, c'est la catastrophe. » Autre raison qui interdit pour le moment à Axa de transférer l'expérience en région parisienne : les frais de télécommunications.

« Aujourd'hui, ils sont de 200 F par mois et par salarié », explique Michel Lesage. A Paris, avec les salaires en banlieue, ce chiffre serait multiplié par dix. Des risques trop importants en effet, surtout si l'on tient compte, selon l'étude du BIT récemment consacrée au sujet, des risques d'isolement et de stress inhérents au système, les salariés se trouvant déconnectés de l'entreprise. Autant d'éléments auxquels les futuristes n'avaient sûrement pas pensé.

Marie-Béatrice Baudet

éclatée

Le chantier comme modèle

Les grands groupes du BTP multiplient leurs sociétés,
mais la dispersion de leurs activités ne saurait tout expliquer

«**N**OUS sommes une fédération de 150 sociétés autonomes, qui vont d'une petite entreprise de 10 personnes à Lorient à une grosse entité de bâtiment-travaux publics de 4 000 salariés. Par nature, notre activité est le propre de l'entreprise éclatée.»

Yves Salmon, conseiller du président du groupe Fongersolles, l'un des «majors» du BTP français, constitué en RES depuis le mois de mars 1990, veut pour preuve de cet «éclatement» l'amaigrissement du siège social du groupe à Vélizy. Aujourd'hui, 330 personnes au total, contre près d'un millier il y a peu de temps, gèrent les activités des sociétés dispersées sur l'ensemble du territoire. «Chacune de nos sociétés a sa totale autonomie de gestion, de recrutement, de politique commerciale. Seule sa trésorerie «remonte», ajoute Yves Salmon.

«Les grands groupes du BTP sont très fortement décentralisés», commente Maurice Paris, responsable des affaires sociales de la Fédération nationale du bâtiment (FNB). Ils sont par définition «éclatés» entre leur siège et une multitude de chantiers atomisés géographiquement, dont la durée de vie est statistiquement de trois ans. Chaque chantier – si son importance comme sa durée le justifient – peut être reconnu comme une entité complète. Voir être doté d'un comité d'entreprise. Mais il n'y a pas de règle. En revanche, les salariés du BTP, 1,3 million dans plus de 300 000 «entreprises», qu'ils construisent la prestigieuse arche de la Défense ou le plus modeste des équipements publics ou privés, ont tous conscience de participer à du «travail rassemblé et parfaitement coordonné», comme le dit encore Maurice Paris.

ENTRELAÇÉS. «Depuis une dizaine d'années, l'évolution du secteur induit davantage de décentralisa-



tion du travail, corrobore Bernard Boisson, conseiller de la FNB. Les grandes opérations standardisées, traitées de manière centralisée par les bureaux des méthodes, ont perdu de leur importance. Dans le chiffre d'affaires du bâtiment, les travaux de mainte-

nance, d'entretien, de réhabilitation, notamment, comptent aujourd'hui plus que les constructions neuves. Aussi requiert-on davantage de réactions sur le site.»

Les groupes l'ont bien compris, qui ont su créer, selon un com-

mentateur spécialisé, «un formidable enchevêtrement de sociétés sœurs, cousines, filiales, développées en réseau, en toile d'araignée, en fonction de leur stratégie. Ils procèdent ainsi à des éclatements de dizaines de sociétés, dont certaines peuvent être composées d'un cadre et d'une secrétaire. De ce fait, ils avancent masqués et gommant leur image de groupe, du moins dans l'Hexagone.» On se doute, dès lors, des problèmes soulevés par ces entreprises nucléaires en termes d'identité, de management, de ressources humaines, de mandataires sociaux, voire de travail clandestin... et d'affaires dont l'actualité ne cesse de briser.

«Je n'ai pas ce type de problème», assure, quant à lui, Gérard Trouvé, dont la PME, qu'il a créée ex nihilo en 1960 en région parisienne, porte le nom. «Mon métier de base – la peinture – a induit le ravalement, qui a lui-même induit la maçonnerie, puis un secteur entretien-rénovation qui a donné naissance à la peinture-décoration. Le mur est mon métier», ajoute Gérard Trouvé, qui a, par ailleurs, prêté ses échafaudages à sa femme, Catherine Felt. Heureuse initiative, l'atelier Catherine Felt s'est spécialisé dans les baches et les murs monumentaux peints qui drapent des monuments publics. Le drapage de l'arc de triomphe lors de sa restauration ou de l'église de la Madeleine, c'est elle.

«Au total», conclut Gérard Trouvé, homme d'imagination et d'initiative comme le disent ses confrères, mes 600 gars sont dispersés sur 200 chantiers en cours. Vous voyez qu'une PME peut aussi être «éclatée», bien que je préfère de loin la notion de diversification autour du métier de base.»

Jean Monanteau

La SFP en morceaux

La production télévisuelle est sur le point d'être filialisée

«**P**OURQUOI parler d'entreprise éclatée à propos d'une société comme la nôtre, qui couvre la chaîne complète des métiers du spectacle audiovisuel enregistré?» Pour Jean-Yves Le Huédé, directeur de la communication à la Société française de production et de création audiovisuelles (SFP), il n'y aura de société éclatée que quand sera réalisé le projet actuel de filialisation de différents secteurs de l'entreprise.

Pourtant, l'expression s'impose, quand on observe l'activité de la SFP. Chaque production rassemble une foule de métiers. Des salariés permanents de la SFP, mais aussi un grand nombre d'intérimaires, de personnes embauchées avec un contrat à durée déterminée (transporteurs, personnel de restauration, manutentionnaires, etc.) et surtout d'«intermittents du spectacle» (1), artistes ou techniciens. Chacun a son statut et sa convention collective. Pour compliquer encore la situation, il y a en quelque sorte deux patrons pour chaque production : la SFP bien sûr, mais aussi le réalisateur, choisi par la chaîne de télévision qui a commandé le spectacle. C'est avec cette dernière, et non avec la SFP, que la rétribution du réalisateur est fixée; et c'est ce dernier – et non la SFP – qui choisit les «intermittents» avec qui il va travailler. «Qui est vraiment l'employeur?», s'interroge un juriste. La SFP en a le titre, mais pas les prérogatives...»

TOLÉRANCES. Enfin, les particularités du monde du spectacle font que le cadre du travail éclaté lui aussi a sa manière. En particulier en matière d'horaires : il faut faire vite, avancer dans le tournage malgré les difficultés. Sur le plateau de Riviera, série en cours de tournage, «non seulement il est prévu que l'on travaille de 9 à 19 heures, six jours sur sept, comme l'explique une participante, mais on ne s'arrête que lorsque l'épisode du jour est achevé. La semaine dernière, nous avons terminé une fois à

1 heure du matin et une autre fois à 3 heures.» Quant aux questions de sécurité, bien que prises au sérieux par la SFP, elles font l'objet de compromis et de tolérances. S'il faut modifier un éclairage à la dernière minute, par exemple, il y aura toujours quelqu'un pour escalader un échafaudage sans la moindre précaution.

Au fil des années, cette complexité s'est considérablement aggravée. Notamment à partir de 1986, quand la SFP n'a plus bénéficié des commandes obligatoires du service public de télévision. Les sociétés concurrentes se sont alors multipliées. Et la SFP s'est mise à travailler avec elles – ainsi qu'avec des sociétés étrangères – dans le cadre de formules de coproduction, de location de ses studios, installations et équipes techniques, ou de sous-traitance.

On aboutit ainsi à un extraordinaire enchevêtrement des moyens, des salariés, mais aussi des responsabilités, qu'accroît encore la spécialisation croissante des sociétés qui interviennent. Le montage réalisé pour la retransmission des Jeux olympiques d'Albertville donne quasiment le vertige tant il est compliqué. A ce stade, la notion d'employeur a carrément éclaté. «On nous transforme en intérimaires au sein même de notre maison. Nous ne savons même plus auprès de qui rouspéter quand il y a un problème...», protestent salariés et syndicats.

Et, en même temps, l'emploi s'émiette : intermittents toujours plus nombreux ; innombrables petites sociétés de production dont beaucoup se moquent du droit du travail. A force d'éclater, la SFP serait-elle en train de se réduire... en poussière?

Marie-Claude Betheder

(1) Leur situation est analysée dans la revue Actes, «Cahiers d'action juridique», numéro 62-63, mars 1988 (39, rue Bobillot, 75013 Paris. Tél. : 45-80-61-22).

STAGES

Le service JOBSTAGE du CDTE est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE.

«Le Monde Initiatives» publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 36-15 LEMONDE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F (129 F pour les adhérents de la MNEF).

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 45-46-16-30.

Comptabilité

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 2. Mission : création fichier clients, travaux comptables. 12651.

Lieu : Levallois-Perret. Date : mai 1991. Durée : 3/4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, formation comptable supérieure. Mission : collaborateur apportant son concours au responsable et financier, suivi comptabilité de sociétés. 12646.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 1 800 F. Profil : bac + 2 BTS compa. Mission : saisie des écritures comptables sur Macintosh. 12656.

Personnel

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 à 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : organisation du cabinet (étude des besoins, amélioration circulaire des documents, classement à concevoir). 13621.

Marketing

Lieu : Paris. Date : mai 1991. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2 mini ou audiovisuel. Mission : étude de marché ; définition d'un produit «formation/com. interne-externe», étude coût, rech. partenaires. 14989.

Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 7 000 F. Profil : bac + 4, connaissances Macintosh, informatique, mark. Mission : introduction du système 7.0 pour Macintosh, réalisation du programme de test système et applications. 14985.

Lieu : Neuilly. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 800 F + stage linguistique aux USA. Profil : bac + 1/3 Prépa. BTS Action Co. Mission : assurer relations téléphoniques et suivi des dossiers clients dans domaine des séjours linguistiques. 14983.

Commerce

Lieu : Toulouse, Lyon, Metz, Paris, 78, 28. Date : immédiat. Durée : 2 mois, embauche possible. Ind. : 6 000 F à 8 000 F. Profil : bac + 2 mini. Mission : commercial. 15722.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 4 mois. Ind. : 2 100 F + prime. Profil : bac + 2/3. Mission : consolider nos outils marketing (journal, plaquette, Salons). 15723.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : 1 500 F + commission. Profil : bac + 2, BTS action co, connaissance Macintosh. Mission : prospection, vente, suivi client. 15721.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, Pub. et comm. Mission : vente d'espaces publicitaires dans divers titres de presse. 15727.

Lieu : Gennevilliers. Date :

immédiat. Durée : 6 mois, embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, Action Co, informatique. Mission : support client, assurer interface clients-département, assistant chefs de produits. 15724.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : Bac. Mission : vente d'espaces publicitaires pour un nouvel annuaire national. 15714.

Informatique

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3/6 mois, mi-temps. Ind. : 2 000 F + indemnité fin de stage. Profil : bac + 2, micro-informatique, Excel, Base IV. Mission : gestion informatique de statistiques de trafic maritime. 17932.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4, méthodes stats, micro-info. Mission : exploitation et analyse statistique de données. 17930.

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 6 mois, embauche possible. Ind. : très intéressante. Profil : Bac + 2 BTS ou DUT électronique. Mission : technicien de maintenance. 17928.

Lieu : Gennevilliers. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 5, gestion, statistique, informatique. Mission : après analyse et synthèse des documents de gestion, créer des tableaux de bord reflétant l'activité du service rapport clientèle. 17924.

Droit

Lieu : Paris, déplacements tribunaux de commerce. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 4 000 F. Profil : bac + 3, droit des sociétés. Mission : aide à la création des sociétés et vie sociale. 23584.

Secrétariat

Lieu : Bordeaux. Date : immé-

diat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 1/2, préparation BTS, secrétariat, compa, informatique (Works) + (SAARI) éventuellement. Mission : secrétariat bureautique (Works), courrier, état des inscriptions, prévision semestrielle, mise à jour des dossiers clients et stagiaires. 24818.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois, embauche possible. Ind. : 6 000 F. Profil : bac + 2, TTX, Word 5, bilingue. Mission : secrétariat, prise de rendez-vous. 24809.

Lieu : St-Maur. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, anglais. Mission : secrétariat. 24831.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 1 000 F/mois. Profil : bac 1/2. TTX, Word 4. Mission : responsable des tâches de secrétariat de la société et participations ponctuelles aux actions de relations publiques. 24819.

Lieu : Sacy. Date : juin 1991. Durée : 6 mois. Ind. : 5 000, 6 000 F. Profil : bac + 2 BTS secrétariat. Mission : secrétariat/travaux administratifs. 24813.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois, embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, Word 4, Anasud. Mission : secrétariat, administration (2 postes à pourvoir). 24828.

Lieu : Le Chesnay. Date : avril 1991. Durée : 1 mois. Ind. : 2 000 F. Profil : bac, anglais, allemand si possible. Mission : secrétariat administration. 24824.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois mini. Ind. : 800 F net + TR. Profil : bac + 2/3, TTX Macintosh, gestion de fichiers. Mission : secrétariat services marketing et communication (2 personnes), courrier, mise à jour des fichiers, contacts téléphoniques, suivi des dossiers. 24829.

Autres

Lieu : Paris. Date : mai 91. Durée : 1 à 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3 BTS tourisme ou LEA, anglais. Mission : agent d'accueil et de réservation. Information aux Français et étrangers, vente de voyages, d'activités sportives et billetterie. 25852.

Lieu : Bretagne. Date : juin 91. Durée : 15 jours. Ind. : 2 500 F. Profil : bac + 2 DEUG ou licence portugais. Mission : prendre en charge l'animation d'un groupe franco-portugais (16-22 ans). 25851.

Et de nombreux autres stages sur le 3615 JOBSTAGE. Pour tous renseignements, contacter le CDTE au 47-35-43-43.

HOW TO STEP UP

Comment grimper dans votre carrière

YOUR CAREER

sans l'interrompre. Réussissez avec The Executive MBA



Vous avez décidé d'adapter votre C.V. à la nouvelle perspective internationale sans interrompre votre carrière. Notre MBA américain vous offre une grande flexibilité d'horaires et un enseignement dispensé en anglais par des professionnels des affaires. Reconnu mondialement, The Executive MBA vous apporte aujourd'hui les atouts indispensables pour atteindre la sphère des décideurs de demain.

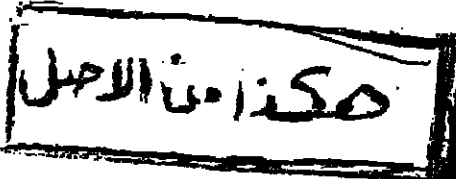
Pour recevoir notre brochure ou assister à notre SEMINAIRE GRATUIT, téléphonez, faxez, ou écrivez à :

THE GRAHAM SCHOOL OF MANAGEMENT • PARIS
Votre Business Partner Américain

71, rue du Faubourg St. Honoré - 75008 Paris
Tél. 42. 66. 99. 44 Fax. 47. 42. 57. 22

The Graham School of Management is the management division of
St. Xavier University • CHICAGO, ILLINOIS USA

5021 1011 1011



« Entreprise cherche handicapé de haut niveau »

Beaucoup ont du mal à se faire embaucher. Leur qualification serait-elle insuffisante ?

« **O**ù voudrait bien embaucher des handicapés, mais compte tenu de notre niveau de recrutement, on n'en trouve pas. » Un peu provocante, cette affirmation, au moment où le gouvernement déplore la quasi-stagnation de l'emploi des handicapés.

Les chiffres, il est vrai, sont indiscutables. En 1989, les entreprises assujetties à la loi de juillet 1987 employaient 236 000 handicapés contre 224 000 l'année précédente. Et la part des travailleurs handicapés dans les effectifs salariés est restée stable à 3,9 % dans les entreprises du secteur privé, et de 3,8 à 4,3 % dans la fonction publique. On est loin de l'objectif des 6 % à fin 1991.

IBM, Total et la BNP plaident leur bonne foi. Depuis des années, elles développent au sein de leur entreprise une politique d'intégration des handicapés. Pour elles, le meilleur moyen de réussir cette intégration est d'appliquer la même politique de recrutement pour tous, handicapés et non-handicapés. « Nous cherchons à recruter des handicapés, mais pas à n'importe quelles

conditions. Les candidats handicapés doivent répondre aux mêmes critères de formation et de compétence que les candidats non handicapés. C'est bon pour leur image de marque et donc pour leur intégration au sein de l'entreprise », affirme Claude Morlot, responsable du recrutement et de l'insertion des handicapés chez IBM. Autrement dit, « on ne veut pas faire une politique de l'emploi à partir des handicapés, mais on veut intégrer les handicapés dans notre politique de l'emploi », déclare Jacques Wasbauer, chef du service social de la BNP.

Le problème vient du fait que ces grosses sociétés recrutent des candidats de haut niveau. Bac+2 pour la BNP et les autres banques, et bac+4 en général pour IBM, Total et autres groupes du même acabit. Or 75 % des travailleurs handicapés n'ont pas un niveau supérieur au certificat d'études. Difficile, dans ces conditions, de trouver dans un vivier aussi restreint les ingénieurs technico-commerciaux dont IBM a besoin. Pour s'acquitter de ses obligations légales, la société, qui a 3,5 % de handicapés dans ses effectifs, a signé un premier accord d'entreprise en faveur de l'emploi des personnes handicapées pour deux ans en 1988. Elle vient d'en signer un deuxième sur trois ans de 1991 à 1993. Cet accord prévoit notamment l'embauche de 4 % de handicapés sur son flux d'embauche annuel. Ce qui ne donnera rien en 1991 puisque, compte tenu de la conjoncture, il n'y a pas d'embauche prévue à l'heure actuelle. En 1990, sur 400 embauches chez IBM, on compte 16 handicapés. « Cela n'a pas été facile. La dernière embauche s'est faite en extrême fin de décembre »,

FIJERES. Total, dont le taux de handicapés représente environ 4 % des effectifs, a également signé un accord d'entreprise qui prévoit l'embauche de 10 personnes handicapées en trois ans. Actuellement, 6 personnes ont été recrutées dans ce cadre. Reste à en trouver 4 d'ici à la fin de l'année. « C'est un objectif ambitieux », affirme Colette Barrot, responsable pour le groupe Total de l'insertion sociale, car nous n'avons plus de petits postes. L'entretien, le gardiennage, la restauration sont pris en charge par des prestataires de services. » Les postes restants dans la maison mère sont le reflet de sa structure, qui compte 52 % d'ingénieurs, 28 % de techniciens supérieurs et agents de maîtrise et 20 % d'employés.

« Lorsque l'on sait à quel point les écoles d'ingénieurs et les écoles commerciales sont peu accessibles aux handicapés, il est difficile dans ces conditions de trouver des candidats pour les postes d'ingénieurs et les postes commerciaux. » Restent les postes administratifs. La compagnie embauche des aides-comptables et des comptables titulaires du DECS. Elle recherche également des secrétaires BTS bilingues, mais il n'est pas facile non plus de les dénicher.

Face à ces difficultés de recrutement, les sociétés s'organisent. « Il n'est pas rare qu'une entreprise demande à une autre si elle n'aurait pas dans ses fichiers des candidatures susceptibles de l'intéresser », déclare Claude Morlot. De tels échanges ont lieu au sein du Groupement interprofessionnel régional pour la promotion de l'emploi des handicapés (GIRPEH), auquel adhèrent des entreprises comme Renault, Elf, Total,

Rhône-Poulenc, ou IBM. Outre la circulation de l'information entre entreprises, chacun essaie de trouver ses « filières » de recrutement.

IBM établit des relations suivies avec les universités pour essayer de capter les MIAGE (maîtrise d'informatique de gestion) et les licences d'informatique. « Nous faisons part aux universités des profils que nous recherchons, mais il est rare qu'elles nous envoient des gens car il y a peu de handicapés dans les universités », IBM a également monté, en partenariat avec le lycée Toulouse-Lautrec de Vaucluse, une section BTS informatique. Il s'agissait au départ de lancer une promotion composée pour moitié de handicapés. « En fait, le recrutement s'est révélé difficile. Au bout du compte, on a cinq ou six handicapés pour une douzaine de non-handicapés. »

A la BNP, qui emploie 3 % de handicapés, faute de candidatures spontanées, Jacques Wasbauer s'est tourné vers Ecco, société de travail temporaire, qui a monté voilà trois ans une mission handicapés. « Ecco nous a communiqué une vingtaine de dossiers. A l'issue

des entretiens, nous avons retenu deux candidatures. » Marie-Agnès Mestraud, responsable de la mission handicapés d'Ecco, confirme la difficulté de répondre aux besoins des entreprises. « Il y a beaucoup de demandes qu'on ne peut pas satisfaire, environ 30 %, en raison du trop faible niveau de formation de nos candidats. Nous n'avons pas de mal à répondre à une demande de simple dactylo ou d'aide-comptable, mais dès qu'il s'agit de trouver des profils un peu plus pointus, c'est moins évident. »

A la Ligue pour l'adaptation des diminués physiques au travail (LADAPT), on estime cependant que les problèmes de qualification n'expliquent pas tout, même s'ils sont évidents pour les grosses entreprises. « A l'ANPE de l'Essonne, par exemple, les offres d'emplois déposées pour les handicapés ne sont couvertes qu'à 40 %. Et ce sont des offres d'ouvriers agricoles, de magasiniers ou d'OS... En fait, il y a un problème réel de mise en relation entre les entreprises et les handicapés. »

Catherine Leroy

Les coopératives jouent les raiders

Les fusions-acquisitions se multiplient, et les coopératives sont des entreprises comme les autres. Donc, les coopératives peuvent acquiescer d'autres entreprises. Longtemps, ce syllogisme n'a été que formel. Se méfiant instinctivement de l'extérieur, comme tout système endogène, cultivant volontiers sa différence et valorisant jusqu'à l'excès le travail au mépris du capital, le mouvement coopératif n'avait jusqu'à présent ni la volonté ni les moyens logistiques de jouer les raiders.

Pourtant, lors des derniers congrès de la Confédération des sociétés coopératives en 1987 et 1990, une évidence s'est imposée. Comme l'heure est plutôt à la croissance externe, la conclusion est claire : les coopératives ont tout intérêt à reléguer leur mépris de la finance dans les oubliettes de l'Histoire et à succomber au charme discret des fusions-acquisitions. Ce préalable admis, le passage à l'acte reste problématique : transformer une société anonyme classique en société anonyme coopérative n'est pas techniquement chose aisée. C'est pourquoi, après de longues tergiversations, la Confédération des SCOP a créé, voilà deux ans, dans la plus grande discrétion, une société anonyme baptisée SPOT (Société de portage pour la transformation) dont la seule fonction est de racheter des entreprises afin de les transformer en coopératives et d'en faire des filiales d'une autre coopérative déjà existante.

BONNE SANTÉ. Installée à quelques centaines de mètres de l'Etoile, SPOT agit donc comme n'importe quelle société de portage. Son président, Pierre Courtoux, ancien directeur commercial chez Pechiney et précédemment directeur général de la Confédération des SCOP, démarque banquiers et experts-comptables, afin de pénétrer sur ce marché insaisissable des PME dont les dirigeants cherchent à se séparer. Son capital de départ - 17 millions de francs que les actionnaires, la MAIF, la MACIF, la GMF, la MNEF et d'autres s'approprient - lui permet de viser des entreprises valant entre 3 et 5 millions de francs. Deux règles dictent son action : ne s'intéresser qu'aux entreprises en bonne santé - car « un canard boiteux que l'on transforme en SCOP reste un canard boiteux » - et ne racheter une société que si une coopérative déjà existante est intéressée et accepte de participer à l'opération avec un apport, même modeste.

Si, lors du premier contact, Pierre Courtoux prend bien

soin de ne pas préciser l'objectif coopératif de sa démarche, le dirigeant s'en aperçoit dès qu'il visite l'entreprise avec le président de la « coopérative mère », qui deviendra la plupart du temps président de la nouvelle filiale. « Parfois cela suffit pour rompre les négociations, mais généralement le dirigeant est plutôt satisfait de savoir que l'entreprise reviendra en partie à ses salariés », estime Pierre Courtoux. C'est une fois le rachat effectué que les vraies difficultés commencent : l'affectif prend le dessus, les salariés, déjà vexés d'avoir été rachetés, le sont plus encore d'apprendre qu'ils l'ont été par une coopérative. SPOT et la société mère doivent alors user de trésors de diplomatie pour que l'édifice ne s'écroule pas. Les échanges doivent se multiplier et certains services travailler ensemble, ce qui est d'autant moins évident que dans la coopérative mère, certains associés voient généralement d'un mauvais œil ce rachat qui, forcément, va diluer leur pouvoir au sein de leur entreprise.

DRÔTES ET DEVOIRS. Lorsque le greffe commence à prendre - au bout d'environ un an - l'heure de vérité approche. Par petits groupes, tous les salariés suivent une semaine de formation sur ce qu'est une coopérative, sur l'histoire du mouvement et sur les droits et devoirs des coopérateurs. Ce n'est que quelques mois plus tard que SPOT propose aux salariés de faire le grand saut : verser environ deux mois de salaire pour devenir sociétaires de la coopérative naissante. Une fois le groupe de démarrage constitué (avec 30 à 50 % des salariés), SPOT peut passer le relais à une banque, que les associés remboursent grâce aux bénéfices, comme lors d'un RES classique. La société anonyme est devenue coopérative, filiale d'une autre coopérative qui, statutairement, ne peut jamais posséder plus de 49 % des actions.

En deux ans, SPOT a ainsi acquis huit petites entreprises - d'une imprimerie de quelques salariés à une société de matériels d'aspiration des produits du bois de 70 personnes, dont trois ont déjà le statut de coopérative.

Si l'ingénierie financière n'est plus un obstacle, les problèmes de management restent difficiles. Convaincus de la justesse de leur cause, les responsables de SCOP avaient-ils sous-estimé l'impact psychologique des lois du marché ?

Frédéric Lemoine

Dassault change de cap

L'avionneur, en pleine mutation industrielle, aura moins d'ouvriers et davantage d'ingénieurs et de techniciens.

A U sortir de trois années difficiles, les Avions Marcel Dassault, devenu Dassault Aviation en 1990, placent désormais la conversion du personnel aux nouvelles technologies au premier rang de leurs préoccupations. Dans ce groupe de 12 300 salariés, la traditionnelle philosophie engagée à ne plus fermer d'établissements, un engagement qui intègre l'hypothèse d'une absence d'exportation d'appareils militaires dans les quatre prochaines années. Vers 1994-1995, assurent les dirigeants de Dassault, le chiffre d'affaires désormais stabilisé devrait reprendre sa progression, de même que l'emploi. En attendant ces jours meilleurs, le groupe va accélérer sa mutation.

« Nous avons mené à bien notre adaptation avant les autres. Nos concurrents étrangers doivent le faire à chaud. C'est plus difficile », M. Serge Dassault, PDG de Dassault Aviation, ne nourrit pas d'inquiétude pour l'avenir. En ramenant à onze le nombre de ses établissements, le groupe a terminé la réorganisation de ses activités industrielles entamée à la suite de l'absorption de Breguet. Cinq usines ont disparu et, en cinq ans, les effectifs sont passés de 16 000 à 12 300 personnes, alors que le chiffre d'affaires (17 milliards de francs en 1990) se réduisait dangereusement. Entre 1986 et 1988, les rémunérations ont été bloquées et, depuis, la politique salariale a trouvé refuge sous l'aile protectrice de la lettre de cadrage gouvernementale.

Mais la zone de turbulence, désormais, se dissipe. Cette année, les effectifs ne devraient être réduits que de trois cents personnes, et la direction s'est engagée à ne plus fermer d'établissements, un engagement qui intègre l'hypothèse d'une absence d'exportation d'appareils militaires dans les quatre prochaines années. Vers 1994-1995, assurent les dirigeants de Dassault, le chiffre d'affaires désormais stabilisé devrait reprendre sa progression, de même que l'emploi. En attendant ces jours meilleurs, le groupe va accélérer sa mutation.

ARCHITECTURE. L'avenir, assure Pierre Chouzenoux, directeur des ressources humaines, est tout tracé : le groupe va se transformer en « une énorme île avec un petit corps ». Plus que de se concentrer sur des activités de montage, il se fixe pour ambition de devenir un « architecte de l'aéronautique », ce qui implique que la sous-traitance (30 % de l'activité aujourd'hui) revienne au niveau (50 %) des années 60. « Conserver les activités où nous

détournons une avance technologique, sous-traiter celles où d'autres font aussi bien que nous pour moins cher », résume M. Chouzenoux.

Le succès du modèle « Catia » de CFAO (conception-fabrication assistée par ordinateur), mise au point par les chercheurs de Dassault et utilisée par de multiples groupes industriels, de Boeing à PSA, a accéléré l'écoulement des schémas traditionnels. Dans l'usine de Mérignac (Gironde), où sont assemblés les Mirage et les Falcon (avions d'affaires), les éléments du futur Falcon-900 ont été entièrement réalisés grâce à l'informatique. Les données sont transmises à un appareil à commande numérique, qui découpe les matériaux composés au laser.

Pour les soudeurs, fraiseurs et traceurs, la seule issue est de s'installer derrière une pupitre informatique. Une quarantaine d'entre eux y sont parvenus, mais la diffusion de la formation est lente (les stages peuvent s'étaler sur trois ans) et la moyenne d'âge assez élevée des salariés du groupe (41 ans) constitue un obstacle. Certains ne pourront s'adapter, reconnaissent les responsables du personnel qui, toutefois, refusent d'avancer une

estimation de leur nombre. Dans l'usine toute proche de Mérignac, la fabrication des voilures des Mirage-2000 est robotisée, et les gains de productivité dépassent 50 %. Seize techniciens d'atelier ont été mis à niveau après 480 heures de formation. « Nous ne garantissons rien », souligne le responsable de l'établissement : la reconnaissance d'une qualification supérieure dépend en effet non pas d'une négociation avec les syndicats mais de l'attribution d'une prime « au mérite ».

En 1995, prévoit Dassault, le « corps », c'est-à-dire les « compétences », représentera le quart et non plus le tiers des effectifs. Dans l'immédiat, la priorité consiste à trouver les moyens de garnir la « tête » en dénichant les techniciens supérieurs et ingénieurs spécialisés que l'entreprise ne parvient pas à recruter. Pour y parvenir, le groupe parraine de nouvelles formations dans les écoles spécialisées, et s'efforce de planifier ses besoins quatre à cinq ans à l'avance. Ces trois dernières années, 370 personnes ont été recrutées chaque année, dont 300 ingénieurs, cadres et techniciens supérieurs.

Jean-Michel Normand

Les cadres sur le stade européen

Eurochallenge transforme la compétition économique en compétition sportive

« **O**ù a passé vingt heures par jour à ne parler que business et stratégie. C'était un saut à l'élastique intelligent. » Pour les deux cadres de l'équipe Vroone, petite entreprise spécialisée dans les produits pour le bois et les peintures à Marquay-Barré (Nord), et participante d'Eurochallenge lors de son édition 1990, pas besoin de se lancer du haut d'un pont, une corde aux pieds, pour retrouver une motivation dans l'entreprise : affronter concrètement la compétition économique européenne suffit amplement.

Inauguré en 1989, Eurochallenge a une ambition clairement définie par son président-directeur général, Jean-Christophe Fromantin : utiliser le principe et le rythme de la compétition sportive pour fournir un tremplin aux décideurs économiques et à leurs ambitions européennes. La mission de chaque entreprise participante est la suivante : une équipe composée de deux cadres dispose de cinq jours pour développer, dans trois capitales européennes, un projet d'investissement, nouer des contacts sur place, préparer des accords, puis concevoir un

plan d'action stratégique qu'elle doit soumettre à l'arrivée, à un jury de spécialistes en matière de commerce international.

LOGISTIQUE. Depuis 1989, près d'une centaine d'entreprises ont relevé le défi. De la Biscuiterie nantaise à la PME Auzer, en passant par Citroën, Bull, Philips ou les Percussions de Strasbourg. Pour l'édition 1991, 45 entreprises se trouvaient sur la ligne de départ.

Leur réussite s'explique certes par l'esprit d'émulation qui anime la compétition - « un sportif ne bat jamais un record à l'entraînement », souligne Jean-Christophe Fromantin - et aussi par la présence de nombreuses nationalités différentes : Eurochallenge 1991 accueillait les Italiens de Galbani (agroalimentaire), vainqueur final dans la catégorie grande entreprise, des Néerlandais, des Belges ou encore des Portugais. Mais la principale explication des résultats obtenus par les concurrents est la densité du réseau logistique mis à leur disposition.

Pour Dom-Ino par exemple, PME implantée à Bruges (Gironde), créée en 1990 et spécialisée dans l'immobilier et la

construction, Eurochallenge constitue une occasion sans précédent de réaliser une mission d'export à l'échelle européenne : moyennant 30 000 F de droits d'inscription, ses deux équipiers bénéficiaient des déplacements en avion de Paris à Paris pour Budapest, Prague et Varsovie, de l'hébergement en hôtel et d'un crédit repas sur un réseau européen de restaurants (Ticket Restaurant).

Mais surtout ils avaient à leur disposition un incomparable réseau de conseils en stratégie, marketing... Dans le cadre de la préparation de leur projet, puis tout au long de son marathon européen, chaque équipe pouvait solliciter l'expertise de partenaires aussi diversifiés que Nielsen, DDB Needham, Bipe conseils, les douanes françaises, Norx...

Eurochallenge constitue également un fructueux terrain de rencontres entre les entreprises et le monde étudiant, puisque cette édition 1991 a vu la présence en compétition de six équipes « mixtes », composées d'un membre de l'entreprise et d'un étudiant. Trois élèves de Sciences Com, école de communication nantaise, ont participé à la course au sein des équipes France,

Farine, Fleury-Michon et Eurovidéocom. Deux étudiants messins, de l'ESIDE (Ecole supérieure internationale de commerce) et de l'IAE, ont collaboré avec les entreprises Fabot et Prisme. Un élève d'HEC a concouru avec la société parisienne Acte Développement.

Si les motivations des entreprises qui participaient à Eurochallenge avec un étudiant étaient très diverses - pour la société Prisme, de Materville (Meurthe-et-Moselle), dont l'effectif total est de dix-sept salariés, il était difficile par exemple de détacher deux cadres durant un semaine, - les conclusions tirées après la course étaient sensiblement les mêmes. « Cette compétition, en nous permettant d'aborder notre marché avec un œil neuf, a indéniablement été enrichissante », reconnaît ainsi Marc Bouisset, de France Farine. Du côté étudiant, on apprécie surtout d'avoir pu affronter concrètement les difficultés de la compétition économique à l'échelle de l'Europe, et notamment de l'Europe centrale.

Olivier Luczak

► Eurochallenge, 35, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris. Tél. : 42-89-33-31.

REPRODUCTION INTERDITE

SHISEIDO

Nous créons notre unité européenne à GIEN (LOIRET).
Pilotons ensemble un projet plein d'avenir...

Chef de file de la cosmétologie (24000 personnes - N°3 mondial) pionnier et leader en matière de recherche et développement, notre philosophie est basée sur la découverte de nouvelles ressources pour créer la beauté et le bien-être.

RESPONSABLE ENTREPOT ET DISTRIBUTION

En collaboration directe avec notre Directeur Administratif et Financier, vous prendrez la responsabilité de la gestion des flux de marchandises (produits intermédiaires, produits finis, expédition...). Après une expérience de 3 à 5 ans dans des activités de distribution nationale et internationale de préférence dans notre secteur (ou similaire), vous avez acquis une bonne connaissance des réglementations et des obligations légales. Vous pratiquez aisément l'outil informatique et disposez de réelles aptitudes relationnelles pour manager votre équipe. Le sens de l'organisation et la maîtrise de la langue anglaise sont indispensables pour réussir dans notre environnement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous la référence RED à notre conseil qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.
M.F. MASSE DIOT
PSY FORM
68, rue Malakoff - 45000 Orléans

Valorisez votre expérience en rejoignant les équipes d'Orgaconseil, l'un des tout premiers cabinets de conseil en organisation en France, affilié au réseau des "European Independents" (1500 consultants en Europe), en tant que

Consultants en organisation

Diplômé d'une grande école, vous justifiez d'une première expérience (2 à 3 ans) de conduite de projets d'organisation et informatique ou bien d'audit dans les domaines de la banque ou de l'assurance. Vous souhaitez participer à des projets ambitieux et diversifiés : conception de systèmes d'information, de systèmes de pilotage, management de grands projets pour des entités industrielles, financières ou du secteur public, organisation de réseaux d'agences, la diversité de notre clientèle (secteur d'activité, taille...) vous permettra de devenir de véritables généralistes autonomes et responsables, à même d'aborder des problèmes d'organisation à tous les niveaux de l'entreprise. Disponibilité, esprit de synthèse, qualités humaines, créativité sont autant d'atouts qui favoriseront votre évolution rapide au sein d'un groupe qui privilégie la satisfaction de sa clientèle et l'épanouissement de ses collaborateurs.

Adressez votre candidature à Catherine Bocquet, ORGACONSEIL, 64 rue du Paradis, 75016 Paris

Partner of THE EUROPEAN INDEPENDENTS The Group of leading Consulting Companies

ORGACONSEIL
ORGANISATION ET CONSEIL D'ENTREPRISE

GRUPE



Au sein de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, la CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE - un des leaders dans sa branche d'activité - recherche un

— ORGANISATEUR-CHEF DE PROJET —

Détaché(e) rattaché(e) au Responsable de l'Organisation qui anime une équipe de projets pluridisciplinaires dans un Centre de Clientèle très important (400 personnes) au Sud de Paris, cet organisateur confirmé devra concevoir, mettre en oeuvre et piloter les projets organisationnels les plus complexes ou stratégiques visant à l'amélioration des modes de fonctionnement de la structure, ou à l'adaptation des systèmes de gestion au rythme du développement très soutenu de la Société.

De formation supérieure (Bac + 4), le candidat aura une expérience d'au moins 5 ans, dont 3 dans la conduite de projets similaires.

Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution dans le cadre d'une gestion motivante des ressources humaines.

Envoyez votre dossier (lettre de motivation, CV et salaire actuel) sous la référence 910407M à notre conseil : HayManagers - 88-89, rue de la République - 92000 Levallois-Perret

HayManagers

HAY GROUP 1er CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

**ANIMER
COORDONNER
DEVELOPPER**

Dans une école de Commerce à vocation européenne située à Orléans

Le jeune cadre que nous recherchons participera à l'enseignement et du commerce international et coordonnera les relations professeurs/étudiants ; il suivra et développera la coopération avec d'autres écoles en Europe, recherchera les stages à l'étranger et sera l'interlocuteur des étudiants étrangers accueillis à l'école.

De formation ESCE ou équivalente, anglais "fluent" + 2ème langue, fort d'une première expérience ou de stages à l'étranger, il saura faire passer le projet européen de l'école par ses qualités relationnelles.

Merci d'envoyer à notre conseil : PERRY OFFERT
L.P.P. 7-52, rue d'Amsterdam 75008 PARIS
votre dossier (lettre de motivation et en joignant un C.V. détaillé et une photo).

ORGANISME DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE PARIS 16ème

recherche son

Chef service information

Avec l'aide de 2 personnes, il (ou elle) devra assurer toute l'information externe et interne de la Caisse, tenir à jour la documentation, la faire circuler, apporter des idées nouvelles, assurer les liaisons avec les concepteurs, imprimeurs, gérer son propre budget...

Ce poste s'adresse à un jeune cadre, 30 ans minimum, Bac + 4, ayant déjà eu des responsabilités similaires dans une entreprise ou une société de services.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous référence 1324.

INTERCARRIERES
5, rue du Helder - 75009 Paris

Attaché(e) de presse

HACHETTE Littérature Générale est l'un des éditeurs du Groupe Livre HACHETTE. Sa production est d'environ 250 titres par an, en littérature, guides touristiques et ouvrages pratiques.

Vous assurerez auprès de la presse la promotion d'une trentaine de collections (120 nouveautés par an) dans les secteurs Tourisme et Pratique.

De formation littéraire, vous possédez obligatoirement une expérience des Relations Publiques et du métier d'attaché(e) de presse d'au moins 3 à 5 ans dans un secteur culturel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la ref. 91024/M à la Gestion des Cadres du GROUPE LIVRE HACHETTE 24, Bd Saint-Michel - 75006 PARIS.

HACHETTE
GROUPE LIVRE

APPLIED MATERIALS

Leader mondial indépendant des fabricants d'équipements pour l'industrie du semiconducteur renforce sa filiale Applied Materials Sml pour accompagner le développement de ses activités en Europe du Sud (Belgique, Espagne, France, Italie, Suisse) en créant un poste de :

RESPONSABLE SERVICE RESSOURCES HUMAINES INTÉGRÉ AU SEIN DE L'ÉQUIPE DE MANAGEMENT

Il sera en charge notamment des activités suivantes :

- * Recrutement
- * gestion des carrières et de la formation des employés
- * le suivi des dossiers d'expatriation
- * participer à la mise à jour des structures de salaire.

Le candidat recherché sera :

- * de formation école de commerce ou équivalente (maîtrise psychologique)
- * minimum de 4 années d'expérience dans un département de ressources humaines
- * de réelles qualités de communication
- * une expérience précédente dans une société internationale en Europe du Sud serait un net avantage
- * maîtrise de la langue anglaise

Pour cette position, nous offrons :

- * l'opportunité de travailler dans un secteur industriel dynamique à croissance rapide
- * un environnement de travail international
- * une rémunération motivante

Prérez d'envoyer votre candidature et votre CV à l'attention de Joëlle WUNNEBERG, Directeur européen des Ressources humaines, APPLIED MATERIALS Sml, 72, av. des Martyrs, 38000 GRENOBLE

FORMATION PROFESSIONNELLE

ETUDIANT ou PROFESSIONNEL

Les entreprises recherchent des spécialistes en

PRODUCTION

L'INSTITUT SUPÉRIEUR D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN PRODUCTION AUTOMATISÉE vous propose

UNE ANNÉE DE FORMATION DE HAUT NIVEAU

dans les domaines suivants :

1. Intelligence Artificielle et Productique
2. Gestion de Production Assistée par Ordinateur (G.P.A.O.)
3. Automatisation de la Production / Communication Productique



NIVEAUX SELECTION

BAC + 4/5 options 1 et 2 BAC + 2 options 2 et 3

(ou expérience professionnelle équivalente)

ISERPA - Raymond BITEAU

122, rue de Frémur - BP 305 - 49003 ANGERS CEDEX 01

Tél. : 41 44 49 44

THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS

département de formation permanente

Offrez-vous une nouvelle carrière avec les années 90

Spécialiste en droit du commerce international et européen

- * Formation d'assistant juridique permettant d'exercer dans des cabinets et compagnies internationales en Europe ou aux États-Unis.
- * Cours en droit du commerce international et de la CEE enseignés en anglais par des avocats (4 mois en cours du jour ; 7 en cours du soir).
- * Assister à une session d'information gratuite à Paris le 16 mai à 18 h 30 ou le 18 mai à 10 heures.
- * Pour réserver votre place et obtenir une brochure gratuite, contactez :

The American University of Paris,
The Institute for Paralegal Studies,
88, boulevard de La Tour-Maubourg, 75007 Paris.
Tél. : 45-51-64-58. FAX : 45-51-56-20.

سكزا ابن الاميل

سكزا من الامم

Le Monde des Cadres



ON N'A PAS FAIT LE MONDE
MAIS ON EST PARTI
POUR LE REFAIRE

CONSTRUIRE LA PERFORMANCE
NORD-FRANCE

RESPONSABLE PERSONNEL EXPATRIE

SUD DE PARIS 230 - 260 KF

Entreprise générale de construction, présente sur tous les secteurs : Bâtiment, Travaux Publics et Génie Civil, tant en France qu'à l'étranger (CA. 1990 : 3,2 milliards de francs - 3 700 collaborateurs).

Sous l'autorité du Directeur de la branche internationale et en étroite liaison avec la DRH du Groupe, vous êtes généraliste de la fonction personnel :

- gestion administrative,
- gestion de l'emploi (prévision, recrutement, intégration),
- élaboration des plans de formation,
- assistance et conseil aux opérationnels sur les questions juridiques et sociales,
- missions à l'étranger et relations avec les interlocuteurs locaux.

Agé d'environ 35-40 ans, vous avez impérativement une expérience de la fonction dans le secteur du B.T.P. et si possible à l'export. Vous êtes parfaitement bilingue anglais et disponible pour des déplacements à l'étranger.

Poste basé à notre siège (91).

Merci d'adresser votre candidature sous réf. RPE3 à Pascale MONNIER - NORD-FRANCE, Chemin de la Touraille, B.P. 25, 91310 MONTLHERY CEDEX

UNE MISSION STRATEGIQUE DANS UNE PUISSANTE SOCIETE DU SECTEUR TERTIAIRE

RECRUTER ET GERER LES COMPETENCES

320.000 +

Nous confierons cette responsabilité à un candidat de formation supérieure (Sciences Po, DESS, Psycho, CELSA, CFFOP...) disposant d'une expérience de 5 ans environ acquise de préférence en entreprise.

Expert avisé et opérationnel auprès de la hiérarchie, interlocuteur privilégié des conseils extérieurs, d'excellentes capacités relationnelles, des qualités de rigueur et de dynamisme, ainsi qu'une bonne maîtrise des méthodes d'évaluation des hommes et des fonctions sont indispensables.

Poste Paris Nord.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite et photo sous réf. 4555M à PUBLIPANEE - 13, rue Rosenwald - 75015 PARIS qui transmettra.

Publication sociale désirant renforcer son équipe de journalistes recherche

spécialiste confirmé(e) de l'action sociale

- Formation : études supérieures (2^e cycle + diplôme travail social appréciés).
- Très bonne aisance rédactionnelle et facilité de contacts.
- Déplacements à prévoir.

Écrire avec CV, photo et prétentions à : ASH/recrutement : 10, rue de Louvois, 75002 Paris

Le Centre hospitalier Sainte-Marie, spécialisé en psychiatrie
LE PUY (HAUTE-LOIRE)

Établissement privé participant au service public et développant son activité de secteur recherche

PRATICIENS HOSPITALIERS PSYCHIATRES

Temps plein, pour Secteur Psychiatrie Adultes et Inter-secteur de Psychiatrie Infanto-juvénile (statut public + avantages retraite et prévoyance).

Candidatures et renseignements auprès de :
M. le Directeur, C.H.S. Sainte-Marie
Route de Brives, 43001 LE PUY-EN-VELAY Cedex
TEL : 71-07-55-21

« Chef de Projet Gestion Commerciale



Leader Européen dans les lieux pour automobiles recruté pour son Centre de Bondoufle (91) un Chef de Projet Gestion Commerciale.

Rattaché au responsable de l'équipe Gestion Commerciale, vous aurez pour mission de définir, mettre en place et gérer notre nouveau système d'informations commerciales (AS 400 + PC), ce qui implique :

- la définition et la prise en charge du Plan à Moyen Terme,
- la mise en place et l'alimentation d'une base de données MARCHE et CONCURRENCE,
- la détermination des outils d'extraction des données statistiques (QUERY...) et la mise au point d'un système de suivi des projets industriels.

Parallèlement, vous participerez à la réalisation d'audits et d'études ponctuelles et élaborerez les procédures et les manuels d'utilisation.

Agé de 25/28 ans, de formation supérieure type ESC, Maîtrise de Gestion..., vous possédez une expérience d'1 ou 2 ans au cours de laquelle vous avez acquis de réelles connaissances de l'informatique et de la Micro (Tableur - SGED, etc).

Rigueur, faculté d'adaptation mais aussi esprit pédagogique et capacités rédactionnelles seront vos atouts pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à VALEO VISION - DER - 2 rue Gustave Eiffel - Bondoufle - BP 1128 - 91911 EVRY CEDEX 9.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et véhicules industriels dans le monde.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

La Ville de Rennes recrute, un

CADRE A

Fonctionnaire Territorial pour la Direction de l'Urbanisme

Placé auprès du Directeur de l'Urbanisme, il sera responsable des programmes et du développement.

Missions :

- Animation et coordination de l'ensemble des activités de la Direction
- Réflexion sur les objectifs et la stratégie en matière de développement urbain.
- Interface avec les services municipaux et les partenaires publics et privés de la Ville.
- Evaluation des actions.

Profil :

- Formation supérieure en urbanisme indispensable.
- Solide expérience de l'urbanisme opérationnel et du management d'une équipe pluridisciplinaire.
- Qualités relationnelles et sens de l'organisation.

Adresser lettre de candidature manuscrite et curriculum-vitae détaillé à : Ville de Rennes - Direction du Personnel - B.P. 26A 35031 Rennes cedex avant le 10 MAI 1991

VILLE DE VIGNEUX-SUR-SEINE (Essonne) recherche

CHEF DE SERVICE URBANISME/HABITAT

Missions :

- En liaison avec les élus et la direction générale, contribuer à poursuivre l'aménagement et le développement de la ville.
- Maîtrise des procédures prévisionnelles, opérationnelles et réglementaires de l'urbanisme local : programmation d'équipement, suivi du P.O.S., instruction et délivrance des demandes relatives au droit des sols.
- Suivi de la cellule « habitat/logement » : relations avec les partenaires de la politique de la ville (État, région, bailleurs, locataires), attributions de logements.
- Suivi des ressources humaines (2 cadres, 4 agents), financières et des moyens techniques, information des procédures d'urbanisme et du secteur logement à opérer.

Profil :

- Diplôme 3^e cycle en urbanisme souhaité.
- Professionnel confirmé de l'urbanisme des collectivités locales.
- Attaché, ingénieur (principal et en chef possible) ou contractuel.
- Avantages particuliers :
- Prime de fin d'année.
- Logement possible.

Poste à pourvoir dans les meilleurs délais.

Renseignements : M. le Secrétaire général. Tél. : 69-40-44-00
Envoyer candidature et CV à : M. le Maire - Hôtel de Ville - 91270 VIGNEUX-SUR-SEINE

4^e VILLE DES BOUCHES-DU-RHONE
43 000 habitants
1 200 agents
Budget 513 MF
7 sociétés d'économie mixte - 1 SIVOM
1 régie autonome eau et assainissement

recherche son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Nous souhaitons recruter, par mutation ou détachement d'un administrateur, un candidat expérimenté, motivé, désireux de s'investir, d'apporter à nos services ses qualités relationnelles et de manager, et de s'intégrer à notre commune.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à :
M. le Député-Maire - Service du Personnel
Bureau des Recrutements-Concours
Avenue Louis-Sammut - 13692 Martigues Cedex

CONSULTANT

Si à TOULOUSE

Vous êtes forgé une forte culture personnelle.

Vous avez :

- 35 ans au moins
- une expérience véritable de l'entreprise,
- une connaissance approfondie de la vie économique de la région.

Vous êtes :

- autonome et aimez l'équipe,
- un homme ou une femme de conviction,
- à la fois capable d'analyse et de synthèse,
- créatif et homme de développement,
- prêt à abandonner le pouvoir pour le conseil.

Vous cherchez à :

- rejoindre le service,
- bénéficier d'un vaste espace de liberté et d'échanges.

Vous l'intéresserez probablement.

Adresser nous un dossier de candidature aussi complet que possible, que vous constituerez à votre convenance, 10 rue Jean-Jacques ROUSSEAU 33000 BORDEAUX

AVANCE ASSOCIÉS

Gaumont recherche

Responsable du Personnel

Sous l'autorité du Directeur du Département Exploitation (400 personnes), vous aurez la responsabilité de la gestion opérationnelle (administration, paie, recrutement, formation) en étroite collaboration avec la Direction des Ressources Humaines.

Agé de 28/35 ans, diplômé d'études supérieures, vous avez une expérience des ressources humaines d'environ 3 ans appuyée sur une personnalité à la fois affirmée et diplomate.

De réelles opportunités pourront être offertes à un collaborateur de valeur.

Merci d'adresser lettre + CV + prétentions sous réf. NR/78 à Nicole ROGER
COREAD CONSEIL
223, boulevard Péreire
75017 PARIS

COREAD
CONSEIL EN RECRUTEMENT

LA VILLE DE CERGY (95)
49 000 habitants - Commune centre de l'agglomération nouvelle de Cergy-Pontoise

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

plus particulièrement chargé de la gestion des ressources humaines et de l'administration générale

SON RESPONSABLE DE LA GESTION BUDGÉTAIRE

Fonctionnaire catégorie A (avantages annexes) ou contractuel.

Adresser les demandes de renseignements ou les candidatures à :
M^{me} le Maire - Mairie de Cergy
2, rue de l'Abondance - 95000 CERGY

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des Cadres

LES ECOLES DE MANAGEMENT DE RHONE-ALPES

recherchent pour la rentrée 1991

PROFESSEURS-CHERCHEURS ou PROFESSEURS-CONSULTANTS

Vous avez un DEA de Sciences de Gestion ou un doctorat. Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole. Vous avez une expérience de cadre d'entreprise, de consultant ou de formateur. Vous utilisez couramment plusieurs langues de travail. Venez rejoindre une équipe dynamique dans l'une des régions-phares de l'Europe. Des postes sont proposés dans les disciplines suivantes :

- MARKETING
- GESTION
- TECHNIQUES QUANTITATIVES ET INFORMATIQUE
- ETUDES JURIDIQUES

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE CHAMBERY

Guy MARMET
Route de St-Cassin
Jacob-Bellecombette
73000 CHAMBERY

- MANAGEMENT DES ORGANISATIONS

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

Jacques BOLON
21, rue d'Arcole
SAINT-ETIENNE 42000 ST-ETIENNE

- COMPTABILITE GESTION
- STRATEGIE INTERNATIONALE
- GESTION INDUSTRIELLE
- MARKETING
- MANAGEMENT DES ORGANISATIONS

ECOLE ESC GRENOBLE

Thierry GRANGE
BP 127
38003 GRENOBLE CEDEX

- GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
- MARKETING INDUSTRIEL
- GESTION FINANCIERE
- AFFAIRES INTERNATIONALES

GROUPE ESC LYON

Maryse VESCO
BP 174
69132 ECULLY CEDEX

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à l'Ecole concernée.

AREA CONSULTANTS

SOCIETE DE CONSEIL EN MANAGEMENT
ORGANISATION ET SYSTEMES D'INFORMATION
recrute :

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

- Formation supérieure (X, Centrale, Mines, HEC, ESSEC...)
- Débutants ou confirmés (3 à 5 ans d'expérience en entreprise ou Cabinet de Conseil)
- Postes basés à Paris

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. SV9102 à :
AREA Consultants - 33, avenue du Maine - BP 180 - 75755 PARIS cedex 15

MONTPELLIER EUROCITE



DIRIGEZ LA MISSION DU POLE HELIOPOLIS

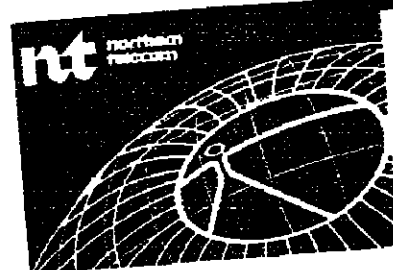
MONTPELLIER LR TECHNOPOLE, structure du développement économique, dépendant du District de Montpellier, recherche son

R esponsable du développement

De formation supérieure commerciale, marketing ou gestion, vous avez une expérience significative et réussie dans ce secteur d'activités vous donne envie de vous investir au sein d'une équipe dynamique. Associé à la définition de la politique des activités, le responsable sera en charge de la mise en oeuvre et du développement. Vous assurerez en parallèle la direction de l'activité commerciale. Vous assurerez en parallèle la direction de l'activité commerciale. Vous assurerez en parallèle la direction de l'activité commerciale.

Merci d'adresser avant le 10 mai 1991 sous réf. : 103 N lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à notre Conseil PSYNERGIE - L'Ariant - 650 Av. de Montpellier - 34972 LATTES - Confidentialité assurée.

PSYNERGIE MARSEILLE - PARIS MONTPELLIER



Chef du Personnel chez Northern Telecom

Une mission sans conteste européenne
You know what I mean ? *

Ce symbole représente
l'Univers numérique
intelligent, la structure
imaginée par Northern
Telecom pour une
société de l'information
où les télécommunications
deviendront le
cadre universel de
toutes les interactions
humaines.

Parce que Northern Telecom est le principal fournisseur mondial de systèmes de télécommunication entièrement numériques.

Parce qu'en France, l'objectif de Northern Telecom est d'établir le Centre d'Excellence Européen en communication privée, dans les secteurs aussi variés que Marketing, Support, Recherche et Développement, Formation et Technologie.

Parce que Northern Telecom sait que ses collaborateurs lui procurent son avantage concurrentiel sur les marchés mondiaux.

Votre mission sera passionnante. Elle se résume en trois mots : Gérer pour réussir.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. CP/PM à Geoffrey Hicks
NT MERIDIAN - 16, place de l'Iris - Cédex 13
92082 PARIS LA DEFENSE

Recruter, intégrer, former, évaluer, faire évoluer, communiquer pour faire communiquer, installer un climat qui favorise le succès, sont les multiples facettes d'une mission offerte à un professionnel aux multiples talents.

De formation supérieure, préférentiellement juridique, vous avez 5 à 7 ans d'expérience de la fonction personnelle, acquise de préférence dans un milieu de haute technologie.

Vos grandes qualités (organisation, animation, relations...) associées aux outils performants de gestion mis à votre disposition seront vos autres atouts. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

* Vous voulez ce qui le veut ?

DES HOMMES QUI FONT PARLER LE MONDE **nt** northern telecom

RHONE-ALPES
Agréable ville universitaire

800 personnes (200 ingénieurs)
Haute technologie

Leader européen dans son domaine de pointe, notre établissement industriel, qui fait partie d'un Groupe mondialement connu, est orienté vers la recherche appliquée et la fabrication de produits haut de gamme. Par suite de la promotion du titulaire actuel, nous recherchons

Directeur des ressources humaines 350 KF

Vous couvrez l'ensemble des responsabilités liées à la fonction : vous aurez en particulier les missions de proposer à la Direction Générale à laquelle vous êtes rattaché, les politiques et les méthodes de gestion et de développement du personnel. Aidé d'une équipe interne auprès de la hiérarchie pour l'assister dans la gestion des ressources humaines. De formation supérieure, plutôt de type sciences sociales ou humaines, vous possédez une professionnalisme reconnu de plusieurs années (5 à 7 ans

minima) dans la fonction personnel, acquise nécessairement dans un milieu industriel. Homme de terrain et de conseil expérimenté, apte à gérer des problèmes concrets, votre réussite à ce poste est basée sur votre compétence, votre rigueur et votre propre charisme auprès d'une population exigeante composée, pour une grande part, d'ingénieurs et de techniciens. Des possibilités vers d'autres enlargissements de carrière existent à l'intérieur de notre groupe pour un candidat qui aurait réussi à ce poste.



Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) sous réf. 700, en précisant un numéro de téléphone à Guy POSTEL Conseil, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup, qui s'engage à traiter confidentiellement et rapidement votre dossier.

Guy Postel

Responsable de projets ouvrages scientifiques

HACHETTE EDUCATION occupe une place de premier plan dans l'édition d'ouvrages scolaires. Ses éditeurs sont responsables de la conception et de la création d'ouvrages et de collections par secteur d'enseignement. Ils définissent des projets avec leur direction éditoriale puis en dirigent et en gèrent la réalisation, coordonnant et supervisant le travail des auteurs et des différents spécialistes : correcteurs, illustrateurs, maquetistes, fabricants.

La Direction éditoriale des publications Scientifiques recherche un éditeur qui sera chargé des manuels et collections de sciences pour les lycées et les collèges. De formation scientifique (Bac + 4), vous avez une première expérience d'éditeur et, si possible, d'enseignant. La pratique de la PAO serait un atout.

Merci d'écrire sous réf. 91025/M à la Gestion des Cadres du GROUPE LIVRE HACHETTE, 24, boulevard Saint-Michel - 75006 PARIS.

HACHETTE GROUPE LIVRE

هكذا بين الاصل

سكنا من الاحل

Le Monde des Cadres

Optimisez notre logistique de distribution

PARFUMS
GIVENCHY

Filiale du Groupe LVMH, notre société bénéficie d'une grande notoriété dans le monde entier (CA 850 MF dont 80 % à l'export). Notre réussite et notre croissance proviennent du grand professionnalisme de nos équipes et de l'efficacité de notre réseau de distribution.

Patron de notre site unique de distribution, vous serez totalement responsable de son fonctionnement et de l'optimisation de ses performances : gestion des stocks (600 références), réalisation des commandes (4000 tonnes/an), choix des moyens de conditionnement et de transport, relations avec les douanes et assurances, propositions d'investissements, etc. Vous animerez une équipe de 50 personnes, élaborerez et suivrez votre budget. Vous serez en relation constante avec la production et les services commerciaux.

De formation supérieure, vous avez une expérience similaire de 4 à 5 ans et vous êtes motivé par un poste autonome et essentiel pour la poursuite du développement de l'entreprise. Bon organisateur, vous savez également manager une équipe. Pratique de l'anglais et expérience d'un environnement informatique souhaitées. Poste basé à Beauvais.

Merci d'adresser votre candidature avec une lettre manuscrite sous réf. E 246/M à notre conseil Elisabeth Chenevier, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.



Oberthur Consultants

49, rue Saint Roch 75001 PARIS

COMMISSARIAT
A L'ENERGIE ATOMIQUE



AGENCE NATIONALE
POUR LA GESTION
DES DECHETS
RADIOACTIFS

MAITRISER LE PRESENT ASSURER L'AVENIR

Responsable de la gestion à long terme des déchets radioactifs français, l'ANDRA assure une mission nationale de protection de notre environnement actuel et futur, avec une expertise reconnue au niveau mondial comme une référence. Forte de 260 personnes, principalement ingénieurs et scientifiques de haut niveau, l'ANDRA constitue un creuset de compétences techniques et industrielles se perfectionnant en permanence pour s'adapter à l'extension de ses missions. Pour accompagner ce développement au sein de l'équipe de l'Echelon personnel, nous recherchons un

RESPONSABLE FORMATION/ COMMUNICATION INTERNE

De formation supérieure (ingénieur de préférence), vous avez une expérience de 5 ans minimum dans la mise en œuvre de plans de formation dans un contexte industriel ou technique de haut niveau. Si de plus, vos qualités humaines d'écoute et d'ouverture ont nourri chez vous un souci pour la communication interne, l'ANDRA pourrait bien être votre prochaine étape significative.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. B195K, à Lucien Brossard, OC Conseil, 3 rue E. & A. Peugeot, 92500 Rueil-Malmaison. Répondeur Mindat : 42 35 10 30

Jeune inspecteur IARD

Grand Ouest de Paris

BANQUE
REGIONALE
D'UN GRAND
GROUPE

Fortement implantée à l'Ouest de Paris, avec 50 agences et plus de 40 % du marché, nous recherchons le responsable du développement de la branche d'assurance IARD. Nous vous confierons le pilotage de cette activité et l'animation de l'équipe. Vous organiserez et superviserez le contrôle de la souscription, en consultant le réseau. Tout en suivant la gestion, vous coordonnerez les actions avec les autres acteurs concernés de la banque. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer de jeunes professionnels, de formation Ecole d'assurance, ESCAE ou maîtrise de gestion, avec une première expérience réussie en IARD. Une bonne maîtrise des procédures de gestion informatisées, la pratique de la micro et la connaissance des techniques d'assurance, autant d'atouts requis pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + prétentions sous la référence 107/M à notre Conseil FINANSEARCH - 10, rue du Colisée - 75008 PARIS



TAILLANDIER CONSEIL
FINANSEARCH
ETHIQUE ET RECRUTEMENTS

PARIS - BORDEAUX

TOULOUSE - ORLÉANS

CHEF D'EXPLOITATION : N° 2 D'UNE AGENCE

INGENIEUR
INSA, UTC...



Société de services, filiale du Groupe ELF AQUITAINE, ESYS est l'un des leaders français en gestion et maintenance d'équipements thermiques et climatiques.

Notre agence de Lyon recherche un ingénieur d'exploitation, numéro 2 de l'agence ; votre mission est triple :

- commerciale : vous maintenez et développez votre portefeuille d'affaires (50 MF) ; interlocuteur privilégié de vos clients (habitat, tertiaire), vous êtes responsable de la négociation de très importants contrats d'entretien et d'exploitation,

- managériale : vous encadrez, animez, motivez une équipe d'une trentaine de personnes (techniciens et agents de maîtrise),

- technique : vous assurez la gestion complète de 2 gros secteurs d'exploitation : vous êtes le garant de la qualité de nos prestations.

De formation ingénieur, vous disposez d'au moins 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine du génie climatique. Votre sens commercial, vos qualités d'animateur seront essentielles pour réussir dans cette mission qui vous permettra une réelle évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. IE43 à l'attention de Séverine de CACQUERAY - ESYS - 73 Boulevard Haussmann 75008 PARIS.

Associons nos énergies

FRANCE CONSTRUCTION

Société de promotion immobilière, nous recherchons un(e)

Responsable de programme

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une première expérience des opérations PLA/PLI ainsi qu'une bonne connaissance des organismes financiers, des sociétés HLM et des collectivités locales.

Rigueur, organisation et sens du contact vous permettront de réussir à ce poste.

Envoyez C.V. + lettre + photo à L. VAN ECKHOUT FRANCE CONSTRUCTION - 42, rue de Bellevue 92100 BOULOGNE

FRANCE BOUYEUX IMMOBILIER

Au sein de la SOCIÉTÉ DES EAUX DE PARIS qui approvisionne toute la capitale en eau

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES

et contribuez à moderniser l'ensemble des installations (usines, conduites, dérivations et réservoirs).

MISSIONS

Vous conduirez des études relatives aux investissements de la société et de ses clients. Vous participerez à de grandes opérations d'aménagement de la capitale, élaborerez des marchés et coordonnerez les partenaires concernés.

PROFIL

Déterminé en matière de coordination et d'articulation des différentes phases de travaux, responsable de budgets importants, vous avez le sens du contact, et un esprit rigoureux et novateur.

Ingénieur diplômé (bac + 5 minimum), vous possédez les techniques de travaux publics (réseaux et ouvrages d'art notamment).

Une expérience professionnelle de 2 ans minimum est souhaitable.

Rémunération selon expérience.

Votre de fonction.

Adresser lettre manuscrite et CV à la SAGEP

M. le Responsable des ressources humaines 9, rue Schoelcher - 75014 Paris

Spécialisés depuis 6 ans dans le conseil business to business, notre développement s'est appuyé sur : le recrutement de Cadres et de Dirigeants, l'Organisation et la Gestion prévisionnelle, la Formation Commerciale, le Conseil marketing de différenciation auprès d'entreprises du Service et de l'Industrie. Pour accompagner cette croissance, nous recherchons :

CONSULTANT

Recrutement en middle management

A 33/35 ans, vous avez acquis une expérience significative de l'entreprise ou du consulting et souhaitez exercer votre métier en pleine responsabilité et autonomie.

Nous vous offrons :

- une structure associative et une stratégie de développement,
- une méthodologie expérimentée,
- une cellule prospection commerciale.

Grâce à cette logistique et appuyé au démarrage par notre équipe, vous aurez à créer, à développer une clientèle et à assurer les missions dans leur ensemble.

Si professionnalisme, esprit d'entreprise et éthique motivent votre carrière, nous serons heureux de vous rencontrer.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M 9104 CL (à préciser sur l'enveloppe) à l'AGENCE AFFLUENTS - 43, rue du Chemin-Vert 75011 PARIS - qui transmettra.

BUREAUTIQUE ORGANISATION
SECRETARIAT

CONSULTANT FORMATEUR

N°1 en Europe de la formation des adultes, la CEGOS développe ses activités et propose des postes de Consultants-Formateurs en bureautique, organisation, secrétariat. Vous maîtrisez les nouveaux outils micro-informatiques, vous avez une formation bac + 5 et l'expérience de fonctions administratives : organisation, assistant etc... Vous êtes passionné(e) par la pédagogie. Nous vous proposons de transmettre votre savoir en animant et concevant des stages inter-entreprises et dans l'entreprise. En intégrant notre équipe, vous découvrirez un environnement stimulant et de nouvelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 2386 /M à Marie-José FOURNIAT CEGOS Division Recrutement 204, Rond Point du Pont de Sèvres Tour Vendôme 92516 BOULOGNE Cédex.

JEUNE ORGANISATEUR

N°3 européen de la lingerie féminine (1 400 personnes, 6 filiales commerciales en Europe), notre groupe assure une forte expansion à une belle santé financière.

La refonte de notre système d'informations commerciales dans les entités du groupe (France et Europe) conduit notre DSI à renforcer sa structure par la création de ce nouveau poste.

De formation bac + 5 (ingénieur généraliste ou école de gestion), vous possédez une première expérience de la fonction en entreprise ou en cabinet conseil.

Le poste est basé au siège social de la société (banlieue sud. RER B). Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) à la Direction du personnel de la société, 8-10 rue de Provigny, 94230 Cachan.

Chantelle
Lingerie

SOCIÉTÉ DE CONSEIL SPÉCIALISTE
DU MARKETING DE L'IMMOBILIER
ET DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN

recherche

Chargé(e) d'études senior

Pour apporter à ses clients les solutions les plus performantes et les plus innovantes, le GRECAM développe son département conseil, au sein duquel vous prendrez rapidement des responsabilités.

Vous avez une formation supérieure commerciale ou de gestion (BAC + 4).

Vous avez une expérience de 3 ans minimum du conseil en marketing.

Vous souhaitez vous impliquer dans un métier de réflexion et de contacts, prendre part aux décisions immobilières majeures (habitat, bureaux, loisirs) en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo) à :

grecam
12, rue Hamelin - 75116 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Fonction Commerciale

UCABAIL

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

LA SOCIÉTÉ
HOLDING
DE CRÉDIT BAIL DU
CRÉDIT AGRICOLE
CONFIRME SA
DYNAMIQUE DE
SUCCÈS AU SEIN DU
PREMIER GROUPE
BANCAIRE
EUROPÉEN : 300
COLLABORATEURS,
20 DÉLÉGATIONS
RÉGIONALES

ATTACHÉS COMMERCIAUX

DIJON - PARIS - REIMS - STRASBOURG

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESCAE, SUP de CO, Maîtrise des sciences de gestion ou sciences économiques), vous avez acquis plusieurs années d'expérience professionnelle de préférence dans le crédit aux entreprises.

Nous vous proposons de rejoindre une grande société holding de Crédit Bail : UCABAIL, filiale du Crédit Agricole.

Directement rattaché au Délégué Régional, vous serez chargé :

- d'informer et de l'animation d'un réseau commercial solidement établi,
- de promouvoir les activités de Crédit Bail sur les départements rattachés à la délégation.

Pour ces postes qui exigent de fréquents déplacements, nous vous remercions d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. LAM/05.04 à la Caisse Nationale de Crédit Agricole - Direction des Ressources Humaines - B.P. 48 - 78280 GUYANCOURT.



RESPONSABLE GROUPEMENT PROFESSIONNEL

Société à caractère de groupement professionnel, nous gérons les intérêts de nos actionnaires industriels dans leurs achats de matières premières.

Votre mission : intermédiaire direct de nos clients-actionnaires, vous conduirez pour eux, et de façon autonome, le rassemblement de l'offre et de la demande de matières premières :

- Recherche de sources d'approvisionnement en France et à l'étranger,
- Suivi des cours nationaux et internationaux,
- Négociation avec les fournisseurs,
- Direction administrative d'une structure légère.

Le CA annuel d'achat représente 200 millions de F.

Votre profil : Vous êtes diplômé d'une formation supérieure. Vous avez au moins 8 ans d'expérience avec la pratique de la négociation en milieu industriel ou de la gestion d'intérêts interprofessionnels. Vous avez une culture générale qui vous permet de conduire des relations à haut niveau. Vous êtes intéressé par un poste de négociateur et de gestion d'une petite unité autonome.

Vous portez l'anglais.

Le poste est situé à Paris et suppose des déplacements.

Ordre de grandeur de rémunération : **350.000 +**

Ecrire sous réf. 17 A 354-11A. Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Protéger l'environnement de nos voisins européens

Une démarche scientifique et une technologie avancée ont permis à SARP Industries, filiale de la Générale des Eaux, de devenir en France le leader du traitement des déchets industriels.

Pour poursuivre notre croissance, nous souhaitons développer nos activités en Europe en créant le poste de :

Responsable d'affaires export

Rattaché au Directeur commercial, vous :

- analysez les appels d'offres internationaux,
- élaborez les propositions de traitement propres à chaque secteur industriel,
- négociez les nouvelles implantations.

A 30/35 ans, de formation ingénieur, vous avez acquis une expérience commerciale à la vente de projets industriels. Vous recherchez un poste qui vous permette d'évoluer. Anglais courant. Poste basé en région parisienne (ouest).

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. 1049/M, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75320 Paris Cedex 07.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

PARIS - LILLE - LYON - SOPHIA - ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

Dans le cadre de sa forte croissance, PRISME, SSII internationale sur systèmes intermédiaires (IBM) 230 personnes, recherche pour son siège situé à JOUY-EN-JOSAS, des

Ingénieurs d'affaires

A réception d'un appel d'offres, vous initiez et menez les divers contacts avec les prospects. En collaboration avec vos collègues consultants, vous élaborez une proposition, vous saurez la défendre et la négocier au mieux pour conclure la vente. Interlocuteur privilégié des clients, vous veillerez à leur entière satisfaction et les accompagnerez dans leur développement en proposant des projets adaptés à leurs besoins.

Votre formation : Ecole de Commerce ou Ingénieur.

Votre expérience : plusieurs années dans la vente de logiciels de gestion sur plateforme IBM AS 400 ou équivalent (Vente, Stocks, Achats, GPAO, Finance).

Vos qualités : de réels talents commerciaux, un esprit d'analyse et de synthèse et bien sûr un très fort dynamisme.

Notre système de rémunération est particulièrement motivant (plus de 500 KF reparté en salaire fixe + intéressements) et vous disposerez d'une voiture de fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Philippe VANDEPUTTE - Société PRISME - 2-4, rue J.B. Huet 78390 JOUY-EN-JOSAS - Tél. 34.05.93.70.



Le Monde des Cadres

Notre SSII dans les secteurs de haute technologie a besoin de vous... mais vous offre aussi un champ d'action particulièrement intéressant.

Commercial et ingénieur Sud-Ouest

Vos interlocuteurs : les plus grandes Entreprises, vos centres d'intérêts : les grands projets de notre temps. Nos vaillants soit en régie, soit au forfait. Nos équipes d'ingénieurs sont particulièrement performantes, au savoir-faire reconnu. A 30 ans environ, vous recherchez un milieu enrichissant, stimulant, vous nous apportez votre allant, vos compétences commerciales, vos capacités d'encadrement, vous aimez ce métier dur mais passionnant, alors venez partager notre enthousiasme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence A1 04 18 à notre Conseil, Madame Claude Favereau FAVEREAU CONSULTANTS 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Le Monde de l'Informatique

UNICRÉDIT

RESPONSABLE INFOCENTRE

L'efficacité de notre système informatique (35 personnes, 4 VAX/VMS, 180 terminaux et 70 Macintosh interconnectés dans un réseau local, base de données relationnelle, etc.) contribue largement à notre rythme de développement soutenu et à la diversification de nos activités. Dans ce contexte, nous créons le poste de Responsable Infocentre rattaché au Responsable Informatique Individuelle.

Dans le cadre des principes généraux et orientations définies dans le schéma directeur pour l'Infocentre, vous étudierez les besoins exprimés par les utilisateurs, préconiserez les moyens de traitement le plus adaptés, les guiderez dans leurs réalisations et assurerez le support technique des outils Infocentre. Vous collaborerez avec le Service des Etudes pour la définition des données, l'organisation de la base, l'évaluation des fonctionnalités et l'amélioration des performances.

Vous avez une formation supérieure de type scientifique ou de gestion. Vous avez surtout une expérience de 4 à 5 ans de l'informatique bancaire ou financière. Curieux du métier des autres, attentif à leurs besoins, vous saurez mettre vos compétences, vos outils et savoir-faire à leur service. Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence C.109 à notre Conseil Catherine Charvet - OBERTHUR CONSULTANTS 49, rue Saint Roch - 75001 PARIS.

FILIALE DU CRÉDIT AGRICOLE UNICRÉDIT CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCÈS : 250 COLLABORATEURS BILAN : 27 MILLIARDS DE FRANCS NOTRE SPECIALITE : LE FINANCEMENT AUX ENTREPRISES



مكتبة الادب

صكزاونا الامل

16 Le Monde • Mardi 22 avril 1991

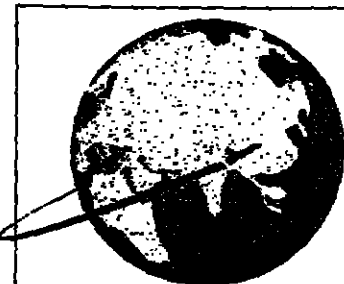
XII Le Monde • Mercredi 24 avril 1991

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de l'

Informatique



N° 1 dans le domaine des équipements aéronautiques et spatiaux, INTERTECHNIQUE emploie 2 200 personnes et réalise un chiffre d'affaires d'un milliard et demi de francs.

Le Directeur de la Qualité, rattaché au Président du Groupe INTERTECHNIQUE, renforce son équipe de 120 personnes, et recrute

2 Ingénieurs Assurance Qualité Logiciel

Ecole d'ingénieur ou Universitaire

Rattaché au Directeur de la Qualité, vous prendrez en charge l'assurance qualité logiciel temps réel sur équipements embarqués en aéronautique et spatial.

Votre objectif sera également de mettre en place des dispositifs spécifiques pour chaque projet et contrôler leur application.

Vous avez forcément une expérience de 3 ans au minimum en développement de logiciel.

Pour ces postes basés, l'un aux Ulis (91) et l'autre à Plaisir (78), l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. DQ/19 à Isabelle Chelet, Intertechnique, Direction du Personnel, BP 1, 78374 Plaisir Cedex.



Ingénieur Analyste débutant

Au terme de quatre à cinq années d'études supérieures (école d'ingénieur, MIAGE...), vous abordez votre vie professionnelle. Ambitieux, vous tenez à réussir votre carrière et vous savez combien sera capital pour votre avenir le choix de votre première entreprise. En rejoignant un groupe financier international de renom, vous ne commetrez pas de faux pas.

Vous serez placé, comme en pépinière, au sein d'une équipe restreinte d'informaticiens sur gros systèmes (IBM 9000, TANDEM ou VAX). Parallèlement une formation méthodologique vous sera dispensée. Selon votre performance, deux, trois ou quatre années après, vous deviendrez chef de projet. Ensuite ?... ce sera à vous, seul, de jouer !

Si vous êtes intéressé par de telles perspectives, écrivez sous réf. 319 aux consultants de CLEAS en précisant votre formation, vos stages et votre délai de disponibilité.

CLEAS

Département Informatique

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHEC

Jeune auditeur informatique

Avec trois grandes branches d'activité - Entreprise électrique, Construction, Génie industriel - et 36 000 personnes, Spie Batignolles vous offre l'envergure et la solidité d'un grand groupe.

Votre fonction sera de mener des études générales et de veiller à l'application du schéma directeur des systèmes d'information du Groupe sur tous les plans : matériels, réseaux, sécurité, logiciels, organisation. De plus, vous aurez à intervenir dans la mise en œuvre et le suivi de vos recommandations.

Ce poste, qui comporte un volet opérationnel, sera enrichi par des missions d'assistance, notamment pour le redéploiement informatique des filiales.

Agé d'environ 30 ans, vous avez une formation de type Bac + 4/5 orientée vers l'informatique de gestion et une expérience de quelques années acquise par exemple dans la conception de systèmes de gestion en relation avec les utilisateurs.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence GFC 038, à Françoise Gougat, Direction du personnel, Parc St Christophe, Pôle Galilée II, 95865 Cergy-Pontoise Cedex.

Spie Batignolles

UN ESPRIT D'ENTREPRISES

GRUPE SCHNEIDER

GESTION - TEMPS RÉEL - RÉSEAUX - ELECTRONIQUE

INGENIEURS DÉBUTANTS OU CONFIRMÉS



Dans le cadre de nos activités informatiques et électroniques, nous vous offrons de réelles opportunités de carrières au sein de nos agences de Paris, de province ou de l'étranger.

- Forte croissance
- Vaste choix de projets
- Rémunération motivante

- SUN - HP - DEC - IBM ...
- ADA - C - LTR3 - ASSEMBLEUR ...
- UNIX - VRTX - PSOS - VMS ...
- Conception de circuits : ASIC ...

Contactez Valérie LASCAUX au 45 07 90 77 ou écrivez à IXEL 123-129, Grande Rue 92310 - SEVRES

Correspondant informatique, prenez le virage marketing...

Société en pleine expansion, notre activité est résolument tournée vers le grand public. Au travers des produits et des services que nous développons, nous souhaitons atteindre une population de plus en plus large. Notre stratégie commerciale et marketing liée aux performances de nos systèmes d'information est la clé de notre réussite. Pour "coller" encore mieux au terrain, nous créons au sein de notre Direction Commerciale le poste de Correspondant Informatique.

Interlocuteur privilégié des utilisateurs, vous assurerez la liaison avec notre Direction Informatique. Gestionnaire de notre base de données organisée autour de nos produits et circuits de distribution, vous saurez la faire évoluer.

Bac + 4 (Ecole de commerce ou Universitaire), débutant ou 1 an d'expérience, vous avez une bonne compétence en informatique tout en étant très attiré par le Marketing et le Commercial. C'est ce que nous vous proposons.

Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser lettre, c.v. et photo sous réf. 12/666 M (à noter sur courrier et enveloppe) 79/83 rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex.



BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles



LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE FORMATION

BUDGET : 800 MF
1 300 AGENTS PERMANENTS
26 DIRECTIONS RÉGIONALES
3 ÉCOLES NATIONALES

recrute d'urgence à son siège

pour la mise en œuvre de son schéma directeur informatique 1 ORGANISATEUR DES SYSTÈMES D'INFORMATION CADRE A DE LA F.P.T. (filière administrative ou technique)

Il assurera la conduite du projet et sera rattaché directement au Directeur général.

FONCTIONS :

- Organiser, homogénéiser et optimiser le système d'information du CNFPT à travers la mise en œuvre du Schéma Directeur Informatique.
- Évaluer et analyser les circuits d'information, procéder à des scénarios d'organisation et définir de nouvelles procédures.
- Être le partenaire permanent de la direction informatique et participer activement à la conception des produits et aux choix de matériel.

PROFIL :

- Cadre confirmé, de formation supérieure, à la fois gestionnaire et technicien.
- Bonnes connaissances de l'organisation administrative.
- Maîtriser parfaitement la conduite d'un projet, l'élaboration de cahiers des charges et les principes de fonctionnement d'un système informatique.

1 COORDONNATEUR DES CORRESPONDANTS INFORMATIQUE CADRE A DE LA F.P.T. (filière administrative ou technique)

FONCTIONS :

- Chargé d'organiser, d'animer, de faciliter le fonctionnement du réseau des correspondants informatique du CNFPT (à terme une trentaine d'agents répartis sur trente sites différents) et de les représenter au sein de l'établissement.
- Un des principaux acteurs opérationnels de la mise en œuvre du SDI du CNFPT, il est rattaché à l'organisateur des systèmes d'information placé auprès du Directeur général.

TACHES PRINCIPALES :

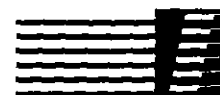
- Garantir la cohérence des travaux du groupe des correspondants informatique par rapport aux objectifs du S.D.I.
- Être un partenaire de la direction informatique grâce à sa bonne connaissance des besoins des utilisateurs et des outils informatiques.
- Participer activement à l'élaboration et au suivi de la formation des correspondants informatique en poste ou à recruter.

PROFIL :

- Cadre de formation supérieure, ayant une bonne culture informatique.
- Pratique des techniques d'animation de groupe et d'une méthode de conduite de projet.
- Capacité d'analyse, de synthèse, de négociation, d'implication dans un projet.
- Bonne disponibilité, déplacements fréquents (de courte durée) à prévoir sur l'ensemble du territoire.

Envoyer candidature manuscrite + CV à :

M. le Président du CNFPT, 3, villa Thoréton, 7538 Paris Cedex 15



Interleaf

NUMÉRO 1

MONDIAL DES

LOGICIELS

D'ÉDITION

ELECTRONIQUE

SUR STATIONS DE

TRAVAIL

APOLLO,

DIGITAL, HP, IBM

ET SUN...

- Un CA exponentiel : une progression de 8 à 100 millions de dollars en 5 ans
- 100 000 licences installées principalement dans les grands comptes
- Une filiale française jeune et dynamique installée dans de splendides bureaux à La Défense
- Une équipe en France de 40 professionnels de l'informatique et de l'Édition Electronique devant passer à 50 avec un objectif de plus de 50 MF.

Dans le cadre de développements de grands projets, nous renforçons notre Direction Technique avec les compétences suivantes :

Chef de projet B/F

Ingénieur de développement B/F

Ingénieur support d'applications B/F

Ingénieur système B/F

Ingénieur technico-commercial B/F

Vous êtes débutant, ou vous avez 2 à 10 ans d'expérience, vous êtes diplômé Bac + 5 (Grandes Ecoles; maîtrise ou DESS Informatique) ou Bac + 2 (IUT-BTS dans les disciplines informatiques), vous possédez une très bonne connaissance des stations de travail, d'Unix ou de VMS, et de solides notions d'anglais.

Nous vous proposons une évolution intéressante au sein d'Interleaf. Salaire attractif.

Adresser votre dossier (CV, photo et prétentions) sous réf. M04-91, au Directeur Technique, Interleaf France - Le Michélet - 6 cours Michélet, La Défense 10, 92064 Paris-La Défense Cedex 52.

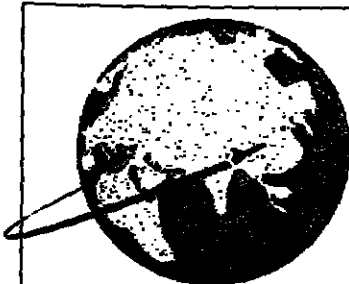
هكذا من الامل

16 Le Monde • Mercredi 22 avril 1991

XIV Le Monde • Mercredi 24 avril 1991

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe



N° 1 dans le domaine
des équipements
aéronautiques et
spatiaux,
INTERTECHNIQUE
emploie 2 200
personnes et réalise
un chiffre d'affaires
d'un milliard et demi
de francs.

Le Directeur de la Qualité, rattaché au Président du
Groupe INTERTECHNIQUE, renforce son équipe de
120 personnes, et recrute

Ingénieur Assurance Qualité en Electronique

Ecole d'ingénieur ou Universitaire

Rattaché au Directeur de la Qualité de l'établissement, vous
participerez à la conduite de la politique d'assurance qualité
du matériel électronique embarqué.

Homme de dialogue et de contact, vous travaillerez en étroite
collaboration avec les chefs de projets.

Ingénieur en électronique (ISEP, ISEN, SUPELEC, HEL...) vous
avez déjà une expérience de 3 ans, soit en Etudes soit dans la
Qualité.

Pour ce poste basé aux Ulis (91), l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de
candidature sous réf. DQ/20 à
Isabelle Chelet, Intertechnique,
Direction du Personnel, BP 1, 78374
Plaisir Cedex.

INTERTECHNIQUE



COGEMA
LE GROUPE
COGEMA

17 000 PERSONNES

23,6 MILLIARDS DE
C.A.
DONT 33%
A L'ETRANGER

140 REACTEURS
NUCLEAIRES
ALIMENTES DANS LE
MONDE

JEUNE INGENIEUR

A une formation initiale en mécanique, vous joignez une première
expérience de préférence dans le domaine des études, ou bien vous avez
des connaissances en méthodes et suivi de fabrication. Vous souhaitez
aujourd'hui élargir vos compétences.

Nous vous proposons d'intégrer une équipe dynamique de 5 personnes.
Rattaché au responsable des fabrications, vous aurez à spécifier et suivre
les études de réalisation et la fabrication d'emballages et de matériels de
transport de matières radioactives devant respecter des critères de sûreté
sévères et une qualité de fabrication irréprochable.

Vous aurez à vous impliquer en priorité sur les matériels nouveaux en
liaison avec les sociétés d'ingénierie et les entreprises de fabrication
associées à nos projets.

Ce poste, basé à notre Siège en REGION PARISIENNE, vous permettra
d'évoluer dans les métiers très diversifiés de nos différentes branches
d'activités et de nos filiales.

Vous pouvez adresser votre candidature sous référence STM/38 à : DRG,
Gestion des Cadres COGEMA - 2 rue Paul Dauter - BP 4 - 78141 VELIZY-
VILLACOUBLAY. Vous pouvez aussi déposer votre CV sur 3615 LIM.

Nous faisons partie d'un des
grands groupes mondiaux
présents, notamment, dans
les secteurs hygiène et
beauté. Notre filiale en
France - CA > 1.2 Mrd F. -
recherche un

PASSEZ A LA DIMENSION DIRECTION

RESPONSABLE D'USINE

Faire évoluer les fabrications, les conditionnements et la productivité en rentabilisant des investissements significatifs,
gérer la qualité et les délais qui sont nos préoccupations constantes, telles sont vos tâches quotidiennes. Vous avez
aussi à anticiper développements technologiques et innovations en relation avec les laboratoires du groupe. Mais vous
devez surtout valoriser vos équipes en créant un climat permettant la réalisation de vos objectifs définis avec le
directeur industriel dont vous dépendez.

A 32-35 ans, ingénieur diplômé d'une grande école ou équivalent... à l'aise en anglais, vous venez de
l'univers pharmacie, cosmétologie... et vous bénéficiez d'une expérience confirmée (5 ans au moins) d'atelier de
production de process et d'encadrement. Pour vous imposer à ce poste, vous savez communiquer avec le personnel et
le motiver. Ce sont les atouts de votre personnalité affirmée. Aujourd'hui vous voulez donner un élan à votre carrière et
recherchez autonomie et large délégation - nous vous les offrons.

Poste basé en région parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération
sous la référence F 14 A07 à notre Conseil RESOUDRE,
50 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie 75004 PARIS.

RESOUDRE
LES PROFILS D'AVENIR



Sogitec

LEADER EUROPEEN

EN SYSTEMES

DE SIMULATION AERONAUTIQUE,

CONCOIT ET REUSE

SES PROPRES CALCULATEURS

TEMPS REEL

POUR GENIE

DES IMAGES DE SYNTHESE

SYNTHESE D'IMAGE TEMPS REEL UN ECHO A VOS COMPETENCES

INGENIEUR D'INTEGRATION DE SYSTEMES NUMERIQUES

Vous prendrez en charge l'intégration de nos calculateurs temps
réel de synthèse d'image, de la mise au point hardware et soft-
ware jusqu'à l'installation sur site. Réf. MGC/9101

INGENIEUR PROJET EN SYSTEMES NUMERIQUES

Vous serez responsable de projets utilisant nos calculateurs d'image,
de l'établissement des spécifications jusqu'à l'aboutissement de la
réalisation (suivi technique et budgétaire). Réf. MGC/9102

Vous êtes ingénieur en électronique avec une première expé-
rience (1 à 3 ans) dans le développement ou la mise en oeuvre de
matériels informatiques temps réel.

Ces deux opportunités vous permettront de conjuguer la tech-
nique de systèmes complexes (électronique de pointe et algorith-
me temps réel) à la richesse d'un environnement de travail dyna-
mique et motivant : les aspects de coordination et d'interface
avec les équipes de développement vous permettront ainsi de
valoriser vos compétences techniques et vos capacités d'analy-
se et de communication.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence choisie
à SOGITEC, DRH, BP 203 92108 BOULOGNE CEDEX

Jeunes Ingénieurs, bien dans la technique ! Le sens du client en plus.

Des réussites techniques fortes, des structures de direction légères, des relations
internes simples et directes, cette entreprise a beaucoup d'atouts. Ses succès
expliquent les 25 % de croissance annuelle jusqu'en 1990, sa bonne résistance à la crise
actuelle, 2,5 Mds de francs de C.A., 8 unités de production en France, 3 dans le sud de
l'Europe, 2 en Angleterre et aux USA. Fournisseur de 1er niveau de l'industrie Automobile,
elle conçoit tous les éléments de l'habillage intérieur des véhicules.

A 26/28 ans, Arts et Métiers, Mines, INSA, vous aimez la technique et les contacts. Chargé
d'affaires, vous aurez la responsabilité de projets complexes, mettant en oeuvre, design,
études techniques, C.A.O., plannings, budgets, gammes de fabrication, maîtrise des
plastiques techniques et toujours très proche des clients, les constructeurs automobiles.

Nous savons déjà qui seront vos clients en 1995. Pour les satisfaire, nous avons besoin de
votre première expérience ou de votre enthousiasme confirmé par un bon CV si vous êtes
débutant. Pour prendre votre part de succès, écrivez à Jean-Louis Marques, associé du
cabinet Sirca sous la référence 264 253 M, 140 bd Haussmann, 75008 Paris.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Première entreprise en France à avoir conçu un télécopieur et pionnier de la
communication mobile, nous avons su, depuis plus de 40 ans, nous imposer dans la
conception et la réalisation de systèmes et d'équipements électroniques pour les
secteurs de pointe. Au service des TELECOMMUNICATIONS et de la DEFENSE, nos
250 ingénieurs s'investissent pleinement dans nos projets, de l'initiation à l'intégration.
Aujourd'hui, pour développer un système de reconnaissance pour l'armée de terre,
nous recrutons un

Ingénieur électronicien

Dans une équipe de 5 personnes, nous vous proposons de participer à la conception électronique du
système. Cette affaire "pilote" mettra en oeuvre des méthodes
modernes (Analyse de la valeur, C.A.O...) et fera appel à des
compétences en hard analogique, et en microprocesseurs des
familles 68000. Vous encadrerez un technicien supérieur. Vous
avez une première expérience (1 à 2 ans) ou vous êtes
débutant à fort potentiel.

Nos enjeux vous intéressent, écrivez-nous sous référence
64/3 à la Direction des Ressources Humaines - 214 rue du
Faubourg Saint-Martin - 75010 PARIS.

SECRE

GROUPE MERLIN GERIN

UN AVENIR D'AVANCE

FRANCE TELECOM

2 INGENIEURS

**POUR DES ETUDES DE SERVICES ET RESEAUX
DE DONNEES A TRÈS HAUT DÉBIT**

Vous recherchez pour le site de LANNION

Ingénieurs d'un diplôme d'ingénieur de grande école ou équivalent, vous travaillerez au sein d'une équipe de
recherche dont l'objectif est de concevoir le réseau à intégration de services de données. Les besoins
d'optimisation des architectures des futurs réseaux vous conduiront à des contacts fréquents avec nos
partenaires étrangers, tant pour des échanges d'idées que pour des actions de normalisation internationale.
Vous participerez à la diffusion et à l'application des résultats de vos travaux dans le groupe FRANCE
TELECOM et dans l'industrie.

Débutants ou confirmés, vous devrez avoir une forte motivation pour l'exercice d'une activité technique et
scientifique. De bonnes connaissances dans les domaines suivants seront appréciées :

Réseaux de télécommunications, protocoles de transmission de données.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo
et rémunération actuelle) à : ONEHAA, Service du Personnel
2, rue du Tréport - BP 40
22301 LANNION
Réf. 93M

Prenez une nouvelle orientation...

Une société d'expertise industrielle affiliée au groupe Francexpert vous propose de
contribuer à son développement en devenant :

Expert Industriel

Vous prendrez en charge les missions complètes d'expertise (évaluation technique et
financière des sinistres). Vous serez l'interlocuteur privilégié des Compagnies
d'assurance et des industriels.

Ingénieur généraliste avec une formation en gestion (INSEAD, MBA, ISA...), vous avez
une première expérience dans l'industrie (production, ingénierie, achat...).

Un excellent sens du contact et de la négociation vous permettra de faire carrière dans
un métier original, passionnant et en fort développement.

Merci d'envoyer votre candidature, sous référence 1048/M, à Bernard Krief
Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

PARIS LILLE LYON SOPHIA-ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe

TOUT EST MONDIAL CHEZ SCHLUMBERGER

Tout est mondial chez Schlumberger, les marchés et les produits, les enjeux et les stratégies, les techniques et les projets... Les carrières aussi, si vous savez être mobile, exercer tous les métiers de l'Ingénieur, faire vôtres les projets de l'entreprise dans tous les secteurs où elle est présente:

- Services pétroliers
- Systèmes de mesure et de traitement de données liées à la gestion de l'énergie

- Cartes à mémoire et monétique, équipements électroniques de mesure et de test, systèmes de CFAO...

Ingénieurs grandes écoles

ELECTRONIQUE, MÉCANIQUE, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Débutants ou avec une première expérience, donnez de l'envergure à vos ambitions. Choisissons ensemble votre premier métier chez Schlumberger:

INNOVER

(Recherche / Développement, Etudes)

PRODUIRE

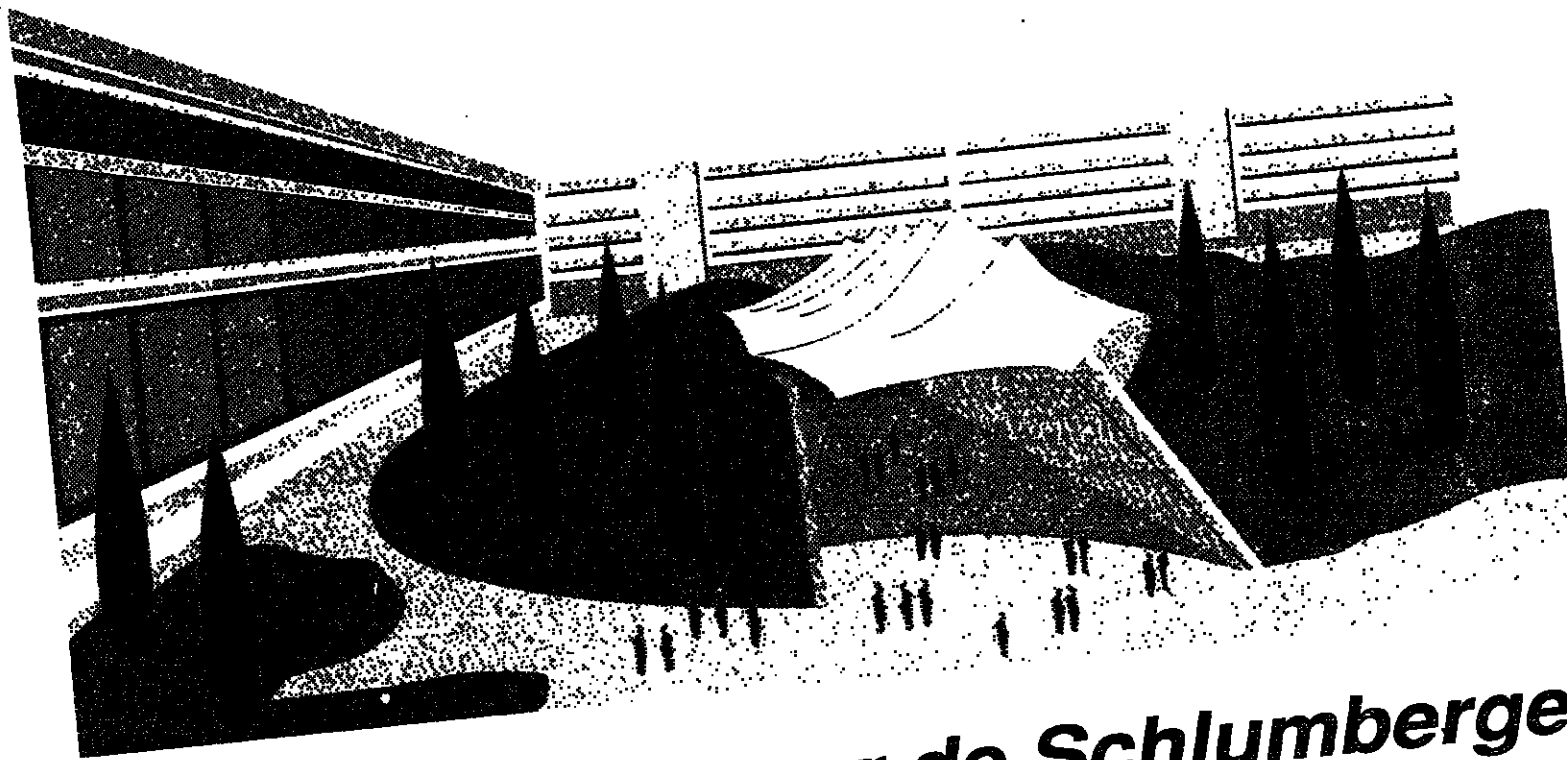
(Industrialisation et Méthodes, Fabrication, Qualité...)

VENDRE

(Vente et Marketing de produits et services industriels)

GÉRER

(Contrôle de Gestion, Achats, Logistique...)



Trois jours au cœur de Schlumberger

Les 22, 23 et 24 mai 1991

Les 22, 23 et 24 Mai, les responsables de recrutement de nos unités seront rassemblés au Forum de Montrouge, où toutes les activités de Schlumberger seront représentées.

A partir du Curriculum Vitae que vous leur adresserez dès aujourd'hui (en mentionnant votre numéro de téléphone et le jour qui a votre préférence), ils sauront quels postes et quelles

missions pourraient vous être proposés.

Au cours du rendez-vous qu'ils pourront ainsi fixer avec vous, ils vous parleront de nos valeurs, de nos projets et de nos métiers. Ils vous diront comment votre technicité, votre sens des responsabilités et votre capacité à communiquer au niveau mondial vous permettront de construire une carrière à la mesure de Schlumberger.

Schlumberger

Coordination Recrutement - 50, avenue Jean Jaurès - BP 620-01 - 92542 Montrouge cedex

مركز التوظيف

صكذان الاحل

16. Le Monde • Mardi 22 mai 1991

XVI Le Monde • Mercredi 24 avril 1991

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe

CONSTRUISEZ VOTRE AVENIR SUR LA QUALITE.



Le Centre Technique du Bois et de l'Ameublement recherche un INGENIEUR QUALITE

De formation ingénieur, justifiant d'une première expérience industrielle, âgé(e) d'environ 30 ans, vous maîtrisez les méthodes de la qualité. Au sein de notre département aménagement, vous animeriez des formations en entreprise et vous auriez une mission de promotion et de développement de la qualité: gestion totale de la qualité, assurance qualité et certification d'entreprise. Déplacements dans toute la France. Avec une ouverture sur l'ensemble de la filière professionnelle du bois, la qualité sera la force industrielle qui vous permettra d'évoluer.

Pour ce poste basé à Paris, nous vous remercions d'adresser vos CV, lettre, photo et prétentions s/réf AMB 0891, à CTBA - Ressources Humaines - 10, avenue de Saint-Mandé - 75012 PARIS.



ETPM

JEUNES INGENIEURS VOTRE AVENIR TECHNOLOGIQUE EST AU BOUT DU FIL : 42.27.40.27

Notre domaine d'activité : l'off-shore pétrolier. Filiale d'un très important groupe de travaux publics, nous sommes une des premières sociétés mondiales du secteur pétrolier.

Nous concevons, fabriquons et installons des plates-formes pétrolières et pipelines sous-marins. Au sein de la Direction technique de notre siège à Nanterre (92), notre service Calcul scientifique et informatique s'occupe :

Vous êtes ingénieur ENPC, ECP, ENSAM, ESIM, ESTP ou possédez un doctorat : nous vous proposons de valoriser vos compétences en analyse de structures, résistances des matériaux, hydrodynamisme marine ou CAO.

Deux postes sont créés :

- en recherche et développement, vous participerez à l'élaboration des méthodes d'ingénierie avancées, à leur développement informatique et à leurs applications ;
- en développement technique scientifique, vous serez chargé du développement des logiciels d'applications et de leur suivi auprès des utilisateurs.

Ces missions vous intéressent... contactez-nous au (1) 42.27.40.27 du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 19 h et le samedi de 10 h à 13 h, ou écrivez-nous sous réf. 17593, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



sophia médical spécialiste des équipements de Médecine Nucléaire, nous avons conquis une place de leader incontesté sur le marché. Nous concevons et réalisons des produits de Haute Technologie essentiellement orientés vers l'exportation.

Nous recherchons pour notre centre de BUC (Yvelines)

INGENIEUR LOGICIEL

- Vous êtes spécialiste en mathématiques appliquées et analyse numérique, vous avez une bonne maîtrise des outils liés au traitement d'images.
- Vous serez chargé(e) dans un contexte expérimental de la conception et de la mise au point de méthodologies spécifiques au traitement d'images en médecine nucléaire sur environnement VME/68030 et VRTX 32.

Réf. ILO

INGENIEUR D'ETUDES

- Vous avez une formation en physique nucléaire ou appliquée, des connaissances en systèmes d'acquisition, traitement du signal, analyse des données.
- Vous serez chargé(e) de la conception, de l'étude et de la réalisation des systèmes de détection gamma, des systèmes et logiciels de calibration, d'évaluation des performances et de contrôle de gamma caméras.

Réf. IET

Vous êtes débutant(e) ou avec une première année d'expérience. Vous êtes intéressé(e) par la dimension internationale de notre groupe, en forte croissance, dans un secteur pluridisciplinaire médical, industriel et recherche, vous aimez travailler avec une équipe jeune...

Merci d'adresser votre CV en précisant la référence du poste choisi à la Direction des Ressources Humaines sophia médical 105 avenue Morane Souhier 78330 BUC.

Ingénieur, développez l'électronique au cœur de nos systèmes médicaux.

Pôle européen du leader mondial de l'Imagerie Médicale, nous réalisons en étroite synergie avec nos unités d'Amérique et d'Asie une gamme complète d'équipements de radiologie et de radiothérapie.

Nous recherchons pour notre Direction Technique basée à BUC (78) un

Ingénieur d'études

Nous vous confions la conception et la mise au point des convertisseurs de puissance. Vous intervenez aussi dans la commande associée pour des applications SCANNER.

Vous serez également chargé de l'intégration système et de la mise au point.

Nous souhaitons intégrer un Ingénieur Electronicien diplômé, ayant de préférence des connaissances en électronique de puissance et une expérience industrielle d'environ 2 ans. Pour ce poste offrant une réelle dimension internationale à travers des déplacements aux Etats-Unis, au Japon et en Europe, la pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo sous référence DE.10 à GENERAL ELECTRIC CGR 283, rue de la Minière - 78530 BUC.



General Electric

Des responsabilités au goût de high tech

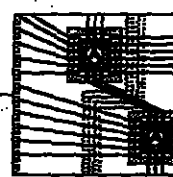
THOMSON-LCC, n°1 français des composants électroniques passifs, se situe au cœur de la compétition internationale (50% du CA à l'export). Pour répondre aux exigences de nos clients, INNOVATION, QUALITE et PRODUCTIVITE sont les préoccupations majeures des 3000 personnes de nos 4 sites français. Nous recherchons, pour notre centre d'études et de fabrication de Dijon :

INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

A la tête d'une petite équipe, vous êtes chargé de la maîtrise technologique des procédés et de leur amélioration. Dans le cadre de votre mission, vous assurez l'assistance à la production, rédigez les procédures opératoires, effectuez l'analyse et la compréhension des phénomènes (plan d'expérience...) et faites du développement à moyen terme.

Ingénieur grande école (ENSA, ENSI, INPG, ...), débutant ou avec une première expérience, vous possédez de solides connaissances en matériaux et traitement thermique. Enthousiaste et motivé, vous saurez mettre à profit vos talents de pédagogue pour réussir dans ce poste. A terme, vous pourrez évoluer vers une responsabilité en production. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. ILM à : J. CROUGNEAU - THOMSON/LCC 6 rue du colonel Prat - 21850 Saint Appolinaire



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

CORNING FRANCE

Division Télécommunications

Un produit high-tech dans un contexte en croissance

Corning est le premier fabricant mondial de verres spéciaux et fibres optiques. Ce leadership résulte de notre esprit d'innovation et de l'importance que nous attachons à la recherche. Dans un contexte de croissance, la ligne pilote de l'un de nos nouveaux produits, composants en optique intégrée pour réseaux télécom, passe en phase de production. Nous recherchons un

Ingénieur Assurance Qualité

Interface entre nos clients et la production, vous serez en charge de l'architecture qualité de la ligne (définition de tous les aspects de fabrication permettant de garantir le niveau de qualité compatible avec les cahiers des charges), de sa mise en place avec la production et de son audit.

Diplômé d'une GE d'ingénieurs, vous avez déjà confirmé, si possible, une première expérience qualité. Homme de dialogue, autonome et efficace, vous souhaitez évoluer dans une fonction clé pour la réussite de notre produit. L'environnement international et high-tech de notre groupe peut vous assurer de larges possibilités d'évolution. Anglais nécessaire.

Localisation : Fontainebleau puis Melun fin 91.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. 17581, à Corning France, DRH, 44 avenue de Valvins, 77210 Avon.

Le groupement Prévisions et Etudes Economiques de France Télécom recherche

Ingénieur économiste

Responsable de la prévision des recettes de France Télécom, vous élaborerez les modèles économétriques participant à la définition de notre stratégie globale. Vous serez donc l'interlocuteur des différents destinataires de ces études (directions commerciale et financière, régionales...) qui mettront en place le plan d'entreprise.

A 25-30 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou d'un 3e cycle universitaire, vous possédez une solide formation en économétrie, statistiques et économie. Une première expérience de la fonction serait souhaitée. Créativité, qualités rédactionnelles et sens du contact seront des atouts déterminants pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 17768, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



UN AVENIR D'AVANCE

Responsable Assurance Qualité Produits

Valeo

Nous sommes une des branches industrielles du Premier Equipementier Français, leader sur les principales fonctions automobiles.

La modernisation de notre appareil productif et l'effort très important au plan de la recherche nous permettent d'occuper la première place mondiale dans le domaine du refroidissement du moteur.

La compétence et la motivation des équipes sont les principaux atouts de notre réussite à l'Usine de LAVAL (53) établissement pilote de l'activité refroidissement moteur.

Nous recherchons pour notre Service Qualité un jeune Ingénieur pour le poste de Responsable Assurance Qualité Produits.

Vos principales missions seront d'assurer :

- le redéploiement de la démarche Assurance Qualité des Fournisseurs Extérieurs,
- le développement de la Métrologie,
- l'interface Qualité entre l'Usine et nos Clients (Français et Allemands).

Ingénieur de formation (ENSA, ENSM, UTC...), votre maîtrise de l'Allemand et vos qualités d'animateur vous permettront de réussir dans ce poste évolutif.

Merci d'adresser votre lettre, CV, photo et prétentions à VALEO THERMIQUE MOTEUR SA - 190 route de Mayenne 53020 LAVAL Cedex ou téléphoner au (06) 43.49.42.44 du lundi au vendredi pour déposer votre candidature.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et véhicules industriels dans le monde.



L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

سكزا من الاصل

16. Le Monde • Mercredi 24 avril 1991 •

REPRODUCTION INTERDITE

XVIII Le Monde • Mercredi 24 avril 1991 •

Le Monde des Secteurs de Pointe

**TECHNICIEN D'ATELIER
MATÉRIEAUX COMPOSITES**
à MAGNY-COURS (58)

Une expérience d'encadrement en atelier ou bureau de fabrication est indispensable.
Une formation de base type DUT-BTS et une connaissance des matériaux composites seront appréciées.

Contactez M. PERRIN : (16) 86-60-62-32.

**LABORATOIRE CNRS recrute
UN INGÉNIEUR D'ÉTUDE EN MÉCANIQUE**
(Contrat à durée déterminée) Formation : ENI ou niveau équivalent.

Profil du poste :

- Intervention depuis la conception jusqu'à la réalisation et la mise en place d'équipements de détecteurs de particules en collaboration avec des laboratoires français et étrangers.
- Motivation pour l'utilisation de la CAO (Logiciel EUCAL) et des éléments finis.
- Déplacements à prévoir (Genève, Hambourg...).
- Anglais indispensables.

Lieu de travail : Paris.
Écrire à Roger GEORGE - LPNHE Paris 6 et 7
Université Paris-6, Tour 33, Rez-de-chaussée,
4, place Jussieu - 75252 Paris Cedex 05

Laboratoire pharmaceutique de renommée internationale, nous recherchons pour notre laboratoire de développement analytique, un
INGÉNIEUR CHIMISTE
OU ÉQUIVALENT

De formation Ingénieur Grande Ecole ou DESS de Chimie, vous avez une expérience de 1 à 2 ans dans les techniques d'analyses classiques et modernes.
Responsable de l'animation d'une équipe analytique de 6 personnes, vous assistez le responsable du secteur dans ses missions opérationnelles avec un souci constant d'innovation (méthodes, procédures, matériels, sécurité, investissements...).

Ce poste basé à Garches 92 offre de réelles perspectives d'évolution.
Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous Réf 4499-M à :

LABORATOIRES DEBAT
Service du Personnel - BP 205 - 92212 SAINT-CLOUD Cedex

chef de produits
LYON INSTRUMENTS DE POINTE

En 40 ans, nous sommes devenus des partenaires privilégiés des Entreprises de BTP, des Géomètres, des principaux Bureaux d'Etudes et des Administrations. Nous importons et commercialisons en France des matériels de mesure topographique et nous en assurons la maintenance.

La mission que nous vous proposons sera de prendre en charge :

- une gamme de produits de haute technologie (stations totales, télé-mètres, mesure par satellite, applicatifs logiciels de topographie et photogrammétrie terrestre),
- d'entretenir les relations avec les fournisseurs européens afin d'actualiser en permanence notre avance technologique,
- d'assurer la promotion et la vente en vous appuyant sur notre réseau que vous formerez.

Vous êtes ingénieur, ou géomètre, ou universitaire. Vous avez un tempérament commercial et vous êtes fort d'une première expérience d'environ cinq ans dans la vente de produits High Tech. La connaissance de la topographie sera un plus. Vous parlez nécessairement l'anglais ou l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + prétentions) sous la réf. PL 69 à notre Conseil qui vous garantira la plus stricte confidentialité.

11, rue Victor Hugo - 69002 LYON
2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16

COCEPLAN
à l'écoute des talents

Ingénierie de systèmes
Architecture de systèmes complexes
Interfaces hommes - systèmes
Équipements embarqués
Méthodes logicielles temps réel (ADA...)
Simulation, intégration, essais, certification...

SPATIAL & AERONAUTIQUE
Dans le cadre de grands projets, nous recherchons des

**Ingénieurs
Grandes Ecoles**
Sup-Aéro, ECP, ENSTA,
débutants et confirmés
Ile de France - Midi Pyrénées - Provence

Merci d'adresser votre candidature à
Dominique GROS, RGA SYSTEMES, 33 rue Raffet, 75016 PARIS

RGA SYSTEMES
La maîtrise de la complexité !

AVEZ-VOUS L'INSTINCT DE L'ENGAGEMENT ?
SINFOR TELECOM : Société d'Ingénierie en Informatique Industrielle (Paris R.P.), filiale du Groupe SINFOR, 14° SSIII, (250 personnes) recherche pour participer à sa croissance

Ingénieurs Telecom
DEBUTANTS OU CONFIRMES

De formation Bac+5 (Ecoles d'Ingénieurs ou Universités), vous souhaitez valoriser et enrichir vos compétences en collaborant au développement de projets Telecom de haute technicité.

Vous êtes intéressés et vous maîtrisez les différents domaines d'activités qui font notre reconnaissance : le radiotéléphone, les réseaux publics et les réseaux privés...

ALORS ECRIVEZ-NOUS
sous référence TEL/LM04 à Claire MASSON,
SINFOR TELECOM, 11 rue-Charles Schmidt,
93583 Saint-Ouen Cedex

SINFOR TELECOM

UNIBETON/UNIMIX, la branche béton prêt à l'emploi du groupe des CEMENTS FRANÇAIS, compte aujourd'hui 2000 personnes et représente un CA de 2,5 Mds de F. Son siège social est situé à l'Île-St-Denis (93), en proche banlieue parisienne.

Dans le cadre de son développement, elle recherche, pour sa Direction Technique Régionale Ile de France :

INGÉNIEUR QUALITE PRODUIT

Missions : interventions en clientèle dans le cadre de l'assistance technique chantier : animation, contrôle et coordination des cellules études et laboratoires (15 pers.) ; révision périodique des formulaires béton (90 formules) ; supervision du contrôle des approvisionnements granulats, ciments et adjuvants.

Profil : Poste cadre, environ 25/33 ans, formation Ingénieur Chimiste, Arts et Métiers ou équivalent. Première expérience souhaitée dans le domaine de la qualité BTP.

Merci d'adresser CV complet s/néf. M 1103 C à notre Conseil NEMESSIS 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESSIS

Le Groupe CEMENTS FRANÇAIS, diversifié dans les matériaux de construction, ciments, granulats, béton prêt à l'emploi, bétons enduits, réalise un CA de 16 Mds de F. Présent dans 14 pays, 17.000 collaborateurs, dont plus de la moitié à l'international, partagent le même objectif : progresser parmi les tous premiers producteurs mondiaux.

Aujourd'hui, CEMENTS FRANÇAIS affirme sa volonté d'être un groupe industriel de dimension internationale.

C
CEMENTS FRANÇAIS

NEYRPC
recherche pour son siège à GRENOBLE

Ingénieur Projets
Département Etudes Mécaniques

Rattaché ou Responsable du Département, vous serez chargé :

- d'assurer la prise en charge technique d'un projet,
- de manager une équipe de projeteurs-dessinateurs et de techniciens de montage.

De formation ECP, ECL, ENSAM, INSA ou équivalent, vous avez environ 30 ans et justifiez de plusieurs années d'expérience réussie. Bon manager, dynamique, rigoureux, vous avez le goût des responsabilités. Maîtrise de l'anglais indispensable.

Merci d'adresser votre candidature avec CV à : Gestion des Cadres
Société NEYRPC - BP 75 - 38041 GRENOBLE Cedex

GECALSTHOM

Société de Produits Chimiques, filiale d'un grand groupe français, recrute, pour son laboratoire de recherche en Chimie Organique, situé dans le Sud Ouest, un

INGÉNIEUR CHIMISTE

pour la synthèse et la mise au point d'agents de surface.

Assisté de 3 techniciens, vous aurez la responsabilité de l'unité pilote.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant acquis une première expérience dans une activité similaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 9985 par Fax n° (1) 49.10.95.72 ou à EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra votre dossier de candidature. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - BREST

EUROMESSAGES

Chef de Projets
INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS OU ÉQUIVALENT

Vous possédez de 5 à 10 ans d'expérience dans la mécanique avec de bonnes connaissances dans la chaudronnerie. La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Au sein du Service Réalisations, composé d'une équipe de 10 personnes, vous serez responsable d'études de faisabilité, de l'évaluation des coûts, de la rédaction de spécifications et de l'établissement des plans de la passation des commandes, des suivis techniques et budgétaires des fabrications. Des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Votre esprit créatif et organisé, votre sens des contacts et votre dynamisme vous permettront de remplir la fonction avec succès.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 4044, à :

AGENCE MAILLE
18 RUEVOLNEY-75002 PARIS,
QUITRANSMETTRA

PARIS 8

Aqualon

Leader mondial des polymères hydrosolubles, cette filiale d'une multinationale U.S. (170 personnes, 280 MF) recherche, pour son site de production près de ROUEN, un

INGÉNIEUR CHIMISTE APPLICATIONS

Vous aurez pour mission de conduire et de superviser des programmes de recherche et de développement pour des applications cosmétiques (dentifrices, shampoings, crèmes...) et d'assurer l'assistance après-vente.

Ingénieur chimiste, biologiste, vous possédez une première expérience dans ce domaine ou vous êtes un débutant disposant d'une spécialisation en cosmétologie. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'envoyer C.V. + lettre manuscrite à
Mme V. DUDON - AQUALON FRANCE BV
Z.I. - 27460 ALIZAY

Société spécialisée dans les installations de systèmes de Sécurité et de Télésurveillance, recherche :

R
responsable exploitation

"Patron" de cette unité d'une quarantaine de personnes, rendant compte au PDG, vous serez responsable du Commercial, de la Gestion, de la Technique, de l'Animation et du Développement.

Ingénieur ENSHEIT ou équivalent, vous avez à 35 ans environ gardé un contact étroit avec la technique (courants faibles). A la fois homme de communication et de commandement, vous êtes capable d'avoir une vision globale des problèmes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence A1 04 08 à notre Conseil, Madame Claude Favereau, FAVEREAU CONSULTANTS, 52 rue de la Fédération, 75015 PARIS.

FAVEREAU CONSULTANTS

TV H
aujourd'hui

MEURCO

INGE

laère
en tou

Sarna

INGENIEUR

INGENIEUR

Le Monde des Secteurs de Pointe

REPRODUCTION INTERDITE

TV Haute Définition : c'est aujourd'hui et c'est chez nous.

VIDEOCOLOR (2800 personnes, 2,5 milliards de CA), filiale de THOMSON CONSUMER ELECTRONICS, fait partie des leaders mondiaux du Tube Télévision couleur avec pour objectif la "Haute Définition". Installé à proximité de DIGNON, son laboratoire d'optique électronique conçoit les Canons électroniques et blocs de déviation des tubes images couleur fabriqués et commercialisés dans le monde entier. Dans le cadre du développement du laboratoire, nous recherchons :

INGENIEUR QUALITE

En étroite collaboration avec le Directeur du Laboratoire, vous créez la fonction Qualité et dans ce but, mettez en place un système d'informations fiables entre les labos et les usines de production. Vous développez également les méthodes et outils Qualité appliqués aux projets de recherche, afin de prendre en compte les évolutions de produits et d'anticiper les problèmes Qualité. Ingénieur Privilegié des Organisations Qualité opérationnelles, vous êtes Ingénieur Généraliste ou Qualiticien et présentez une expérience de 3 à 5 ans dans un contexte de technologies avancées.

INGENIEUR CONCEPTION PRODUITS NOUVEAUX

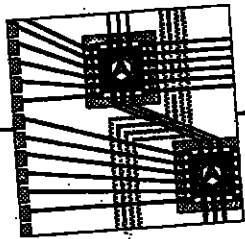
Intégré au sein de l'équipe Etudes Avancées, vous prenez en charge la conception des nouvelles générations de canons électroniques (EUREKA...). Vous vous appuyez pour cela sur un outil informatique et de simulation très performant (SUN, UNIX...). Ingénieur Physicien (ECL, ENSPM...), vous avez entre 27 et 30 ans et bénéficiez d'une première expérience en Recherche et Développement.

INGENIEUR EXPERIMENTATION

En liaison avec les Ingénieurs d'Etudes, vous avez la responsabilité des opérations de mesures électriques et physiques des canons électroniques et participez au développement de ces mesures. Ingénieur Physicien (ENSI, INSA...), vous justifiez d'une première expérience professionnelle au cours de laquelle vous avez mis en oeuvre des techniques d'expérimentation. Pour tous ces postes, des déplacements dans les sites industriels et les autres centres de recherche du groupe sont à prévoir. Une bonne pratique de l'anglais est souhaitée.

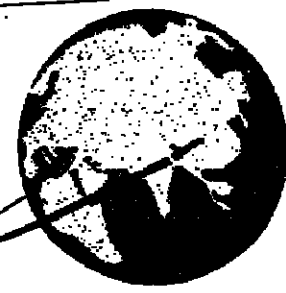
Merci d'adresser votre dossier de candidature (Lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle et prétentions) à :

VIDEOCOLOR - Laurent MARECHAL - Avenue du Général de Gaulle - 21110 GENLIS.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS



N° 1 dans le domaine des équipements aéronautiques et spatiaux, INTERTECHNIQUE emploie 2 200 personnes et réalise un chiffre d'affaires d'un milliard et demi de francs.

Notre Département "Mesure et Régulation", 80 personnes dont 35 % d'ingénieurs, est spécialisé dans la gestion du carburant, le conditionnement d'air et la débitométrie. Pour faire face à sa forte croissance, nous recrutons des Ingénieurs de Recherche et Développement : (H/F)

Ingénieur Electronicien

Ecole d'Ingénieur.

Votre mission sera de concevoir et mettre au point les circuits électroniques de nos équipements : capteurs, circuits analogiques et numériques de traitement, étages de sortie. (Réf. M2D7)

Ingénieur Automaticien

Ecole d'Ingénieur.

Vous développerez et adapterez les concepts d'asservissements numériques sur nos équipements.

Nous recherchons des jeunes candidats dynamiques, désireux de s'investir au sein de petites équipes autonomes et responsables. (Réf. M3D7)

Pour ces postes, l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Isabelle Chelet, Intertechnique, Direction du Personnel, BP 1, 78374 Plaisir Cedex.

INTERTECHNIQUE

Jeune ingénieur, miagiste...

Responsable des développements informatiques

Au sein de la Direction générale des affaires financières du groupe, le service Consolidation et reporting s'appuie sur des outils informatiques sophistiqués (SIAD, Consolidation et EIS). Pour optimiser la performance de ces systèmes d'information et en accélérer l'évolution, nous créons la fonction de Responsable des développements informatiques.

Rattaché au Directeur du service, vous jouerez un rôle de conseil et d'assistance auprès des différents responsables comptables et financiers du groupe. Vous prendrez en charge les nouveaux développements et serez le garant de la maîtrise des outils existants.

Au travers d'une première activité professionnelle, vous avez acquis une bonne connaissance des logiciels de gestion et des réseaux télématiques.

Basé à notre siège (Paris 8e), ce poste vous permettra de valoriser rapidement sens de l'autonomie, qualités relationnelles et vous ouvrira de larges possibilités d'évolution au sein de nos directions informatiques.

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. IBS/PM, à notre conseil INFRAPLAN, 83 boulevard Raspail, 75006 Paris

BSN

Danone, Pannani, La, Kropfenbourg, Eylan... BSN est le 3e groupe alimentaire européen : 53 Mds de F de CA, 45 000 personnes, une implantation industrielle dans 20 pays.

BSN

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

L'aéronautique en toute confiance



Leader européen des commandes de vol pour avions et hélicoptères, Sarma équipe les grands programmes mondiaux : Airbus, Boeing, Douglas, British Aerospace, Dassault, Fokker, MBB... Avec près de 1 000 personnes, 4 unités de production et 1 centre technique, nous poursuivons nos investissements en recherche et développement pour des équipements toujours nouveaux et à la pointe de la technologie.

2 CHEFS DE PRODUIT

Rattachés au Directeur commercial, vous êtes chacun responsable d'une ligne de produits représentant un CA d'environ 120 MF. Votre mission pourra s'orienter autour de 3 axes :

- marketing et politique commerciale,
- support et animation commerciale,
- gestion de la logistique.

Diplômés d'une école d'ingénieurs, vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans environ de la vente dans l'industrie, de préférence haute technologie.

La connaissance du secteur aéronautique alliée à une première expérience d'animation d'équipe commerciale serait un plus. Votre champ d'action en France et à l'étranger (environ 20 % de votre temps) implique la maîtrise parfaite de l'anglais. (Réf. CP/M)

INGENIEUR ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Rattaché au responsable du développement des matériaux composites, vous travaillez dans un environnement de haute technologie, sur un produit nouveau faisant appel à des techniques modernes.

Après une période de formation, vous intervenez tant sur le plan études (calculs, définitions...) que gestion technique du service (contacts clients, fournisseurs).

Ingénieur mécanicien éventuellement débutant, vous êtes autonome et possédez toutes les qualités indispensables au double aspect de ce poste. Anglais courant indispensable. (Réf. IED/M)

INGENIEUR PRODUCTION/INDUSTRIALISATION

Vous êtes chargé de la mise en route de la production, vous développez les moyens de production et apportez des solutions aux problèmes d'industrialisation liés à la forte augmentation du volume de cette ligne de produits. A la tête d'une équipe d'une vingtaine de personnes, vos responsabilités s'étendent également aux divers aspects de production (approvisionnement, contrôle, qualité...).

Ingénieur mécanicien débutant ou avec une expérience de 2 à 3 ans en méthodes dans le respect des coûts et avec une expérience de 2 à 3 ans en méthodes ou production, vous êtes motivé par les problèmes liés à l'industrialisation d'un produit nouveau dans un environnement de haute technologie. (Réf. IPI/M)

SARMA : EQUIPEMENT AVIATION - GROUPE SKF

Les trois premiers postes sont basés dans la Drôme (à 45 mn au sud de Lyon) et le quatrième à Lons-le-Saunier. Merci d'adresser votre candidature par courrier, sous réf. choisie, à SARMA, DRH, 1 av. Marc Seguin, BP 29, 26241 St-Vallier-sur-Rhône ou par Minitel : 3617 JOB PLUS

STOP

JEUNES INGENIEURS AGRO-AGRI VOUS RISQUEZ DE TRANSFORMER VOTRE VIE.

PARCE QU'AU-DELA D'UN METIER, C'EST UN ETAT D'ESPRIT ET UN MODE DE VIE QUE L'ON VOUS PROPOSE :

Défier les grands espaces, diriger les hommes, maîtriser un environnement...

Cette vie a fait de nous, avec 12 Md de CA et 22 000 personnes, le n° 1 mondial de notre activité.

Jeunes ingénieurs, contactez sous référence JL3, notre conseil HCA, 19-21 Boulevard Gambetta - 92137 Issy les Moulineaux Cedex et vous serez surpris.

هكذا ان الاصل

Le Monde des Secteurs de Pointe



Pour soutenir la qualité des performances d'une de nos filiales spécialisée dans les travaux électriques en milieu industriel, nous recherchons des

INGENIEURS RESPONSABLES D'AFFAIRES

BORDEAUX Réf. 6361 MARSEILLE Réf. 6372 STRASBOURG Réf. 6383
RÉGION PARISIENNE Réf. 6394 PAU Réf. 6405 NANTES Réf. 6416

VOTRE MISSION : □ après une période d'intégration □ vous prenez en charge, avec une grande autonomie la responsabilité de projets complets dans le domaine industriel (automatismes, instrumentation, électricité générale...) □ vous gérez les moyens mis à votre disposition (budget, personnel, technique) □ par votre action commerciale, vous développez vos affaires avec vos clients.

VOTRE PROFIL : □ Ingénieur d'affaires confirmé âgé de 38-40 ans environ ou jeune ingénieur électricien (SUPELEC, ESME, INSA, IDN...) de 28-35 ans environ □ une expérience réussie dans un domaine d'activité proche □ outre vos compétences techniques, vous avez le goût des responsabilités (management d'affaires et d'hommes) et souhaitez évoluer avec nous □ rigoureux et bon gestionnaire, vous êtes très attentif au respect des objectifs en terme de délais et de qualité.

NOUS VOUS OFFRONS : □ un poste clé dans notre organisation □ la responsabilité complète des affaires qui vous sont confiées et que vous gérez en centre de profit □ une structure légère où vous pouvez exprimer vos compétences □ un groupe très important et techniquement reconnu au sein duquel vous pouvez évoluer □ des méthodes de travail rigoureuses dans un environnement humain performant et motivé.

Pour une première série d'entretiens individuels avec la société le 17/05/91 à PARIS.
Adressez ou télécopiez C.V., lettre et photo à EUROMAN - 195, avenue du Général Leclerc 78220 VIROFLAY. Fax : 30.24.39.00 en indiquant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN

L'avenir est à l'image. Une image qui se décline chez Kodak dans un univers de haute technologie. De la photo à la vidéo, de la santé à la bureautique. Kodak repousse sans cesse l'étendue de ses recherches : élaboration de nouveaux produits, amélioration des procédés de fabrication, souci de la performance et d'une qualité sans faille. Afin de conforter notre place de leader de l'image, nous recrutons pour notre Centre de Recherches de CHALON-SUR-SAONE un

Ingénieur de recherches

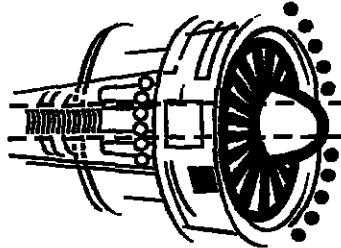
diplômé d'une Ecole Supérieure de Chimie ou titulaire d'un Doctorat de Spécialité en Spectroscopie vibrationnelle (Infrarouge, Raman).
Vous aurez pour fonction d'appliquer des techniques spectroscopiques à la résolution de problèmes et de développer de nouvelles méthodes d'analyses adaptées à l'investigation de nouveaux matériaux et au contrôle de procédés.

Après quelques années passées dans notre Centre de Recherches, vous pourrez poursuivre votre évolution dans la recherche ou vous orienter vers la fonction d'ingénieur de fabrication.

De bonnes connaissances en anglais sont indispensables.
Pour un avenir à l'image de notre expansion, rejoignez-nous sur un site moderne dans un cadre très agréable.

Débutant ou première expérience, adressez vos candidatures (C.V., prétentions et photo sous réf. GC 16) à KODAK-PATHÉ, Direction Gestion des Cadres, 26 rue Villiot 75594 PARIS Cedex 12.

L'avenir est à l'image



Le Département Moyens d'essais est spécialisé dans la conception et la réalisation des moyens d'essais de la SNECMA et de ses clients.

Nous recherchons pour notre établissement de VILLAROCHE (77) situé près de MELUN et FONTAINEBLEAU :

INGENIEURS ANALYSTES

Pour assurer l'analyse, l'écriture et la mise au point de programmes s'intégrant dans des systèmes temps réel.

INGENIEURS ELECTRONICIENS SPECIALISTES EN MATERIEL INFORMATIQUE

Pour participer aux études d'architecture, spécifier les matériels et définir les règles d'utilisation et de maintenance de ces matériels.

INGENIEURS D'ETUDES DE SYSTEMES NUMERIQUES

Pour élaborer les spécifications fonctionnelles et piloter l'ensemble des études "matériel" et "logiciel" de ces systèmes.

Ingénieurs débutants ou première expérience, spécialistes informatique temps réel et technologies numériques, venez rejoindre nos équipes.

Le GROUPE SNECMA offre de réelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence FG/TME au GROUPE SNECMA - Direction de l'Encadrement - 2, Boulevard du Général Marial Valin - 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE SNECMA

Société Nationale d'Etude et de Construction de Moteurs d'Aviation, la SNECMA bénéficie d'une formidable capacité de recherche, conception, développement, production, qui la place parmi les leaders de la double compétition mondiale des avions d'armes et des avions de transports civils.

INGENIEUR-ARCHITECTE

SALAIRE OUVERT

Nous recherchons pour l'un de nos bureaux, situés dans une zone d'activités de 100 000 personnes, un ingénieur-architecte expérimenté, capable de concevoir et de réaliser des projets de construction de bâtiments industriels et commerciaux. Son rôle sera de concevoir et de réaliser des projets de construction de bâtiments industriels et commerciaux. Son rôle sera de concevoir et de réaliser des projets de construction de bâtiments industriels et commerciaux.

Basé dans la région Nord de la France, le candidat devra être capable de concevoir et de réaliser des projets de construction de bâtiments industriels et commerciaux. Son rôle sera de concevoir et de réaliser des projets de construction de bâtiments industriels et commerciaux.

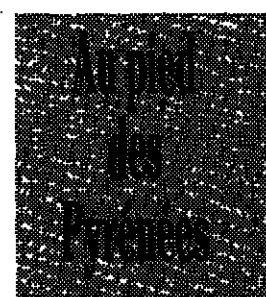
Employez-vous dans une entreprise de construction de bâtiments industriels et commerciaux. Son rôle sera de concevoir et de réaliser des projets de construction de bâtiments industriels et commerciaux.

HayManagers

HAY GROUP 1er CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES



socata
1100 personnes



Filiale de l'Aérospatiale, notre société conçoit, produit, commercialise la gamme d'avions légers, et développe des programmes de sous-traitance et de coopération.

La Direction technique

recherche pour son bureau d'études (65 personnes) :

Chef de groupe calcul

Vous aurez pour mission d'encadrer un groupe de calculateurs structures en matériaux métalliques et composites. Ingénieur confirmé (ESTACA, ENSICA, ENSMA) ou BTS bureau d'études avec environ 10 ans d'expérience plus études complémentaires, vous connaîtrez les structures primaires aéronautiques métalliques et/ou composites, le prédimensionnement, les efforts généraux. Une expérience de la rédaction de dossiers de justification et du calcul par éléments finis sera très appréciée.

Chef de section dessin

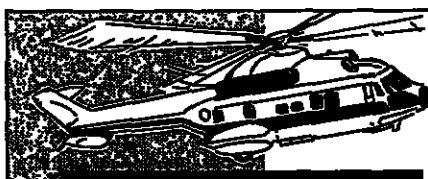
Sous l'autorité d'un Chef de programme, vous serez chargé de coordonner l'activité d'une équipe de projeteurs et dessinateurs. Ingénieur confirmé ou BTS avec 15 ans d'expérience, vous avez une bonne connaissance des structures métalliques et/ou composites, du prédimensionnement, des liasses prototype et série, et si possible de la CAO.

Pour ces deux postes à responsabilité, un bon niveau d'anglais est nécessaire.

Notre proposition vous intéresse, confiez votre dossier de candidature à notre conseil : FM Consultants, 2 rue du Rempart-Villeneuve, 31000 Toulouse. Tél. : 62.27.29.78.



CONSEIL EN RECRUTEMENT



TURBOMECA

1^{ère} entreprise européenne

dans le domaine des turbines

à gaz de moyenne et petite

puissance pour l'aéronautique

4000 personnes - C.A.

2,5 Milliards de Francs

recherche pour son

Etablissement de MEZIERES

(YVELINES) son

RESPONSABLE GESTION DE PRODUCTION

Jeune ingénieur diplômé (A & M, INSA, ENI...), débutant ou disposant d'une première expérience en fabrication mécanique.

Mission : Au sein de notre Etablissement de Mézières, vous serez chargé de la gestion de production des flux internes et externes, ainsi que du calcul, de l'analyse prévisionnelle et de la réalisation du programme mensuel en besoins moteurs neufs, rechanges et réparations.

A ce titre, vous assurerez pour nos programmes la meilleure coordination avec notre établissement principal de Pau.

Vous superviserez également l'activité informatique de l'entreprise.

Vous avez le sens de la communication et des relations humaines et parlez anglais couramment.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. 91020 à TURBOMECA - Direction des Ressources Humaines - Rue Georges Deschamps 78970 MEZIERES-SUR-SEINE - Fax : 30 95 85 85



LES MOTEURS L'ET LA PASSION

Nous sommes la division Réseau d'un grand groupe industriel,

VOUS AVEZ DEJA EXERCE DES RESPONSABILITES AU SEIN D'UNE EQUIPE DE DEVELOPPEMENT TELECOM, RESEAU, SYSTEME TEMPS REEL...

NOUS AVONS DE GRANDS PROJETS POUR VOUS !... et des PERSPECTIVES A VOTRE MESURE.

Votre profil : Ingénieur Grande Ecole, vous avez une dizaine d'années d'expérience en développement de logiciels dans le cadre de grands projets. Techniquement compétent et rigoureux dans l'utilisation de méthodes, vous témoignez d'un goût affirmé pour le pilotage d'une équipe de développement.

Votre mission : Contribuer au développement de produits destinés au monde des Telecoms selon votre profil et vos souhaits (conception ou réalisation ou mise au point). Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) en précisant la référence M/AS 205 à notre conseil: Anna STAROSWIECKI - INFORAMA Carrières - 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE



la technologie pour les hommes

مكتبة الامم المتحدة